

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ET

UNIVERSITÉ D'AVIGNON ET DES PAYS DE VAUCLUSE

**LA CONSTRUCTION DU PATRIMOINE MONDIAL :
TRANSFORMATIONS PHYSIQUES ET APPROPRIATION LOCALE
DANS LA PATRIMONIALISATION DU CENTRE-VILLE HISTORIQUE
D'AREQUIPA, PÉROU**

THÈSE

PRÉSENTÉE EN COTUTELLE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN MUSÉOLOGIE, MÉDIATION, PATRIMOINE
(UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)

ET

DU DOCTORAT EN COMMUNICATION (OPTION MUSÉOLOGIE)
(UNIVERSITÉ D'AVIGNON ET DES PAYS DE VAUCLUSE)

PAR MATHIEU DORMAELS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Au Dr. Jean Dormaels, mon grand-père...

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	vii
LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES TABLEAUX.....	xv
LISTES DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	xvi
RÉSUMÉ.....	xvii
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
PARTIE I : QUELQUES ÉLÉMENTS CONTEXTUELS ET CONCEPTUELS DU CADRE DE LA RECHERCHE	
1) Le contexte de la recherche	7
a) Le contexte urbain latino-américain : le « centro histórico »	8
i) L'émergence du <i>centro histórico</i>	11
ii) Les différents types de zones historiques	15
iii) Des problématiques particulières.....	18
iv) L'intérêt pour les centres historiques.....	20
v) Le financement.....	23
b) Le patrimoine mondial et les centres historiques en Amérique latine.....	25
c) Le contexte péruvien.....	30
i) Le Pérou.....	31
ii) La ville de Cusco	37
iii) Le centre historique de Lima.	40
2) Les notions de patrimoine	44
a) Approche historique française	45
i) Les racines de la notion : étymologie et usages médiévaux	45
ii) L'apparition de la notion et la construction des identités nationales.....	46
iii) Du monument au patrimoine	47
iv) Un concept géohistorique	48

b)	Approche géographique.....	50
i)	L'objet, le territoire, l'espace.....	50
ii)	La spatialisation du patrimoine : trois types d'approches	51
iii)	Une vision fonctionnelle.....	52
c)	Approche communicationnelle.....	53
i)	De l'objet muséal à l'objet patrimonial	54
ii)	Impact social et opérativité symbolique du patrimoine	56
iii)	Les temps du patrimoine.....	58
d)	Approche herméneutique.....	60
3)	La patrimonialisation et l'identité.....	62
a)	Le geste légal de patrimonialisation	63
b)	Un geste d'intervention : entre conservation et restauration	64
i)	La restauration stylistique.....	64
ii)	L'anti-restauration	65
iii)	La restauration historique	65
iv)	La restauration scientifique.....	66
v)	La restauration critique	67
vi)	Quelques définitions aujourd'hui.....	68
c)	Les gestes de production de sens.....	69
i)	Une « trouvaille »	70
ii)	Un processus d'« authentification »	71
d)	De « l'hypertrophie patrimoniale » à « l'hypertrophie identitaire » : définir l'identité	72
i)	L'identité individuelle	73
ii)	Les identités collectives.....	74
	Conclusion de partie	77

PARTIE II : PROBLÉMATIQUE, CADRE D'ANALYSE ET DÉROULEMENT DE LA RECHERCHE

4)	Cadre épistémologique, problématique, question de recherche et hypothèses	80
a)	Du patrimoine à son interprétation	80
b)	Problématique et question de recherche	83
c)	Hypothèses de recherche	88
5)	Cadre d'analyse, opérationnalisation et déroulement de la recherche	90
a)	Cadre d'analyse	90
b)	Méthodologie.....	95
c)	Déroulement de la recherche	96
	Conclusion de partie	101

PARTIE III : DE LA FONDATION À L'INSCRIPTION : ÉMERGENCE DU PATRIMOINE À AREQUIPA

6) Les représentations patrimoniales à Arequipa.....	103
a) L'image d'Arequipa.....	103
b) Le plan	111
c) Le bâti	122
7) Construction et évolution des représentations patrimoniales.....	131
a) L'émergence de la notion de patrimoine	131
b) Ville blanche ou en couleur ?	137
c) L'apparition de l'industrie touristique	143
d) Des représentations patrimoniales propices à une candidature pour l'inscription au patrimoine mondial	150
8) Arequipa et l'inscription au patrimoine mondial	151
a) Les prémices de la candidature : les représentations patrimoniales à la fin des années 1990	151
b) L'inscription sur la Liste du patrimoine mondial	154
c) Consécration patrimoniale ou relance économique : l'expression de représentations différentes	157
d) La reconnaissance : une volonté politique.....	162
Conclusion de partie	167

PARTIE IV : CONSTRUIRE UN SITE DU PATRIMOINE MONDIAL : 1999-2011

9) Une construction planifiée.....	168
a) Le projet de développement.....	168
b) La planification du projet.....	171
c) La mise en œuvre du projet	187
i) Les monuments	189
ii) Les espaces publics.....	197
iii) Le logement	209
iv) Les problèmes de gestion.....	212
d) Les conséquences.....	216
10) Une construction symbolique.....	224
a) L'implication citoyenne.....	224
b) Des changements de pratique	232
c) Une responsabilisation complexe	240
Conclusion de partie	246

PARTIE V : PATRIMONIALISER UN SITE DU PATRIMOINE MONDIAL

11) Les caractéristiques de la patrimonialisation d'Arequipa.....	249
a) Une construction, des patrimonialisations.....	249
b) Patrimonialisation institutionnelle ou sociale ?	252
c) L'actualisation patrimoniale : des monuments à la campiña.....	253
d) Des situations contradictoires	256
e) En conclusion, un phénomène hybride	259
12) Les effets du patrimoine mondial	263
a) L'effet d'hybridation	263
b) L'effet « Label »	266
c) L'effet d'amplification.....	269
d) L'effet « patrimoine mondial ».....	272
CONCLUSION.....	275
ANNEXES.....	286
BIBLIOGRAPHIE.....	367

REMERCIEMENTS

Il y a plusieurs raisons qui peuvent pousser à entreprendre une thèse. La mienne remonte à plusieurs années et je la dois principalement à mon grand-père, le Dr. Jean Dormaels, qui n'a malheureusement pas pu en voir la conclusion. C'est pourquoi, en sa mémoire, je lui dédie ce travail.

Il y a ensuite plusieurs raisons qui font que l'on termine une thèse. L'un des principaux enjeux, dans mon cas, était le financement et il n'aurait pas été possible de mener à bien ce travail sans le soutien généreux et constant de ma directrice de recherche à l'UQAM, Lucie K. Morisset, ainsi que de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain (ESG-UQAM) et de son titulaire Luc Noppen.

La réalisation d'une thèse de doctorat est un processus long et parfois un peu solitaire et qui pourtant s'enrichit beaucoup des échanges et des discussions. Au cours de mes travaux, j'ai eu la chance de pouvoir échanger avec de nombreuses personnes – étudiants, professeurs, professionnels – dans les séminaires, colloques et autres rencontres formelles ou informelles, que je veux remercier ici. D'abord mes directeurs de recherche, Lucie K. Morisset à l'UQAM et Jean Davallon à l'UAPV, dont les conseils m'ont aidé à définir mon projet et à le mener à bien. Ensuite, je veux remercier les professeurs rencontrés lors des séminaires et ceux qui ont contribué à mes travaux par leur lecture et leur participation aux différentes évaluations, notamment les membres de mon jury de soutenance. Enfin, je remercie particulièrement les étudiants de maîtrise, doctorat et postdoctorant croisés à la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain.

J'ai également reçu le soutien et les conseils de plusieurs personnes qui ont rendu possible ma recherche sur le terrain, et notamment Henrique Urbano (Univ. San Martín de Porres, Lima), Alexandra Arellano (Univ. d'Ottawa), Alejandro Málaga Núñez-Zeballos (Univ. Nac. San Agustín, Arequipa), et Julio Aspilcueta Barbachán (Muni. provinciale d'Arequipa).

Finalement, le soutien des proches demeure la pierre angulaire de ce genre d'aventure et je remercie mes parents, mon frère et surtout mon épouse de leurs encouragements, de leur soutien indéfectible, et de leur amour.

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1-1 : Construction espagnole de l'archevêché sur les soubassements du palais de l'Inca, Cusco, Pérou. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	12
FIGURE 1-2 : Centres-villes de Rio de Janeiro, Brésil (type 1) et de Lima, Pérou (type 3). Photos : Mathieu Dormaels, 2009 et 2011.	17
FIGURE 1-3 : Miraflores, ancien lieu de villégiature, aujourd'hui quartier aisé et touristique de Lima, Pérou. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	18
FIGURE 1-4 : Museo de Arqueología de Alta Montaña (Musée d'archéologie de haute montagne) à Salta, Argentine. Photo : Mathieu Dormaels, 2007.	22
FIGURE 1-5 : Ville d'Antigua Guatemala, inscrite au patrimoine mondial en 1979. Photo : ZackClark, 2005.	29
FIGURE 1-6 : Carte géophysique du Pérou. Source : Instituto Nacional de Recursos Naturales, Perú.	32
FIGURE 1-7 : Ruines de Chan Chan, site inscrit au patrimoine mondial en 1986, et site de Nazca, inscrit en 1994. Photos : Håkan Svensson, 1997 ; Markus Leupold-Löwenthal, 2008.	33
FIGURE 1-8 : Plan de Cusco, levé par Federico Hohagen en 1865. Source : David Rumsey Historical Map Collection.	37
FIGURE 1-9 : Couvent Santo Domingo à Cusco, construit sur les restes du Coricancha. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	39
FIGURE 1-10 : Vue générale de Cusco depuis le site de Sacsayhuamán. Photo : Luc Noppen, 2011.	39
FIGURE 1-11 : Plan de Lima, levé par Antonio Dupard en 1865. Source : David Rumsey Historical Map Collection.	41
FIGURE 1-12 : Ensemble conventuel San Francisco de Lima. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	42
FIGURE 1-13 : Place principale de Lima, dite « de Armas ». Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	43

FIGURE 2-1 : Le patrimoine en tant que dispositif médiatique. Source : Mathieu Dormaels, 2011	58
FIGURE 5-1 : Les 4 opérations d'analyse de la patrimonialisation.	92
FIGURE 5-2 : Les opérations de patrimonialisation dans le temps.	92
FIGURE 6-1 : Carte postale d'Arequipa présentant les principaux monuments dont, au centre, la cathédrale avec le volcan Misti à l'arrière-plan. Source : Fenno ediciones y publicidad.	108
FIGURE 6-2 : Carte postale d'Arequipa présentant les principaux monuments et, au centre, la campagne environnante avec le volcan Misti à l'arrière-plan. Source : Fenno ediciones y publicidad.	109
FIGURE 6-3 : Fondation espagnole d'Arequipa par José Gabriel Álvarez Sotomayor. Source inconnue.	112
FIGURE 6-4 : 1 ^{re} page du livre IV, titre VII, des Lois des Indes.	113
FIGURE 6-5 : Plan de la ville d'Arequipa. Source de la carte : Google Maps.	115
FIGURE 6-6 : Plan du centre de la ville de La Plata. Source : Google Maps.	116
FIGURE 6-7 : Plan de la ville de Trujillo en 1865 par Mariano Felipe Paz Soldan.	117
FIGURE 6-8 : Plan d'Arequipa de la fin du XIX ^e siècle. Tiré de Gutiérrez, 1992 : 166.	119
FIGURE 6-9 : Couverture des ouvrages Historia general de Arequipa et Evolución histórica urbana de Arequipa (1540-1990), parus en 1990 et 1992.	121
FIGURE 6-10 : Archevêché d'Arequipa, construit en pierre de sillar rose. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	123
FIGURE 6-11 : Maison dite Casa del Moral, construite vers 1730. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	123
FIGURE 6-12 : Photographies anciennes (1868 ?) de la cathédrale (à gauche) après qu'on eût démoli les restes des tours et de la place d'Armes, avec des tentes pour la population et, au fond, l'église de La Compañía (à droite). Source inconnue.	124
FIGURE 6-13 : Intérieur du marché San Camilo d'Arequipa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	125
FIGURE 6-14 : Plan régulateur pour le développement de la ville, dessiné en 1940 par Alberto de Rivero et Manuel E. de Rivero. Tiré de Gutiérrez, 1992 : 212.	126
FIGURE 6-15 : Plan du quartier de Selva Alegre, par les architectes Álvarez-Calderón et Harth-Terré, 1940. Tiré de Leguía y Martínez (1940).	127
FIGURE 6-16 : Hotel Turismo à sa construction (à gauche), devenu Hotel de los turistas puis Hotel Libertador. Photos : tiré de Leguía y Martínez (1940) ; Mathieu Dormaels, 2011.	127
FIGURE 6-17 : Marché San Camilo vers 1921. Source inconnue.	128

FIGURE 6-18 : Hôpital Goyeneche vers 1912. Source inconnue.	128
FIGURE 7-1 : Façade du théâtre municipal d'Arequipa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	132
FIGURE 7-2 : Quartier du Mercado central à Lima. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	135
FIGURE 7-3 : Bâtiment dit Casa Tristán del Pozo, construit vers 1730, aujourd'hui siège de la succursale locale du Banco Continental. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	136
FIGURE 7-4 : Plaza de Armas d'Arequipa, vers 1900. Source inconnue.	139
FIGURE 7-5 : Installation extérieure et sculpture La Apacheta de Carlos Runcie Tanaka, Musée d'Art Contemporain d'Arequipa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	140
FIGURE 7-6 : Portail de la cathédrale d'Amiens, dit de la Mère Dieu, dans la restitution de couleur par projection de lumière du spectacle <i>Amiens la Cathédrale en couleurs</i> , conçu par la société Skertzo. Photo : Mathieu Dormaels, 2008.	141
FIGURE 7-7 : Église du couvent des Récollets, avant qu'elle ne soit peinte (à droite) et actuellement (à gauche). Photos : Musée des Récollets, s.d. ; Mathieu Dormaels, 2011.	142
FIGURE 7-8 : Moulin de Sabandía. Photo : Luc Noppen, 2011.	145
FIGURE 7-9 : Musée des Récollets d'Arequipa. Photo : Luc Noppen, 2011.	145
FIGURE 7-10 : Bâtiment avant et après la construction des étages supplémentaires de l'Hotel del Fundador. Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2006 ; Mathieu Dormaels, 2011.	147
FIGURE 7-11 : Hotel Posada del Monasterio, 1er patio visible depuis la rue et bâtiment nouveau construit sur le 2 ^e patio. Photos : Luc Noppen, 2011 ; Mathieu Dormaels, 2011.	147
FIGURE 7-12 : Façade récente en sillar de l'Hotel Ensueños. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	148
FIGURE 7-13 : 1 ^{er} patio du bâtiment dit Casa de la Moneda, avant et après sa transformation en hôtel. Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2004 ; Mathieu Dormaels, 2011.	148
FIGURE 7-14 : Extension par l'aménagement et la couverture des toits terrasse. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	149
FIGURE 8-1 : Article de l'édition nationale du journal El Comercio du 16 janvier 1992 « Ils demandent que le centre de la Ville Blanche soit déclaré Patrimoine culturel de l'humanité ».	152

FIGURE 8-2 : Enterrement des câbles et élargissement des trottoirs près du bâtiment dit Palacio Goyeneche de la Banque centrale de la Réserve du Pérou. Photos : source inconnue ; Mathieu Dormaels, 2011.	156
FIGURE 8-3 : Rues San Francisco (à droite) et Santa Catalina (à gauche). Photos : Fredy Salcedo, 2006 ; Mathieu Dormaels, 2011.	156
FIGURE 8-4 : Vendeurs de rue informels, rue Pierola, Arequipa. Photo El Comercio, 1983.	159
FIGURE 8-5 : Article en couverture du journal El Pueblo, le 30 novembre 2000 « Arequipa patrimoine culturel de l'humanité. Nous sommes une destination touristique ».	161
FIGURE 8-6 : Rives de la Seine à Paris, site inscrit au patrimoine mondial en 1991. Photo : Verónica Zúñiga Salas, 2008.	163
FIGURE 8-7 : Éditorial du journal El Pueblo du 1 ^{er} décembre 2000 et détail.	165
FIGURE 9-1 : Cathédrale d'Arequipa pendant (à gauche) et après (à droite) le tremblement de terre du 23 juin 2001. Photos : Fredy Salcedo, 2001.	170
FIGURE 9-2 : Ancien plan de zonage (page précédente) et nouveau plan d'occupation des sols (ci-dessus) dans le plan directeur élaboré en 2002. Source : Municipalidad Provincial de Arequipa.	174
FIGURE 9-3 : Évolution du tracé et limites du centre historique de Lima. Source : Municipalidad Provincial de Lima.	176
FIGURE 9-4 : Maison occupée par des habitants regroupés en association pour la défense de leur droit au logement et l'amélioration des conditions de vie. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	177
FIGURE 9-5 : Marché de souvenirs Galería artesanal San Francisco à Lima, aménagé en 2007. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	177
FIGURE 9-6 : Ensemble d'habitation La Muralla, inauguré en 2008. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	178
FIGURE 9-7 : Quartier Rímac. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	179
FIGURE 9-8 : Façade de l'église du couvent Santo Domingo de Cusco après le tremblement de terre de 1950. Photo LIFE/Eliot Elisofon.	181
FIGURE 9-9 : Cour centrale de l'Hotel Monasterio à Cusco. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	183
FIGURE 9-10 Dispositif de médiation dans une rue de Cusco, rendu peu lisible par le manque d'entretien de la vitre permettant la vue de restes archéologiques. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	184
FIGURE 9-11 : Plan touristique actuel d'Arequipa. Source : Municipalidad Provincial de Arequipa.	185
FIGURE 9-12 : Plan touristique d'Arequipa de 1990. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	185

FIGURE 9-13 : Toit de la cathédrale d'Arequipa percé par l'effondrement de l'une des tours lors du tremblement de terre de 2001. Photo : Fredy Salcedo, 2001. ____	190
FIGURE 9-14 : Illumination de la cathédrale d'Arequipa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011. _____	190
FIGURE 9-15 : Travaux de restauration de la voûte principale de l'église du Tiers-Ordre franciscain à Arequipa en 2003. Photo Municipalidad Provincial de Arequipa, 2003. _____	191
FIGURE 9-16 : Casa Bleisdell, aujourd'hui Musée d'art contemporain d'Arequipa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011. _____	192
FIGURE 9-17 : Porte principale de la Casa de la Moneda avant (à gauche) et après (à droite) sa transformation en hôtel. Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2004 ; Mathieu Dormaels, 2011. _____	193
FIGURE 9-18 : Lobby de l'hôtel Casa Andina Private Collection d'Arequipa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011. _____	194
FIGURE 9-19 : Porte en sillar dans le nouveau lobby de l'Hotel Ensueños. Photo : Mathieu Dormaels, 2011. _____	195
FIGURE 9-20 : Ateneo, qui abrite aujourd'hui, entre autres, la bibliothèque municipale d'Arequipa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011. _____	195
FIGURE 9-21 : Détail de la façade du théâtre municipal d'Arequipa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011. _____	196
FIGURE 9-22 : Plan d'Arequipa de 1784. Source inconnue. _____	198
FIGURE 9-23 : Place San Francisco. Photo : Mathieu Dormaels, 2011. _____	199
FIGURE 9-24 : Marché d'artisanat du Fundo El Fierro. Photo : Luc Noppen, 2011. _____	199
FIGURE 9-25 : Zone du centre historique dont les rues ont fait l'objet de travaux de restauration et d'amélioration (surlignée en rose). Source de la carte : Google Maps. _____	200
FIGURE 9-26 : Restes d'un puits ou d'une fontaine dégagés lors des travaux sur la place Colón en 2005. Photo : Municipalidad Provincial de Arequipa (2005). _____	201
FIGURE 9-27 : Place Colón avant (à gauche) et après (à droite) les travaux d'aménagement. Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2005 ; Mathieu Dormaels, 2011. _____	201
FIGURE 9-28 : Rue Mercaderes en 1925. Source inconnue. _____	202
FIGURE 9-29 : Rue Mercaderes avant (à gauche) et après (à droite) sa piétonnisation. Photos : Fredy Salcedo, 2005 ; Mathieu Dormaels, 2011. _____	202
FIGURE 9-30 : Enseignes internationales de restauration rapide (Pizza Hut, Burger King, KFC, Starbucks Coffee), rue Mercaderes. Photo : Mathieu Dormaels, 2011. _____	203
FIGURE 9-31 : Rue Sucre après les travaux de piétonnisation, de 2010-2011. Photo : Mathieu Dormaels, 2011. _____	204

FIGURE 9-32 : Rue du quartier San Lázaro avant (à gauche) et après (à droite) les travaux de réhabilitation. Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2006 ; Luc Noppen, 2011.	205
FIGURE 9-33 : Éclairage public installé lors des travaux de réhabilitation du quartier San Lázaro. Photo; Mathieu Dormaels, 2011.	206
FIGURE 9-34 : Entre la façade visible de la rue et la réalité du logement en arrière de celle-ci, la différence illustre la pobreza disfrazada [pauvreté masquée]. Photos : Mathieu Dormaels, 2011.	207
FIGURE 9-35 : Graffitis sur les murs, plus présents dans le quartier San Lázaro. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	208
FIGURE 9-36 : Entrée principale du Tambo de Bonce pendant les travaux de restauration (à gauche) et en 2011 (à droite). Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2002 ; Mathieu Dormaels, 2011.	210
FIGURE 9-37 : Patios intérieurs du Tambo de Bonce pendant la restauration (à gauche) et après (à droite). Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2002 ; Mathieu Dormaels, 2011.	210
FIGURE 9-38 : Tambo La Cabezona après restauration. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	211
FIGURE 9-39 : Panneau d'interprétation permanent (à gauche) et exposition temporaire (à droite) sur la restauration du Tambo La Cabezona. Photos : Mathieu Dormaels, 2011.	212
FIGURE 9-40 : Plan des monuments du centre historique avec les limites des différentes zones de reconnaissance, de déclaration et d'amortissement. Source : Municipalidad Provincial de Arequipa.	214
FIGURE 9-41 : Vallée de la rivière Chili et cultures en terrasses qui composent la campiña d'Arequipa. Photo : Luc Noppen, 2011.	219
FIGURE 9-42 : Projet de nouvelle délimitation de la zone du centre historique d'Arequipa (en rouge, l'ancienne est en violet) et de la zone d'amortissement (en bleu, l'ancienne est en brun). Source : Municipalidad Provincial de Arequipa.	221
FIGURE 9-43 : Tympan de la porte latérale de l'église de La Compañía. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	222
FIGURE 10-1 : Couverture du Manuel pour la valorisation et la conservation du patrimoine architectural d'Arequipa, de G. Ríos Vizcarra.	226
FIGURE 10-2 : Couverture du premier numéro de la revue La Ciudad.	227
FIGURE 10-3 : Kakemono publicitaire annonçant l'ouverture de la Casa de la Gastronomía Peruana, sur le mur de l'ancien bâtiment des postes transformé en musée. Photo : Luc Noppen, 2011.	228
FIGURE 10-4 : Article dans le journal local El Pueblo du 17 avril 2008 « Des étrangers deviennent guides d'Arequipa ».	232

FIGURE 10-5 : Centre touristique Casona Santa Catalina. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	235
FIGURE 10-6 : Séminaire organisé le 19 juillet 2011 par le ministère de la Culture du Pérou et l'Alliance française d'Arequipa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	235
FIGURE 10-7 : Bibliothèque Mario Vargas Llosa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	236
FIGURE 10-8 : Vendeuse en costume à l'entrée du monastère Santa Catalina. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	238
FIGURE 10-9 : Diverses mentions de la reconnaissance Arequipa patrimonio de la humanidad. Photos : Luc Noppen (en haut à gauche), 2011 ; et Mathieu Dormaels, 2011.	239
FIGURE 10-10 : Éditorial du journal El Pueblo du 12 mai 2008.	241
FIGURE 10-11 : Panneau de présentation du projet de pont sur la rivière Chili élaboré par le gouvernement régional. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	242
FIGURE 10-12 : Pont routier en construction dans la vallée de l'Elbe, près de Dresde (Allemagne), qui a entraîné le retrait du site de la Liste du patrimoine mondial. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	243
FIGURE 11-1 : Restaurant gastronomique Chi Cha, ouvert par le célèbre chef péruvien Gastón Acurio en 2009, dans le centre touristique Casona Santa Catalina. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	256
FIGURE 12-1 : En plein centre historique de Cusco se côtoient des habitations délabrées et des hôtels de luxe. Photos : Mathieu Dormaels, 2011.	270
FIGURE 12-2 : Brochures éditées par la France pour soutenir la candidature des Causses et des Cévennes à l'inscription en tant que paysage culturel, lors de la 35e réunion du Comité du patrimoine mondial à Paris en 2011. Le site a été inscrit à cette occasion. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.	273
FIGURE 13-3 : Le patrimoine en tant que dispositif médiatique, qui inclut l'influence des représentations des groupes sociaux sur les institutions et leurs actions.	279

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1-1 : Villes (cités vivantes et villes du xxe siècle) inscrites sur la Liste du patrimoine mondial dans la région Amérique latine et Caraïbes (LAC), en décembre 2011. _____	27
TABLEAU 5-1 : Stratégie de recherche _____	93
TABLEAU 5-2 : Détail des documents et de leur localisation _____	94
TABLEAU 9-1 : Liste des projets exécutés par la municipalité provinciale d'Arequipa entre 2001 et 2011. Source : Gerencia del centro histórico, Municipalidad Provincial de Arequipa (données compilées par l'auteur). _____	188
TABLEAU 11-1 : Institutions impliquées dans la gestion du site de centre historique d'Arequipa (données compilées par l'auteur). _____	260

LISTES DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AECD	Agencia Española de Cooperación para el Desarrollo [Agence espagnole de coopération pour le développement]
AECID	Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo [Agence espagnole de coopération internationale pour le développement]
ICOMOS	Conseil international des monuments et des sites
INC	Instituto Nacional de Cultura [Institut national de la Culture]
JRDA	Junta de Rehabilitación y Desarrollo de Arequipa [Conseil de réhabilitation et de développement d'Arequipa]
LAC	Amérique latine et Caraïbes
MINCETUR	Ministerio de Comercio Exterior y de Turismo [ministère du commerce extérieur et du tourisme]
MPA	Municipalidad Provincial de Arequipa [Municipalité provinciale d'Arequipa]
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNIDROIT	Institut international pour l'unification du droit privé
VUE	Valeur universelle exceptionnelle

RÉSUMÉ

Créé en 1972 par l'adoption de la *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, le patrimoine mondial a connu en 40 ans une croissance importante, qui s'est accélérée ces dernières années. D'abord le résultat de préoccupations d'experts après la Seconde Guerre mondiale, il est devenu l'élément incontournable et prestigieux d'une culture qui s'internationalise au rythme virtuel des nouvelles technologies, des flux mondiaux et de l'ère numérique. Mais il semble également représenter un ancrage de plus en plus marqué à la fois dans la matérialité des sites, toujours plus nombreux sur la célèbre liste, et dans leur unicité.

Parmi l'ensemble de ces sites, les centres historiques connaissent des situations où l'inscription ajoute un niveau de complexité supplémentaire aux tensions déjà existantes et caractéristiques de ces ensembles urbains. Ainsi, la reconnaissance internationale et la hausse du tourisme ou les espoirs de développement local qu'elle paraît entraîner semblent transformer physiquement l'environnement urbain, mais aussi ses usages et sa population, entre autres. Le plus souvent, la réflexion à propos de ces sites s'intéresse donc à l'aménagement et à la gestion du site transformé, où les habitants sont un élément parmi d'autres à ordonner, avec l'objectif de préserver le site tout en profitant des retombées économiques de son exploitation touristique.

Cette recherche tente au contraire d'examiner comment ces sites se transforment et comment ils deviennent du patrimoine mondial, en postulant que cette approche peut en permettre une meilleure compréhension. Elle propose en outre que ce processus de patrimonialisation n'est pas seulement le fait des autorités, mais qu'il repose aussi sur les habitants qui continuent de donner un sens à ces espaces urbains. En effet, le patrimoine est entendu ici comme une construction sociale résultant de la production de représentations par les groupes sociaux qui le revendiquent. La compréhension de ce processus de patrimonialisation nécessite donc que le chercheur débute par la mise en évidence des différentes représentations patrimoniales qui composent la signification symbolique du patrimoine.

Le site choisi pour cette étude, le centre historique de la ville d'Arequipa au Pérou, répond à la volonté de se concentrer sur une région où la conception du patrimoine urbain est particulière, plus sociale et plus inclusive des habitants, et où les enjeux

urbains sont exacerbés par des contrastes forts entre richesse et pauvreté, entre les centres-villes et les périphéries, entre des cultures urbaines et rurales. Parmi les différentes villes de la région dont une partie est inscrite au patrimoine mondial, Arequipa répond aux critères de faisabilité définis pour cette recherche afin d'en atteindre les objectifs.

L'étude s'inscrit dans une perspective phénoménologique et propose une herméneutique de la patrimonialisation, c'est-à-dire une interprétation des représentations patrimoniales à partir de leur contexte de production, permettant de restituer les différents processus de patrimonialisation et ainsi de comprendre l'évolution des valeurs patrimoniales et des transformations qui y sont liées. Pour ce faire une méthode historico-interprétative d'analyse contextualisée des données recueillies dans les documents, par l'observation et par des entretiens, est utilisée. Cette analyse souhaite ainsi contribuer au développement des études patrimoniales en proposant une approche herméneutique qui puisse servir à d'autres travaux.

Cette recherche démontre que la patrimonialisation du site du patrimoine mondial du centre historique d'Arequipa est un processus hybride, à la fois physique et symbolique, institutionnel et social, global et local. Elle met en évidence la construction de représentations patrimoniales liées à l'inscription, mais aussi la reconstruction *a posteriori* d'une continuité historique entre les représentations issues de différents processus de patrimonialisation. Elle montre enfin que les interventions sur l'environnement bâti sont plutôt le résultat de l'expression des valeurs patrimoniales qui lui sont attribuées que la recherche d'un état de conservation particulier.

Ce travail permet aussi de dégager certains effets liés moins au site lui-même et plus à la reconnaissance en tant que patrimoine mondial. Au-delà de l'effet d'hybridation déjà évoqué, on remarque une exacerbation des caractéristiques du site, antérieures à son inscription. Par ailleurs, il semble que le lien entre patrimoine mondial et tourisme amène les autorités locales et la population à prendre en compte, dans leurs interventions, les attentes supposées des touristes qu'ils espèrent attirer. Cette mise en abyme des représentations conférerait au patrimoine mondial un caractère « méta-patrimonial ». Enfin, d'autres conséquences de l'inscription semblent exister, bien qu'elles n'aient pas été confirmées par cette étude, notamment en termes économiques et fonciers.

Ces effets pourraient sans doute faire l'objet d'autres études, concernant d'autres sites, pour en comprendre le rôle dans le processus de patrimonialisation. Quant au site du centre historique d'Arequipa, son évolution et sa patrimonialisation se poursuivent afin de lui permettre de continuer à correspondre à sa valeur universelle exceptionnelle.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le patrimoine, notamment les monuments historiques et commémoratifs, a depuis longtemps une place de choix dans les villes. Quelle ville ne possède pas, sinon un *forum* antique, au moins une plaque commémorative de quelque événement qui lui donne une dimension historique ? Ce besoin de laisser des traces, qui peut entretenir une mémoire plus ou moins fidèle, semble surtout vouloir situer la matérialité du bâti dans une temporalité qui le rendrait plus « humain ». Cette caractéristique des villes paraît bien intégrée aux représentations que nous en avons, comme en témoignent les créations littéraires ou cinématographiques (Morisset, 1999). Déjà en 1977 dans son film *La guerre des étoiles*, lorsqu'il imagine la ville isolée de Mos Eisley, George Lucas place en son centre un monument composé des restes d'un ancien vaisseau de colon afin de suggérer qu'il s'agit d'un lieu anciennement peuplé. Pourtant, ces dernières décennies, la notion de patrimoine ne s'est pas seulement imposée comme une caractéristique culturelle majeure, elle s'est aussi beaucoup élargie, diversifiée, multipliée. Les listes qui recensent les types de patrimoine apparaissent aujourd'hui trop longues pour définir à elles seules cette notion et elles font ressortir l'imprécision des classifications. Cette croissance du patrimoine, tant sur le plan de son importance sociale que sur le nombre d'éléments qu'il désigne, suscite depuis une vingtaine d'années l'intérêt de nombreux chercheurs.

À l'instar de la multiplication des types de patrimoine, le patrimoine mondial connaît une croissance importante ces dernières années. Alors que l'on fête en 2012 les 40 ans de la *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, la taille de la Liste du patrimoine mondial et le rôle de l'UNESCO dans la

reconnaissance et la préservation du patrimoine sont sujets à de nombreuses questions. Au-delà des considérations politiques et diplomatiques, la recherche scientifique participe de la compréhension de ce phénomène en mettant en évidence son évolution et celle des représentations qui y sont associées, à partir de perspectives différentes, soit historique, ethno-anthropologique, politique, économique, voire pluridisciplinaire. Une prémisse fondamentale du présent travail est de considérer le patrimoine mondial comme un type de patrimoine que l'on peut soumettre à l'analyse dans le champ des études patrimoniales et de la patrimonialisation. Cette recherche souhaite donc apporter des éléments nouveaux de connaissance sur les représentations du patrimoine mondial et leurs implications, ou « effets », en les abordant comme une construction sociale et selon la perspective multidisciplinaire des études patrimoniales.

Cependant, cette recherche est aussi le résultat, comme c'est souvent le cas, d'un lien particulier entre le chercheur et son sujet d'étude. Cette relation, assez importante dans le cas d'une recherche doctorale, a été pour moi l'occasion de mettre à profit une grande partie de mon expérience préalable, académique et professionnelle. En effet, la diversité de mon parcours universitaire et de mes expériences professionnelles dans le secteur de la culture, du patrimoine et de l'enseignement en France et au Costa Rica ont à la fois motivé cette entreprise et dessiné les limites de son contenu. C'est parce que je me suis intéressé au patrimoine, à sa préservation et à l'enseignement de sa mise en valeur que la carrière d'enseignant-chercheur s'est imposée à moi et, avec elle, la nécessité de mener une recherche doctorale. Par ailleurs, ce sont mes expériences et mes intérêts personnels pour les initiatives et la coopération internationales, ainsi que la richesse humaine que me semble avoir la région latino-américaine, qui m'ont incité à étudier ce sujet en particulier. Bien entendu, ces raisons ne se substituent pas à la pertinence scientifique, mais elles sont déterminantes dans les choix initiaux. Il était donc logique de commencer cette étude, dès le premier chapitre, par une mise en contexte du sujet.

Cette thèse traite du phénomène de patrimonialisation du site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial du centre historique d'Arequipa et elle se structure en cinq parties. Il est néanmoins possible de différencier deux ensembles, les parties I et II relevant de la définition de la recherche et les parties III, IV et V constituant plutôt l'analyse en elle-même. La première partie propose, en plus de la présentation du contexte déjà mentionnée, une définition des notions et des principaux concepts abordés dans ce travail, notamment la notion de patrimoine et le concept de patrimonialisation. En effet, depuis son « invention », le patrimoine en Occident a été principalement considéré comme un élément démontrant l'existence et la pertinence de constructions sociales, telle l'« identité nationale », ou de continuités historiques et culturelles par la préservation et la transmission d'objets issus du passé. Ces fonctions, qui conduisirent à l'apparition des notions de biens publics et de monuments historiques, seraient encore aujourd'hui celles du patrimoine, compris comme le résultat contemporain de l'évolution de ces notions. Pourtant, l'élargissement récent de la notion de patrimoine semble dépasser largement le cadre de ces fonctions et questionne à la fois la nature du patrimoine et son lien avec ses possibles antécédents que sont les monuments historiques. Ces interrogations ont été depuis plusieurs années examinées par des scientifiques de disciplines diverses qui ont cherché à comprendre ce qu'est le patrimoine aujourd'hui et quel est son rôle dans nos sociétés. La présente étude se situe dans ce courant de recherche des études patrimoniales et elle souhaite contribuer à cette compréhension générale du patrimoine et de la patrimonialisation.

Comme nous le verrons plus en détail, les recherches menées sur ce sujet dans les deux dernières décennies ont proposé une approche du patrimoine en tant que construction sociale dont l'entendement relèverait d'abord de l'analyse de son processus de constitution : la patrimonialisation. En effet, la place du patrimoine dépendrait de la signification qu'il porte et dont il reviendrait au chercheur de comprendre la genèse. Le champ de recherche qui s'est constitué autour de l'étude de

la patrimonialisation croise de nombreuses problématiques et intéresse d'aussi nombreuses disciplines, ce qui a conduit à une complexification de ce champ. Celle-ci impose aujourd'hui aux recherches sur la patrimonialisation de se situer dans cet ensemble, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une recherche multidisciplinaire comme celle-ci. C'est pourquoi la première partie de ce travail propose une définition du cadre de recherche. La deuxième partie complète cette définition des principaux concepts par la présentation de la problématique et de la question de recherche, ainsi que l'exposition de la méthodologie et du déroulement de la recherche.

Le second ensemble, constitué des parties III, IV et V, est organisé de façon moins traditionnelle. En effet, il a fallu ici faire un choix entre différentes présentations possibles des données, de l'analyse et des résultats. Nous aurions pu, par exemple, présenter l'ensemble des données collectées par type de documents, puis par élément observable correspondant, et en faire ensuite l'analyse, ce qui aurait semblé plus cohérent avec la stratégie de recherche présentée au chapitre 5. Cependant, il nous semble que cet ordre aurait moins permis de répondre aux objectifs et aux hypothèses de cette étude. La production de connaissances à laquelle prétend cette recherche repose, nous le verrons, sur la restitution du processus de patrimonialisation par la mise en évidence de liens entre des éléments apparemment sans relation. Il s'agit donc de repérer les traces visibles du phénomène de patrimonialisation, d'en décrire les composantes ou les « couches » – nous reviendrons sur ce terme – et de proposer une interprétation restituant le processus. Dans cette perspective, le cas particulier du site du patrimoine mondial du centre historique de la ville d'Arequipa paraissait appeler une organisation différente qui permettrait de rendre compte des différents éléments que la recherche a fait ressortir. C'est pourquoi l'analyse commence, avec la partie III, par une présentation des représentations patrimoniales mises en évidence par cette étude, suivie de l'examen de différents éléments patrimoniaux de la ville d'Arequipa sur lesquels elles sont construites. Au chapitre 7, nous poursuivons cette analyse des représentations en identifiant les différents processus de

patrimonialisation qui les ont produites. Cela nous permet d'identifier celles qui sont associées au processus d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial dont nous analyserons les étapes au chapitre huit. Dans la partie IV il s'agit, d'une part, de mettre en évidence la nature construite du patrimoine par l'exposition et l'analyse du projet politique sous-jacent, mais aussi à travers les transformations physiques du bâti et l'évolution des institutions et de l'application des outils législatifs. D'autre part, il s'agit d'identifier des transformations sociales et symboliques qui sont liées au processus de patrimonialisation. Cette partie reprend les termes du cadre d'analyse présenté au chapitre 5 et permet d'identifier certaines caractéristiques du phénomène de patrimonialisation de ce site. Elle est complétée par la cinquième partie, où nous revenons sur les hypothèses formulées et sur la question de recherche, et qui se termine par une réflexion plus générale sur les « effets » de l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

L'organisation choisie pour présenter ce travail correspond selon nous à la restitution du phénomène au fil d'une narration construite sur l'interprétation et l'analyse critique des données. Ce faisant, elle implique également de convoquer plusieurs fois certaines observations ou certains éléments pour appuyer différents points de l'analyse. Cela peut causer au lecteur une impression de répétition que nous avons tenté d'atténuer par un renvoi aux passages qui semblent répétés, ce qui devrait permettre d'en distinguer les occurrences en fonction des points traités. Par ailleurs, l'apparente chronologie des parties III et IV pourrait laisser croire à une tentative de rédaction de l'histoire du site et/ou de sa patrimonialisation. Ce n'est pas le cas et l'objectif est bien de comprendre le phénomène de patrimonialisation dans une perspective effectivement diachronique, mais aussi synchronique. Il nous a cependant semblé important de fournir au lecteur certains éléments de contexte sous la forme d'une synthèse historique critique.

Enfin, il convient de préciser ici que cette recherche se veut un apport à différents niveaux. D'abord au niveau théorique, et nous reviendrons sur ce point, ce travail n'a

pas pour objectif de produire ou de vérifier une théorie générale. En revanche, il s'agit de contribuer au développement d'un champ de connaissance récent, celui du patrimoine et de la patrimonialisation, en proposant une contribution conceptuelle et méthodologique, construite sur une démarche herméneutique, qui puisse enrichir les outils disponibles pour de futures études. Ensuite, cette recherche portant sur un site urbain inscrit, il s'agit, comme nous l'avons dit plus haut, de produire des connaissances nouvelles sur ce type particulier de patrimoine, le patrimoine mondial, à un moment où celui-ci fait l'objet de nombreuses interrogations. Nous croyons que l'étude du patrimoine mondial comme étant d'abord du patrimoine, au sens où nous le définissons dans ce travail, et non pas comme un instrument politique, un outil économique ou un monument culturel ou naturel, pourrait permettre de contribuer à sa compréhension et éventuellement aux débats actuels sur son évolution et celle de la Liste et des sites inscrits. Finalement, nous espérons que cette recherche permettra de mieux comprendre le site même du centre historique de la ville d'Arequipa et les dynamiques propres à ce phénomène particulier qu'est le patrimoine urbain.

PARTIE I :

QUELQUES ÉLÉMENTS CONTEXTUELS ET CONCEPTUELS DU CADRE DE LA RECHERCHE

1) Le contexte de la recherche

Dans cette recherche, le contexte occupe une place déterminante, cohérente avec la conception du patrimoine présentée aux chapitres 2 et 3. C'est le lieu choisi pour l'étude qui influence la construction théorique et non l'inverse qui voudrait qu'une théorie soit applicable quel que soit l'endroit. Il apparaît donc pertinent de commencer en présentant ce que signifie le « centre historique » en Amérique latine. Pour cela, il faut d'abord revenir brièvement sur la ville et son importance sociale, historique, économique et culturelle dans cette région du monde. Toutefois, les zones historiques sont des secteurs particuliers, parfois centraux, qui génèrent des problématiques spécifiques. Sur ce sujet, les résultats de plusieurs études récemment menées dans les pays latino-américains permettent de mieux comprendre les enjeux de ces quartiers. Dans ce premier chapitre, nous présenterons le contexte particulier du *centro histórico*, puis plus particulièrement celui des centres inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en Amérique latine, ainsi que l'évolution de la position des États de la région sur la scène internationale à propos des centres historiques. Nous examinerons le cas plus précis du Pérou, de son patrimoine, de ses centres historiques inscrits et du contexte juridique associé.

a) *Le contexte urbain latino-américain : le « centro histórico »*

Les villes sont des lieux particuliers de l'expression de nos identités collectives. Elles sont construites par une superposition de couches qui racontent à leur manière comment chaque population, à son époque, a cru bon de devoir s'organiser spatialement et socialement, mais aussi sa relation avec un passé représenté par certaines constructions et sa vision du futur exprimé dans sa planification. Cependant, l'urbanité est sans aucun doute une caractéristique de notre société contemporaine. Aujourd'hui, alors que les trois quarts de la population mondiale vit en ville et y passe la grande majorité de son temps, il est normal qu'elle y concentre ses activités, ses loisirs et son patrimoine. Dans le contexte de la mondialisation, les villes se positionnent, au sens où l'entend le marketing, et évoluent dans une concurrence internationale elle aussi mondialisée. Les stratégies de développement en viennent même à se ressembler puisqu'elles sont issues des mêmes travaux théoriques tels que l'étude du phénomène des *clusters* ou la théorie de la *creative class* de Florida (2002). Là où la nationalité désigne – encore – notre identité, c'est la ville plus que le territoire national qui semble définir notre « spatialité ». Demander aujourd'hui à quelqu'un où il vit implique souvent une réponse qui fait référence à une ville, fut-elle simplement la « grande ville la plus proche ».

Pourtant, cela ne suffit pas à justifier l'intérêt d'étudier plus spécifiquement le patrimoine urbain. Ainsi, paraphrasant Morisset (1999 : 8) à propos de la ville, nous pouvons demander « pourquoi le patrimoine urbain et pas autre chose ? » Cette auteure souligne « qu'en tant qu'objet de représentation, la ville spatialise une culture, à la fois comme un fossile et comme un moule, dans lequel germeraient les renaissances de ses images, dans lequel incuberaient, aussi, des identités » (*ibid.* : 6). Veschambre souligne également l'intérêt de la ville dans l'étude du patrimoine, en tant que « lieu d'exacerbation des enjeux d'appropriation » (2008, 8-9). La ville est donc un objet de représentations, qui se manifestent à travers notamment des enjeux d'appropriation et de pouvoir. Et dans ces enjeux et ces représentations, la ville

devient l'expression d'une identité collective, une « sorte 'd'image' à travers laquelle une collectivité se reconnaît » (Drouin, 2005 : 20). Mais plus encore, la représentation elle-même de la ville fait signe et influence à son tour l'imaginaire collectif (Morisset, 1999 : 11).

La ville a une importance particulière en Amérique latine où elle est, par ses caractéristiques urbaines anciennes et modernes, un marqueur – nous reviendrons sur ce terme – de l'identité. Cette question de l'identité en Amérique latine est complexe. En effet, si le terreau des identités culturelles de la région est « latin », les apports des cultures précolombiennes et des immigrations successives ont rendu, selon Rolland, cette dénomination « très imparfaite » (2005 : 14). C'est pourquoi, pour cet auteur, « l'interrogation sur les identités collectives (à de multiples échelles, groupales, locales, régionales, nationales, voire supranationales) s'impose à la recherche latino-américaniste » (*ibid.*). Il faut se souvenir, en effet, qu'en plus de la multiplicité des cultures présentes sur ce sous-continent, se sont ajoutées les immigrations successives, forcées ou volontaires, de populations d'Europe, d'Afrique, mais aussi d'Asie dans bien des pays. Cette complexité se reflète depuis le XIX^e siècle dans l'enjeu de la dénomination de cet ensemble de pays et si on utilise le plus souvent la locution « Amérique latine », ce n'est que l'un des « cent noms de l'Amérique » (Rojas Mix, 1991). Difficile donc de percevoir une unité dans ce que Niedergang définissait comme les « vingt Amériques latines » (1969) et que l'on désigne parfois aussi comme « Ibéro-Amérique » ou « Amérique centrale et du Sud » par exemple. Si la ville y est importante, c'est parce qu'« on sait que l'on est ni en Inde, ni en Afrique, ni en Europe, ni en Amérique du Nord. L'unité de l'Amérique latine se fait beaucoup plus dans et par ses villes que par ses campagnes » (Dollfus, 1994 : 8).

Et ce n'est pas étonnant considérant, d'une part, l'histoire de celles-ci et, d'autre part, la proportion importante et croissante de la population urbaine, avec un taux d'urbanisation de 77 % en 2003 (Winchester, 2005 : 7). En effet, l'histoire de la colonisation est indissociable de celle de la forme urbaine en Amérique latine et

particulièrement dans les anciennes colonies espagnoles, où la volonté d'urbaniser le territoire répondait à la difficulté de dominer et de contrôler un si vaste ensemble (Demélas-Bohy, 1994 : 20). Les villes se construisent alors, selon les lois des Indes, sur la base d'un plan orthogonal en damier inspiré de la Grèce antique, centré autour d'une place principale, dite Plaza Mayor ou Plaza de Armas, et sur laquelle on retrouve les principaux édifices gouvernementaux et ecclésiastiques, ainsi que les demeures des familles fondatrices de la ville (Greenfield, 1994 : xiv). De celle-ci partent les rues perpendiculaires, vers les points cardinaux, et l'espace urbain s'organise « en quartiers, en paroisses réunies autour d'un lieu de culte » (Demélas-Bohy, 1994 : 20).

Néanmoins, si le plan est uniforme, les raisons de l'implantation d'une ville sont diverses ; l'historiographie en fait valoir au moins trois. Il s'agit pour les colons soit de profiter d'un site déjà peuplé et donc riche en main-d'œuvre, soit d'occuper un site riche en matières premières (surtout des minerais) ou en terres fertiles, soit d'établir un port qui permettra le commerce et le transport des marchandises (Demélas-Bohy, 1994 : 22). Les villes d'Amérique latine ont connu une évolution similaire, ce qui a conduit certains auteurs (Greenfield, 1994) à présenter une approche chronologique du bâti selon quatre époques : précolombienne, coloniale (à partir de la conquête), républicaine (à partir de l'indépendance) et moderne (à partir des années 1930 ou 1940 selon les pays). Ces similitudes se sont poursuivies au cours du ^{xx}e siècle et notamment dans l'évolution récente caractérisée par une croissance et un étalement très importants, mais aussi par l'apparition de nouveaux « quartiers », comme des bidonvilles, ou encore ceux dits « des affaires » et qui, comme le fait valoir Monnet (1994 : 83), questionnent la centralité des quartiers devenus historiques. Les centres-villes d'Amérique latine, comme d'autres ailleurs dans le monde, deviennent alors le lieu de tensions fonctionnelles, entre des pratiques et des usages différents (résidentiels, commerciaux, institutionnels), mais aussi sociales (insalubrité et *gentrification*) voire culturelles (enjeux d'authenticité par exemple).

i) L'émergence du *centro histórico*

Ces zones particulières que sont les centres-villes historiques ont fait l'objet d'une attention particulière dans les études en Amérique latine et, plus récemment, dans la planification urbaine. À tel point que le *centro histórico* s'est autonomisé comme objet d'étude et d'analyse. Ces secteurs, qui apparaissent dans les années 1970 « *demasiado distantes, congestionados y hasta peligrosos* » [trop distants, congestionnés et même dangereux] (Hardoy et Gutman, 1992 : 19) pour des commerçants et des habitants qui ont privilégié les nouveaux quartiers périphériques, ont depuis une trentaine d'années fait l'objet d'une nouvelle attention, pour diverses raisons, dans les textes internationaux, dans les études scientifiques et dans les textes législatifs.

Ainsi, dans cette région on commence dans les années 1960 à parler d'ensembles urbains plutôt que des seuls monuments, notamment à la suite de l'adoption de la Charte de Venise (1964), mais surtout par son « adaptation » à la réalité latino-américaine traduite dans l'adoption des Normes de Quito (*Normas de Quito*) en 1967, lors d'une réunion sous l'égide de l'Organisation des États américains (OEA). L'intérêt pour les centres historiques se manifestera plus particulièrement à l'occasion du *Primer Seminario Interamericano sobre Experiencias en la Conservacion y Restauracion del Patrimonio Monumental de los Periodos Colonial y Republicano* [Premier séminaire interaméricain sur les expériences de conservation et de restauration du patrimoine monumental des périodes coloniales et républicaines, Santo Domingo], tenu à Santo Domingo du 2 au 8 décembre 1974, et dont les conclusions seront intégrées aux Normes de Quito. La plus grande partie des centres historiques datent de ces périodes et ce séminaire marque donc un intérêt croissant pour ces quartiers, car, même dans les rares cas de constructions sur des sites préalablement occupés et de réemploi de vestiges préhispaniques, comme à Cusco (Figure 1.1), la majorité des édifices et du plan date de l'époque coloniale ou républicaine.



FIGURE 1-1 : Construction espagnole de l'archevêché sur les soubassements du palais de l'Inca, Cusco, Pérou. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Cette importance du centre sera finalement affirmée lors du Colloque de Quito, *Coloquio sobre la preservación de los centros históricos ante el crecimiento de las ciudades contemporáneas* [Colloque sur la préservation des centres historiques face à l'accroissement des villes contemporaines], organisé sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 1977. On y définira (art.1 des conclusions) ce qu'est un *centro histórico*, à savoir : « [...] tous les établissements humains vivants fortement contraints par une structure physique issue du passé, reconnaissables comme étant représentatifs de l'évolution d'un peuple¹ ». Cette définition assez large fera date pour son intégration du caractère « vivant », c'est-à-dire « habité », comme étant « fondamental » (Hardoy et Gutman, 1992 : 27). Un centre historique doit donc être habité et il intégrerait les personnes, mais aussi

¹ [Toutes les citations en français dans le texte dont l'original en espagnol apparaît en note infrapaginale sont des traductions libres.] « *Este coloquio define como Centros Históricos a todos aquellos asentamientos humanos vivos, fuertemente condicionados por una estructura física proveniente del pasado, reconocibles como representativos de la evolución de un pueblo.* »

leurs traditions, modes de vie, activités, croyances et rites urbains (Scarpaci, 2005 : 10). C'est sur la base de cette définition que plusieurs études ont été menées avec l'objectif de concevoir des méthodes d'intervention et de gestion des centres-villes historiques. Ainsi pour Caraballo Perichi (2000 : 108), « le concept fonctionnel d'un centre historique vide, conçu comme un espace-musée, a été remplacé par le concept d'une multiplicité fonctionnelle, avec l'intégration de l'habitat comme catalyseur de la dynamique² ». Mais la plupart des auteurs s'accordent sur la nécessaire adaptation de chaque intervention au contexte particulier du quartier considéré et reconnaissent que si les principes demeurent, « [...] il apparaît difficile, voire impossible, de généraliser les propositions³ » (*ibid.*).

C'est également la position de Carrión pour qui « l'univers des centres historiques en Amérique latine se caractérise par une grande diversité de situations », qui serait « même facile à percevoir si l'on considère la liste des centres historiques déclarés [*sic*] Patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO⁴ » (2001 : 59). Cet auteur va plus loin et considère qu'il s'est opéré un changement de paradigme qui requiert une nouvelle conceptualisation du centre historique pour « repenser la ville depuis la perspective de la centralité historique⁵ » (*ibid.* : 31). En effet pour lui, ce sont trois éléments qui ont amené la problématique des centres historiques dans le débat sur les politiques urbaines, à savoir la détérioration de ces zones, l'apparition d'une conscience qui promeut la préservation des centres et les nouvelles tendances de l'urbanisation en Amérique latine qui reviennent vers « la ville construite » (*ibid.* : 29-30).

² « *El concepto funcional de un centro histórico vacío, concebido como espacio-museo, fue sustituido por el concepto de la multiplicidad funcional, con la incorporación de vivienda como activador de la dinámica.* »

³ « [...] resulta difícil, sino imposible, generalizar propuestas. »

⁴ « *El universo de los centros históricos en América Latina se caracteriza por una gran diversidad de situaciones* » « *Incluso es fácil percibir [...] si tomamos en cuenta el listado de los centros históricos declarados Patrimonio de la Humanidad por la UNESCO.* »

⁵ « *repensar la ciudad desde la perspectiva de la centralidad histórica.* »

Ce questionnement conceptuel interroge d'abord la notion de centralité et distingue la centralité urbaine de l'historique, ces deux éléments étant en tension (*ibid.* : 66). Mais il propose aussi que le concept de centre historique repose sur la nécessité d'un équilibre entre préservation et développement, sans quoi il risque de devenir un espace figé dans un temps donné et de perdre sa condition historique et sa dimension sociale conflictuelle. Dans cette perspective, la réhabilitation est vue comme « une politique sans fin d'ajout de valeur⁶ » (*ibid.* : 43), le centre historique pouvant être conçu comme une superposition de lectures possibles à la manière d'un « palimpseste » (*ibid.* : 69).

Le centre historique ne relève donc pas tant de la concentration de monuments historiques ou de la présence d'un tracé ancien, mais désigne plutôt la zone à partir de laquelle la ville s'est développée historiquement et qui, bien souvent, correspond à son lieu de fondation. Les zones historiques quant à elles recouvrent les ensembles urbains qui conservent des caractéristiques monumentales ou urbaines anciennes, dans lesquelles on peut retrouver certains centres historiques. Enfin, les centres-villes sont les secteurs où convergent et se croisent les flux de transports, de services ou de personnes, et ils peuvent correspondre parfois au centre historique d'une ville ou à une autre de ses zones historiques.

Parallèlement à ces réflexions, des législations nationales se mettent en place dans les années 1970 pour protéger effectivement les zones historiques. Citons notamment la *Ley de Monumentos Nacionales* [Loi sur les monuments nationaux] au Chili en 1970, la *Ley Federal Sobre Monumentos y Zonas Arqueológicas, Artísticas e Históricas* [Loi fédérale sur les monuments et les zones archéologiques, artistiques, historiques] aux États-Unis du Mexique en 1972, ou encore la *Resolución Suprema* [Résolution suprême] 2900 de 1972 au Pérou, qui déclare certains monuments et des zones monumentales. On peut aussi noter que les lois de Cuba sur « *el patrimonio cultural* » [le patrimoine culturel] et sur « *los monumentos nacionales y locales* » [les

⁶ « *una política sin fin de agregación de valor.* »

monuments nationaux et locaux] de 1977 portent les numéros 1 et 2, ce qui traduit l'importance de ces enjeux au moment de l'affirmation du nouvel État, avec sa nouvelle Constitution.

Ces lois ont évolué depuis une quarantaine d'années pour s'adapter aux nouvelles réalités politiques et culturelles de chaque État, et cette actualisation régulière de la réglementation sur le patrimoine culturel, et les centres historiques en particulier, nous semble révélatrice de l'importance de ces enjeux. Soulignons notamment la création en Équateur en 2007 d'un ministère dédié au patrimoine culturel et naturel, une première en Amérique latine.

C'est donc à partir de plusieurs approches que s'est constituée une notion particulière du centre historique dans les villes d'Amérique latine. Son apparition et son évolution dans la théorie, dans la législation et dans la planification urbaine en font, croyons-nous, une fenêtre pertinente pour observer et comprendre en partie l'évolution des sociétés d'Amérique latine, au moins dans leur composante urbaine, bien que ce ne soit pas là l'objet de la présente étude. Cependant, il nous semble que les centres historiques, en tant que lieux « qui condensent presque toutes les tensions sociales⁷ » (Hardoy et Gutman, 1992 : 30) entre différentes époques imaginées, entre différentes fonctions, entre différentes populations et même entre différentes centralités, sont des supports privilégiés pour l'étude du phénomène de patrimonialisation, c'est-à-dire d'ajout de valeurs patrimoniales et de construction de sens, comme nous le verrons plus loin.

ii) Les différents types de zones historiques

Bien que plusieurs études menées sur les zones historiques concluent à la diversité des situations, les chercheurs ont tout de même tenté de constituer des catégories qui soient opératoires pour leurs analyses. Celles-ci peuvent être classées selon trois groupes. Il y a d'abord une catégorisation élaborée en fonction du contexte urbain

⁷ « *condensador de casi todas [las] tensiones sociales.* »

dans lequel se situe la zone historique. Hardoy et Gutman (1992 : 38) distinguent quatre catégories pour trois échelles de ville : dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants se trouvent donc les centres historiques et les quartiers ayant un intérêt architectural et culturel ; viennent ensuite les villes historiques qui comptent de 10 000 à 100 000 habitants et les villages historiques de moins de 10 000 habitants. Selon ces auteurs, cette classification large recoupe les autres classifications possibles, qu'elles soient fonctionnelles, formelles, culturelles, selon l'environnement ou le bâti (*ibid.* : 38). Dans ce cas, le centre historique est entendu comme une partie d'une zone métropolitaine assez importante.

Il y a ensuite des catégories de centres historiques définies selon leur évolution physique et fonctionnelle. Ainsi, Caraballo Perichi propose quatre types de centres (2000 : 109). Lorsque les ressources économiques l'ont permis, les centres se sont transformés presque totalement pour laisser la place à des édifices en hauteur qui abritent des activités économiques comme la finance, mais aussi du résidentiel, en ne laissant que quelques bâtiments anciens, institutionnels par exemple (type 1). Lorsque les ressources ont été moins importantes, ou que la ville est restée dépendante de contraintes géographiques, les villes portuaires par exemple, les impacts ont été plus limités, n'affectant que ponctuellement le tracé ou les monuments, tandis que le centre a conservé ses fonctions de services, mais perdu d'autres fonctions au profit de secteurs modernes (type 2). Le troisième type concerne les villes où le centre a perdu sa compétitivité commerciale et n'abrite plus que des espaces administratifs et religieux symboliques et des anciennes demeurent et où l'habitat s'est fortement précarisé, comme à Lima (type 3). Enfin, certains centres ayant connu une modernisation tardive ne se sont que peu modifiés et conservent à la fois leur environnement bâti et leur structure sociale traditionnelle (type 4). Cette classification apparaît plus précise quant à la réalité des centres historiques, car leur évolution peut ne pas toujours correspondre à la seule importance de leur population (Figure 1.2).



FIGURE 1-2 : Centres-villes de Rio de Janeiro, Brésil (type 1)
et de Lima, Pérou (type 3). Photos : Mathieu Dormaels, 2009 et 2011.

Scarpaci opte pour une approche différente puisqu'il s'agit pour lui de conceptualiser « *the Latin American centros históricos as sources of cultural and economic capital. Within cultural capital, we can differentiate 'high' and 'low' levels* » (2005 : 20-21). C'est ce qu'il appelle « *the duality of heritage* », puisque dans ces secteurs de la ville peuvent cohabiter des situations très différentes. Ainsi, d'une part, il observe les éléments composant le capital « élevé », tels que les principaux édifices publics, les couvents, les principales églises, les grandes résidences ou autres monuments, qui sont d'ailleurs les attractions pour les touristes du « premier monde », selon lui. D'autre part, il avance qu'il existe un capital « bas », composé notamment de l'architecture vernaculaire et des espaces publics secondaires, mais qui remplit des fonctions locales importantes. D'après cet auteur, l'autre caractéristique des *centros históricos* est une misère plus subtile (*more subtle urban squalor*) que certains géographes chiliens ont nommée *pobreza disfrazada*, la pauvreté déguisée. En effet, « *behind the tall walls [...] [of] nineteenth – and twentieth – century structures, lies a disenfranchised class* » (Scarpaci, 2005 : 21). Ce phénomène de croissance de la précarité est l'une des problématiques particulières qui touchent ces zones urbaines.

iii) Des problématiques particulières

Ici encore, malgré l'hétérogénéité des situations des centres historiques, ces derniers partagent un certain nombre de problématiques. L'une des plus importantes, nous venons de le voir, est celle de la précarisation de l'habitat. En réalité, ce phénomène est la conséquence d'autres processus sur lesquels nous reviendrons. Dans tous les cas, cela se traduit par un abandon du centre historique par les populations les plus aisées qui se déplacent vers les périphéries. Ce phénomène n'est pas récent puisque certains de ces « nouveaux » quartiers datent du XIX^e siècle, notamment ceux qui servirent d'abord de lieu de villégiature, comme Miraflores près de Lima au Pérou (Figure 1.3).



FIGURE 1-3 : Miraflores, ancien lieu de villégiature, aujourd'hui quartier aisé et touristique de Lima, Pérou. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Les demeures des centres ont donc été délaissées par leur(s) propriétaire(s) qui ont souvent choisi de les louer à plusieurs familles plus modestes. Dans d'autres cas, elles ont été fermées avant d'être occupées de façon illégale. Le problème est que ces bâtiments n'ayant pas beaucoup de valeur foncière ou, celle-ci décroissant, ils n'ont pas été entretenus convenablement et sont devenus insalubres. Très souvent, le coût

de restauration – ou de démolition – est aujourd’hui tel que ces propriétés sont laissées en déshérence et reviennent au domaine public. Dans de plus rares cas, elles sont rachetées par des promoteurs lors de transactions quelquefois questionnables qui justifient, par exemple au Pérou, la mise en place d’un système de registre foncier en ligne accessible aux notaires, dans le but d’éviter les fraudes. Dans tous les cas, les autorités considèrent qu’il s’agit d’un problème de santé publique, plutôt que social, dont la résolution passe par l’expulsion des habitants. Ce phénomène est connu en Amérique latine sous le nom de *tugurización*, du mot *tugurio* qui signifie littéralement « cabane », mais que l’on traduit plutôt par « taudis » ou « bidonville ». On le trouve parfois traduit en français par le néologisme *taudisation* (Carazas Aedo, 2001 : 25), ou plus fréquemment *taudification* (Bret, 1994 : 63), et nous pourrions dire qu’il s’agit du processus inverse de la *gentrification*.

Comme nous le signalions, ce phénomène n’est cependant que la conséquence d’autres transformations. C’est d’abord la détérioration de l’environnement bâti qui a affecté ces zones que les autorités n’ont pas eu les moyens, ou l’objectif, de rectifier. Ces détériorations ont trois origines, selon Hardoy et Gutman (1992 : 34) : d’abord les catastrophes naturelles et notamment les séismes nombreux dans la région, ensuite la négligence dans l’entretien et le respect des réglementations, et enfin la pauvreté croissante des habitants ou des institutions responsables des édifices patrimoniaux. Mais c’est aussi la croissance démographique des villes qui a surchargé les services et les transports des centres-villes et entraîné des changements d’activités favorisant un usage diurne plutôt que nocturne des espaces urbains centraux. L’ensemble de ces changements a poussé les habitants qui le pouvaient à quitter des centres qui devenaient de moins en moins adaptés à l’usage résidentiel pour de nouveaux quartiers en périphérie. Dans son analyse, Carrión identifie certains « thèmes classiques » qui sont les principaux sujets de discussion et d’étude concernant les centres historiques d’Amérique latine ; parmi ceux-ci se trouvent certaines problématiques communes, telles que le maintien de l’usage résidentiel dans des

conditions acceptables, le commerce de rue, la sécurité publique, la mise en tourisme ou encore les risques naturels (Carrión, 2001 : 46-55). Bien entendu, tous les centres historiques ne sont pas concernés au même niveau par ces problématiques et, surtout, les réponses ne sont pas transférables d'une situation à l'autre, mais il reste que cela permet de situer et de comprendre mieux les enjeux de ces zones particulières des villes de la région, spécifiquement en relation avec les autres régions du monde.

iv) L'intérêt pour les centres historiques

Dans les deux dernières décennies, il y a eu un regain d'intérêt pour les centres historiques dans la planification urbaine et les interventions. Ce phénomène est le résultat de la réflexion engagée à la fin des années 1970 avec le colloque de Quito, mais qui, en raison des difficultés économiques de la région dans les années 1980, appelée la « décennie perdue », n'ont produit des effets visibles que dans les années 1990. C'est aussi une conséquence de la transformation de la répartition du pouvoir avec un renforcement de la place des municipalités qui n'avaient que peu de pouvoir jusque-là et de la place croissante occupée par le secteur privé (commercial ou à but non lucratif) dans le financement de certains projets (Carrión, 2007 : 41).

Nous voyons donc apparaître des plans de « récupération » des centres historiques, qui intègrent plus ou moins les principes du développement intégral promu par le colloque de Quito et, plus récemment, ceux du développement durable. L'un des premiers à dépasser la dimension uniquement monumentale pour prendre en compte les populations et le développement local est justement le *Plan Maestro del Centro Histórico de Quito* [Plan directeur du centre historique de Quito] en 1991 (Carrión, 2001 : 48). Cette ville, qui a fait partie des 12 premiers sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1978, a une histoire de plusieurs décennies de réflexion sur le patrimoine et a fait l'objet de beaucoup d'études et d'expérimentations qui ont servi aux autres villes de la région.

Ce retour au centre historique s'explique principalement par trois facteurs. C'est d'abord une nécessité fonctionnelle qui pousse les autorités à agir pour sortir ces zones de l'engorgement et du chaos qui paralyse non seulement les activités qui s'y trouvent, mais aussi les accès aux services centraux et les flux de personnes et de marchandises que la centralisation fait transiter par là et qui affectent le reste de la ville. Cela se résout bien sûr de façon externe, en proposant des circuits de contournement, mais aussi en intervenant directement dans le centre, en régulant le transit et les activités. Nous verrons dans la présente étude que ces différentes actions ont été entreprises dans le cas de la ville d'Arequipa avec la construction d'axes de contournement et la réorganisation des activités et des services présents au centre-ville.

C'est ensuite pour des raisons économiques, notamment liées au tourisme, que l'on intervient pour mettre en valeur les centres historiques. Que ce soit par la seule présence de quelques monuments majeurs, pour un ensemble urbain particulièrement préservé ou pour revitaliser une zone qui a perdu sa fonction, le tourisme est un choix économique fait par de nombreuses villes. Cela semble évident pour celles inscrites au patrimoine mondial, qui sont donc reconnues comme ayant une « valeur universelle exceptionnelle », mais c'est aussi le cas pour beaucoup d'autres où, comme à Salta (Argentine), les anciens bâtiments de la municipalité ont été convertis en musée (Figure 1.4) et l'architecture domestique de style colonial a été mise en valeur.

Cependant, cette mise en tourisme est un processus plus complexe que les actions limitées de « nettoyage » urbain et social qui ont parfois été menées (Caraballo Perichi, 2001 : 106) et qui consistent en la restauration de quelques façades et en l'expulsion des marchands informels et des indigents.



FIGURE 1-4 : Museo de Arqueología de Alta Montaña (Musée d'archéologie de haute montagne) à Salta, Argentine. Photo : Mathieu Dormaels, 2007.

C'est finalement parce que les actions entreprises dans les centres historiques ont un effet particulier. Ainsi, pour Hardoy et Gutman (1992 : 30), les centres historiques sont généralement des lieux disputés où se côtoient des « intérêts et des groupes sociaux et économiques antagonistes⁸ », tels que des personnes sans emploi avec des logements très précaires près des administrations gouvernementales ou d'institutions financières. Pour ces auteurs, cette concentration de tensions particulièrement vives a pour conséquence que :

toutes les actions qui sont planifiées dans le centre historique connaîtront nécessairement de plus grandes difficultés d'exécution que dans un autre quartier de la ville. Dans le même temps, toute activité de réhabilitation menée dans le centre historique peut avoir un effet démonstratif et multiplicateur pour le reste de la ville et peut se traduire en un bénéfice concret, tant pour ses résidents que pour l'ensemble de la population de la ville⁹. (*ibid.* : 31)

⁸ « intereses y [...] grupos sociales y económicos antagonicos ».

⁹ « todas las acciones que se planifiquen para el centro histórico tendrán, necesariamente, mayores dificultades para su implementación que las previstas para cualquier otro barrio de la ciudad. Al mismo tiempo, toda actividad de rehabilitación

Cet effet démonstratif se retrouve fréquemment dans les projets de planification urbaine et de coopération tel le projet de planification régionale et urbaine de la grande aire métropolitaine (PRU-GAM) au Costa Rica, qui, dans le cadre d'un accord de coopération avec l'Union européenne, finance certains projets « démonstratifs » comme des illuminations de parcs et de monuments, la piétonnisation de rues ou la mise en place d'un système de transport collectif ferroviaire électrique (PRUGAM, s.d.). Les centres historiques agiraient donc comme des catalyseurs en servant de modèle pour démontrer le bien-fondé et les bénéfices possibles des actions de restauration et d'aménagement. Mais cela implique également que les interventions mal avisées pourraient avoir elles aussi un effet amplifié. On comprend donc, dans cette perspective, pourquoi les centres historiques occupent une place importante dans les études et les analyses, mais aussi dans les interventions et la planification urbaine.

v) Le financement

Comme nous l'avons évoqué plus haut, le financement est devenu une question clé pour comprendre l'évolution récente des centres historiques en Amérique latine, notamment à cause du recentrement des politiques urbaines vers « la ville construite » et l'importance croissante des gouvernements locaux (Carrión, 2007 : 9). Bien entendu, il s'agit de trouver les ressources nécessaires à la réalisation des projets d'aménagement et de restauration qui requièrent des investissements au-delà des capacités des seules municipalités, et souvent même des gouvernements. Une partie des coûts est donc généralement prise en charge par des organismes, publics ou privés mais souvent internationaux, en complément des apports locaux et nationaux. Depuis déjà plusieurs décennies, la coopération et le crédit international ont pourvu en partie au financement de ces interventions, mais on voit aussi de plus en plus de financements privés, de la part d'entreprises nationales ou internationales, mais qui ne

llevada a cabo en el centro histórico puede tener un efecto demostrativo y multiplicador para el resto de la ciudad y puede redundar en un beneficio concreto, tanto para sus residentes como para el conjunto de la población de la ciudad. »

s'intéressent qu'à certains édifices particuliers, souvent les plus monumentaux (Scarpaci, 2005 : 121).

Qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre, il faut souligner que ces « sources » ont leurs propres objectifs et que cela a influencé l'action publique et donc l'évolution des centres historiques. Carrión (2007 : 25) va plus loin et affirme que c'est le type de financement qui définit le type de centre que l'on souhaite développer. Dans son étude de six grandes villes d'Amérique latine, il met notamment en évidence comment les objectifs des interventions dans ces zones se transforment selon le type de financement, principalement parce que la source de celui-ci et ses intérêts ne sont pas prévus ou pris en compte lors de la planification initiale ; il propose même une typologie des centres historiques en fonction de leur mode de financement (*ibid.* : 34-35). C'est donc à un exercice difficile de négociation entre leurs propres raisons d'intervenir et les intérêts de ceux qui apportent les ressources que doivent se livrer les gouvernements locaux. Le centre historique se convertit une fois de plus en un lieu de tensions et de négociations entre des logiques différentes. Et là encore, les situations sont très diverses selon les contextes, car les municipalités peuvent tantôt promouvoir le développement face à un interlocuteur qui encourage la conservation, tantôt favoriser la restauration et la préservation plutôt que des opérations de démolition et de reconstruction.

En réalité, ces enjeux n'existent pas uniquement dans ce type de situation et beaucoup des politiques publiques en Amérique latine – l'éducation, la santé et l'énergie, notamment – sont aux prises avec ces problématiques liées au financement. Il nous semble justement que le fait que la planification urbaine en général, et celle dans les centres historiques en particulier, soit dans une position semblable démontre à quel point la revitalisation, la conservation et le développement de ces secteurs relèvent de l'action publique. En effet, il s'agit pour les autorités locales d'être acteurs, promoteurs de ces changements, et pas seulement, comme dans d'autres contextes, l'institution planificatrice de contrôle et de régulation. D'ailleurs, c'est peut-être là

une raison du manque généralisé de contrôle qui fait que les plans d'occupation des sols et les règlements sont peu respectés, y compris parfois par les institutions elles-mêmes, et ce, bien que cette situation se soit améliorée depuis une dizaine d'années. Là encore, l'étude d'Arequipa permet de mettre en lumière certains de ces enjeux communs à beaucoup de villes d'Amérique latine.

b) Le patrimoine mondial et les centres historiques en Amérique latine

Cette recherche ne s'intéresse pas à tous les types de centres historiques puisqu'il s'agit d'étudier un centre inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce choix du patrimoine mondial repose sur plusieurs raisons qui rendent l'étude de la patrimonialisation particulièrement pertinente dans ce contexte. En effet, l'inscription entraîne une visibilité plus importante aux niveaux local, national et international, qui semble favoriser les investissements et les interventions sur le site. Cette multiplicité des niveaux concernés dans la gestion du site semble plus complexe que dans les centres non inscrits et cette complexité, comme nous le verrons, peut produire des sites patrimoniaux d'un type différent, on dira « hybrides », où se mélangent des intentions et des influences diverses. Par ailleurs, cela semble également mettre en évidence les différentes tensions en provoquant un regain d'intérêt pour le secteur et en ajoutant un enjeu supplémentaire, le tourisme, que celui-ci soit réellement favorisé ou non. Tout cela peut produire dans les sites du patrimoine mondial une patrimonialisation « accélérée », tant les transformations peuvent être rapides, mais aussi plus évidentes à étudier pour le chercheur grâce notamment à une documentation plus importante (guides, brochures, cartes postales, documents institutionnels, consultations publiques, articles et ouvrages scientifiques, etc.).

D'ailleurs, l'un des objectifs de cette recherche est de situer le processus de patrimonialisation par rapport à l'inscription et de comprendre quels peuvent être leurs liens. En d'autres termes, les centres historiques inscrits sont-ils eux aussi le résultat d'une construction patrimoniale ? C'est une des raisons pour lesquelles nous avons choisi de nous intéresser aux villes inscrites en Amérique latine, où les États

ont été impliqués très tôt dans la convention et où s'est développée une approche particulière du patrimoine en général et du patrimoine urbain en particulier.

Selon le découpage de l'UNESCO et la Liste du patrimoine mondial, on compte dans la région LAC (Amérique latine et Caraïbes) 40 sites répartis dans 15 pays qui répondent à la définition de quartier urbain ou plutôt, selon la nomenclature officielle de l'organisation, de « cités historiques vivantes » ou de « villes nouvelles du XX^e siècle » (Tableau 1.1)¹⁰.

La grande majorité de ces sites sont des centres historiques, et parfois aussi le centre civique et économique de ces villes. Les pays de la région ont été présents dès le début de la réflexion sur la protection et la mise en tourisme du patrimoine urbain avec, nous l'avons vu, l'établissement de normes à Quito en 1967, mais aussi avec l'organisation à Mexico la même année de la « *4ta Conferencia Regional de Comisiones Nacionales de la UNESCO del Hemisferio Occidental* [4^e conférence régionale des commissions nationales de l'UNESCO dans l'hémisphère occidental], qui donna lieu à la résolution de Tlatelolco sur la sauvegarde du patrimoine culturel d'Amérique latine. Ce texte propose quelques orientations générales aux États, quant à la protection des monuments dans leur contexte, entre autres, et fixe le fonctionnement des commissions nationales de l'UNESCO.

¹⁰ Selon la Liste en décembre 2011. Notons qu'en 2012 le site de Rio de Janeiro (Brésil) a été inscrit, mais en tant que « paysage urbain » et non comme ville ou cité historique.

TABLEAU 1-1 : Villes (cités vivantes et villes du XX^e siècle) inscrites sur la Liste du patrimoine mondial dans la région Amérique latine et Caraïbes (LAC), en décembre 2011.

<i>Pays*</i>	<i>Année</i>	<i>Site</i>	<i>Critères</i>
BA	2011	Centre historique de Bridgetown et sa garnison	2, 3, 4
BO	1987	Ville de Potosí	2, 4, 6
BO	1991	Ville historique de Sucre	4
BR	1980	Ville historique d'Ouro Preto	1, 3
BR	1982	Centre historique de la ville d'Olinda	2, 4
BR	1985	Centre historique de Salvador de Bahia	4, 6
BR	1987	Brasilia	1, 4
BR	1997	Centre historique de São Luís	3, 4, 5
BR	1999	Centre historique de la ville de Diamantina	2, 4
BR	2001	Centre historique de la ville de Goiás	2, 4
BR	2010	Place São Francisco dans la ville de São Cristóvão	2, 4
CL	2003	Quartier historique de la ville portuaire de Valparaíso	3
CL	2006	Ville minière de Sewell	2
CO	1984	Port, forteresses et ensemble monumental de Carthagène	4, 6
CO	1995	Centre historique de Santa Cruz de Mompox	4, 5
CU	1982	Vieille Ville de La Havane et son système de fortifications	4, 5
CU	1988	Trinidad et la vallée de Los Ingenios	4, 5
CU	2005	Centre historique urbain de Cienfuegos	2, 4
CU	2008	Centre historique de Camagüey	4, 5
DO	1990	Ville coloniale de Saint-Domingue	2, 4, 6
EC	1978	Ville de Quito	2, 4
EC	1999	Centre historique de Santa Ana de los Rios de Cuenca	2, 4, 5
GT	1979	Antigua Guatemala	2, 3, 4
MX	1987	Centre historique de Mexico et Xochimilco	2, 3, 4, 5
MX	1987	Centre historique de Oaxaca et zone archéologique de Montc Alban	1, 2, 3, 4
MX	1987	Centre historique de Puebla	2, 4
MX	1988	Ville historique de Guanajuato et mines adjacentes	1, 2, 4, 6
MX	1991	Centre historique de Morelia	2, 4, 6
MX	1993	Centre historique de Zacatecas	2, 4
MX	1996	Zone de monuments historiques de Querétaro	2, 4
MX	1998	Zone de monuments historiques de Tlacotalpán	2, 4
MX	1999	Ville historique fortifiée de Campeche	2, 4
MX	2008	Ville protégée de San Miguel et sanctuaire de Jésus Nazareno de Atotonilco	2, 4
PA	1997	Site archéologique de Panamá Viejo et district historique de Panamá**	2, 4, 6
PE	1983	Ville de Cuzco	3, 4
PE	1988	Centre historique de Lima***	2, 4 puis 4
PE	2000	Centre historique de la ville d'Arequipa	1, 4
SR	2002	Centre-ville historique de Paramaribo	2, 4
UY	1995	Quartier historique de la ville de Colonia del Sacramento	4
VE	1993	Coro et son port	4, 5

* BA : Barbade, BO : Bolivie, BR : Brésil, CL : Chili, CO : Colombie, CU : Cuba, DO : République dominicaine, EC : Équateur, GT : Guatemala, MX : Mexique, PA : Panamá, PE : Pérou, SR : Surinam, UY : Uruguay, VE : Venezuela.

**Le site a été étendu en 2003 pour inclure le site archéologique de Panamá Viejo.

*** Le centre de Lima a été inscrit en tant qu'extension d'un bien déjà sur la liste et pour cette raison passe de deux critères à un seul.

Source : UNESCO – Centre du patrimoine mondial, données compilées par l'auteur.

Très tôt donc, les pays d'Amérique latine manifestent leur intérêt pour la conservation du patrimoine, mais d'un patrimoine qui soit intégré à la vie sociale et qui serve le développement. Par exemple, le texte des normes de Quito précise : « Dans le cas Ibéro-Américain, il s'agira de contribuer au développement économique de la région¹¹ » (*Normas de Quito*, 1967 : VI-2). Cette approche se retrouve dans la réflexion sur les musées et, notamment en 1972, dans les résolutions de la table ronde de Santiago du Chili¹². Cette table ronde a eu une grande importance dans les pays d'Amérique latine, particulièrement en raison de la définition qu'elle proposait de « musée intégral », c'est-à-dire qui intègre une vision plus holistique de la culture, au-delà des œuvres d'art, mais aussi qui soit intégrée à la société et au service de celle-ci et de son développement. Cette approche a influencé une vision du patrimoine comme « investissement culturel pour une rentabilité sociale » (Dormael et Zúñiga Salas, 2006).

Le patrimoine n'est donc pas seulement vu comme une affaire d'expertise et de monumentalité, mais aussi comme un facteur de développement, comme le confirma le colloque de Quito de 1977 que nous évoquons plus haut. Cet intérêt précoce se retrouve dans la mise en place de la Convention du patrimoine mondial. En effet, lorsque nous regardons la Liste du patrimoine mondial, nous voyons que, dans les deux premières années d'inscriptions, plusieurs sites de la région sont inscrits : les îles Galapagos et la ville de Quito, en Équateur, inscrites en 1978, et la ville d'Antigua Guatemala et le parc de Tikal, au Guatemala, inscrits en 1979 (Figure 1.5). Le fait que deux villes importantes figurent dès le début sur la Liste marque selon nous l'importance du patrimoine urbain dans le paysage patrimonial de la région. Il semble donc bien qu'en Amérique latine, les représentations de l'identité et de l'histoire s'expriment plus dans les ensembles urbains que dans les monuments, ce

¹¹ « *en el caso de Iberoamérica sería contribuir al desarrollo económico de la región* ».

¹² « *Resoluciones de la Mesa Redonda: la importancia y el desarrollo de los museos en el mundo contemporáneo* », Santiago du Chili, mai 1972.

qui est compréhensible pour ces pays façonnés par une colonisation qui s'est faite par le développement des villes.



FIGURE 1-5 : Ville d'Antigua Guatemala, inscrite au patrimoine mondial en 1979. Photo : ZackClark, 2005.

Une étude des critères d'inscription de 34 de ces villes a permis de mettre en évidence une évolution dans le processus de sélection des sites inscrits au patrimoine mondial (Dormael, 2011). Sur la base de l'analyse des critères soumis par les États, de ceux proposés par ICOMOS et de ceux retenus par le Comité du patrimoine mondial, et à partir de la comparaison entre les recommandations de l'organisme consultatif et les décisions du Comité, nous avons pu observer une diminution du nombre de critères par site inscrit et une hausse des exigences à chaque étape de la procédure. De plus, il semble y avoir récemment un plus grand accord entre l'organisme consultatif et le Comité dans les décisions, mais nos plus récentes observations tendent à relativiser ce point.

Cette étude fait d'ailleurs apparaître des tendances qu'il serait utile de confirmer par une recherche impliquant davantage de sites. En outre, les résultats de cette analyse font surgir des questions sur la capacité de gestion et la crédibilité de la Liste du

patrimoine mondial, mais aussi sur la valeur universelle exceptionnelle des sites, en regard notamment des objectifs de conservation de la Convention. Si ces interrogations ne sont pas l'objet de cette recherche, elles sont néanmoins présentes en ce qu'elles font partie du contexte général de toute recherche entreprise sur le sujet. Par ailleurs, ces questions sont également posées par d'autres, y compris le Centre du patrimoine mondial, ce qui nous permet de faire l'hypothèse que les sites d'Amérique latine sont représentatifs des problématiques générales au niveau de l'institution internationale, lorsqu'ils sont pris dans leur ensemble, et ce, même si au niveau local les contextes et les actions qui en dépendent diffèrent d'un site à l'autre.

c) Le contexte péruvien

Étudier l'ensemble des sites inscrits dans la région latino-américaine aurait été impossible suivant la perspective que nous avons adoptée d'examiner en détail le processus de patrimonialisation. Nous avons donc opté pour l'étude d'un site, le centre historique d'Arequipa, dont le choix répond à plusieurs critères, certains liés aux besoins de l'étude et d'autres, nous le verrons plus loin, à sa faisabilité.

En effet, pour que cette recherche soit pertinente et permette d'apporter des éléments de compréhension au phénomène de la patrimonialisation aujourd'hui, il semblait essentiel de nous concentrer sur un site représentatif dans la région (une ville coloniale, puisque c'est la grande majorité des sites inscrits), dont l'inscription est assez récente, et bien postérieure à la mise en place de la « stratégie globale » en 1994. Ce critère temporel permet d'assurer que les problématiques envisagées soient cohérentes avec une vision récente du patrimoine mondial, celui-ci ayant beaucoup évolué depuis près de 40 ans (Dormael, 2012). Dans le même temps, il fallait que le site soit inscrit depuis assez longtemps pour que des actions aient pu être entreprises et pour que nous puissions y observer des transformations sur une durée suffisamment longue. Pour ces raisons, nous avons pris en compte les villes inscrites aux alentours de l'an 2000 (plus ou moins deux ans), ce qui réduit les cas possibles (hors Brésil et Suriname pour des raisons linguistiques) à quatre villes. Les raisons

liées à la faisabilité, exposées plus loin, ont déterminé le choix d'Arequipa parmi celles-ci. Cependant, pour en permettre l'étude, il convient de présenter ici brièvement le contexte national du pays où cette ville se situe, le Pérou, et les deux autres villes péruviennes inscrites au patrimoine mondial.

i) Le Pérou

La République du Pérou fut fondée à l'indépendance du pays en 1821. Divisé en trois régions géographiques (la côte, la sierra et le bassin amazonien), le Pérou s'étend sur un territoire de près de 1 280 000 kilomètres carrés et compte une population d'environ 30 millions d'habitants (CIA, 2010). Historiquement, le Pérou a été le siège du dernier empire d'Amérique du Sud, l'empire inca qui avait Cusco pour capitale, puis celui du vice-royaume du Pérou, au sein de l'empire d'Espagne (Figure 1.6). Le conquistador Francisco Pizarro débarque avec ses troupes en 1531 et colonise rapidement cette région. Il fonde en 1535 une ville près de la côte, Lima, connue comme la « ville des rois », et qui sera la capitale du vice-royaume du Pérou qui dominait l'ensemble de l'Amérique du Sud, à l'exception du Brésil sous domination portugaise, et ce, jusqu'à sa division au XVIII^e siècle et la création des vice-royaumes de Nueva Granada et de Río de la Plata.

Il n'est donc pas étonnant, comme c'est le cas au Mexique pour les mêmes raisons, que l'on retrouve dans ce pays plusieurs grandes villes qui ont profité de cette importance politique et stratégique dans leur développement. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles le Pérou compte trois centres historiques inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, que sont Cusco, Lima et Arequipa, parmi les 11 sites péruviens inscrits, ainsi que deux autres centres historiques sur la Liste indicative du pays, à savoir ceux de Trujillo et de Cajamarca. Les centres inscrits présentent trois cas différents, trois illustrations de la rencontre entre les cultures locales et les cultures européennes, mais aussi trois moments différents d'inscription au patrimoine mondial. Cette diversité est assez remarquable, car elle repose sur la présence archéologique et vivante encore importante de cultures diverses.



FIGURE 1-6 : Carte géophysique du Pérou. Source : Instituto Nacional de Recursos Naturales, Perú.

Cette situation géographique, historique et culturelle fait du Pérou un pays riche en patrimoines culturel, naturel et même immatériel. Le patrimoine est d'abord archéologique, avec les centaines de milliers d'artéfacts ayant appartenu aux civilisations disparues dont certaines traces sont encore visibles dans les ruines de Chan Chan et du Machu Picchu, dans les rues de Cusco ou depuis le ciel de Nazca (Figure 1.7). Il est aussi monumental et urbain dans les villes que l'on vient d'évoquer parmi lesquelles Cusco et Lima, capitales successives de toute la région pendant plus de 300 ans. Il est également naturel avec de nombreux parcs, les canyons parmi les plus encaissés du monde, comme le canyon de Colca, et le lac Titicaca partagé avec la Bolivie. Enfin, on trouve beaucoup de traditions, des langues autochtones, dont le quechua et l'aymara, et des éléments plus récemment mis en valeur, comme la gastronomie, et qui font partie du patrimoine immatériel du pays.



FIGURE 1-7 : Ruines de Chan Chan, site inscrit au patrimoine mondial en 1986, et site de Nazca, inscrit en 1994. Photos : Håkan Svensson, 1997 ; Markus Leupold-Löwenthal, 2008.

Pour protéger et gérer l'ensemble de ces éléments patrimoniaux, il existe une législation ancienne, la première loi concernant les objets et sites archéologiques datant de 1822 (Alva Guerrero, 2007). Elle sera suivie par une loi sur les biens historiques et artistiques en 1931, étendue aux biens paléontologiques en 1995, et complétée par la résolution suprême n° 2900 de 1972 sur les « *Monumentos, Ambientes Urbanos Monumentales y Zonas Monumentales* » [monuments, les environnements urbains monumentaux et les zones monumentales]. Finalement, la *Ley General del Patrimonio Cultural de la Nación* [Loi générale du patrimoine

culturel de la Nation] n° 28296, adoptée en 2004, intègre les notions apparues sur la scène internationale comme celle de patrimoine immatériel ou de patrimoine culturel subaquatique¹³. Celle-ci est complétée par plusieurs textes législatifs que sont le *Reglamento de Investigaciones Arqueológicas* [Règlement sur les recherches archéologiques] (R.S. n° 004- 2000-ED du 25 janvier 2000) qui fixe les normes de gestion des zones archéologiques, la *Resolución Directoral Nacional* [Résolution directrice nationale] n° 1405/INC (du 23 décembre 2004) qui définit des sanctions administratives pour des infractions au patrimoine culturel, et la *Ley Orgánica de Municipalidades* [Loi organique des municipalités], comme nous le verrons ci-dessous.

De plus, il existe un ensemble de « textes internationaux pour la récupération, le rapatriement, la conservation, la protection et la diffusion » du patrimoine culturel, composé de conventions, de déclarations, de chartes, de recommandations, d'accords bilatéraux et autres, qui sont applicables au Pérou et qui ont été compilés par les pouvoirs publics en 2007 (INC, 2007). Parmi ceux-ci, en plus de ceux déjà évoqués, citons les autres conventions de l'UNESCO, la *Convention d'UNIDROIT sur les biens culturels volés ou illicitement exportés* (1995), le *Mémorandum de Vienne* (2005) ou encore la *Recommandation sur la conservation et la gestion des centres historiques de la Liste du patrimoine mondial* adoptée à Saint-Petersbourg (UNESCO, 2007).

Plusieurs institutions se partagent la responsabilité de la reconnaissance et de la gestion du patrimoine culturel au Pérou. C'est d'abord au gouvernement national qu'incombe historiquement la responsabilité de faire respecter la législation et de veiller à la préservation des monuments et des sites. Cette charge a été assumée par l'Instituto Nacional de Cultura (INC) [Institut national de la Culture], un organisme

¹³ Il ne s'agit pas là de l'ensemble des textes réglementaires et législatifs concernant le patrimoine culturel tels qu'a pu les regrouper dans un imposant document Filiberto Ramirez García (2005), architecte et professeur à l'université Ricardo Palma de Lima.

public sous la tutelle du ministère de l'Éducation. L'INC, fondé en 1971, était organisé selon un modèle administratif centralisé avec une direction générale à Lima, centre décisionnel divisé en départements (patrimoine archéologique, patrimoine colonial et républicain, etc.), et des directions régionales chargées de l'application de la législation et des politiques publiques de la culture et, notamment, de donner les autorisations de travaux sur les monuments classés. Cette situation a changé en 2010 avec la création du ministère de la Culture, dont les principales directions, et même les bureaux, sont ceux de l'ancien INC, mais qui regroupe aussi la Biblioteca Nacional del Perú [Bibliothèque nationale du Pérou], l'Archivo General de la Nación [Archives générales de la Nation], ainsi que l'Academia Mayor de la Lengua Quechua [Académie majeure de la langue quechua] et l'Instituto Nacional de Desarrollo de los Pueblos Andinos, Amazónicos y Afroperuano [Institut national de développement des peuples andins, amazoniens et afro-péruviens]. En ce qui concerne le patrimoine mondial et les relations avec l'UNESCO, cela relève particulièrement de la Dirección de Sitios del Patrimonio de la Humanidad [Direction des sites du patrimoine de l'humanité], créée en 2005. D'après nos recherches sur place, il semble que la création de la direction ait mis en évidence la grande disparité de situations entre les différents sites, notamment en ce qui concerne les statuts fonciers des biens et la compréhension des implications de cette reconnaissance par les autorités locales. L'un des objectifs de cette direction est donc d'uniformiser, à un niveau « acceptable », les compétences et les modes de gestion des sites. Plus officiellement, elle a pour mission de mutualiser les ressources entre les différents sites, particulièrement pour l'élaboration des plans de gestion qui sont devenus obligatoires pour les sites inscrits. Elle s'assure également de faire le suivi de la gestion des sites et de colliger et envoyer des rapports périodiques au Centre du patrimoine mondial. Ces rapports sont rédigés par les directions régionales qui sont responsables du suivi des sites et de la gestion de ceux qui sont la propriété de l'État, comme le Machu Picchu. Ces directions sont d'ailleurs financées en partie par les

profits sur les billets d'entrée des sites, ce qui crée de fortes disparités, même si une répartition est ensuite effectuée entre les différentes régions par le gouvernement.

L'autre ensemble d'institutions impliquées dans la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel est celui des municipalités de district et, dans certains cas, des municipalités provinciales. Les responsabilités des municipalités sont définies dans la *Ley Orgánica de Municipalidades* n° 27972 du 27 mai 2003, qui reprend en grande partie les dispositions de la loi précédente (n° 23853) de 1984. On y précise notamment (Art. 82, alinéa 12) qu'elles ont la compétence pour :

Promouvoir la protection et la diffusion du patrimoine culturel de la nation, dans leur juridiction, et la défense et la conservation des monuments archéologiques, historiques et artistiques, en collaborant avec les organismes régionaux et nationaux compétents afin d'identifier, d'inventorier, de contrôler, de conserver et de restaurer¹⁴.

Par ailleurs, les municipalités peuvent procéder à l'expropriation si la préservation d'un monument reconnu l'exige (Art. 96, alinéa 3) et les municipalités provinciales peuvent définir les limites de zones monumentales, en collaboration avec le ministère (Art. 91). Elles ont donc une réelle implication et la possibilité d'intervenir, y compris sur le droit de propriété. Dans les faits, ce sont aujourd'hui les administrations municipales qui sont les principaux gestionnaires des sites sur leur territoire, non seulement parce qu'elles disposent de compétences en matière culturelle, mais aussi par leur responsabilité d'élaborer les plans d'urbanisme, le zonage et les règlements, et de les faire respecter.

Outre celui d'Arequipa, sur lequel nous reviendrons plus en détail, deux autres centres historiques sont inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Bien qu'ils ne soient pas considérés comme des cas d'étude dans cette recherche, nous y ferons référence à plusieurs reprises pour mettre en contexte certaines caractéristiques de la

¹⁴ « *Promover la protección y difusión del patrimonio cultural de la nación, dentro de su jurisdicción, y la defensa y conservación de los monumentos arqueológicos, históricos y artísticos, colaborando con los organismos, regionales y nacionales competentes para su identificación, registro, control, conservación y restauración.* »

ville d'Arequipa. Il apparaît donc nécessaire d'en faire ici une présentation succincte, en tant qu'éléments contextuels.

ii) La ville de Cusco

Établie à près de 3400 mètres d'altitude, la ville de Cusco était le centre de l'empire inca et demeure l'un des sites majeurs permettant d'en voir les restes archéologiques (Kent, 1994 : 450). Planifiée, selon la légende, en forme de puma, cette correspondance supposée de la forme urbaine avec cet animal sacré serait davantage la conséquence de l'influence occidentale (Steele, 2004 : 112). Elle aurait plutôt été divisée en différents quartiers marquant les rangs nobiliaires et représentant les quatre régions de l'empire, dits *suyos*. Partiellement détruite pendant sa conquête en 1534, elle reçut officiellement le titre de ville par la couronne espagnole en 1536 (Figure 1.8).

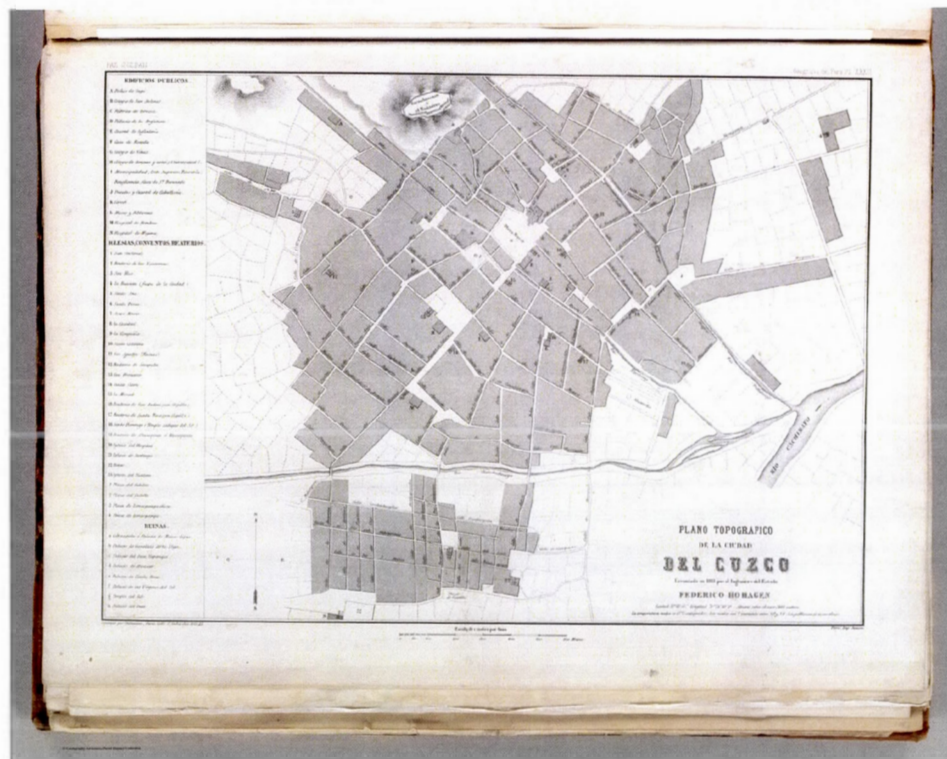


FIGURE 1-8 : Plan de Cusco, levé par Federico Hohagen en 1865.
Source : David Rumsey Historical Map Collection.

Mais c'est aussi à ce moment qu'a commencé son déclin politique et économique au profit d'autres villes coloniales comme Lima, Arequipa ou Trujillo. Si Cusco compte aujourd'hui environ un demi-million d'habitants, elle reçoit chaque année deux fois plus de touristes, selon le ministère du Commerce extérieur et du Tourisme (Instituto Nacional de Cultura - INC Cusco y MINCETUR/SG/OGEE-Oficina de Estudios Turísticos y Artesanales, 2010).

La principale particularité architecturale de Cusco serait de conserver des traces visibles importantes des constructions précolombiennes puisque la ville coloniale a été littéralement construite sur la ville inca. Mais ces restes semblent avoir mieux résisté aux tremblements de terre fréquents dans cette région que les constructions coloniales. D'ailleurs, c'est ainsi dit-on que fut redécouvert le Coricancha, dit « temple du Soleil », après le tremblement de terre de 1950 qui détruisit une partie du couvent Santo Domingo, et qui reste un lieu emblématique de l'histoire de la ville et l'un des principaux sites touristiques aujourd'hui (Figure 1.9). C'est ce « prodigieux amalgame » (ICOMOS, 1983) qui justifie la valeur universelle exceptionnelle du site au titre des critères iii (« apporter un témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue ») et iv (« offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significative(s) de l'histoire humaine ») (Figure 1.10). Le site de la « Ville de Cusco » a été donc l'un des deux premiers sites péruviens, avec le sanctuaire historique du Machu Picchu, à être inscrit en 1983.



FIGURE 1-9 : Couvent Santo Domingo à Cusco, construit sur les restes du Coricancha. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.



FIGURE 1-10 : Vue générale de Cusco depuis le site de Sacsayhuamán. Photo : Luc Noppen, 2011.

Cusco est d'ailleurs couramment associée à ce site archéologique puisque la ville a progressivement retrouvé dynamisme et notoriété à partir de la redécouverte de l'ancienne cité, officiellement en 1911, par l'Américain Hiram Bingham. Elle sert encore aujourd'hui de départ pour les excursions touristiques, que ce soit en train, à pied ou, depuis peu, par la route. Le centre historique inscrit de Cusco est une zone de forme approximativement triangulaire de 245,63 hectares et ayant un périmètre de 11 460,81 mètres (Municipalidad Provincial del Cusco, 2010). Sa gestion est assurée par un service municipal, la Sub-Gerencia de Gestión del Centro Histórico [Sous-direction à la gestion du centre historique], et elle s'appuie sur un plan directeur, le *Plan Maestro del Centro Histórico del Cusco*, élaboré notamment grâce à l'aide internationale reçue de l'UNESCO en 1997 et en 2000 (UNESCO, « Ville de Cuzco » s.d.).

iii) Le centre historique de Lima

Capitale fondée par Francisco Pizarro en 1535 sur la rive sud de la rivière Rímac (Figure 1.11), Lima a profité de cet approvisionnement en eau, de terres fertiles et de la proximité de la côte, où a été établi le port de Callao dans ce qui serait, selon certains auteurs, l'un des meilleurs sites portuaires de la côte péruvienne, sinon de la côte ouest de l'Amérique latine (Kent, 1994 : 459). Capitale politique, sociale et culturelle des colonies espagnoles en Amérique du Sud, notamment avec la fondation de la première université du continent, l'université San Marcos en 1551, Lima s'est développée en plusieurs phases. Selon Ortiz de Zevallos (cité dans Kent, *ibid.*), on peut identifier trois phases, soit de 1535 à 1684, de 1684 à 1870 et de 1870 à 1935, une quatrième phase complétant ce parcours historique jusqu'à aujourd'hui. La population de Lima est passée d'environ 650 000 habitants en 1940 à 8 445 211 au recensement de 2007 (Municipalidad de Lima, site officiel, 2010), ce qui impose évidemment une croissance urbaine considérable et apparemment difficile à gérer.

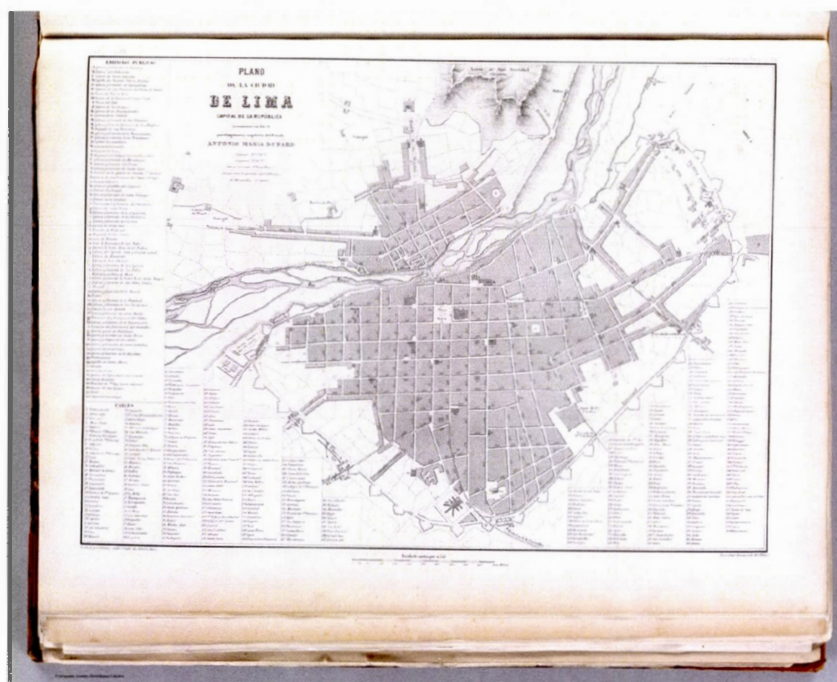


FIGURE 1-11 : Plan de Lima, levé par Antonio Dupard en 1865.
Source : David Rumsey Historical Map Collection.

Si, pour certains auteurs, « Lima est le Pérou » (Kent, 1994 : 463), c'est que la ville exerce une véritable domination sur les différents secteurs, économique, industriel, financier et autres. L'organisation du pays est très centralisée et il existe une différence marquée entre Lima et le reste du territoire, différence qui s'exprime jusque dans « l'arrogance », au dire de Kent (1994 : 456), des habitants de Lima envers le reste du pays et particulièrement envers les zones « rurales », associées aux populations indigènes qui parlent encore le quechua et l'aymara. Le « Centre historique de Lima » a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1991, par l'extension du site de l'« Ensemble conventuel de San Francisco de Lima » inscrit en 1988 (Figure 1.12), au titre du critère iv, le site étant « un excellent témoignage de l'architecture et du développement urbain d'une ancienne cité coloniale espagnole importante en Amérique latine tant au plan politique, qu'économique et culturel » (ICOMOS, 1991 : 41).



FIGURE 1-12 : Ensemble conventuel San Francisco de Lima.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

D'environ 200 hectares, ce centre rassemble plusieurs monuments, églises et couvents, dont les plus anciens sont postérieurs au tremblement de terre de 1746. Sa gestion est assurée par la Gerencia de Desarrollo Urbano [Direction du développement urbain], qui a adopté plusieurs règlements et plans directeurs depuis 1994 (Seppänen, 2003 : 110), le dernier en date s'étendant sur la période 2006-2035 (Municipalidad de Lima – PROLIMA, 2005). Le centre historique de Lima est devenu depuis les années 1990 « un espace stratégique dans les programmes » et dans la gestion municipale (Capron *et al.*, 2003 : 564) (Figure 1.13).



FIGURE 1-13 : Place principale de Lima, dite « de Armas ».
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Il apparaît donc que les centres historiques en Amérique latine, notamment ceux du Pérou, sont des espaces complexes et dynamiques, dont la patrimonialisation peut s'avérer particulièrement intéressante à étudier puisqu'elle touche des problématiques urbaines, sociales, économiques et culturelles très diverses qui la rendent plus évidente à observer. Par ailleurs, les parties prenantes dans la gestion du site semblent accorder davantage d'attention aux enjeux que soulève la patrimonialisation de ces centres historiques lorsqu'il existe une reconnaissance internationale par l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial et lorsqu'interviennent les enjeux touristiques qui l'accompagnent. On peut donc penser que l'étude approfondie de la patrimonialisation de l'un de ces sites puisse apporter des éléments permettant une meilleure compréhension du phénomène.

2) Les notions de patrimoine

Après la présentation du contexte de cette recherche, un site urbain d'Amérique latine inscrit au patrimoine mondial, nous pouvons examiner la prémisse d'une notion du patrimoine particulière au contexte culturel occidental. Cette notion de patrimoine se révèle multiple selon les approches et il convient au chercheur d'y situer ces travaux. L'objectif de ce chapitre est donc de présenter les principales approches permettant de circonscrire les notions de patrimoine susceptibles d'intéresser cette étude, à savoir les approches historique française, géographique et communicationnelle, puis de définir la position retenue pour cette recherche, dite approche herméneutique. Cela permettra, conjointement avec la définition conceptuelle de la patrimonialisation au chapitre suivant, de définir dans la partie II le cadre théorique et méthodologique de la recherche.

Loin de se résorber, l'« hypertrophie patrimoniale » (Drouin, 2005 : 1) semble bien s'être constitué une reconnaissance qui rend sa critique de moins en moins aisée. Devant ce phénomène, les définitions de la notion de patrimoine deviennent difficiles à établir tant les objets patrimoniaux sont divers. Les distinctions même de « matériel » et « immatériel » paraissent aujourd'hui insuffisantes et l'on se questionne de plus en plus sur leurs liens (ICOMOS, 2004 ; Fourcade, 2007) et sur la pertinence de ces catégorisations. On relève pourtant des définitions du patrimoine comme « expression identitaire d'une collectivité qui s'investit dans des traces de l'histoire auxquelles elle s'identifie » (Drouin, 2005 : 3) ou encore comme « support transmissible de l'identité et de l'histoire dans l'expérience collective » (Dormaels et Berthold, 2009 : 3), mais celles-ci ne dispensent pas de s'interroger sur la nature du patrimoine, qui serait « essence » ou « construction », et sur l'évolution de la notion. Comment donc comprendre cette notion de patrimoine et comment l'aborder aux prémices d'une recherche ?

Il semble d'emblée clair au chercheur, devant l'imposante bibliographie qui en traite, que le patrimoine est un objet d'étude pluridisciplinaire. Les colloques sur le sujet rassemblent en général presque autant de disciplines que de présentateurs. Il semble donc essentiel d'examiner différentes approches pour pouvoir disposer d'une compréhension suffisante qui permette au chercheur de se situer. En outre, plutôt qu'une notion « nomade » (Choay, 1999 : 9), elle semble surtout plurielle, selon les approches, mais aussi selon les contextes. Examiner ces notions, et s'y positionner, permet d'identifier les concepts clés nécessaires à l'étude proposée. Nous chercherons donc à comprendre ces notions et leur relation à l'objet patrimonial, matériel ou immatériel, à travers trois approches différentes – parfois transdisciplinaires – pour pouvoir ensuite nous interroger sur la façon dont on « fait » du patrimoine.

a) Approche historique française

Si nous choisissons de commencer par présenter l'approche historique française, c'est qu'il nous semble qu'au-delà de la France, voire de l'Europe, elle a eu une influence déterminante sur la conception occidentale du patrimoine, même si celle-ci intègre d'autres sources. Elle permet donc d'introduire certains jalons sur lesquels se sont développées d'autres notions, notamment celle de patrimoine mondial ou les conceptions latino-américaines, et bien que celles-ci aient aussi évolué à partir d'autres influences.

i) Les racines de la notion : étymologie et usages médiévaux

L'étymologie du mot « patrimoine » renvoie en latin au nom *pater* (le père, l'ancêtre) et au verbe *monere* (songer, se souvenir), puis au bas latin *patrimonium* (les biens de la famille). Il s'agit donc de ce qui « rappelle les ancêtres », ce qui est transmis du père. Le mot conserve aujourd'hui la signification de possession, de « l'ensemble des biens et des obligations d'une personne » (TLFi, « patrimoine », en ligne, s.d.). Ces possessions sont transmises à la génération suivante qui les valorise avant de les transmettre à nouveau. Mais il a aussi cette signification contemporaine d'héritage

commun pour laquelle l'emploi du mot patrimoine est récent puisqu'on ne le retrouve, en France, que dans les années 1970 (Desvallées, 1998, cité dans Drouin 2005 : 4) et qu'il est formellement utilisé au Québec dans la Déclaration de Deschambault en 1982 (Drouin 2005 : 5).

Pourtant, si l'usage du mot est récent, la notion est plus ancienne, et si certains font remonter son origine à l'Antiquité et aux reliques (Babelon et Chastel, 2000 : 14), c'est que l'influence du « culte chrétien de la trace » (Noppen et Morisset, 2005a : 389 et 2005b : 54) est essentielle dans la construction de la notion. Quoi qu'il en soit, c'est bien dans le contexte ecclésiastique qu'on le relève d'abord, lorsqu'au XII^e siècle on parlera de *Patrimonium Crucifixi*, « les biens du Crucifié » (TLFi, « patrimoine », en ligne, s.d.), autrement encore appelé « patrimoine des pauvres » (St-Bernard, 1159, cité dans *ibid.*), et constitué de l'ensemble des biens donnés à l'Église et qui n'est donc pas la propriété de ses prélats. Cette notion de biens communs dont la propriété dépasse ceux qui les conservent apparaît au sein de la religion et il est compréhensible qu'elle ait été reprise par un prêtre, l'abbé Henri Grégoire, quand il prit la défense des biens « nationaux » contre le « vandalisme », biens qui étaient alors la propriété de la Nation, et qui « n'étant de personne sont la responsabilité de tous » (Grégoire, 1794).

ii) L'apparition de la notion et la construction des identités nationales

C'est en effet au moment de la Révolution française que se produit un changement majeur, lorsque les biens saisis au clergé et à la noblesse sont l'objet de destructions et que « la prise de conscience collective du patrimoine [l'] a fait passer [...] de la famille à la nation » (Audrerie, 1997 : 6). Il est alors proposé de conserver ces biens qui ont été « nationalisés » et sont donc la propriété de la « Nation » – différente de l'État –, non seulement pour leurs valeurs propres (artistique ou économique), mais aussi et surtout comme « témoins » de l'évènement révolutionnaire. En effet, tout en servant à l'éducation du peuple à travers des institutions muséales naissantes comme le musée du Louvre en 1793 (Mairesse, 2002 : 35-36), il s'agit de rappeler le

« despotisme » (Babelon et Chastel, 2000 : 62) qui a justifié le soulèvement, la « terreur », le régicide, au nom du « bien public » (Robespierre, 1790).

Il apparaît donc que la conservation de ces biens, au-delà de leur transmission, soit également motivée par leur rôle de support tangible du souvenir d'un événement, autrement dit de l'expérience collective. C'est cette « collectivité » nouvelle qu'il s'agit de construire, constituée de l'ensemble des citoyens, et avec elle une nouvelle identité collective, nationale. Pourtant, les premiers essais de définitions de ce « citoyen », unité de la Nation, sont hésitants et il s'agit surtout de celui « qui est né ou qui habite » sur le territoire national (Robespierre, 1790). Ce n'est qu'ensuite, au XIX^e siècle, qu'apparaîtront les « nationalités » (TLFi, « nationalité » s.d.) qui sont aujourd'hui encore un élément clé de l'identité des individus, comme nous le verrons plus loin.

iii) Du monument au patrimoine

C'est d'abord le terme de « monument » qui sera retenu lors de la création en 1837 de la Commission des monuments historiques en France. D'un usage plus ancien (Choay, 1999 : 15-16), le monument désigne à la fois ce qui est conçu pour rappeler (là encore au sens du latin *monere*), mais aussi ce qui est remarquable. Le « monument » devient alors « historique » quand celui-ci n'est pas originellement prévu pour la fonction de support mémoriel qu'on lui attribue et s'oppose donc au monument intentionnel « dont il est devenu nécessaire de préciser qu'il [est] commémoratif » (*ibid.* : 19). Cette distinction était déjà établie par Riegl en 1903 entre les monuments « voulus » et les monuments historiques « non voulus » (Riegl, 2003 [1903] : 59), qu'il analysait par le biais de leurs valeurs de mémoire et de leurs valeurs d'actualité. Néanmoins, comme de nombreuses études l'ont signalé, la désignation par le terme « monument » demeure limitée face à l'élargissement des réalités que recouvre la protection de ces biens collectifs, et ce terme « impose une vision beaucoup plus étroite que celle portée par le patrimoine » (Drouin, 2005 : 5).

D'ailleurs, il apparaît possible de questionner la limite de cette filiation entre « monument » et « patrimoine » qui sembla évidente aux historiens, mais qui devant l'évolution de la notion et son élargissement apparaît de moins en moins nécessaire, le patrimoine s'autonomisant, en quelque sorte, du monument. Citons d'ailleurs à titre d'exemple la Loi sur le patrimoine culturel, adoptée par le Québec le 19 octobre 2011, dans laquelle la dénomination de « monument historique » disparaît au profit de celle d'« immeuble patrimonial ».

L'examen de l'évolution des termes permet donc de comprendre l'importance de la « construction » du patrimoine, c'est-à-dire des processus d'investissement des valeurs qu'on lui attribue. En effet, qu'il s'agisse des valeurs énoncées par Riegl en 1903, reprises par Choay en 1992, de celles proposées par Patin (1988 : 20-24), ou de celles identifiées par Noppen et Morisset (2005a : 295-320), c'est leur « reconnaissance » ou plutôt leur attribution, comme nous le verrons, qui permet à l'objet d'accéder au statut de patrimoine à un moment donné. Il reste que le monument et le patrimoine demeurent, chacun à leur époque, des piliers de l'identité collective, dont l'évolution dans le temps pourrait être une des raisons de cette transformation de la notion. Il importe donc dans toute étude portant sur le « patrimoine » de situer temporellement la notion et de la définir, le temps de la reconnaissance patrimoniale et le temps de l'étude pouvant induire des sens différents. En cela, la notion de patrimoine comporte nécessairement une dimension historique puisqu'elle repose sur un discours qui s'inscrit dans plusieurs temporalités et qui « tolère stratifications, interrelations ou oppositions selon les discours qui s'y articulent » (Drouin, 2005 : 11) et leurs époques de constitution.

iv) Un concept géohistorique

Toutefois, examiner la notion de patrimoine à travers l'histoire, comme nous venons de le faire, propose de celle-ci une perspective qui n'est valide que dans le contexte de la culture de l'Occident judéo-chrétien (Poulot, 2006). Car si la notion « a une histoire, elle a aussi une géographie » (Paquot, 2009). Plus qu'une approche

historique, il s'agit donc d'une approche « géohistorique », dont l'opérativité peut être sérieusement limitée dans le cas d'études extra-occidentales. La notion même de patrimoine mondial porte en partie ce paradoxe qui confine parfois à la schizophrénie tant il devient difficile de concilier les attentes de tous les peuples dans des textes, fussent-ils rédigés dans toutes les langues, ce qui n'est pas le cas. Il convient donc de limiter la validité des réflexions proposées ici à un cadre culturel défini en dehors duquel on devra, au minimum, commencer par en réexaminer la pertinence.

Nous voyons en effet de quelle manière, dans d'autres cultures, en Afrique par exemple, ce n'est pas la « matérialité de l'objet qui prime, mais plutôt les significations des rites ou des croyances associées ». Ainsi, « les éléments du patrimoine africain sont le plus souvent porteurs de fonctions religieuses ou en tout cas de significations liées à la compréhension du monde et qui guident les mouvements quotidiens » (Ouallet, 2003 : 62). De même en Asie, comme en Chine et au Japon, on pratique la reconstruction à l'identique de bâtiments patrimoniaux, l'intérêt de ceux-ci étant à la fois dans leur apparence toujours intègre et leur éphémérité que souligne la reconstruction périodique (Fresnais, 2003 : 83).

Si l'on considère que le patrimoine n'est pas une qualité intrinsèque et immanente de l'objet, mais plutôt un discours construit sur un objet investi de valeurs, nous ne saurions considérer pertinente une approche positiviste dans l'étude du patrimoine puisqu'elle aurait pour conséquence de ramener le chercheur à un exercice de description formelle en fonction de critères établis. C'est d'ailleurs un élément révélateur, quoique ironique, de l'évolution de la notion dans la pensée occidentale du patrimoine, puisque celle-ci est fortement marquée par la Révolution française, dont les penseurs furent eux-mêmes porteurs d'une pensée rationaliste, allant jusqu'à promulguer le culte de la Raison, qui influencera la théorisation du positivisme au XIX^e siècle.

b) Approche géographique

S'il est une discipline dont l'intérêt pour le patrimoine révèle son insertion dans les sciences sociales, c'est bien la géographie. En effet, pour « une discipline qui entre par l'espace pour étudier la société et ses transformations » (Veschambre, 2007 : 362), le patrimoine constitue un objet prometteur d'étude des territoires et des espaces. L'approche géographique a produit nombre d'études sur le patrimoine, notamment en France, mais aussi dans d'autres pays (Hardy, 1988 ; Graham *et al.*, 2000). C'est cette « manière d'envisager la construction de l'objet de recherche, de « socialiser » cet objet, [qui] contribue à inscrire plus fortement la géographie dans les sciences sociales » (Veschambre, 2007 : 370-371). Si en France les premières thèses en géographie sur le sujet datent du début des années 1980, il faut néanmoins attendre le milieu des années 1990 pour que cette discipline s'empare réellement du patrimoine dans les publications. Comme le démontre Veschambre, « on assiste sinon à un effacement du moins à une relativisation des frontières internes à la discipline, notamment [...] entre la géographie sociale et la géographie culturelle » (*ibid.* : 377). Dans cette redéfinition disciplinaire, ces études génèrent des apports importants pour l'étude du patrimoine, notamment en introduisant les notions nouvelles et opératoires que sont le « territoire » et l'« espace ».

i) L'objet, le territoire, l'espace

Le patrimoine peut se définir par le statut légal particulier de protection dont bénéficient certains objets, matériels ou immatériels. Les implications pratiques de ces réglementations ont des répercussions directes sur la façon dont on peut, ou ne peut pas justement, modifier l'aspect, la configuration ou la fonction d'un objet patrimonial et de son environnement. En conséquence, le patrimoine s'impose comme un élément à prendre en compte dans la gestion du territoire, voire comme un outil de cette gestion. En effet, qu'il favorise ou entrave la « modernisation », le patrimoine implique dans sa reconnaissance et sa protection des interventions, des changements d'usage, des aménagements spéciaux. Le patrimoine s'étend de l'objet

seul à l'addition de celui-ci avec ses environnements physique et humain pour couvrir finalement un lieu, une extension limitée aux dimensions mesurables. C'est cette proximité entre protection du patrimoine et développement territorial qui conduira certains auteurs à rapprocher ces notions en argumentant que « cette familiarité qui unit les concepts de patrimoine et de territoire trouve sans doute son origine dans le lent, mais constant effort [...] d'extension à l'espace du concept patrimonial » (Di Méo, 1995 : 17 cité dans Veschambre, 2007 : 366). Par ses effets, le patrimoine en vient même à influencer la représentation et l'imaginaire de ce qui l'entoure, poussant certains, dans un geste discutable, à imiter un style pour s'accorder au monument voisin par exemple. Dès lors, le lieu, augmenté de l'imaginaire qui s'y rattache, devient un « espace », que l'on peut s'approprier symboliquement. Le patrimoine, par « extension spatiale » (Veschambre, 2008 : 20), serait à la fois l'objet, son environnement – physique et/ou humain – et les représentations qu'ils portent.

ii) La spatialisation du patrimoine : trois types d'approches

La perspective disciplinaire de la géographie offre, comme le note Veschambre (2007 : 375), trois approches qui, si elles s'entrecroisent souvent, restent identifiables dans les publications. La première approche, que nous avons mentionnée plus haut, se base sur une proximité conceptuelle entre « patrimoine » et « territoire » et traite particulièrement de l'aménagement et de la transformation des espaces. Il s'agit de traiter surtout des implications réglementaires, mais aussi des implications sociales issues du changement d'usage, comme le développement touristique. La deuxième approche étudie le patrimoine « sous l'angle des enjeux, des stratégies, des conflits d'intérêts ». En d'autres termes, le chercheur s'intéresse alors aux relations sociales autour du patrimoine, instrument d'une prise de pouvoir par des acteurs pour « faire valoir leurs intérêts et pouvoir contrôler leur espace » (Melé, 1995 cité dans Veschambre, 2007 : 372). Cette utilisation du patrimoine comme « instrument de légitimation sociale d'un groupe » (Dormaels, 2009) ou comme affirmation du pouvoir peut d'ailleurs rejoindre des travaux d'autres disciplines des sciences

sociales. La troisième approche situe le patrimoine comme un « facteur de mobilisation collective, de cohésion sociale » qui suscite des « constructions identitaires » (Veschambre, 2007 : 375) et à travers elles des constructions territoriales.

Construction, appropriation et transformation de l'espace, le patrimoine devient ici un « outil d'opposition sociale et politique », un « objet politique » et de politiques. La patrimonialisation est alors comprise comme l'extension du fait patrimonial à l'espace qui le comprend, une façon de caractériser cet espace pour se l'approprier. Dès lors, c'est l'espace, et non plus l'objet patrimonial, qui sert la légitimation des groupes sociaux, ce qui n'est pas sans poser quelques questions relatives à la temporalité du patrimoine, abordée plus haut, dont la complexité peut être perdue dans ce glissement.

iii) Une vision fonctionnelle

Quoi qu'il en soit, ces approches semblent s'intéresser assez peu à la définition même de la notion de patrimoine, autrement que par la fonction qu'il remplit. En effet, il est surtout question de patrimonialisation en tant qu'extension spatiale du patrimoine et comme « processus de reconnaissance et de mise en valeur » par opposition dialectique à la « démolition » (Veschambre, 2008 : 14). Mais la constitution du patrimoine n'est pas questionnée, bien que, « pour saisir ces mobilisations, ces enjeux et dynamiques sociales, plus que celle de patrimoine, c'est la notion de patrimonialisation qui est pertinente » (Veschambre, 2008 : 21). En effet, il nous semble que le processus de construction qui fait d'un artéfact un objet patrimonial doit être pris en compte pour comprendre pleinement les enjeux d'appropriation spatiale et de construction identitaire que la géographie, sociale ou culturelle, veut examiner. Toutefois, le patrimoine est abordé, dans cette perspective, plutôt par ses fonctions, et il est moins question de la patrimonialisation que de valorisation, c'est-à-dire de mise en évidence des valeurs patrimoniales. Si elle ne cherche pas véritablement à appréhender l'ensemble du phénomène, cette approche offre

néanmoins des éléments et des outils nécessaires aux études sur le patrimonialisation, en questionnant les notions d'espace, de territoire et de pouvoir notamment. Elle permet surtout de comprendre comment l'analyse des politiques et des actions d'aménagement ou de développement de l'espace et du territoire peuvent être révélatrices des représentations patrimoniales à l'œuvre, surtout dans le contexte des villes. Dans le cadre de cette recherche, l'analyse des politiques et des interventions sur l'espace urbain est l'une des principales méthodes de mise en évidence du phénomène de patrimonialisation, permettant ainsi sa description et son étude.

c) Approche communicationnelle

L'évolution de la notion de patrimoine semble impliquer le passage d'une perspective historique à une autre approche qui permet de concevoir ce patrimoine comme une construction de sens supportée par un objet patrimonial. On parlera donc ici d'approche communicationnelle en tant qu'elle considère le patrimoine comme un dispositif médiatique, au sens de Davallon (1992), de production de sens. Pour l'explorer, nous nous proposons d'opérer certains rapprochements avec des concepts issus de l'étude des musées et des artefacts muséaux. En effet, les objets muséaux constituent un type particulier de patrimoine, qui a été le sujet d'études muséologiques diverses, notamment en histoire de l'art – elle-même influençant l'histoire de l'architecture souvent mobilisée dans l'étude du patrimoine bâti – et en sciences de la communication. Elles ont particulièrement contribué, avec entre autres l'intégration de la sémiologie, à développer l'examen, non plus de l'objet muséal, mais du discours porté sur lui comme élément déterminant de ce statut. Nous nous attacherons donc ici à étudier en quoi ce rapprochement entre objet de musée et patrimoine permet de mettre en évidence certaines caractéristiques d'un patrimoine qui existe à travers le sens qu'il contribue à produire. C'est pourquoi nous pourrions également parler d'une approche muséologique du patrimoine.

i) De l'objet muséal à l'objet patrimonial

Un premier rapprochement peut être tenté par les définitions de l'objet muséal et de l'objet patrimonial. En effet, de même que l'objet de musée est un lien entre « nous » les visiteurs et un « autre », spatial, culturel ou temporel, il apparaît possible de considérer l'objet du patrimoine comme un « intermédiaire entre les spectateurs, quels qu'ils soient, et les habitants d'un monde auquel ceux-là sont extérieurs » (Pomian, 1978 : 27). Ces objets, muséaux et patrimoniaux, représentent un « ailleurs » culturel, géographique ou temporel. Ils sont en quelque sorte ces objets « dotés d'une signification » dont parle Pomian (*ibid.* : 34) et qu'il nomme sémiophores, qui « représentent l'invisible et ont perdu leur valeur d'usage » (*ibid.* : 28). Il faut préciser que, pour cet auteur, ces objets acquièrent une autre valeur, qui est différemment perçue dans le sens commun. Il est intéressant par ailleurs de noter que les raisons qu'il dégage dans le sens commun comme justifiant cette valeur nouvelle – le plaisir esthétique, la connaissance et le prestige – sont souvent celles invoquées dans la justification du patrimoine. Néanmoins, si pour Pomian « l'utilité et la signification sont mutuellement exclusives » (*ibid.* : 35), dans le cas du patrimoine la situation peut être moins binaire. Pour bien comprendre ce point, une précision s'impose. Il est couramment entendu que le patrimoine renvoie à une altérité située dans le passé et qu'il est par là même « hors du présent », « le passé, même récent et encore familier, [étant] « structurellement » immédiatement étranger » (Schiele, 2002 : 233). Pourtant, les nouvelles définitions du patrimoine, actualisées à travers l'émergence du patrimoine immatériel, recouvrent des objets – matériels ou non – qui sont inscrits dans le présent. La définition du patrimoine immatériel de la convention de l'UNESCO de 2003 (art. 2.2), fait ressortir qu'il s'agit de pratiques et de savoirs qui n'ont pas disparu, qui sont encore sus et pratiqués, et qu'il s'agit de protéger dans leur vivacité. Nous pourrions sans doute argumenter qu'il s'agit de cas particuliers, ou encore qu'ils n'ont une signification que dans une approche de tradition et de mémoire, mais il reste que l'« actualité » de ces objets peut poser un

problème de définition. En effet, dans ce cas, l'objet n'a pas nécessairement perdu son « utilité ». Par ailleurs, on sait bien que nombre d'objets patrimoniaux, surtout les édifices, sont dotés d'une nouvelle valeur d'usage et d'une nouvelle utilité dans la société. Ils n'en perdent pas pour autant leur statut de « patrimoine », ni leur signification, comme le suggérait Pomian. Il apparaît donc que la possibilité d'analogie entre l'objet patrimonial et le sémiophore soit limitée. Elle permet cependant d'insister sur deux caractéristiques de l'objet patrimonial : d'une part, sa nature d'objet de communication entre deux mondes, celui du « nous » et celui des « autres », et, d'autre part, la perte de sa valeur initiale vers une nouvelle valeur, dite d'« échange » pour Pomian, mais que l'on nommera plutôt, pour ces objets, « valeur symbolique » en raison de leur opérativité sociale, comme nous le verrons ensuite. Il apparaît donc nécessaire, pour bien comprendre les objets patrimoniaux, d'étudier d'abord comment s'est construite cette nouvelle valeur et comment elle a été attribuée au cours du processus de patrimonialisation.

Par ailleurs, selon Montpetit (2002 : 80), les objets patrimoniaux sont d'abord des objets historiques, c'est-à-dire des « choses anciennes conservées qui durent hors de [leur] monde d'origine », et qui sont dotées temporairement d'un réseau de signification « quand une collectivité y trouve du sens et du plaisir, [et] les inscrit dans sa mémoire vivante » (*ibid.* : 81). Le caractère patrimonial serait donc selon cet auteur l'ajout, à un objet historique, d'une signification temporaire et réversible. Montpetit précise que pour être patrimonial l'objet doit être « revendiqué » (*ibid.* : 88), « présent dans l'espace public et approprié » afin de servir de « référence active dans la production de sens qui a cours dans la société d'aujourd'hui » (*ibid.* : 83). Il définit donc clairement l'objet comme étant du passé, mais porteur d'un statut temporaire qui lui permet, dans le présent, de participer d'une production de sens qui répondrait à des problématiques contemporaines. Mais cela n'est possible que si l'objet est « présenté », c'est-à-dire qu'il est une chose à voir. Il semble donc pertinent d'examiner, comme deuxième rapprochement possible, celui entre le

patrimoine et le concept d'exposition. En effet, peut-on dire qu'il y a « mise en exposition » du patrimoine, et sous quelles conditions ?

ii) Impact social et opérativité symbolique du patrimoine

Davallon propose une réponse quant à ce qu'il nomme les expositions « insolites » qui, selon lui, ne sont pas de « vraies expositions », mais pour lesquelles il y a « processus de mise en exposition » (2000 : 162-163). Ce processus intègre le visiteur qui « devient partie prenante de la mise en exposition » et, au-delà du visiteur, un groupe social, puisque « c'est toujours pour un groupe social que la mise en exposition dote le réel de significations nouvelles » (*ibid.* : 164). Il n'y a rien d'étonnant donc à rapprocher le patrimoine, mis en exposition, des trois grandes catégories d'exposition que Davallon définit : une « situation de rencontre entre visiteur et objet », un outil de « stratégie communicationnelle » et « celles visant un impact social » (*ibid.* : 158). De même que les musées ne sont pas liés par nature à un type d'exposition, le patrimoine peut relever d'une ou plusieurs de ces catégories. Ainsi considérera-t-on parfois les objets patrimoniaux dans leur relation de rencontre avec le visiteur, vision quelque peu obsolète, ou comme outils de stratégie communicationnelle – lorsqu'ils servent à la promotion touristique par exemple – ou encore comme visant un impact social, c'est-à-dire un effet sur l'environnement social dans lequel il se situe.

Nous retiendrons aussi la précision que Davallon apporte quant à la définition de l'« impact social », pour lequel il parle d'« usage », et la « fonction sociale », qui est liée au processus de mise en exposition et pour laquelle il parle d'« opérativité symbolique » (*ibid.* : 160, 186-187). Ce concept prend son sens dans la dimension médiatique de la mise en exposition en tant qu'elle « [relie] des acteurs sociaux à des situations sociales » (Davallon, 1992 : 102). L'opérativité symbolique, ou sociale, est donc ce qui, dans la mise en exposition, réunit des individus en groupe sociaux. Nous pourrions donc considérer l'objet patrimonial comme un objet mis en exposition, et

par là même porteur d'une fonction sociale, l'opérativité symbolique, qui lui confère sa nouvelle valeur.

En réalité, nous parlerons plutôt de « mise en patrimoine » selon l'expression de Schiele, qui « s'articulant autour du social [...] s'accompagne nécessairement d'une mise en médiation » (2002 : 3). Cette médiation, ou « interprétation » au sens de Tilden (1992), implique une participation active du visiteur dans la production de sens. Caillet, s'appuyant sur la définition de la médiation de Latour, et sur la notion de « partage esthétique » de Rancière, insiste sur la liberté d'interprétation que supposent la médiation et son rôle de « traducteur ». Il s'agit de produire un discours qui permette aux visiteurs de « faire le lien entre le texte d'origine [de l'expôt] et le texte du visiteur » (1995 : 56).

Il convient donc de considérer l'objet patrimonial dans une perspective communicationnelle, dans laquelle il est le support d'un discours, et où il participe d'un dispositif de production de sens dans sa relation au visiteur et au moment de cette relation. Mais plus encore, et c'est peut-être là la limite du rapprochement entre objet muséal et objet patrimonial, ne pourrait-on pas considérer que c'est le dispositif plus que l'objet qui constitue le patrimoine ? Dans ce cas, le patrimoine intègrerait à la fois l'objet, celui qui l'interprète et les éléments de médiation, le tout permettant de produire une signification symbolique qui réunit les individus en différents groupes sociaux. Ce dispositif peut être relié aux différentes valeurs du patrimoine, notamment parce qu'il s'inscrit dans le temps (Figure 2.1).

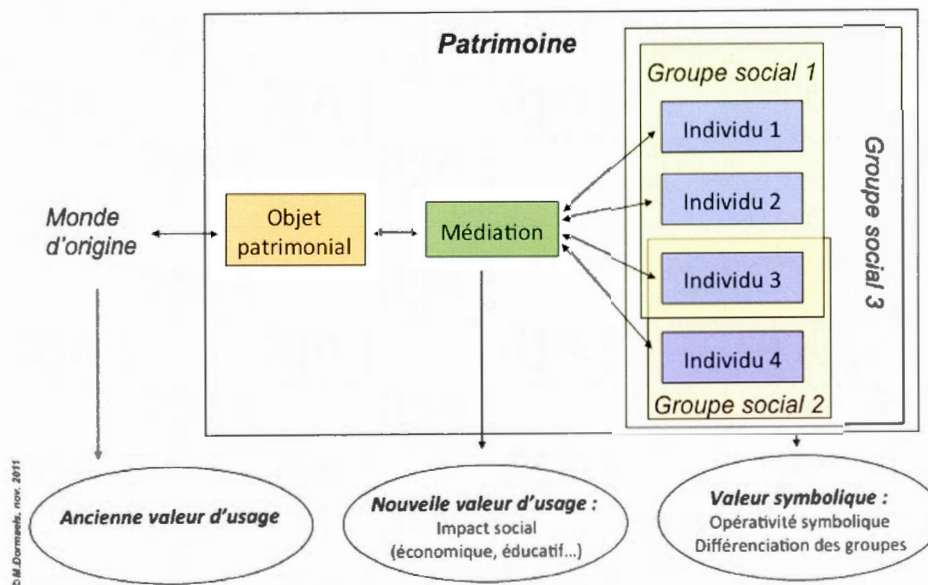


FIGURE 2-1 : Le patrimoine en tant que dispositif médiatique. Source : Mathieu Dormaels, 2011

iii) Les temps du patrimoine

La notion de patrimoine reste profondément marquée par sa relation au temps. Il faut donc être conscient, dans sa définition et son étude, des « temps du patrimoine » (Schiele, 2002). En effet, le patrimoine renvoie au moment de la création de l'objet patrimonial, son « origine », mais il porte aussi la signification construite au moment de l'énonciation de son caractère patrimonial, dans le passé, et il existe enfin dans le présent, dans le sens produit par celui qui le regarde/dit. Il existe encore, d'une certaine manière, dans le futur, puisque sa transmissibilité est inhérente et indispensable à sa reconnaissance comme patrimoine. Néanmoins, rien ne garantit son existence future et on ne considèrera donc pas que ce soit une temporalité liée au patrimoine, mais plutôt à la société qui le produit.

Pour comprendre cette triple existence du patrimoine dans trois époques, à la fois différentes et aussi réunies dans sa signification symbolique, nous pouvons nous référer aux différentes valeurs déjà discutées dans les paragraphes précédents et qui sont à mettre en relation avec le dispositif médiatique. Ainsi, reprenant une

conception plus historique de la notion, nous pourrions parler de la « valeur d'usage ancienne », ou « originale », qui correspond à la création de l'objet. Nous nommerons ensuite « nouvelle valeur d'usage » celle correspondant à la reconnaissance de son caractère patrimonial et qui peut constituer en partie sa patrimonialisation. Cette nouvelle valeur d'usage renvoie à l'impact social mentionné plus haut, tandis que la fonction sociale – ou opérativité symbolique – correspondant au présent de l'objet patrimonial se retrouve dans ce que nous appelons ici « valeur symbolique ». Ces valeurs, liées à la temporalité complexe du patrimoine, nous semblent pouvoir servir à l'analyse du discours afin d'y repérer les éléments des différents temps qui composent le « palimpseste patrimonial » (Morisset, 2009 : 23). Cependant, elles ne constituent pas un système d'évaluation d'un objet lié à son existence et à son usage.

L'implication directe de cette temporalité sur le patrimoine est donc la constante évolution de celui-ci, mais aussi l'actualisation permanente de sa signification puisque celle-ci dépend aussi de l'évolution des groupes sociaux qui participent de cette production de sens. En d'autres termes, si la société change, le patrimoine aussi. Mais comment se fait cette évolution concrètement, dans un contexte donné et pour un patrimoine donné ? Répondre à cette question revient à se rapprocher de questionnements soulevés par les travaux muséologiques sur l'exposition, en tant que dispositif de coproduction de sens entre des artefacts et des visiteurs. Dans les deux cas, cela suppose de mener une étude « en situation spatiale et sociale » (Davallon, 2000 : 161), ce qui implique une grande complexité. En effet, le patrimoine, en tant que « discours-objet », est un construit social qui ne peut se comprendre que dans son contexte de production. Nous parlerons donc ici d'une approche phénoménologique de la notion que l'on pourrait résumer en disant que « le patrimoine est un regard » (Schiele, 2002 : 215). Il nous semble donc que pour étudier le patrimoine dans cette perspective, il soit pertinent de l'aborder sous l'angle d'une herméneutique de la patrimonialisation.

d) Approche herméneutique

Nous comprenons que le patrimoine remplit une fonction sociale à travers la reconnaissance qu'il permet à certains groupes sociaux, qui lui attribuent une signification symbolique particulière, c'est-à-dire patrimoniale. En d'autres termes, il s'agit d'un choix fait à un moment donné, par un groupe social, qui sélectionne et revendique l'objet. Mais si ce choix n'est pas nécessairement enfermé dans son « temps présent », il doit néanmoins se comprendre au moment où il est opéré, c'est-à-dire au moment de son énonciation. Il est donc possible de concevoir le patrimoine comme la conséquence de cette énonciation ; autrement dit il faudrait pour qu'il y ait patrimoine que l'objet patrimonial soit « dit », c'est-à-dire qu'il résulte d'un discours performatif (Austin, 1991). Dans cette perspective, le patrimoine est d'abord un « énoncé », c'est-à-dire la qualification d'un objet comme étant patrimonial. Mais cette énonciation est performative en ce qu'elle implique une nécessité d'agir, notamment pour conserver l'objet et, le cas échéant, lui retirer son utilité et l'extraire de son milieu d'origine (Morisset, 2011a). Cela ne signifie pas toutefois que ce discours soit figé, enfermé dans son énonciation originale, comme nous l'avons dit plus haut. En effet, il évolue dans le temps au gré de ses énonciations successives, chaque nouvel énoncé reprenant l'ensemble des précédents en leur surimposant une signification supplémentaire. Nous comprenons ici l'image du « palimpseste » reprise par Morisset (2009 : 19). Il importera donc de comprendre comment est produite cette énonciation, dans quel contexte, et comment elle évolue pour saisir toute « l'épaisseur » du patrimoine. C'est un des sens de la patrimonialisation, en tant que production de signification, comme nous le constaterons.

Pour Morisset, la force performative du patrimoine résulte d'un équilibre entre l'environnement qui sélectionne le patrimoine et les moyens mis en œuvre pour le gérer. Le patrimoine peut être alors envisagé comme un « écosystème », caractérisé par une « écologie », un milieu donné et une « économie », une administration des éléments de ce milieu. L'atteinte d'un équilibre entre ces composantes produit une

relation particulière entre trois rapports : rapport au temps, rapport à l'espace, rapport à l'autre. Cet ensemble constitue un « régime d'authenticité » en ce qu'il définit à quel type de relation au « vrai », et à l'« authentique », le patrimoine renvoie. Il faut comprendre ici la notion d'« authenticité » comme étant elle aussi une construction sociale. Dès lors, le patrimoine peut s'actualiser par une transformation de ces rapports et le basculement d'un régime d'authenticité vers un autre (Morisset, 2009 : 25-27), mais en conservant la « mémoire patrimoniale » des régimes précédents.

Cette conception du patrimoine rejoint celle développée avant cela par Morisset dans l'étude de villes ou de quartiers, en tant qu'expression spatiale de la culture et de l'identité. S'inspirant entre autres de la pensée de Panofsky sur l'iconologie, mais aussi de la théorisation du mythe chez Barthes, elle propose d'analyser la morphogénèse – la constitution de la forme – et la sémiogénèse – la constitution du sens – de la forme urbaine par le biais de la méthode historico-interprétative (Groat et Wang, 2002 : 135). Pour Morisset, il s'agit d'interpréter l'évolution de la forme urbaine, par la reconstruction d'une narration reliant différents moments historiques, donc documentés. En d'autres termes, il s'agit de « faire parler la ville » plutôt que ses habitants, ceux-ci n'ayant qu'une vision superficielle du « palimpseste » (Corboz, cité dans Morisset, 2009 : 19) qu'elle constitue, et d'effectuer une herméneutique des formes urbaines (Morisset, 2011b : 33). Nous verrons que cette démarche herméneutique reste, selon nous, particulièrement pertinente pour l'étude du phénomène de patrimonialisation.

Finalement, nous observons à travers ces différentes approches que si la notion de patrimoine peut être abordée et étudiée par ses effets, ses fonctions et ses valeurs, elle est avant tout plurielle. Il apparaît alors que l'on ne puisse en comprendre la nature que par le processus qui confère le caractère patrimonial. Il convient donc de définir le processus de patrimonialisation, dont la pluralité répond à celle des notions de patrimoine, depuis les premiers gestes de conservation jusqu'aux récents questionnements sur l'authenticité de cette construction.

3) La patrimonialisation et l'identité

« Patrimonialiser » c'est « faire du patrimoine ». Cette prémisse définit le processus de patrimonialisation par une nécessité d'action intentionnelle dont nous avons vu qu'elle était la conséquence de l'énonciation performative du patrimoine. Cependant, le contexte et la complexité du processus se traduisent par la variété des actions possibles et de leur combinaison. À tel point que nous pouvons supposer qu'aucun processus de patrimonialisation, aussi ressemblant soit-il, n'est identique à un autre. Ces actions intentionnelles visent à contribuer à la production de signification et nous les appellerons donc « gestes » en tant qu'il s'agit de production de sens non langagière. Nous pouvons alors définir le processus de patrimonialisation comme l'ensemble des gestes qui visent à produire une signification patrimoniale et l'appropriation de celle-ci par les groupes sociaux, organisés dans le temps. L'objectif de ce chapitre est de présenter ces différents gestes de production du patrimoine, qui concernent sa matérialité et sa signification, puis de préciser la nature du lien entre construction patrimoniale et construction identitaire.

Pour Morisset (2011a), ces gestes peuvent être regroupées en deux grands types : les gestes de « protection » et les gestes de « représentation », mais on peut également distinguer ceux qui interviennent sur l'élément patrimonial, juridiquement ou matériellement par la conservation et la documentation, et ceux qui interviennent sur la signification symbolique de l'objet comme sa mise en exposition, sa valorisation ou encore son authentification. Ce sont ces différents gestes que nous proposons d'examiner dans cette partie. Dans tous les cas, et c'est ce qui fait que l'étude de la patrimonialisation est un champ du savoir transdisciplinaire récent ayant pour objet le patrimoine en tant que qualification plutôt qu'en tant qu'essence, il s'agit de mettre en place un dispositif de production de sens.

a) Le geste légal de patrimonialisation

D'abord, nous constatons que dans le sens commun c'est la définition juridique qui s'impose et « patrimonialiser » renvoie alors à un geste légal. Les textes législatifs renvoient à des actions spécifiques comme « reconnaître », « désigner », « inscrire » ou « classer ». Ces mots recouvrent des réalités différentes selon les pays et induisent une vision de l'objet patrimonial dans la lignée de celle de monument ou de chef-d'œuvre, comme étant en soi exceptionnel, et donc dans l'attente du regard expert qui saura le confirmer. Le risque de cette conception du patrimoine est de l'essentialiser, alors qu'il s'agit surtout d'un choix indissociable de son contexte, même s'il est le fruit de l'expertise. Cependant, ces actions visaient historiquement à légitimer et à ordonner ces objets, en les « inscrivant » sur une liste qu'il convient de « classer », dans le but d'en promouvoir la sauvegarde. Cette liste, sous-entendue dans les expressions encore utilisées aujourd'hui, révèle la première tâche dévolue aux responsables de la protection du patrimoine, à savoir son recensement dans un inventaire. Telle fut, au XIX^e siècle, la tâche de Mérimée et de Vitet, entre autres, ou celle de la Commission des monuments historiques au Québec, à partir de 1922 (Morisset, 2009 : 35). Mais, rapidement, il s'est agi d'aller plus loin et d'intervenir sur l'objet afin d'en garantir la pérennité nécessaire à sa transmissibilité.

C'est donc au XIX^e siècle qu'apparaissent les premières théories concernant les interventions sur les monuments. Elles s'élargissent ensuite, au XX^e siècle, pour intégrer les œuvres d'art et l'ensemble des objets patrimoniaux. Très vite, puisque le but sous-jacent de l'établissement de ces listes était la protection des monuments, cette reconnaissance a impliqué par son caractère performatif l'action de conservation. Ce fut en effet ce qui se passa en France au XIX^e siècle tandis que, l'objectif étant différent, la Commission des monuments historiques au Québec eut une démarche tout autre (Morisset, 2009 : 40-41). Néanmoins, ces travaux ont influencé durablement les diverses conceptions du patrimoine et les comprendre dans

leur évolution nous semble indispensable pour saisir l'évolution du processus de patrimonialisation.

b) Un geste d'intervention : entre conservation et restauration

Quoique nous nous proposons de les présenter successivement, les différentes théories de la restauration ne se substituent pas les unes aux autres, pas plus qu'elles ne sont tributaires d'une chronologie particulière. Il y a cependant une évolution logique entre elles et c'est celle-ci qui guide l'ordre de notre présentation. Par ailleurs, de nombreux chercheurs, en particulier historiens de l'art et de l'architecture, ont déjà amplement écrit sur ce sujet. Nous nous contenterons donc de donner les principaux éléments de chaque théorie, en renvoyant à ces travaux plus complets.

i) La restauration stylistique

Première théorie ayant connu une assez large diffusion et ayant fait l'objet d'enseignements, la restauration stylistique fut avant tout théorisée par l'architecte français Viollet-le-Duc. Dans le tome huit de son *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XI^e au XVI^e siècle*, publié en dix volumes entre 1854 et 1868, il donne de la restauration la définition suivante : « Le mot et la chose sont modernes. Restaurer un édifice, ce n'est pas l'entretenir, le réparer ou le refaire, c'est le rétablir dans un état complet qui peut n'avoir jamais existé à un moment donné ». Chez Viollet-le-Duc, l'intervention sur les objets est donc nécessaire et consiste en une restauration « dans le style qui leur appartient, non seulement comme apparence, mais comme structure ». Il ajoute que, dans les cas où il est nécessaire de refaire, « l'architecte chargé d'une restauration doit se bien pénétrer du style propre au mouvement dont la restauration lui est confiée ». Il est donc ici question de redonner au bâtiment patrimonial une cohérence, une « harmonie » ayant pour objectif de restituer, de façon complète, le style dans lequel l'édifice aurait été construit s'il l'avait été en une fois et jamais modifié. Plus encore, comme le souligne Corboz (2009 : 279), pour Viollet-le-Duc « restaurer, ce ne serait donc pas seulement rétablir

le fameux état complet, mais tout autant perfectionner les conditions statiques du bâtiment sur lequel on intervient ». Pour cet architecte, « conserver » et « restaurer » sont synonymes et l'intervention vise donc à rendre l'édifice exemplaire et à garantir sa longévité, sa transmissibilité, ce qui le patrimonialise. Si sa démarche fut abondamment critiquée, notamment parce qu'elle repose sur une « histoire des styles » qui « dérive d'une extension illégitime du concept d'évolution » (Corboz, 2009 : 275), elle s'inscrit néanmoins dans le présent de l'intervention et l'avenir du bâtiment, bien plus que dans le passé de la première construction. Choay, à ce propos, ajoute que Viollet-le-Duc avait en quelque sorte « la nostalgie de l'avenir et non celle du passé » (Choay, 1999 : 117).

ii) L'anti-restauration

C'est en Grande-Bretagne, où l'intervention était également privilégiée par certains architectes tels que Wyatt ou Scott, que l'on trouve l'opposition à cette théorie de la restauration stylistique, dans les écrits de Ruskin et Morris (*ibid.* : 114). Pour eux, la restauration constitue une intervention injustifiable et se compare à un « mensonge absolu », puisqu'on ne peut avec certitude « s'identifier complètement avec l'artiste » (*ibid.* : 115). Ils proposent plutôt un accompagnement de la dégradation ou, au maximum, un geste de consolidation invisible. Il s'agit donc de conserver et non de restaurer, deux termes qui seraient alors antagoniques. On produit dans ce cas une « ruine » (Noppen, 2009), ce qui n'est cependant pas dénué de certains problèmes méthodologiques et soulève des questions quant au statut de cette ruine « non abandonnée ». Cette vision trouve encore un écho dans certaines approches anglo-saxonnes du patrimoine telles que défendues notamment par Lowenthal (2008).

iii) La restauration historique

Une autre théorie, dite de la restauration historique, apparaît à la fin du XIX^e siècle en Italie. Celle-ci, dont le principal défenseur fut Luca Beltrami – lui-même élève de Camilo Boito – préconise la recherche d'un état attesté par des documents. Le

restaurateur « devient une espèce d'historien-archiviste qui ne commence son travail que parfaitement documenté par des archives, des plans, des dessins » (Brice, 1982 : 867-868). Dans ce cas, il revient néanmoins au restaurateur la responsabilité d'effectuer le choix d'une époque en fonction de la documentation dont il dispose. Mais le monument reste alors pris dans une époque, « figé » dans cette négation de son évolution et de son historicité.

iv) La restauration scientifique

Également apparue à la fin du XIX^e siècle, cette théorie connaîtra une plus grande diffusion puisqu'elle est encore appliquée aujourd'hui et qu'elle reste l'une des sources majeures des principaux textes en vigueur. Théorisée en grande partie par l'architecte italien Giovannoni (Jokilehto, 1999 : 220), cette théorie dépasse les positions précédentes et propose une approche où restauration et conservation sont complémentaires. Cette réflexion critique, en affirmant « la solidarité de deux notions que Ruskin et Morris jugeaient incompatibles et que Viollet-le-Duc tenait pour synonymes conduit à une conception plus complexe de la restauration » (Choay, 1999 : 123). Dans ce cas, la restauration doit répondre à certains principes. D'abord, il convient d'évaluer quel type d'intervention correspond le mieux pour ne pas intervenir sur l'objet plus qu'il n'est nécessaire. Cela suppose donc la reconnaissance d'interventions différentes à choisir selon les cas. Boito propose trois types de restauration, en fonction de l'époque des monuments : la restauration archéologique, la restauration pittoresque et la restauration architecturale (Choay, 1999 : 123-124). Par ailleurs, les parties « inauthentiques », c'est-à-dire ajoutées par le restaurateur, doivent être clairement et visiblement identifiées pour ne pas être confondues avec les parties originales. Cette théorie a largement été reprise et adaptée selon les époques et elle reste un élément fondateur des textes internationaux tels que la Charte d'Athènes pour la Restauration des Monuments Historiques de 1931 (particulièrement au chapitre 6 de ses conclusions) ou la Charte de Venise de 1964 (art. 4-8 « Conservation » et art. 9-13 « Restauration »). Elle sera notamment prolongée par les

travaux de Giovannoni qui amènera la réflexion à l'échelle de la ville en s'intéressant à ce qu'il serait le premier à avoir nommé le « patrimoine urbain » (Choay, 1999 : 145).

Néanmoins, comme le fait valoir Noppen (2009), ce type de restauration est difficilement lisible pour le grand public, en particulier touristique, car elle court le risque de devenir une interprétation de la restauration elle-même. Finalement, plus que l'édifice, ce sont les gestes de conservation et de restauration qui sont explicites et lisibles.

v) La restauration critique

La restauration critique est une autre théorie encore appliquée aujourd'hui. Celle-ci, inspirée de la pensée de Brandi, privilégie la reconstitution de l'image d'ensemble, la cohérence et la continuité pour ne pas nuire à la lecture, sans toutefois remettre en cause les principes généraux de la restauration comme la réversibilité des interventions, ou l'identification des ajouts. Pour Brandi (2001 : 30), la restauration est « le moment méthodologique de la reconnaissance de l'œuvre d'art, dans sa consistance physique et sa double polarité esthétique et historique, en vue de sa transmission aux générations futures ». Il s'agit de répondre ici à deux principes : « on ne restaure que la matérialité de l'œuvre » et la « restauration vise à rétablir l'unité de l'œuvre ». En termes architecturaux, cette restauration critique voit « l'architecture [...] comme une œuvre jamais achevée, qui s'intègre dans le tissu urbain, lui-même en constante évolution. Dans ce contexte, le restaurateur est donc autorisé à détruire des éléments entravant la vraie forme ou à en insérer de nouveaux pour la retrouver. » (Laurent, 2005 : 23) Cette forme de restauration, à laquelle les spécialistes préfèrent généralement la restauration scientifique, serait cependant plus facile d'accès pour le public.

vi) Quelques définitions aujourd'hui

Finalement, nous terminerons ce résumé des interventions et des théories qui y sont associées par la présentation de définitions de ces actions qui constituent une forme de patrimonialisation, proposées par deux auteurs. D'abord, Feilden (2003 : 8-9) propose une classification de sept actions différentes de conservation, par ordre d'importance croissante d'atteinte à l'objet patrimonial. Les deux premières relèvent de ce qu'il appelle la « conservation indirecte » et les autres de la « conservation directe ». Ces actions sont :

- 1- Prévention des détériorations : action sur l'environnement de l'objet.
- 2- Préservation : conservation de l'objet/œuvre en l'état pouvant nécessiter sa soustraction à son milieu d'origine.
- 3- Consolidation : renforcement de l'objet/œuvre pour assurer sa longévité ou son intégrité physique.
- 4- Restauration : raviver l'idée originale de l'objet/œuvre et sa compréhension.
- 5- Revalorisation : entretenir l'objet/œuvre, et particulièrement les édifices, en usage avec les modifications nécessaires à l'évolution de leur utilisation.
- 6- Reproduction : faire des copies en vue de protéger les originaux.
- 7- Reconstruction : dans des cas exceptionnels, on peut aller jusqu'à la reconstruction avec des matériaux anciens et nouveaux.

En termes plus généraux, nous préférons les définitions proposées par Corboz (cité par Noppen, 2009), pour qui la conservation est « l'ensemble des mesures juridiques et techniques propres à assurer à travers le temps l'intégrité d'un bâtiment ou d'un aménagement protégé (ou ciblé) en prévenant les dangers qui le menacent ». Il s'agit ici de prévenir les dégradations. La restauration est alors « l'ensemble des interventions techniques et scientifiques fondées sur une méthode et ayant pour but de garantir la continuité matérielle d'un édifice ou d'un aménagement à travers le temps », c'est-à-dire une intervention directe.

Nous voyons donc que la patrimonialisation peut passer par des gestes, des interventions sur l'objet qui vont chercher, selon les théories, à restituer son historicité dans ses évolutions et restaurations successives, ou une vision d'ensemble

propre à évoquer les valeurs qu'il représente. Et, dans tous les cas, le renforcement physique qui permet sa transmission est privilégié. Toutefois, ces actions ne suffisent pas à atteindre une patrimonialisation complète et elles ne constituent que la partie « visible » du phénomène. En effet, comme nous l'avons vu, le processus vise également à produire une signification symbolique à travers la mise en place d'un dispositif médiatique, ou d'un écosystème patrimonial selon les approches. C'est principalement cette partie « dissimulée », au sens phénoménologique, que la recherche peut mettre en évidence pour comprendre le processus de patrimonialisation dans toutes ses dimensions, y compris sociale.

c) Les gestes de production de sens

Nous voyons, par le biais des différentes théories exposées ci-dessus, que les choix dans la façon de sélectionner des objets et d'intervenir sur eux reposent avant tout sur la façon dont chaque époque voit son passé. Nous distinguons ce que Rautenberg (2003 : 127) définit comme des « modalités » de patrimonialisation : d'une part la « légitime », qu'il dit être « fondée sur le règlement et la loi » et, ajouterons-nous, la reconnaissance des experts, et d'autre part la « sociale », qui s'appuie « sur la reconnaissance par les acteurs de ce qui fait pour eux patrimoine », mais aussi sur les actions de médiation et de valorisation. Il nous semble possible d'envisager ces modalités comme deux composantes du même phénomène et c'est donc cette seconde composante que nous allons nous attacher à décrire maintenant.

« Faire du patrimoine » est une « construction du rapport au passé dans le présent » (Davallon, 2006 : 99) et, comme le souligne Amougou (2004 : 25), « le processus de patrimonialisation ne saurait être envisagé en marge des rapports sociaux, tant les questions patrimoniales sont pour une large part déterminées socialement et historiquement ». Nous parlons donc d'un processus, c'est-à-dire une suite d'opérations, ayant un début et une fin, qui entraîne un changement d'état. Aux différentes approches de la notion de patrimoine font écho différents travaux de théorisation de la patrimonialisation.

i) Une « trouvaille »

S'il est maintenant généralement admis que la patrimonialisation est une « production de statut social de l'objet patrimonial » (Davallon, 2006 : 99), on peut néanmoins l'aborder de différentes manières. En effet, on peut considérer qu'il s'agit d'une appropriation par un « processus de reconnaissance et de mise en valeur », qui permet une « forme d'inscription dans l'espace et le temps » (Veschambre, 2008 : 14). Dans ce cas, la patrimonialisation se limiterait à une insertion ponctuelle qui ramènerait le patrimoine à un statut d'objet dissocié de la signification symbolique, qui serait alors porté par l'espace dans lequel il se situe.

Suivant une approche communicationnelle de la construction symbolique, Davallon propose une description de ce processus en plusieurs étapes (2002 : 59 ; 2006 : 119-126). Pour lui la patrimonialisation requiert « qu'il y ait eu rupture dans la continuité de la mémoire » ainsi que « l'existence, dans le présent, d'un objet venu du passé ». Il s'agit donc d'abord de découvrir l'objet – il parle d'une « trouvaille », mot qu'il emprunte à Eco – pour enclencher le processus. Suivent ensuite les étapes de « certification de l'origine de l'objet » et de « confirmation de l'existence du monde d'origine » dont le rôle est d'« authentifier » l'objet. Ces étapes constituent la « reconstruction du lien au passé ». Reste ensuite à effectuer la « suture patrimoniale entre le présent et le passé » par la « représentation du monde d'origine par l'objet », la « célébration de la trouvaille de l'objet par son exposition » et « l'obligation de transmettre aux générations futures ». En accord avec l'hypothèse de la « filiation inversée » (Davallon, 2006 : 97), le patrimoine résulterait pour cet auteur d'une « construction d'un type de rapport au passé, dans un jeu de continuité et de rupture », dans le présent.

Ce modèle, qui reste l'un des premiers à proposer une définition conceptuelle de la patrimonialisation, apparaît particulièrement adapté à un certain type d'objets qui peuvent s'inscrire dans ce jeu de rupture et continuité, et qui peuvent être soumis à une « authentification » et être en « exposition ». Quand bien même ces deux termes

seraient larges, il reste que la construction de certains patrimoines semble difficilement définissable ainsi. Amougou (2004 : 25) soulève cette difficulté, « notamment en ce qui concerne les objets patrimoniaux non matériels », et propose de ramener le processus dans le champ social. Il définit ainsi la patrimonialisation comme

un processus social par lequel les agents sociaux [...] légitimes entendent, par leurs actions réciproques, c'est-à-dire interdépendantes, conférer à un objet, à un espace [...] ou à une pratique sociale [...] un ensemble de propriétés et de valeurs reconnues et partagées d'abord par les agents légitimés, et ensuite transmises à l'ensemble des individus au travers des mécanismes d'institutionnalisation, individuels ou collectifs nécessaires à leur préservation, c'est-à-dire à leur légitimation durable dans une configuration sociale spécifique (*ibid.* : 25).

Il en fait donc un « concept fondamentalement relationnel » dans lequel la signification symbolique semble détachée de l'objet, sa nature ne posant ainsi plus problème, et réside donc dans les relations interpersonnelles des acteurs, ce qui en complique la définition, comme en témoigne le schéma qu'il en propose (*ibid.* : 27). De plus, cette définition relationnelle s'éloigne de celle d'un processus en tant qu'ayant un début et une fin puisque celle-ci est tributaire d'une « configuration sociale spécifique » qu'il peut être difficile de déterminer. On court donc le risque ici de n'avoir pas une définition suffisamment fixe et opérationnelle pour permettre la délimitation nécessaire d'un objet d'étude.

Enfin, ces deux approches laissent entendre que ce processus pourrait être terminal ; or il nous semble que le processus de patrimonialisation, s'il a bien une fin, ne signifie pas qu'un nouveau processus ne puisse s'engager pour un même objet, lui construisant ainsi une autre signification symbolique, différente de la précédente, mais qui lui est néanmoins superposée.

ii) Un processus d'« authentification »

Dans une approche plus cyclique de la patrimonialisation, Morisset (2009) propose de mettre en parallèle à la « vie sociale » du patrimoine – elle fait référence à Davallon

(2006) et à MacCannell (1999) – une vie objectale par l'enchaînement de la « caractérisation », de la « conservation » et de la « valorisation ». En fait, il s'agit plutôt d'une approche hélicoïdale, le point d'arrivée présentant nécessairement un décalage avec celui de départ, la nouvelle patrimonialisation conservant à divers degrés la mémoire des précédentes, ce que l'auteure nomme « mémoire patrimoniale ». Comme nous l'avons vu, elle propose de définir la notion de patrimoine par le concept de « régime d'authenticité ». Si les régimes d'authenticité permettent d'explorer la mémoire patrimoniale, la patrimonialisation peut continuer d'être envisagée comme le processus de construction d'un discours « mythique », d'une représentation symbolique portée par l'objet patrimonial (Morisset 1999, 21-23). Nous pourrions cependant probablement détailler différemment et plus précisément les étapes de caractérisation, de conservation et de valorisation qui constituent cet « investissement patrimonial » pour en faire une étude plus approfondie.

d) De « l'hypertrophie patrimoniale » à « l'hypertrophie identitaire » : définir l'identité

Il est enfin un concept que nous avons convoqué déjà et qui est lié fortement à la notion de patrimoine : l'identité. En effet, la fonction principale du patrimoine – et le résultat de son opérativité symbolique – est de définir une identité, collective ou individuelle, et ce, depuis l'apparition du « monument historique » et des constructions nationales. Et, d'une certaine manière, l'importance croissante du patrimoine et sa diversification sont peut-être une réponse à un besoin grandissant et différent d'identité. Bien que ce ne soit pas là le sujet de cette thèse, il nous semble néanmoins nécessaire de proposer une définition du concept d'identité afin de préciser le sens où nous l'entendons dans cette recherche, mais aussi parce qu'il intervient dans l'étude de la patrimonialisation. En effet, l'une des méthodes permettant de mettre en évidence le processus de patrimonialisation est l'identification des significations symboliques produites au travers des marqueurs, au

sens performatif, de l'identité dans les discours. Or, des sociologues tels que Durkheim à la fin du XIX^e siècle l'avaient déjà compris, il est clair que l'organisation des villes et la façon dont on construit, mais aussi dont on restaure et on conserve, sont d'incontournables marqueurs des identités (Morisset, 1999 : 10).

Néanmoins, il en existe d'autres tout aussi importants dans les discours portés sur le patrimoine. La patrimonialisation peut être mise en évidence par l'évolution des représentations qui se traduit notamment par la présence de marqueurs identitaires différents à des moments différents. Nous verrons d'ailleurs que ce n'est pas tant la reconnaissance de l'élément patrimonial en tant que tel, mais plutôt la perception de la relation à celui-ci (ceux qui « respectent », qui « savent » et qui « comprennent » les valeurs associées) et de la légitimité de la revendication (« notre » patrimoine) qui sont convoquées dans les discours comme marqueurs identitaires. C'est à travers ces marqueurs que l'on peut identifier l'opérativité sociale du patrimoine, et c'est pourquoi on peut mettre en évidence le processus de patrimonialisation au fil de leur évolution.

i) L'identité individuelle

Le concept d'identité est particulier. Le mot lui-même, du latin *idem*, signifie d'abord le « caractère de deux ou plusieurs êtres identiques ». Pourtant, on l'entend le plus souvent dans un sens très différent, presque contradictoire, issu de la définition juridique comme « ensemble des traits ou caractéristiques qui, au regard de l'état civil, permettent de reconnaître une personne et d'établir son individualité au regard de la loi » (TLFi, « identité », en ligne, s.d.). L'identité est donc ce qui distingue l'individu, mais pas n'importe comment. Cette distinction prend des formes institutionnalisées que sont la nationalité ou le patronyme par exemple. Cette identité nationale justement, nous l'avons observé plus haut, se définit tantôt par le territoire de résidence, puis par celui de la naissance, tantôt par la filiation. Mais l'identité en général semble se décliner de plus en plus aujourd'hui par l'« origine » géographique, ethnique, culturelle. Néanmoins, si l'on peut avoir aujourd'hui plusieurs nationalités,

il semble bien que l'on ait toujours qu'une seule identité. L'identité, individuelle doit-on le préciser, serait donc unique et exclusive, principes qui impliquent son évolutivité et son actualisation.

En sciences sociales, l'identité est un objet très étudié, particulièrement depuis quelques années. Les conceptions sont pourtant bien différentes d'une étude à l'autre, certaines proposant simplement une « conception empirique de l'identité, définie très largement comme le sens donné à soi-même » (Guérin-Pace, 2007 : 152). Pour d'autres, l'identité appelle et requiert pour exister l'altérité et on définit ce que l'on est, et ce que l'on n'est pas, par les interrelations sociales et culturelles que l'on développe depuis l'enfance. Les travaux sur l'ethnopsychiatrie explorent cette approche des relations sociales en termes « d'acculturation et de déculturation » (Laplantine, 1973 : 76) pour le traitement des maladies mentales. L'ethnologie, en général, a fait la démonstration de l'importance des systèmes socioculturels dans la construction de l'individu et de son identité. Cette importance des aspects sociaux de la construction identitaire a été particulièrement développée dans la théorie de l'identité sociale, et notamment l'implication des phénomènes de catégorisation et de comparaison sociale (Hogg et Abrams, 1988 : 53). En somme, on peut considérer l'identité sous l'angle d'une construction sociale complexe, composée d'un ensemble de caractéristiques physiques, culturelles, institutionnelles, dont la combinaison produit une « identité individuelle » unique et exclusive.

ii) Les identités collectives

Cependant, l'environnement urbain, et particulièrement lorsque celui-ci est patrimonial, peut apparaître comme « la représentation et [...] l'investissement identitaire collectif » (Morisset et Noppen, 2003 : 6). Là où l'image de la ville est un « signe de l'identité » (Morisset, 1999 : 11), dans ce cas collective, le patrimoine urbain insiste sur l'unicité et la typicité de celle-ci. En effet, en tant que processus de construction d'une représentation pour un groupe qui revendique ce patrimoine comme sien, la patrimonialisation singularise cette représentation en la liant à un

groupe en particulier. Par exemple, si l'image associée à la forme urbaine des centres des villes coloniales d'Amérique latine est un élément révélateur de l'identité dans cette région, sa patrimonialisation dans une ville la singularisera et la différenciera des autres. C'est donc par l'identification des marqueurs de ces identités collectives dans les représentations patrimoniales, et leurs transformations, que l'on peut mettre en évidence le processus de patrimonialisation. Mais comment définir l'identité collective et son lien avec l'identité individuelle ?

À partir des définitions de l'identité présentées ci-dessus, et si nous considérons que « les identités collectives sont multiples et se recoupent largement » (Jacquemain *et al.*, 2006, en ligne), nous comprenons que celles-ci peuvent être envisagées comme des composantes de l'identité d'un individu. L'identité collective serait alors le regroupement d'une ou plusieurs caractéristiques communes à plusieurs individus, qui composent un groupe socialement déterminé. Un individu pourrait donc participer de plusieurs groupes et avoir plusieurs « identités collectives » qui entrent dans la définition de sa propre identité. Néanmoins, certains auteurs le soulignent, cette identification à un groupe n'est pas définitive, bien au contraire. De plus, il convient de considérer l'importance du contexte, puisque « pour qu'une identification à un groupe soit possible dans une situation donnée, deux mécanismes psychologiques entrent en jeu : il faut que cette identification soit « disponible », qu'elle fasse partie du « stock » des identités acquises par la personne au cours de sa vie [...] [et] que les circonstances se prêtent à l'« activation » d'une identification particulière, plutôt que d'une autre » (Jacquemain *et al.*, 2006, en ligne). Ainsi, « pour le sociologue, la construction d'une identité collective n'est jamais le simple produit d'une sorte de sédimentation historique : elle est un processus continu de sélection et de ré-appropriation des éléments historiques guidé par les stratégies d'acteurs sociaux, politiques, économiques, médiatiques » (*ibid.*). Néanmoins, l'identité collective reste soumise aux évolutions imposées par les individus qui la revendiquent ou qui cesse de s'en revendiquer. En effet, l'identité collective s'actualise lorsque des individus

font le choix de l'intégrer, ou de l'exclure, de leur identité individuelle, or ce choix dépend notamment du contexte social, économique, politique, géographique, ou encore culturel.

Nous voyons donc ici combien l'étude de l'identité individuelle peut s'avérer ardue et comment l'étude des identités collectives requiert de connaître le contexte dans lequel elles se déploient. Ce déploiement peut d'ailleurs prendre de multiples formes, à l'instar, sans doute, de la multiplicité de types de patrimoine existant aujourd'hui, celui-ci étant devenu un révélateur particulièrement « actuel » de ces identités collectives.

Conclusion de partie

Au terme de cette première partie, il apparaît possible de définir le cadre théorique de cette recherche. Le patrimoine urbain est le siège d'enjeux et de tensions qui produisent des dynamiques qui rendent plus évidente l'observation du phénomène de patrimonialisation. Dans les *centros históricos* des villes d'Amérique latine, ces dynamiques particulièrement fortes sont le fruit de la coexistence entre des populations diverses, des activités et des usages parfois contradictoires, et d'une urgence dans l'aménagement urbain et la conservation du cadre bâti. Le patrimoine y est vu comme un facteur de développement sur lequel peuvent aussi se construire des valeurs communes et des identités nouvelles. Mais quel patrimoine ?

La notion de patrimoine est complexe et plurielle et elle dépend avant tout du contexte dans lequel elle est construite et du processus qui la construit. Il ne suffit donc pas de décrire le patrimoine, c'est-à-dire la signification symbolique investie dans un objet, d'une part, et le dispositif qui la génère, d'autre part, pour le comprendre. En effet, il est nécessaire d'en retracer les différentes significations et leur évolution dans le temps. Étudier le phénomène de la patrimonialisation, c'est donc repérer les marqueurs de cette évolution par l'identification des gestes et de l'appropriation des représentations dans les discours, dans une perspective à la fois diachronique et synchronique. Comprendre le phénomène de la patrimonialisation revient alors à interpréter ces marqueurs et ces gestes pour en restituer, par une démarche herméneutique, le processus.

Dans le cadre de cette recherche et dans le contexte étudié, cette première partie permet également de mieux définir l'objet d'étude. S'agissant de patrimoine urbain, nous nous intéressons particulièrement aux transformations de l'environnement bâti et à la planification urbaine, ainsi qu'aux acteurs qui sont impliqués et dont le mode d'intervention et les choix sont eux aussi révélateurs des représentations. Nous nous intéressons aussi aux habitants du centre historique et aux autres citoyens et à leur rôle à travers leurs actions et leurs discours.

Cela nous permettra enfin d'envisager quels éléments doivent être repérés et analysés pour saisir le phénomène et les méthodes pour y parvenir. Il s'agira notamment, comme le détaille la partie suivante, d'identifier les gestes (légaux, urbains, etc.) et les marqueurs (identitaires, socioculturels, etc.), en nous appuyant sur différentes méthodes de collecte, afin d'obtenir des données suffisantes et une bonne connaissance du contexte nécessaire pour restituer et analyser le phénomène de patrimonialisation.

PARTIE II :

PROBLÉMATIQUE, CADRE D'ANALYSE ET DÉROULEMENT DE LA RECHERCHE

Le propos de cette étude est de comprendre, par une approche transdisciplinaire, la construction du patrimoine dans le centre historique inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO d'une ville d'Amérique latine. L'approche adoptée, inclusive des habitants et de leur représentation dans le processus, n'a fait l'objet que de peu de travaux et nous souhaitons proposer une nouvelle façon d'aborder l'examen de ces sites et d'en comprendre le contexte et l'évolution. Toutefois, ce type d'étude de la patrimonialisation par l'examen de ce qui en est dit par les acteurs, locaux, institutionnels ou autres, selon les cas, en relation avec les transformations de l'objet qui soutient ce discours patrimonial, s'inscrit dans la logique de la recherche conduite par Drouin (2004) sur le cas de la patrimonialisation à Montréal lorsqu'il étudie plus particulièrement l'apparition de discours nouveaux dans le contexte d'une « transformation de la ville en “métropole du progrès” » (Drouin, 2005 : 11). Il faut noter pourtant que la différence de terrain et de contexte n'implique pas les mêmes types d'acteurs, ni les mêmes dynamiques. De plus à la méthode historique privilégiée par Drouin, nous préférons une méthode herméneutique, si bien que cette étude n'est pas une simple transposition, mais plutôt une recherche nouvelle sur un cas particulier de patrimonialisation, celle du patrimoine mondial, dans un contexte différent, la région latino-américaine. L'objectif de cette partie est donc de définir les cadres épistémologique et théorique, la problématique, la question de recherche et les hypothèses qui y sont liées. Nous terminerons par une présentation du déroulement de la recherche.

4) Cadre épistémologique, problématique, question de recherche et hypothèses

a) Du patrimoine à son interprétation

Avant d'énoncer les termes de notre recherche, il nous semble important d'exposer le cadre général, pourrions-nous dire épistémologique, dans lequel se situe ce travail. L'étude du patrimoine n'étant pas une discipline, il peut être difficile de déterminer le cadre méthodologique d'une recherche sur ce sujet. Cependant, en tant que champ de recherche constitué, on peut identifier certaines tendances méthodologiques générales qui se dessinent, ce qui semble cohérent, en parallèle des différentes notions abordées, avec le cadre conceptuel exposé plus haut.

Comme nous l'avons vu, l'une des conceptions les plus courantes du patrimoine en fait une notion géohistorique, entre œuvre et monument, et dont nous pouvons questionner la portée. Mais il reste que le patrimoine est encore principalement étudié dans le cadre de quelques disciplines établies comme l'histoire, l'histoire de l'art ou l'architecture. Il ressort que de nombreuses études sur le patrimoine qui s'inscrivent dans cette conception se concentrent donc sur l'examen des qualités formelles de l'objet afin d'en démontrer un caractère patrimonial préexistant.

Cependant, même dans ces disciplines, et particulièrement en architecture et en histoire de l'art, la variété des approches et des méthodes révèle une complexité plus importante. En histoire de l'art, par exemple, l'écart est grand entre les méthodes quantitatives¹⁵ et celles, qualitatives, qui sont plutôt de l'ordre de l'interprétation. De même, en architecture, les méthodes sont diverses (Groat et Wang, 2002) et plus ou moins adaptées à l'étude du patrimoine. En fait, il est bien évident que le choix de la méthode dépend avant tout de ce que l'on étudie : s'agit-il d'une valeur particulière (d'art ou autre) du patrimoine ? S'agit-il d'en évaluer l'importance relativement à

¹⁵ Comme en témoigne le colloque « L'art et la mesure : Histoire de l'art et approches quantitatives, sources, outils, méthodes », tenu en décembre 2008, <http://www.diffusion.ens.fr/index.php?res=cycles&idcycle=409>.

d'autres objets du même type ou de la même région ? S'agit-il de l'évolution de l'objet patrimonial avant et après sa reconnaissance ? S'agit-il de la signification du patrimoine et pour qui ?

Ces dernières années, des méthodes d'analyse du patrimoine, notamment de son potentiel monumental (Noppen et Morisset, 2005a : 295) ou de sa patrimonialité (Watremez, 2009), et de la patrimonialisation (Drouin, 2004) ont fait leur apparition, chaque étude construisant son propre cadre d'analyse, le plus souvent à partir de plusieurs méthodes et plusieurs disciplines. Les travaux des disciplines historiques se basent essentiellement sur l'analyse des documents et parfois l'observation, tandis que les études émanant des sciences de l'information et de la communication proposent de s'intéresser plutôt aux modalités de pratiques des individus et aux processus de médiation des objets patrimoniaux et privilégient plutôt les méthodes d'observation, participante ou non, les questionnaires ou les entretiens. En effet, il s'agit de repérer les significations construites par les visiteurs, mais aussi de comprendre comment sont construites ces significations, à partir de quels matériels, de quels savoirs et selon quels processus.

Comme nous l'avons dit, la médiation repose sur un processus de « co-construction » de sens puisque, finalement, chaque visiteur construit un sens, unique pour lui, à partir de l'objet, des outils de médiation, de ses savoirs propres, etc. Le sens dans son ensemble (c'est-à-dire l'ensemble des sens) de l'objet « patrimonialisé » échappe donc au concepteur de l'objet, rarement prévu pour être un « patrimoine », mais aussi à ceux qui le reconnaissent, qui le conservent, qui en font la médiation, et même au seul visiteur. Pour bien mesurer cette importance du sens et de ce qui peut en être connu, il nous semble nécessaire d'envisager la patrimonialisation comme un phénomène, car elle n'existe pas en dehors de celui qui la produit. C'est en tout cas le pendant phénoménologique d'une définition du patrimoine en tant que construit social. En effet, il ne s'agit pas seulement du regard du chercheur sur un objet, mais

plutôt de la relation entre l'objet et ce qu'en disent ceux qui le considèrent comme patrimonial.

Le phénomène est l'objet ou, dirait Husserl, la « chose » (Husserl, cité dans Grondin, 2003 : 23) que l'on cherche à comprendre. L'enjeu est alors de déterminer quelle est la nature de ce phénomène et si sa seule observation est suffisante pour en atteindre la compréhension ou, en d'autres termes, s'il est suffisant de le décrire. C'est justement à cette question que les phénoménologues répondent de diverses façons, tout en reconnaissant tous qu'il faut aller plus loin que ce qui est strictement observable.

Grondin (2003 : 123), reprenant les théories des principaux penseurs de la phénoménologie, à savoir Husserl, Heidegger, Ricœur et Gadamer, propose quatre définitions de celle-ci. La phénoménologie pourrait être un « domaine d'objet », c'est-à-dire l'examen des phénomènes, qui dans leur définition husserlienne sont donnés pour intentionnels, et l'exploration des différentes couches de cette intentionnalité. La phénoménologie pourrait aussi être « une méthode » qui permettrait d'en faire émerger le véritable objet qui, selon Heidegger, est précisément ce qui ne se montre pas. Ici, ce qui est visible, ce qui se manifeste, ne constitue qu'une partie du phénomène et l'enjeu de sa compréhension serait d'en dégager la partie dissimulée, recouverte « d'une conceptualité qui procède elle-même d'une certaine intelligence de l'être » (Grondin, 2003 : 86), mais « qui en même temps appartient essentiellement, en lui procurant sens et fondement, à ce qui se montre de prime abord et le plus souvent » (Heidegger, cité dans Grondin, 2006 : 33). Pour y parvenir, Heidegger propose de procéder à une destruction herméneutique, qu'il appellera encore « interprétation explicite », afin de rendre visible ce qui se dissimule. Bien entendu pour lui, il s'agit essentiellement du phénomène fondamental, à savoir l'être lui-même. Cependant, ce n'est pas le cas d'autres penseurs.

La phénoménologie peut encore être une « tradition philosophique », un mouvement constitué d'un ensemble de penseurs dont, au-delà des objets ou des méthodes

préconçues, on pourrait avoir « grand-peine à faire ressortir l'unité » (Grondin, 2003 : 128), mais qui permet d'envisager une quatrième définition de la phénoménologie. Ce serait alors un style selon Lyotard (2004 : 3) ou une qualité selon Grondin (2003 : 129), celle de faire voir quelque chose et de le comprendre. Comprendre le phénomène, ce n'est donc pas seulement comprendre le signe, ni le sens de celui-ci, mais c'est aussi expliciter l'intentionnalité qui permet au sens d'exister, d'en « découvrir » sa « précompréhension » par une déconstruction du sens apparent.

La connaissance du phénomène a donc besoin d'une interprétation. On parlera alors d'une herméneutique, c'est-à-dire d'une reconstruction, à partir de l'analyse des données, d'une narration qui explique, interprète et rend compréhensible. Dans le champ des études patrimoniales, certains chercheurs assument explicitement cette approche phénoménologique, comme Morisset et son « herméneutique de la forme urbaine » (2011 : 33). Adopter une démarche herméneutique, ce n'est pourtant pas faire sienne une méthode, mais c'est plutôt comprendre que les moyens qui permettent de construire une interprétation d'un phénomène dépendent de celui-ci et de son contexte, mais aussi du chercheur qui doit construire à chaque fois un cadre d'analyse nouveau et adapté. Ce faisant, notre démarche est donc ici de produire ce type d'interprétation en effectuant une *herméneutique de la patrimonialisation* puisqu'elle repose sur l'interprétation de représentations mise en évidence et décrites à partir de l'analyse diachronique et synchronique de données historiques, physiques et sociales.

b) Problématique et question de recherche

S'interroger sur le patrimoine requiert donc, nous l'avons vu, de se situer dans l'ensemble des courants qui constituent ce champ de recherche. L'approche qui est adoptée ici, rappelons-le, est celle d'une conception du patrimoine urbain, en tant que construit social, produit par un processus nommé patrimonialisation qui résulte de l'interaction entre l'attribution de sens par des groupes sociaux et les transformations de l'environnement bâti, et leurs influences réciproques, de la même façon que

l'environnement bâti et les représentations s'influencent mutuellement (Morisset, 1999 : 29). Il s'agit donc de repérer ces transformations, physiques et symboliques, et leurs liens, s'ils existent, puis de les décrire et de les analyser pour comprendre le processus de patrimonialisation.

Toutefois, le choix d'un site urbain inscrit au patrimoine mondial, dont nous avons exposé plus haut les raisons, a certaines implications dans l'analyse qui découle des caractéristiques propres à ce type de patrimoine. Le patrimoine mondial a ceci de particulier qu'il s'inscrit dans un contexte politique global puisqu'il est le résultat d'une convention internationale. À ce titre, les dispositions prévoient que chaque État partie intègre dans son droit national les obligations contenues dans les textes dont il est signataire. Cela, et la diversité des réalités propres à chaque région, obligent les acteurs locaux à « adapter » les règles internationales à leur propre réalité.

Nous pensons que ce type d'adaptation rejoint ce que certains chercheurs ont théorisé sous le concept d'« hybridation » et qui y voient un nouveau paradigme culturel et social (Nederveen Pieterse, 2004 : 56), particulièrement en Amérique latine (García Canclini, 2007). L'hybridation, parfois aussi appelée « syncrétisme », « métissage » ou « *crossover* », définit l'émergence de nouveaux espaces sociaux et de pratiques sociales et culturelles qui mélangent des influences diverses. C'est ainsi que l'on peut être Européen et manger de la nourriture japonaise dans un restaurant d'Amérique du Sud, mais cela permet surtout de s'extraire des positions apparemment contradictoires qui empêchent d'appréhender un phénomène dans sa totalité. Dans le cas du patrimoine mondial, sa sélection initiale par l'État et l'importance qu'il pouvait avoir préalablement pour les communautés locales qui ont encore la responsabilité de sa préservation en font un objet qui n'est ni tout à fait global, ni seulement local.

Si cette approche semble correspondre mieux à la réalité, que cela signifie-t-il pour l'étude du patrimoine ? Sur un plan organisationnel, l'hybridation permet une multiplication de combinaisons (Nederveen Pietersen, 2004 : 65), ce qui se traduit dans la coexistence de différentes échelles territoriales dans les modes

d'administration du patrimoine mondial. Le site inscrit n'est plus la responsabilité de l'une ou l'autre des institutions, mais concerne à la fois les autorités et les acteurs locaux, nationaux et internationaux. Ce type d'hybridation a été défini par certains chercheurs comme une « glocalisation » (*ibid.* : 64), lorsque coexistent des problématiques globales et locales, ce qui se traduit par exemple par l'invocation de la reconnaissance internationale qu'est l'inscription par l'UNESCO pour argumenter sur des problèmes locaux (Morisset, 2010).

Au-delà de cette coexistence de problématiques d'échelles différentes, l'hybridation permet également l'émergence de nouveaux espaces. Ce sont par exemple les villes « capitales mondiales », les zones franches, les centres de rétention de clandestins, les bases d'opération militaire hors territoire, autant de sites qui ne peuvent être entièrement saisis que dans leur mixité. Ces espaces et le « temps » qui leur est associé provoquent parfois un « mélange des époques », notamment en Amérique latine. Ce que l'on y nomme alors les *tiempos mixtos* [temps mixtes] désigne les situations où coexistent sur un territoire, par exemple une économie locale d'artisanats et des entreprises multinationales comme c'est le cas au Costa Rica où, à côté de l'une des usines les plus importantes et modernes du fabricant de matériel électronique Intel et des hôtels de luxe, existent des micro-exploitations agricoles et des artisans bien loin du travail standardisé. Il nous semble alors pertinent d'envisager que, en tant que phénomène hybride, la patrimonialisation de sites du patrimoine mondial puisse faire émerger de tels espaces. Cette hypothèse de l'hybridation du patrimoine mondial permettrait d'offrir un cadre qui intègre des dynamiques contradictoires et d'ouvrir peut-être sur d'autres possibilités de travaux à venir.

Pour le moment, les études existantes évoquent rarement les habitants des sites urbains, sauf quelques exceptions (Russeil, 2005), et ceux-ci y sont plutôt considérés comme des acteurs secondaires des processus de patrimonialisation, le patrimoine mondial relevant d'abord des institutions et des gouvernements. Les habitants sont

alors pris en compte comme un élément révélateur de contradictions inhérentes à la notion de patrimoine mondial (Evans, 2002) ou comme un groupe qui doit être intégré dans la gestion du site (Marcotte et Bourdeau, 2008).

Par ailleurs, d'autres travaux ont déjà abordé la question de la patrimonialisation des centres-villes en Amérique latine, comme Buenos Aires en Argentine (Cabrera, 2010), ou inscrits au patrimoine mondial, comme Le Havre en France (Gravari-Barbas, 2004), voire les deux, notamment Puebla au Mexique (Guerrero Lozano, 2000). Cependant, si ces travaux mettent en évidence des dynamiques complexes, certaines institutionnelles et d'autres sociales, ils envisagent la patrimonialisation tantôt comme un processus particulier distinct de ceux d'aménagement urbain ou de développement local (*ibid.*), tantôt comme le résultat des relations entre les différents acteurs impliqués dans la gestion et la pratique de l'espace patrimonialisé (Gravari-Barbas, 2004). De plus, et même dans le cas de Buenos Aires présenté par Cabrera (2010) où la patrimonialisation est définie comme à la fois institutionnelle et sociale dans une perspective de gestion physique et symbolique du site, les représentations locales des habitants, lorsqu'elles sont prises en compte par ces auteurs, ne sont pas véritablement analysées. Ces représentations, nous l'avons vu, sont surtout révélatrices de leur propre moment de production et si leur signification perdure, il appartient au chercheur de les replacer dans leur contexte de production pour les comprendre. C'est grâce à ce travail que peuvent être mises en évidence les différentes « couches » de la signification du patrimoine et que nous pourrions en retracer l'évolution pour la mettre en relation avec les transformations physiques de l'environnement. Ce genre d'approche permet d'aller plus loin pour tenter de comprendre la relation entre les dynamiques à l'œuvre et d'envisager la patrimonialisation non pas comme le résultat d'actions distinctes, mais comme l'ensemble de ces actions, de ces gestes, en un processus.

Dans cette perspective, ne pourrions-nous pas considérer que c'est d'abord sur les habitants que repose le caractère patrimonial des ensembles urbains inscrits ? Dans ce

cas, le discours porté par les habitants sur ce patrimoine, et donc la façon dont ils se l'approprient en construisant des représentations collectives, devient essentiel dans le processus de patrimonialisation. Saisir comment des individus, en tant que groupes sociaux, peuvent habiter le patrimoine mondial, c'est-à-dire comment ils peuvent s'y sentir « chez eux », serait alors nécessaire à la compréhension de ce patrimoine mondial. Cette « patrimonialisation sociale locale » et sa relation avec la patrimonialisation institutionnelle qui s'exprime notamment dans les actions législatives et d'aménagement urbain, caractériseraient alors ces sites. C'est cette question que nous souhaitons examiner dans la présente recherche.

Pour saisir ce phénomène, il apparaît nécessaire d'adopter une approche pluridisciplinaire. En effet, si l'évolution du patrimoine urbain est liée à celle de son environnement, composé notamment du facteur humain, de l'environnement bâti ou encore des politiques publiques de planification urbaine et de conservation, il est important de connaître cet environnement. Il est donc nécessaire de convoquer certaines méthodes de disciplines qui s'intéressent aux éléments de cet environnement pour construire une perspective diachronique et synchronique. De plus, il convient de ne pas omettre que le patrimoine mondial repose juridiquement sur des procédures et des textes élaborés au niveau international et qui requièrent d'être adaptés aux réalités locales. Cette adaptation constitue sans doute l'une des clés d'une compréhension contextualisée du patrimoine mondial, étant entendu qu'il s'agit d'une construction sociale dans une dialectique entre mondial et local, entre textes généraux et réalité, entre théorie et pratique. À partir de ces éléments, il nous semble possible d'énoncer notre problématique : comment s'exprime la patrimonialisation, à la fois sociale et institutionnelle, des sites urbains inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO ?

Celle-ci se traduit, dans le contexte précis de cette étude, par la question de recherche suivante :

Comment, à travers les transformations de l'environnement bâti, les transformations sociales et leurs interrelations, peut-on comprendre le processus de patrimonialisation du site du patrimoine mondial du centre historique d'Arequipa ?

Cela nous conduit à formuler différentes hypothèses qui permettent d'opérationnaliser la recherche par la construction d'un cadre d'analyse.

c) Hypothèses de recherche

Dans le cas du patrimoine mondial, au vu de la préoccupation maintenant affirmée par les instances qui le gèrent pour les habitants et de l'évolution de son système de sélection et de reconnaissance (Dormaels, 2011), on est passé d'une notion de « patrimoine-objet » plutôt monumental et esthétique, à une notion qui intègre les aspects culturels et sociaux comme éléments constitutifs du patrimoine et dont la prise en compte est nécessaire à la reconnaissance.

À partir de ces considérations et de notre question de recherche, nous pouvons faire l'hypothèse (H1) qu'il existe alors une relation entre l'appropriation symbolique des habitants et la reconnaissance institutionnelle dans la construction des représentations ou, en d'autres termes, entre une patrimonialisation sociale et une patrimonialisation institutionnelle. Cette relation serait de l'ordre d'une co-construction, l'une nourrissant l'autre et constituant ainsi un premier niveau d'hybridation du phénomène de patrimonialisation du centre historique d'Arequipa.

L'étude des notions de patrimoine nous a permis de mettre en évidence que, en tant que construit social, le patrimoine est l'objet d'une actualisation permanente physique et symbolique. Nous pouvons donc faire l'hypothèse (H2) que les processus de patrimonialisation des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial sont aussi soumis à cette actualisation permanente et que la relation entre patrimonialisations sociale et institutionnelle pourrait être à double sens.

L'examen de la notion de patrimoine mondial nous permet d'émettre une troisième hypothèse (H3) quant à l'existence d'un second niveau d'hybridation de ce phénomène, en proposant que celui-ci soit un phénomène « glocal ». C'est cette caractéristique qui permet la coexistence de notions et de concepts qui sembleraient *a priori* contradictoires.

L'une de ces contradictions réside dans la formulation de l'hypothèse (H4) quand, étant donné la forte valeur symbolique du patrimoine mondial et notamment ses liens avec le phénomène touristique, nous pouvons supposer que la reconnaissance que constitue l'inscription sur la Liste de patrimoine mondial transforme irrémédiablement ce qui doit être protégé.

Ces quatre hypothèses doivent nous permettre de proposer un cadre d'analyse, avec sa modélisation, et une méthodologie pour cette étude, propres à répondre à notre problématique.

5) Cadre d'analyse, opérationnalisation et déroulement de la recherche

a) Cadre d'analyse

Pour définir le cadre d'analyse de cette recherche, nous proposons d'en faire une modélisation, sur la base de laquelle nous pourrions proposer des méthodes de recherche appropriées. Il s'agit ici d'analyser la patrimonialisation comme le résultat de quatre opérations qui, reliées entre elles sur un mode circulaire (Figure 5.1) et replacées dans le temps, formeraient une spirale (Figure 5.2) de l'évolution de la signification patrimoniale de ces sites, à l'image de la modélisation proposée par Morisset (2011b : 53-54). Ce modèle n'est en rien l'expression d'une structure dont nous chercherions à vérifier ici l'existence, mais bien une grille d'analyse permettant d'identifier, de documenter et d'étudier les différentes composantes de la patrimonialisation. Ces quatre opérations sont, sans ordre particulier :

- 1- La patrimonialisation institutionnelle : il s'agit d'une reconnaissance juridique, ou d'une décision des pouvoirs publics, ayant des conséquences sur les politiques de planification et les modes de gestion du site, et qui peut se traduire par l'élaboration de plans d'aménagement ou de réglementations.
- 2- La transformation de l'environnement bâti : il s'agit ici de modifications de la tenure, de l'aspect, mais aussi de l'usage des sites à la suite des reconnaissances, des modification des pratiques ou des transformations sociales de type « *gentrification* » ou « *taudification* », voire des effets de la régulation d'activités sociales et commerciales, licites ou non.
- 3- La patrimonialisation sociale : nous entendons ici la réappropriation par les habitants du site de leur cadre de vie, qui peut passer par des stratégies diverses et des actions telles que la demande de modification ou d'adaptation de mesures de protection, l'obtention de compensations financières, l'amélioration d'infrastructures ou de services ou encore la prise en compte de savoirs ou de croyances locales quant

à l'histoire du site dans la médiation et l'interprétation qui en est faite par exemple. Ce sont également les stratégies d'appropriation des significations symboliques du patrimoine en tant que marqueurs identitaires.

4- L'institutionnalisation¹⁶ : intégration par l'ensemble du corps social dans ses pratiques et par les pouvoirs publics des évolutions symboliques et physiques du site, mais aussi du contexte général (économique, social, culturel, scientifique, etc.) pouvant mener à l'actualisation des politiques concernant le site.

Cette modélisation de la recherche facilite l'identification des éléments qui vont devoir être documentés afin de permettre l'interprétation et la compréhension du phénomène étudié. En effet, à chacune de ces opérations correspondent un ou plusieurs types de document relevant de méthodes ou de fonds différents (Tableaux 5.1 et 5.2).

¹⁶ Nous entendons ici l'institutionnalisation au sens proposé par Rouleau (2007 : 246) : « il y a institutionnalisation lorsque les significations associées aux structures organisationnelles ou aux pratiques de gestion sont partagées par tous les membres d'un groupe et tenues pour acquises ».

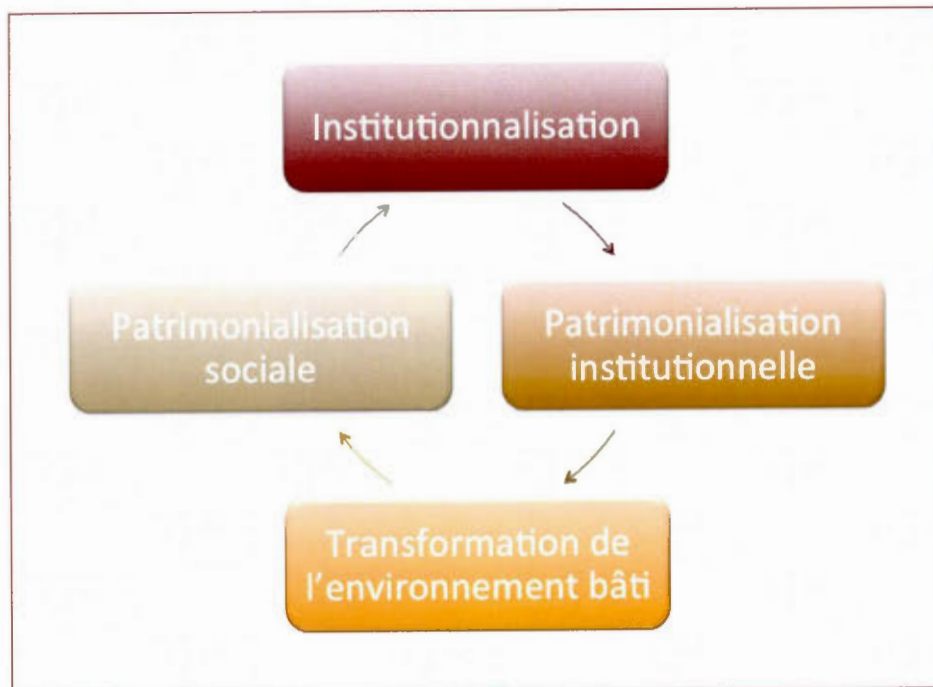


FIGURE 5-1 : Les 4 opérations d'analyse de la patrimonialisation.

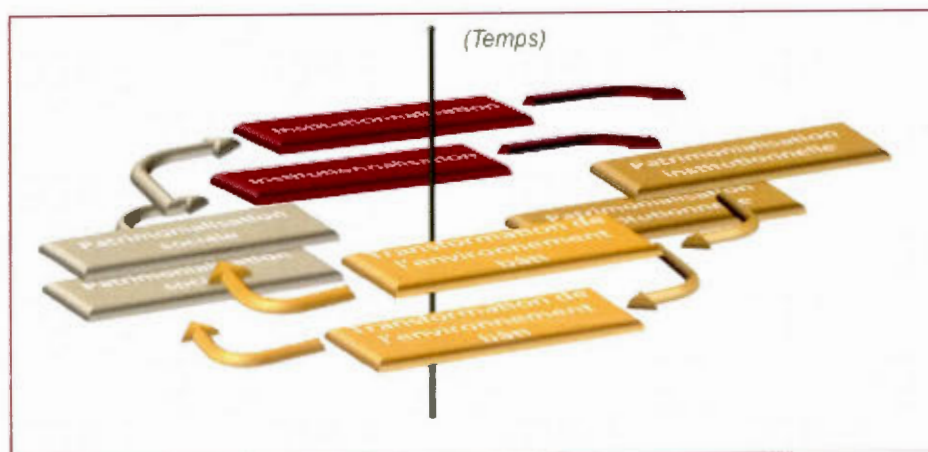


FIGURE 5-2 : Les opérations de patrimonialisation dans le temps.

TABLEAU 5-1 : Stratégie de recherche

Éléments à documenter (observables)			Documents	Opérations
Eh Habitants	Eh1	Stratégies d'appropriation	D1/D6	Op3
	Eh2	Pratiques	D1/D2	Op4
	Eh3	Vision du patrimoine	D1/D3/D6	Op3/Op4
Eb Bâti	Eb1	Figure	D4/D5/D6/D7/D11	Op2
	Eb2	Usages	D4/D5/D7/D8/D11	Op2
	Eb5	Aménagements urbains	D4/D5/D11	Op2/Op4
	Eb6	Tenure	D10	Op2
Ei Institutions	Ei1	Reconnaissance	D8/D12/D13	Op1
	Ei2	Gestion	D1/D8/D14/D15	Op1/Op4

D1 Entretiens	D8 Documents de planification	D14 Plan de gestion
D2 Presse	D9 Rapports d'intervention	D15 Rapports périodiques
D3 Publications associatives	D10 Actes de propriété	Op1 Patrimonialisation institutionnelle
D4 Photographies d'archive	D11 Observation directe	Op2 Transformation du bâti
D5 Cartes postales	D12 Publications officielles	Op3 Patrimonialisation sociale
D6 Monographies	D13 Dossier d'inscription	Op4 Institutionnalisation
D7 Plans		

TABLEAU 5-2 : Détail des documents et de leur localisation

Documents		Description	Localisation
D1	Entretiens	Entretiens semi-dirigés et questionnaires	-
D2	Presse	Articles de presse concernant aussi bien les mobilisations, les actions, les reconnaissances, les opinions, etc.	BNP/BMR
D3	Publications associatives	Périodiques, tracts, brochures d'information ou tout autre document produit par des associations ou des regroupements, et en lien avec le site	AI
D4	Photographies d'archive	Photographie anciennes	BNP/AM/AI
D5	Cartes postales	Cartes postales anciennes et récentes mettant en évidence des éléments significatifs	BNP/AM/AI
D6	Monographies et revues	Livres et revues sur le patrimoine bâti, l'histoire de la ville, la forme urbaine, l'aménagement, et aussi le tourisme et les guides touristiques	BMR/AI
D7	Plans	Plans du quartier, anciens mais aussi plus récents, mettant en évidence des éléments significatifs	BNP/AM
D8	Documents de planification	Documents produits par l'institution responsable de la gestion du site qui définit les règles et les politiques (plan directeur, règlement, etc.)	AM/INC
D9	Rapports d'intervention	Rapports des interventions sur le bâti (de conservation, de restauration ou autre)	INC/AM
D10	Actes de propriété	Actes indiquant le propriétaire actuel d'un bien immobilier ou d'une parcelle, et les précédents	AM
D11	Observation directe	Observation du cadre bâti, de ses usages et de ses fonctions, ainsi que des pratiques des habitants, des usagers et des visiteurs	-
D12	Publi. officielles	Lois, décrets et autres textes législatifs	BNP
D13	Dossier d'inscription	Dossier de candidature pour l'inscription du site au patrimoine mondial, avec les annexes	UN/ICMS
D14	Plan de gestion	Plan présenté à l'UNESCO par les autorités locales	ICMS/AM/INC
D15	Rapports périodiques	Rapports réguliers présentés par les autorités locales et nationales à l'UNESCO	UN/ICMS

BNP	Bibliothèque nationale du Pérou
BMR	Bibliothèques municipales et régionales
AI	Archives individuelles (d'habitants, d'associations, etc.) et de l'auteur
AM	Archives municipales
INC	Institut national de la Culture (Ministère de la Culture)
UN	Archives de l'UNESCO
ICMS	Archives de l'ICOMOS

b) Méthodologie

La formulation de la problématique et la modélisation du cadre d'analyse nous permettent de définir cette recherche comme étant exploratoire, qualitative et interprétative. En effet, il ne s'agit pas de compiler des données quantifiées qui permettraient d'effectuer un choix entre différentes hypothèses, mais plutôt d'interpréter des informations recueillies dans des documents, iconographiques et textuels, par l'observation ou auprès d'informateurs, et qui, après examen critique, permettent de reconstruire une « narration ». Dans notre cas, l'utilisation de la méthode « historico-interprétative » d'analyse contextualisée des données préconisée entre autres par Groat et Wang (2002 : 137) permet de restituer la construction patrimoniale du site, sa « patrimonialisation ». En d'autres termes, nous nous proposons de comprendre le phénomène de la patrimonialisation, non seulement en le décrivant selon les quatre opérations proposées, mais en adoptant une approche herméneutique qui permette de mettre en évidence les liens, ou leur absence, entre ces différentes opérations, dans le temps.

Il nous a donc été nécessaire de rechercher des documents répondant aux différentes opérations, de faire une observation directe et de documenter l'état actuel, mais aussi de mettre en évidence les représentations, par des entretiens et des questionnaires auprès des personnes impliquées dans ces différentes opérations (représentants des gouvernements locaux, habitants et commerçants, membres de regroupement ou d'association locale). Ces entretiens devaient répondre, selon nous, à un objectif double, c'est-à-dire non seulement recueillir des informations quant à la perception du phénomène par les personnes qui y sont impliquées, mais aussi collecter des éléments permettant de mener une analyse critique de cette perception, par ses éventuels changements ou contradictions (voir le guide d'entretien en Annexe 3). Étant donné le modèle d'analyse proposé, ces trois stratégies – analyse documentaire, observation et entretiens/questionnaires – nous ont paru nécessaires et complémentaires pour mener à bien notre recherche. Plusieurs méthodes ont été

utilisées pour analyser les données. L'analyse des données par codification thématique des questionnaires et l'analyse inductive du contenu des entrevues et des documents colligés (notamment la presse locale, des guides touristiques, des monographies et les documents officiels) ont permis de mettre en évidence les représentations sociales patrimoniales, ainsi que leur évolution. Par ailleurs, l'analyse comparative de documents iconographiques de différentes époques et des documents de planification urbaine, ainsi que l'observation directe, ont permis de comprendre les évolutions de l'espace urbain. Le croisement de ces deux éléments, espaces urbains et représentations sociales, a permis la reconstruction herméneutique des processus de patrimonialisation du site.

La tâche peut, ainsi exposée, sembler démesurée et elle le serait si ces méthodes supposaient l'exhaustivité. Mais il n'était pas question ici de consulter l'ensemble des documents ou de rencontrer l'ensemble des acteurs. Selon le principe de saturation, nous avons procédé à une expérimentation suffisante pour disposer de données acceptables pour documenter chacun des éléments du système proposé et leurs interrelations (le système et les hypothèses reposant sur ces interrelations), sans dépasser le stade où davantage de recherches n'auraient pas apporté d'éléments significatifs supplémentaires. Par ailleurs, rappelons-le, si nous convoquons parfois dans l'analyse les cas de Lima et de Cusco, qui ont aussi fait l'objet de documentation et de recherches (quoique moins approfondies), ce n'est que pour contextualiser notre étude, souligner l'originalité ou la trivialité des données et enrichir l'interprétation proposée.

c) Déroulement de la recherche

La recherche est souvent faite de détours, mais elle est assurément pleine d'imprévus. La nôtre n'échappe pas à ce constat et le contexte latino-américain, précisons-le, se prête assez bien à ce type de surprises. Mener une recherche exige alors une certaine flexibilité et de l'adaptabilité, mais l'Amérique latine est aussi propice aux contradictions et les situations peuvent devenir très vite favorables.

Au-delà des mésaventures possibles, du type vol d'équipement informatique le premier jour de la recherche, la sécurité en général est un élément déterminant de la faisabilité d'une telle étude. En effet, faire de l'observation en arpentant les rues d'un quartier, appareil photo à la main, n'est pas toujours possible, surtout pour un chercheur visiblement étranger. C'est encore plus vrai lorsqu'il faut accéder à des espaces privés dont les habitants n'ont pas toujours envie de laisser voir la richesse ou la misère. Sur les sites du patrimoine mondial, on s'attend généralement à un assez bon niveau de sécurité, mais ce n'est pas toujours le cas, notamment lors de notre recherche dans certaines parties du centre de Lima, particulièrement la nuit. L'observation est donc parfois nécessairement limitée par ces considérations sécuritaires. L'une des raisons du choix d'Arequipa fut qu'elle offre un bon niveau de sécurité sur l'ensemble du centre historique et permet donc d'en faire une observation complète.

Il est parfois également difficile d'accéder aux sources documentaires. Au Pérou, les archives des administrations du gouvernement, comme les ministères, ne sont transmises aux archives nationales qu'après 25 ans. Avant cela, chaque administration conserve ses archives avec plus ou moins de moyens à y consacrer. Il est donc nécessaire pour le chercheur qui travaille sur une période contemporaine de consulter les documents disponibles dans chaque institution. Mais dans celles-ci comme dans l'ensemble des bibliothèques nationales ou municipales, il n'existe pas de catalogue numérique. Parfois même, les documents ne sont pas conservés dans des conditions adéquates, ou ils n'existent plus. Par exemple, pour consulter des articles de presse, il faut soit se rendre directement au journal qui, dans le meilleur des cas a des archives numériques depuis l'an 2000 (comme au journal national *El Comercio* à Lima), et dans le pire des cas n'a plus d'archives, comme dans le cas du journal *El Pueblo* à Arequipa, car elles ont brûlé il y a quelques années. Sans oublier la bibliothèque municipale d'Arequipa qui conservait, au moment de nos visites, une grande partie des journaux dans une pièce non climatisée, en paquets désordonnés à

même le sol, à la suite d'un important dégât d'eau. Par ailleurs, il n'existe pas d'index par mots-clés ou par sujet et c'est surtout la mémoire du bibliothécaire qui oriente dans un premier temps le lecteur. Et il y a parfois des impondérables majeurs, comme la fermeture, le jour de mon arrivée et pour plusieurs mois, du siège principal de la Bibliothèque nationale du Pérou qui faisait un inventaire exhaustif en raison de la « perte » de documents de grande valeur.

Enfin, il est toujours difficile d'organiser une recherche lorsque l'on n'est pas sur place, mais cela devient très compliqué dans cette région du monde. En effet, il est difficile d'entrer en contact avec de possibles interlocuteurs, surtout par courriel et même par téléphone. Il faut donc idéalement avoir la possibilité de mobiliser des contacts sur place ou, à tous le moins, connaître quelqu'un qui possède suffisamment de connaissances de la région pour apprécier la faisabilité de l'étude. Là encore, ce critère a été déterminant dans mon choix de site à étudier, car je suis en relation avec des personnes compétentes en recherche qui connaissent bien le Pérou et qui ont pu m'aider et m'orienter dans mes choix et ma préparation.

Cependant, tel que mentionné et malgré ces difficultés, la situation peut devenir rapidement favorable à la recherche. En règle générale, la disponibilité des archivistes et des bibliothécaires – particulièrement attristés par les raisons de la fermeture de la BNP – et leur compréhension se sont exprimées par une grande sollicitude et un véritable intérêt pour mon sujet de recherche. Il est donc couramment arrivé que l'on me suggère nombre d'ouvrages, que l'on m'en facilite la copie ou le prêt et que l'on me recommande d'un appel téléphonique à un autre fond. Cette amabilité est également courante auprès des habitants en général qui sont intéressés par le patrimoine et qui ont été disponibles et coopératifs. Enfin, une fois sur place, il m'a été donné de rencontrer un très grand nombre de responsables d'institutions impliquées dans la gestion du site, dont certains m'ont reçu plusieurs heures simplement après que je me présente à l'improviste pour demander avec qui prendre rendez-vous, et qui m'ont fourni tous les documents qui pouvaient m'être utiles. Là

aussi, les recommandations m'ont permis d'obtenir des entrevues avec les principaux responsables du dossier depuis plus de dix ans ainsi que la documentation nécessaire. S'il peut donc paraître difficile de prendre contact avec les responsables, surtout par courriel, les relations sur place sont très faciles avec la plupart d'entre eux.

Cela a permis de pallier les difficultés évoquées pour finalement même surpasser les objectifs initiaux de collecte de données et enrichir cette étude, à une exception. Une information s'est révélée véritablement ardue à obtenir, la tenure des immeubles dans le centre historique. Celle-ci est sous la responsabilité de la municipalité, mais, de l'aveu même de personnes y travaillant, il est parfois impossible aux inspecteurs de trouver l'information complète concernant certaines propriétés. L'accès aux registres n'étant pas envisageable, nous avons cherché à documenter certains cas de changements de propriétaire par d'autres méthodes, mais ces informations, quoique utiles, reste assez limitées.

La véritable difficulté a plutôt concerné les entrevues anonymes avec des habitants. En effet, si des entrevues semi-dirigées ont été menées, selon le protocole défini et approuvé, il a fallu sur place les alléger afin de pouvoir réellement interroger des individus dans la ville. Nous avons appelé cette version courte de l'entrevue « questionnaire », celle-ci reprenant des questions et les principes du protocole de l'entrevue initiale, afin de les distinguer dans l'analyse. Les questionnaires ont fait l'objet d'une compilation (dont les résultats sont présentés en Annexe 3), mais il faut souligner que lors de l'enquête les réponses données aux questions ont peu varié et nous nous sommes donc limité à 28 questionnaires. De plus, il faut rappeler que ces entrevues, longues ou courtes, ne sont pas la seule source de données, ni la principale ; elles visaient plutôt à recueillir de la part des habitants leur perception contemporaine du patrimoine.

Finalement, il a été possible d'aller deux fois visiter le site, à deux moments différents. Cette double visite a permis de procéder à une première analyse des données qui a mis en lumière des lacunes dans la documentation, qui ont pu être

complées lors de la seconde visite. De plus, les visites ont eu lieu à six mois d'intervalle, ce qui a permis d'observer les différentes attractions patrimoniales pendant la saison touristique et hors de celle-ci. Cette double visite a également permis une meilleure préparation des rencontres et de la collecte de documents institutionnels, entre autres, puisque plusieurs contacts avaient été faits lors du premier déplacement. L'examen de l'ensemble des informations et des données collectées après ces deux visites nous a semblé répondre aux objectifs et satisfaire aux besoins de cette recherche.

Conclusion de partie

Cette deuxième partie nous a permis de définir notre recherche et d'en préciser les conditions de réalisation. Il s'agit donc d'une étude du phénomène de patrimonialisation d'un site urbain inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, compris comme un processus d'hybridation. L'objectif était de proposer une herméneutique de la patrimonialisation, c'est-à-dire une interprétation des transformations physiques et symboliques révélatrices des dimensions institutionnelle et sociale de ce phénomène.

Pour répondre à la question de recherche proposée et tester les hypothèses qui en découlent, nous nous proposons donc, dans les parties suivantes, d'abord de présenter les représentations patrimoniales liées à l'apparition de la notion de patrimoine dans le contexte local, puis de décrire le phénomène de patrimonialisation par la reconstitution des étapes du processus à partir des transformations physiques observées et documentées, mais aussi des représentations, des changements de pratiques ou d'usages et des marqueurs identitaires. Finalement, nous ferons l'analyse de ce processus de patrimonialisation.

PARTIE III :

DE LA FONDATION À L'INSCRIPTION :

ÉMERGENCE DU PATRIMOINE À AREQUIPA

Dans les parties suivantes, nous proposons de décrire et d'analyser la patrimonialisation du site inscrit au patrimoine mondial du centre-ville historique d'Arequipa. Bien entendu, le chercheur qui entreprend ce genre d'étude commencera par le phénomène observable, c'est-à-dire par décrire ce qu'il perçoit et qui n'existe que dans le temps présent de son analyse. Mais ce faisant, il questionnera les éléments contemporains et « remontera le temps » afin de répondre, par l'interprétation et l'élaboration d'hypothèses, aux interrogations soulevées par son observation. C'est donc par un va-et-vient constant entre passé et présent, entre questions et réponses, qu'il apparaît possible de produire une telle description. Notre démarche n'a pas été différente et il a été nécessaire, pour décrire ce qui était observé, de situer l'ensemble dans une perspective diachronique. C'est la raison pour laquelle nous avons fait le choix de commencer, au chapitre 6, avec l'examen des principaux éléments constituant les représentations patrimoniales identifiées, qui coexistent et révèlent différents processus de patrimonialisation. Ces représentations reposent sur certains éléments clés, notamment le plan et le bâti. Dans le but de rendre compte du contexte de notre étude, nous proposerons pour chacun d'entre eux une synthèse historique critique, par l'analyse de monographies, d'articles de journaux et de documents iconographiques. Rappelons ici que l'objet de cette recherche n'est pas de faire une histoire de l'architecture d'Arequipa, ce qui a été fait en grande partie, mais plutôt de comprendre le processus de patrimonialisation de ce site, ainsi que les transformations physiques et symboliques qui y sont liées. Cela nous permettra

ensuite, au chapitre 7, d'expliquer ces représentations et de comprendre comment elles participent de la construction patrimoniale de ce site. Nous y exposerons donc les conditions d'émergence de la notion de patrimoine, qui constituent une première patrimonialisation, et l'évolution de ces représentations. Enfin, nous analyserons au chapitre 8 le processus d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, abordé comme une nouvelle patrimonialisation, et la construction de nouvelles représentations, afin de permettre l'analyse, à la partie suivante, des transformations physiques et symboliques du site.

6) Les représentations patrimoniales à Arequipa

a) *L'image d'Arequipa*

Arequipa « la coloniale », *la ciudad blanca* [la ville blanche]. L'image de la ville d'Arequipa renvoie à plusieurs représentations très présentes dans les différents documents que nous avons pu consulter, ainsi que dans les entretiens et les questionnaires. Ces représentations s'appuient sur un certain nombre d'éléments qui « justifieraient » le caractère patrimonial du centre-ville, en démontrant tour à tour, et selon les discours, l'ancienneté, l'authenticité et l'unicité de ce site. L'objectif de ce chapitre est donc de présenter ces éléments et de les expliquer dans une perspective diachronique, afin de mieux comprendre les perceptions contemporaines. De plus, cela permettra de distinguer les différentes représentations, construites à des moments différents, qui composent la signification du site aujourd'hui. Pour cela, nous proposons d'abord de décrire les représentations patrimoniales puis d'effectuer une synthèse critique de l'évolution historique de deux éléments clés dans la construction de l'image du site patrimonial, à savoir le plan et le bâti. De cette façon, nous pourrons à la fois comprendre les représentations tout en présentant leur contexte historique de production et les distinguer des savoirs produits sur ces éléments.

Dans un premier temps, nous avons cherché à mettre en évidence les représentations actuelles de ceux qui fréquentent, travaillent ou vivent au centre-ville. Selon notre enquête par entrevues et par questionnaires (voir Annexe 3), 90 % des répondants ont une perception positive de la « ville », à laquelle ils se réfèrent spontanément alors que les questions portent plus précisément sur le « centre-ville ». Nous pouvons supposer qu'il s'agit là d'une réaction liée à l'enquête et que ces répondants considèrent que, dans l'ensemble de la ville, le centre historique soit le seul point d'intérêt possible de l'enquêteur et que les termes soient donc équivalents. Quelques-uns font néanmoins la distinction avec les autres quartiers pour souligner combien, d'après eux, l'attention portée au centre peut nuire au développement des zones périphériques.

Généralement, la ville est qualifiée de « belle » et on lui attribue des valeurs patrimoniales d'« héritage culturel » et de ville « historique ». Elle est aussi caractérisée par la blancheur du matériau de construction qui la rendrait « unique ». Nous verrons combien cette représentation se retrouve dans de nombreux documents. Les adjectifs utilisés pour décrire le centre historique révèlent une perception d'historicité et d'ancienneté du bâti, mais aussi de l'importance de l'architecture, surtout coloniale, dont nous verrons pourtant qu'elle est très minoritaire en réalité. Notons que seulement 10 % des répondants considèrent le centre en mauvais état, ou dégradé, et dans une situation physique ne correspondant pas à sa condition de monument. Toutefois, puisque le questionnaire demandait de décrire le centre historique en trois mots, nous avons remarqué que ces répondants ont généralement utilisé des adjectifs qui renvoient aussi à la valeur patrimoniale du site.

Par ailleurs, lorsque nous questionnons les répondants sur l'inscription au patrimoine mondial, 82 % disent savoir que la « ville » est inscrite. Il faut par contre préciser que dans les 18 % restant, il y a une forte proportion de personnes qui ne vivent pas à Arequipa, ou n'y vivent que depuis peu de temps. À la question concernant les changements produits par cette inscription, les répondants mentionnent d'abord

l'augmentation du tourisme, mais ils y attribuent aussi une amélioration du bâti et notamment la restauration de la cathédrale après le séisme de 2001 sur laquelle nous reviendrons.

Enfin, en ce qui concerne la participation des habitants à la préservation, 53 % des répondants considèrent qu'il n'y en a aucune contre 29 % qui croient qu'il existe une participation citoyenne dans la préservation du site. Il est intéressant de noter que les 18 % restant pensent que cela relève plutôt des autorités locales et nationales, et non pas des citoyens. D'après notre expérience personnelle, qui rejoint les appréciations d'autres auteurs comme Carrión (2007), il n'est pas vraiment étonnant d'obtenir de tels résultats quant à la perception d'une responsabilité qui relève plutôt des autorités. La participation citoyenne à la gestion municipale est en effet récente et encore assez rare dans la région latino-américaine.

Cette représentation de la ville blanche, ancienne, coloniale et patrimoniale se retrouve dans de nombreux documents. Assurément, lorsqu'il s'agit d'illustrations de la ville et de son centre historique, nous retrouvons les mêmes éléments visuels, surtout la cathédrale, les monastères et les couvents, et les *casonas* du XVII^e siècle. Ceux-ci portent les valeurs d'historicité et d'ancienneté sur lesquelles sont construites les représentations patrimoniales. Ainsi, le dépliant-plan officiel édité par *iPeru*, l'office de tourisme national, présente en couverture la façade de la cathédrale et à l'intérieur une vue du monastère Santa Catalina. La communication à destination du public touristique insiste généralement sur ces deux édifices qui sont les plus visités, et notamment le monastère Santa Catalina qui est l'une des plus anciennes attractions touristiques, comme nous le verrons. Les deux se retrouvent dans les illustrations du guide *Lonely Planet « Peru »* de 2000, et le monastère est le troisième des huit lieux « classiques » de visite dans le guide *Lonely Planet « Pérou »* de 2010. Toutefois, la façade de la cathédrale semble plus généralement le symbole de la ville historique et de son centre. À tel point que l'on en retrouve l'image en couverture de livres sur la ville (Gutiérrez, 1992 ; Cortázar, 1988), mais aussi comme illustration de deux

publicités pleine page dans le journal *El Pueblo* du 3 décembre 2000, payées par les entreprises BellSouth et Cerveza Arequipeña qui félicitent la « ville blanche » de devenir « patrimoine culturel de l'humanité ». Il nous semble donc possible de considérer qu'il existe une relation synecdochique entre la cathédrale et le reste de la ville, et une relation symbolique entre la cathédrale et la représentation de la ville. Cela révèle d'ailleurs une contradiction car, si l'emplacement de cet édifice religieux n'a pas changé depuis la colonisation, le bâtiment en revanche est en grande partie de l'époque républicaine (Gutierrez, 1992 : 138, 145), ce qui ne l'empêche apparemment pas de représenter un centre perçu comme étant colonial.

Par ailleurs, notre enquête permet de mettre en évidence que les représentations patrimoniales demeurent principalement liées aux monuments. En effet, pour l'un des architectes chargés de la gestion du centre historique au sein de la municipalité, la restauration des *tambos* (des constructions résidentielles populaires anciennes inspirées des pratiques précoloniales) change la perception du patrimoine, qui n'est plus seulement monumental (Julio Aspilcueta, 4 mars 2011). Pourtant, les plus anciens résidents de ces ensembles ne perçoivent pas la valeur patrimoniale de leur lieu de vie. Ainsi, les entretiens avec deux résidentes de longue date (de 70 et 80 ans) révèlent que le patrimoine, pour l'une, n'est pas le *tambo* mais plutôt le Molino de Sabandía, un ancien moulin de l'époque coloniale transformé en attraction touristique, ou le canyon de Colca, l'un des plus grands au monde à proximité d'Arequipa (Sujet 1, entretien du 5 mars 2011), tandis que, pour l'autre, ce sont les monuments religieux (Sujet 2, entretien du 5 mars 2011).

De plus, ces représentations intègrent la perception d'une continuité historique avec des événements précédents, et particulièrement avec les années 1960 et les actions menées à la suite des tremblements de terre de 1958 et 1960. Comme nous le verrons au prochain chapitre, certaines représentations patrimoniales datent de cette époque et sont réinterprétées dans les perceptions contemporaines. Ainsi, pour un résident du centre-ville dont la famille possède une maison depuis plusieurs générations, les

interventions des années 1960 ont permis de créer une base technique pour la restauration du centre historique, dont les problèmes actuels seraient plutôt l'excès de véhicules, la pollution et l'insécurité (Sujet 3, entretien du 16 juillet 2011). Mais pour les spécialistes en architecture et patrimoine questionnés, les interventions fait dans les années 1960-1970 restent très superficielles, bien qu'elles constituent une amélioration. Pour eux, un problème de conservation se pose encore.

Enfin, l'évolution urbaine des 50 dernières années a entraîné un agrandissement de la zone couverte par la ville comme suite à l'augmentation de sa population, alors que, selon Gutiérrez (1992 : 197-198), ses limites n'avaient que peu changé avant 1920, raison pour laquelle certains des répondants qualifient le centre-ville de « ville originale ». Cette idée de l'authenticité de la ville fondée par les colons espagnols se retrouve d'ailleurs dans le dossier de candidature à l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial (voir Annexe 4), comme nous le verrons plus bas.

Cette image de la ville d'Arequipa est également largement diffusée par la presse locale dans les éditoriaux et les articles qui traitent du centre historique. Ainsi, dans son éditorial du 9 avril 1996 intitulé « *La Unesco y una aspiración de Arequipa* » [L'UNESCO et l'aspiration d'Arequipa], le directeur du journal *El Pueblo* parle de la ville en tant que « ensemble urbain florissant d'authentiques bijoux architecturaux métis qui datent de l'époque coloniale¹⁷ ». De même, de très nombreux articles reprennent l'expression de « ville blanche », y compris dans leur titre (voir notre bibliographie). Nous verrons dans la partie IV comment l'évolution des représentations peut être observée, notamment dans les articles de presse entre 1999 et 2011.

L'analyse des documents nous permet de mettre en évidence un autre élément constitutif des représentations patrimoniales sur lequel nous reviendrons à plusieurs

¹⁷ « *emporio urbano de auténticas joyas arquitectónicas mestizas que datan de la época colonial* ».

reprises, notamment au chapitre 10, à savoir l'environnement naturel de la ville. L'exemple de deux cartes postales permet de comprendre cette place de la nature.

Qu'il s'agisse des volcans – le Misti, le Chachani et le Pichu Pichu –, qui symbolisent à la fois les conditions environnementales et tectoniques difficiles et le principal matériau de construction qui en est issu, le *sillar*, ou qu'il s'agisse de la campagne environnante, cette « nature » est associée à la représentation de la ville. On la retrouve donc dans plusieurs illustrations où elle symbolise parfois la durabilité de la cité (Figure 6.1), lorsqu'elle est associée à la cathédrale plusieurs fois reconstruite, et parfois en est le contrepoint rural et précolonial (Figure 6.2), lorsqu'il s'agit du paysage de cultures en terrasses, façonné par les peuples indigènes. L'alliance entre nature et ville, rural et urbain, précolonial et colonial semble importante dans la construction identitaire locale, et s'exprime dans la notion de « mixité ».



FIGURE 6-1 : Carte postale d'Arequipa présentant les principaux monuments dont, au centre, la cathédrale avec le volcan Misti à l'arrière-plan.

Source : Fenno ediciones y publicidad.

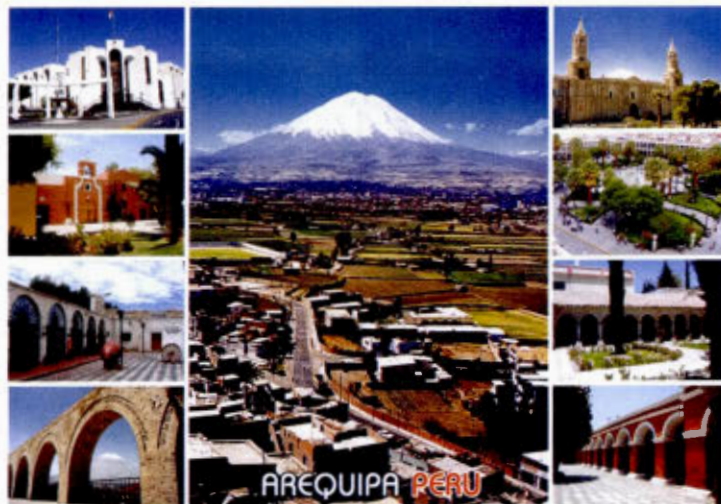


FIGURE 6-2 : Carte postale d'Arequipa présentant les principaux monuments et, au centre, la campagne environnante avec le volcan Misti à l'arrière-plan.

Source : Fenno ediciones y publicidad.

Nous analyserons plus en détail au chapitre 9 le processus de construction de cette notion de mixité puisqu'elle est très présente à partir de la fin des années 1990 ; elle apparaît notamment dans le dossier de candidature du centre historique à l'inscription au patrimoine mondial. En effet, en plus de proposer l'inscription au titre des critères i (« la fusion créative des caractéristiques européennes et autochtones ») et iv (« peuplement colonial caractérisé par les conditions naturelles, les influences indigènes, la conquête et l'évangélisation, ainsi que par son environnement naturel spectaculaire »), la justification de la demande souligne clairement le « métissage » (*mestizaje*) entre les éléments culturels autochtones et coloniaux, mais aussi l'influence des contraintes naturelles. Si au moment de la reconnaissance patrimoniale internationale le discours se réfère principalement à l'architecture, nous verrons que l'évolution des représentations a donné une place croissante à l'environnement rural du site. D'autres éléments, que nous retrouvons à plusieurs reprises dans les représentations observées, sont inclus dans cette justification, dont l'idée selon laquelle « *the city is a product of the resistance of its population to the spasms of the earth* » (MPA, 1999 : 3), alors que, comme nous le verrons plus loin,

celle-ci n'apparaît pas avant. D'une manière générale, nous croyons que cette candidature marque un jalon important dans la patrimonialisation du site, puisque de nombreuses représentations semblent y trouver leur première occurrence.

Bien que nous reviendrons plus en détail sur ce processus de patrimonialisation en lien avec l'inscription au patrimoine mondial au chapitre 8, il est important de noter que la justification de la candidature du centre historique d'Arequipa repose principalement sur trois caractéristiques. Celles-ci peuvent être rapprochées des représentations que nous avons observées et décrites plus haut. La première, nous l'avons vu, tient à la particularité du bâti qui serait l'expression du mélange entre techniques autochtones et coloniales, pour produire un ensemble unique. Cela rejoint la représentation de la ville en tant qu'ancienne, unique et coloniale. La deuxième tient au plan de la ville puisque, selon les auteurs, « *the urban layout and design of Arequipa are equally valuable* », et notamment la place principale qui permettrait de déterminer le site de fondation de la ville (MPA, 1999 : 4), ainsi que les établissements préexistants et intégrés pour former le quartier San Lázaro. Bien que cela ne soit pas explicite, la description du plan sous-entend sa conservation et renvoie en cela à la représentation de la ville en tant qu'authentique. Enfin, la justification du dossier convoque, quoique dans une moindre mesure, une troisième caractéristique avec l'existence d'un environnement naturel hostile (volcans, déserts), mais surtout « *the scenic value* » de l'ensemble formé par la ville et ses alentours (MPA, 1999 : 4). Cela complète l'image d'une ville qui « *represents an exceptional, original and authentic work of American art* » (MPA, 1999 : 4).

C'est donc principalement sur deux éléments, le plan et le bâti, que la justification du dossier d'inscription prend appui et sur lesquels se fonde en partie la construction des représentations qui continuera après l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, comme nous le verrons dans la partie IV. Il apparaît donc nécessaire, pour comprendre ces représentations, leur émergence et leurs évolutions, mais aussi le contexte de leur production que nous verrons au chapitre 7, de présenter ces deux

éléments par une synthèse historique critique et une brève analyse des savoirs produits.

b) Le plan

Bien qu'il soit moins explicitement évoqué, le plan de la ville est un élément très présent dans les représentations patrimoniales. En général, les discours dans les documents officiels abordent cet élément en se référant plutôt à l'espace urbain ou à l'urbanisme et, dans une moindre mesure, à l'architecture. Ainsi, les critères i et iv de valeur universelle exceptionnelle du site renvoient à ces deux éléments sur lesquels reposent les représentations d'authenticité et d'unicité du centre-ville, comme l'ICOMOS le conclut dans son évaluation de la proposition d'inscription :

L'étude comparative réalisée par l'ICOMOS sur des villes latino-américaines a identifié la ville d'Arequipa comme l'un des exemples les plus intéressants de l'architecture et de l'urbanisme d'Amérique latine, qui mérite sans nul doute d'être reconnu pour sa valeur universelle exceptionnelle. (ICOMOS, 2000 : 142)

Nous l'avons vu, le dossier de candidature à l'inscription mentionne bien ce *urban layout* comme l'un des éléments de valeur puisqu'il atteste de l'histoire coloniale de la ville – quand l'architecture renvoie plutôt la période républicaine – tout en conservant les traces d'établissements indigènes antérieurs. La ville est d'ailleurs le plus souvent présentée comme coloniale, tant dans sa description sur le site du Centre du patrimoine mondial (UNESCO – Centre du patrimoine mondial, s. d.) que dans les guides touristiques comme le *Lonely Planet* (2010 : 163). Nous verrons ici en quoi cette représentation repose entre autres sur la persistance supposée du plan de la ville. D'ailleurs, l'exposition sur l'histoire de la ville présentée au Museo de la Ciudad de Arequipa [Musée de la ville d'Arequipa], dans l'édifice de la municipalité, insiste particulièrement sur ce point en présentant des cartes de différentes époques comme une succession d'états, et par lesquelles la constance du plan colonial au fil du temps est soulignée.

Afin de comprendre cette représentation, il apparaît utile de rappeler ici quelques données historiques. Bien que la vallée du Chili ait été peuplée avant l'arrivée des Espagnols, l'Histoire considère que la ville d'Arequipa a été fondée le 15 août 1540 (Figure 6.3) par le Muy Magnífico Señor Teniente de Gobernador [Très Magnifique Seigneur Lieutenant du Gouverneur] Garcí Manuel de Carbajal (Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 223 ; Gutiérrez, 1992 : 21).



FIGURE 6-3 : Fondation espagnole d'Arequipa par José Gabriel Álvarez Sotomayor. Source inconnue.

La ville, qui s'appelait alors Villa Hermosa [Ville Belle] et se situait dans la vallée d'Arequipa, fut tracée selon un plan orthogonal qui deviendra typique des villes coloniales espagnoles et qui répondait aux exigences de la Couronne exprimées dans les ordonnances royales qui composèrent les Lois des Indes, d'abord en 1523, puis unifiées sous le titre *Ordenanzas de descubrimiento, nueva población y pacificación de las Indias* [Ordonnances de découverte, nouveau peuplement et pacification des Indes] le 13 juillet 1573 (Figure 6.4).

Libro IV. Titulo VII.

Titulo Siere. De la poblacion de las Ciudades,
Villas, y Pueblos.

Ley primera. Que las nuevas poblaciones se funden con las calidades de esta ley.

AVISO Los señores de la Provincia de Comarca, que el huésped de Pómar, y el fin de las lugares donde le han de hacer las nuevas poblaciones, y tomar las personas de los indios que fueren a la cumplimiento, guarden la forma siguiente. En la costa del Mar el fin de la vivienda, fano, y fuerte, tenlo en consideración al abrigo, fondo y defensa del pueblo, y en las poblaciones no se han de edificar en las montañas, ni al Mediodía, ni Poniente, ni en futas, y las demás poblaciones la Tierra adentro, elijan el fin de los que eluvieren vacantes, y por disposición nuestra le pueda ocupar, y repartido de los indios, y naturales, o con fe libre confesión de los que quando hagan la planta del Lugar, azeplando por sus plazas, calles y solares a cada una, y comenzando desde la plaza mayor, y al paño de dellos ella las calles a los puenos y caminos principales, y en tanto como se alboro, que asoque la población vaya en gran cre-

minicinas, le pueda fregar, desfogar y dilatar en la misma forma. Procuran tener el agua cerca, y se hacen para conducir al Puelo y heredad, desvernada, fuese difícil, para meter aprovecharse de ella, y los materiales necesarios para los edificios, terrales de obra, cultura y agricultura, y para el uso del muestro barbo y collas, que se fiere y guenta de la colla. No esjan fijos para poblar en lugares muy altos, por la molestia de los vientos, y dificultad del servicio y acarreo, sino en lugares muy bajos, porque en ellos se puede tener, fíndese en la comedia acaudalada, que los gozores descubren los vientos de el Nore y Moladuo; y si fuesen de tener tierras, o cortías, con la parte de Levante y Poniente; i si no le pudiesen cubrir de los lugares altos, y de las montañas, y de el fin último a lo mas, hazido el observacion de lo que mas convenga a la salud, y acendore, que se pueden ofrecer; y ya se dio a edificar a la ribera de algun Rio, o disponga la poblacion de forma, que talando de el, se pueda en el Puelo, que es en el

221.

Log

FIGURE 6-4 : 1^{re} page du livre IV, titre VII, des Lois des Indes.

Dans le texte du livre IV, titre VII, intitulé « *De la población de las ciudades, villas y pueblos* » [Du peuplement des villes et villages], sont regroupées les indications issues des différents textes antérieurs et de la pratique, notamment l'obligation de concevoir la ville selon un plan en damier autour d'une place centrale. Dans le cas d'Arequipa, l'acte de fondation fait état de 49 îlots (Gutiérrez, 1992 : 23) au lieu des 56 prévus dans le plan envoyé par le Gouverneur Francisco Pizarro (Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 224), ceux-ci étant divisés selon les cas en deux, quatre ou huit parcelles, sauf attribution exceptionnelle d'un îlot complet pour les bâtiments institutionnels et religieux. Le choix géographique de cette fondation répondait à plusieurs critères qui expliquent pourquoi il s'agit en fait d'une seconde fondation, puisque la première Villa Hermosa avait d'abord été fondée en 1539 dans la vallée de Camaná. Mais, rapidement, les colons se plaignirent des mauvaises conditions sanitaires menant à la mort d'autochtones, selon eux à cause du climat plus chaud que celui de leur région d'origine. Plutôt que ces raisons sanitaires qui furent longtemps invoquées, certains auteurs suggèrent que le changement de site ait été motivé par la

meilleure localisation de la vallée d'Arequipa, un carrefour entre différentes routes qui permettaient notamment aux Espagnols de gérer les exploitations agricoles depuis la ville où ils pouvaient faire commerce (*ibid.* : 221-222), mais aussi par la ressource hydrique que représentait la rivière Chili et la présence de main-d'œuvre locale qui fut rapidement confiée aux colons par le biais de l'*Encomienda* (Gutiérrez, 1992 : 24).

Il semble bien difficile de savoir si ces raisons furent véritablement celles prises en compte par les colons pour choisir leur lieu d'établissement. C'est d'ailleurs une inconnue pour la grande majorité des villes coloniales, comme le souligne Málaga Medina (Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 219), puisqu'il ne reste pas ou peu de documents sur ce sujet. C'est sans doute pourquoi les raisons sanitaires évoquées plus haut furent jusqu'à récemment la seule explication au déplacement de la vallée de Camaná vers celle d'Arequipa. En revanche, on peut supposer que si de nouvelles raisons furent proposées plus récemment, c'est aussi qu'elles répondent mieux à la réalité géographique et topographique qui subsiste aujourd'hui et qu'elles correspondent davantage aux savoirs et aux représentations des historiens de la fin du XX^e siècle. C'est ce changement dans les représentations au début des années 1990 qu'il nous semble intéressant de souligner ici, car il correspond à un moment significatif dans la patrimonialisation de la ville avec, nous le verrons plus loin, les célébrations du 450^e anniversaire de la ville.

Par ailleurs, la fondation d'Arequipa aurait laissé certaines caractéristiques du tracé urbain et du paysage urbain qui donnent à la ville, selon Gutiérrez « un caractère si particulier » (1992 : 54). Nous en relevons surtout trois dans la littérature (Gutiérrez 1992 ; Llanque Chana, 1998 ; Ríos Viscarra, 2010) : la densité relativement élevée de l'occupation au sol, la position excentrée de la place centrale et la différenciation des secteurs de Barrio San Lázaro au nord et de Yanahuara et Cayma au nord-ouest (Figure 6.5). Ces caractéristiques participent à différents degrés dans les représentations en générant certaines interprétations, notamment pour les quartiers

différenciés, qui ont influencé la construction patrimoniale directement – par l'action physique de restauration et d'aménagement – et indirectement – dans les discours sur ces sites. Il convient donc de les analyser plus précisément.

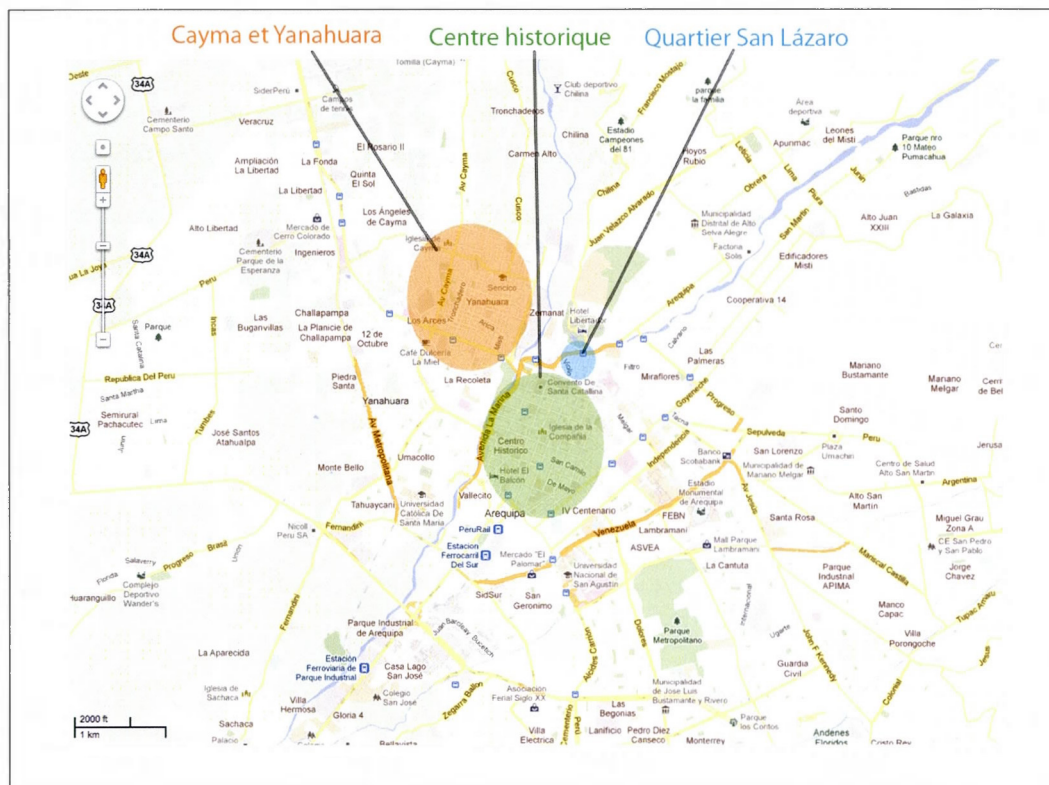


FIGURE 6-5 : Plan de la ville d'Arequipa. Source de la carte : Google Maps.

D'abord, selon Gutiérrez, le tracé de départ a été occupé relativement rapidement, probablement à la fin du XVII^e siècle. Cela s'expliquerait par l'obligation qui était faite aux colons, dans l'acte de fondation de la ville, de construire une habitation en ville et d'y résider, ce qui n'était pas toujours le cas à ce moment puisqu'ils habitaient plutôt l'*hacienda* sur leurs terres. Cause ou conséquence de cela, la ville a développé une fonction de carrefour des principales routes de la région avec un bon système de communication, nécessaire à la bonne gestion des propriétés agricoles, puisque les terres confiées aux colons pouvaient être situées assez loin de la ville. De plus, Gutiérrez relève que la forte activité sismique dans la région – sur laquelle nous

reviendrons plus en détail – a sans doute conduit les habitants à construire, aux XVI^e et XVII^e siècles, des bâtiments d'un seul niveau et, conséquemment, à occuper davantage d'espace au sol (Gutiérrez, 1992 : 45). D'ailleurs cette caractéristique se retrouve dans d'autres pays également soumis au risque sismique, comme au Costa Rica (Fonseca et Garnier, 1998).

Ensuite, nous observons que la place principale, dite « place d'armes », n'occupe pas la position centrale que nous pourrions imaginer dans un plan orthogonal idéal comme celui de la ville de La Plata en Argentine, fondée en 1882 pour devenir la capitale régionale de la province de Buenos Aires, la ville du même nom devenant un district fédéral dès 1880 (Figure 6.6).

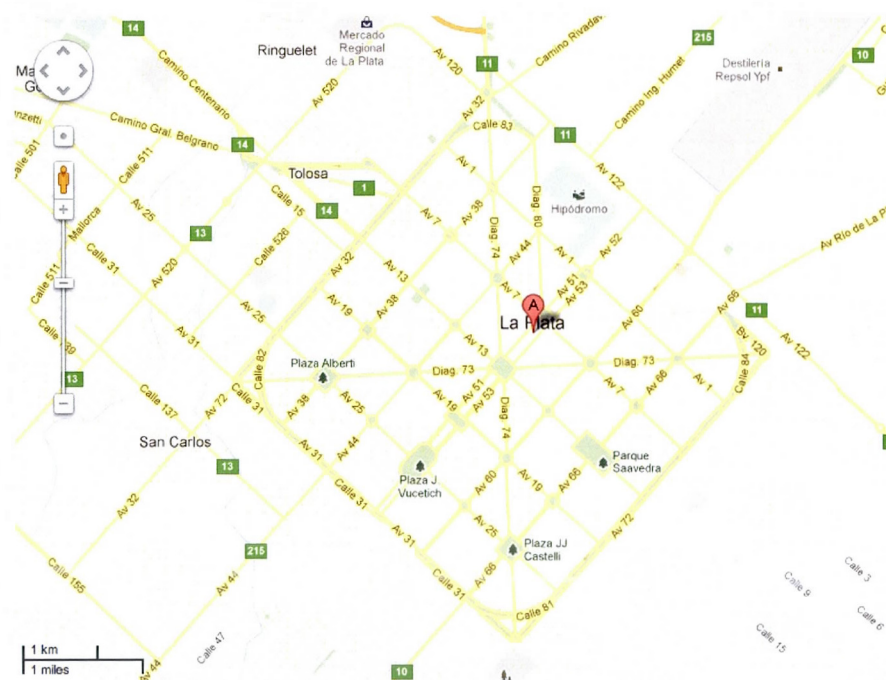


FIGURE 6-6 : Plan du centre de la ville de La Plata. Source : Google Maps.

Gutiérrez émet l'hypothèse qu'une fois le site de fondation choisi à l'emplacement de la place principale, le tracé fut limité à l'ouest par la rivière et il se serait donc développé davantage à l'est. Nous pensons qu'il est possible de remettre en question cette interprétation, car, d'une part, elle ne tient pas compte du déséquilibre entre l'extension au nord (4 îlots) et celle au sud (3 îlots) et, ensuite, parce qu'il est difficile de croire que les colons, au moment de la fondation, n'aient pas pu choisir un site permettant cette centralité alors qu'il semble qu'ils aient eu en main le plan envoyé par le Gouverneur Pizarro (Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 224). De plus, il faut noter que les deux autres grandes villes fondées sous la gouvernance de Pizarro, à savoir la capitale Lima et la ville de Trujillo, présentent elles aussi des places excentrées par rapport au tracé en damier lors de leur fondation (Figures 1.11 et 6.7). Il pourrait donc bien s'agir d'une planification volontaire plutôt que d'une contingence topographique, mais cela reste à confirmer.

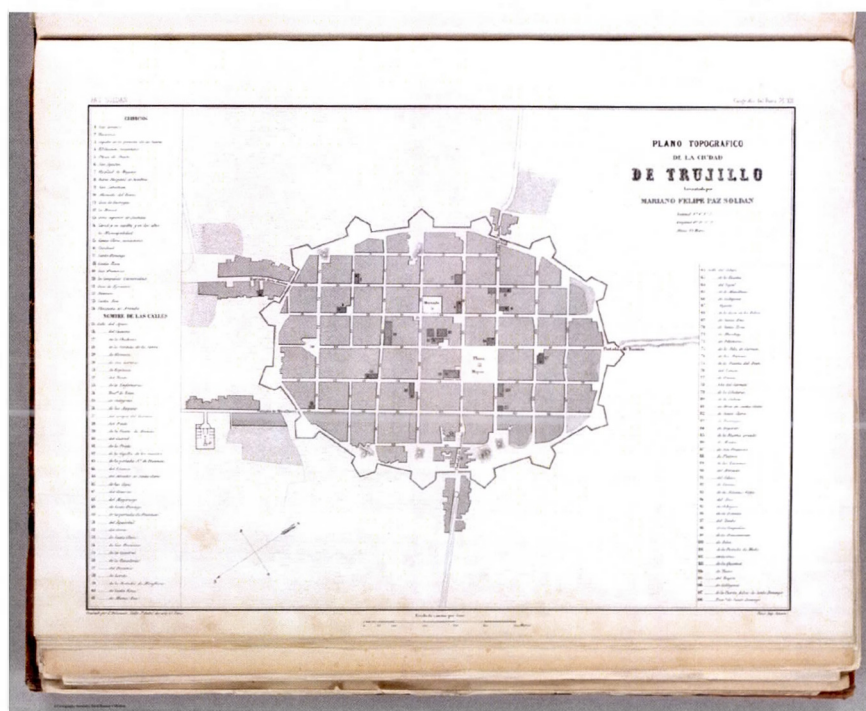


FIGURE 6-7 : Plan de la ville de Trujillo en 1865 par Mariano Felipe Paz Soldan.
Source : David Rumsey Map Collection.

Enfin, la troisième caractéristique qui semble singulariser la ville d'Arequipa est le plan des secteurs de Barrio San Lázaro au nord et de Yanahuara et Cayma au nord-ouest, ceux-ci ne répondant pas au critère d'orthogonalité. Dans ces deux cas, les recherches historiques et archéologiques ont montré des traces d'occupation préhispanique (Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 212), ce qui conduit les historiens à considérer que la trame urbaine de ces quartiers reprend le tracé des chemins antérieurs à l'arrivée des Espagnols. Néanmoins, les auteurs conviennent également que les politiques menées par les Espagnols ont eu une influence importante sur le développement de ces lieux de peuplement, mais selon deux processus différents. Dans le cas du Barrio San Lázaro, on peut parler d'une intégration périurbaine d'habitations existantes auxquelles sont adjointes une chapelle et une place (Gutiérrez, 1992 : 28-29). Dans le cas de Yanahuara et de Cayma, il s'agit plutôt d'un regroupement, appelé « réduction », qui répond aux politiques coloniales de rassemblement des populations rurales indigènes en village pour à la fois mieux les évangéliser, mieux les contrôler et faciliter la perception de l'impôt (*ibid.* : 33-34). Ce plan « initial » reste relativement stable jusqu'au début du ^{xx}e siècle (Figure 6.8), puisqu'il ne s'y ajoute que le quartier de Miraflores au nord-est et une extension vers la gare de chemin de fer au sud. Cette situation prévaudra jusque dans les années 1920, lorsque la ville commencera à prendre plus d'expansion.



FIGURE 6-8 : Plan d'Arequipa de la fin du XIX^e siècle. Tiré de Gutiérrez, 1992 : 166.

Quelles que soient les raisons qui conduisirent à l'adoption du tracé lors de la fondation de la ville et son développement initial, aujourd'hui deux questions essentielles se posent, selon nous, pour comprendre la perception contemporaine de cet environnement urbain. Par ailleurs, ces questions ne sont pas sans lien l'une avec l'autre, comme nous le verrons.

Nous pouvons d'abord nous interroger sur la permanence du plan. En effet, la ville a subi plusieurs destructions à la suite de nombreux tremblements de terre, comme nous le verrons plus loin, et les autorités ont eu le loisir de modifier le plan d'origine au cours des reconstructions pour répondre à d'éventuelles réalités urbaines nouvelles. D'ailleurs, pour être tout à fait précis, ajoutons que certaines modifications ont été apportées au plan initial, les agrandissements du monastère Santa Catalina pour ne prendre que cet exemple. Nous pouvons supposer que d'autres modifications mineures ont pu avoir lieu au cours de ces différentes reconstructions, mais si l'on considère que la plus grande partie du tracé subsiste, ou que c'est ainsi qu'il est perçu dans l'imaginaire collectif, la question demeure. La réponse la plus logique consisterait à supposer qu'il n'y a eu aucun besoin véritable de satisfaire à de nouvelles contingences et qu'il était sans doute plus simple de reconstruire sur l'ancien plutôt que de faire table rase. Néanmoins, cette persistance du plan semble être perçue différemment aujourd'hui et apparaître comme la manifestation d'une force de caractère propre aux habitants face aux désastres naturels.

La seconde question qui se pose concerne l'importance accordée à ce plan et qui peut notamment être constatée dans la candidature du site pour l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Nous y voyons deux raisons. La première serait qu'en l'absence de monuments exceptionnels, certaines villes mettent en avant leur plan urbain qui reste relativement identique au plan d'origine, en tant qu'élément historique. C'est notamment le cas du Vieux Lunenburg, site canadien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1995, pour être entre autres « un exemple exceptionnel de l'urbanisme colonial européen en Amérique du Nord, tant sur le plan de sa conception que de son remarquable état de conservation » (UNESCO, 1995). Dans le cas d'Arequipa, il existe néanmoins des monuments relativement importants, dont la cathédrale et le monastère Santa Catalina. Il est donc raisonnable de penser que l'importance accordée au plan tient à une autre raison. Il faut pour cela remarquer que nombre de monographies sur l'histoire de la ville datent du début des années 1990,

les plus importantes selon nous étant la *Historia general de Arequipa*, écrite par cinq historiens spécialistes de la région (Neira Avendaño *et al.*) et publiée en 1990, et l'ouvrage *Evolución histórica urbana de Arequipa (1540-1990)* de Gutiérrez, publié en 1992 (Figure 6.9).

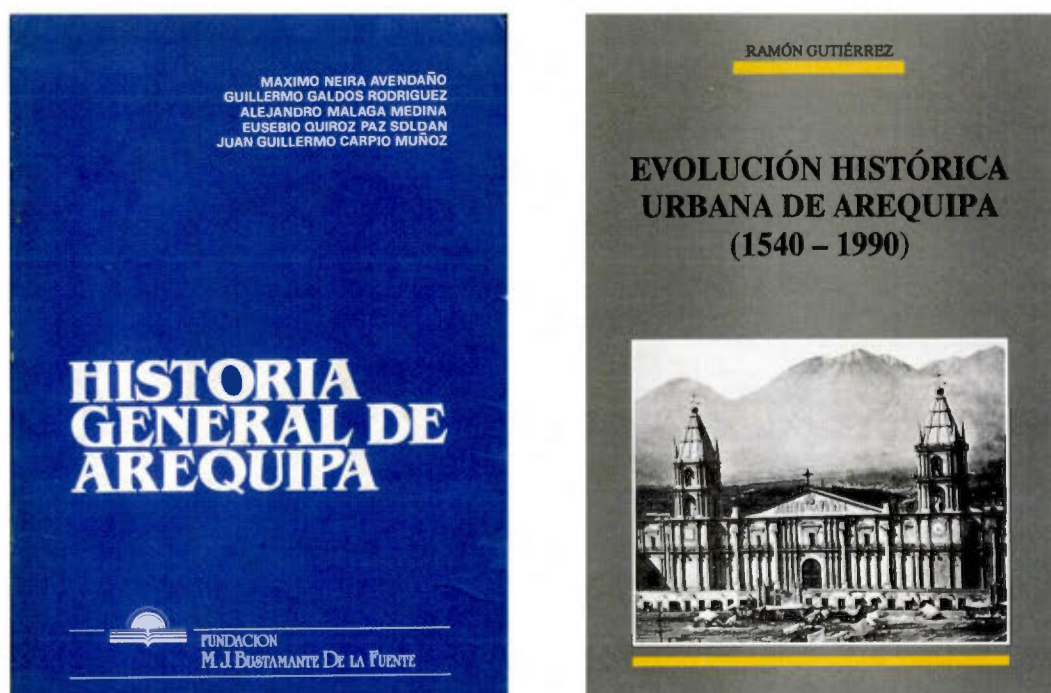


FIGURE 6-9 : Couverture des ouvrages *Historia general de Arequipa* et *Evolución histórica urbana de Arequipa (1540-1990)*, parus en 1990 et 1992.

Or, c'est précisément en 1990 que sont célébrés les 450 ans de la fondation de la ville, à laquelle l'ouvrage de Neira Avendaño *et al.* fait référence dans sa préface, puisque cette occasion a motivé la production de cette monographie, comme cela avait été le cas pour le 400^e anniversaire en 1940 qui vit la publication, entre autres, du livre *IV Centenario de la fundación de la ciudad de Arequipa: 1540-1940* de Leguía y Martínez. Dans cette perspective, nous constatons que le seul vestige qui subsiste de la fondation de la ville, c'est le tracé, et ce, même s'il a été légèrement altéré, puisque le reste de la ville a subi des destructions périodiques. Dès lors, nous comprenons qu'il prenne une importance notable comme élément de continuité du

récit historique de la ville et qu'il confère aujourd'hui une valeur patrimoniale à l'ensemble urbain.

c) Le bâti

Au-delà du plan, il existe un certain nombre de bâtiments dans le centre historique de la ville reconnus en tant que monuments historiques. Si, d'après certains historiens comme Gutiérrez, « la ville d'Arequipa [...] dans le centre historique est un peu du XVIII^e, beaucoup du XIX^e et autant du XX^e siècle¹⁸ » (1992 : 39), c'est qu'elle a subi de nombreux tremblements de terre dont certains particulièrement destructeurs. Ceux dont l'histoire rapporte qu'ils furent particulièrement forts sont ceux de 1582, 1784, 1868, 1958, 1960 et, dans une moindre mesure, celui de 2001. Cette succession de séismes, si elle n'a entraîné que peu de changements dans le plan de la ville, a conduit à des transformations importantes du bâti. Il ne reste rien des constructions des XVI^e et XVII^e siècles en adobe et toits de paille ou de tuiles. Ces techniques de construction ont d'ailleurs progressivement été abandonnées au profit de la construction en pierre, jugée plus solide et plus résistante aux tremblements de terre, et de la couverture en voûte. Par ailleurs, cette architecture semblait répondre mieux aux exigences du climat local (Gutiérrez, 1992 : 62), en conservant la fraîcheur dans la journée et la chaleur pendant la nuit. De plus, il faut garder à l'esprit que le bois est une matière première très rare dans la région et que le fer n'y est pas disponible.

En revanche, on trouve proche de la ville des carrières importantes de *sillar*, un tuf volcanique qui résulte des anciennes éruptions des volcans qui entourent la ville, notamment le Chachani. Cette pierre, dont la qualité est variable, est en général blanche, mais peut aussi être rose, cette dernière étant plus rare mais de meilleure qualité pour la construction. Son utilisation peut donc marquer la richesse du propriétaire de l'édifice. On trouve aujourd'hui encore un édifice, de style néogothique, construit en *sillar* rose et qui abrite l'archevêché (Figure 6.10).

¹⁸ « *La Arequipa que hoy tratamos de preservar en su centro histórico es un poco del XVIII, mucho del XIX y otro tanto del XX siglo.* »

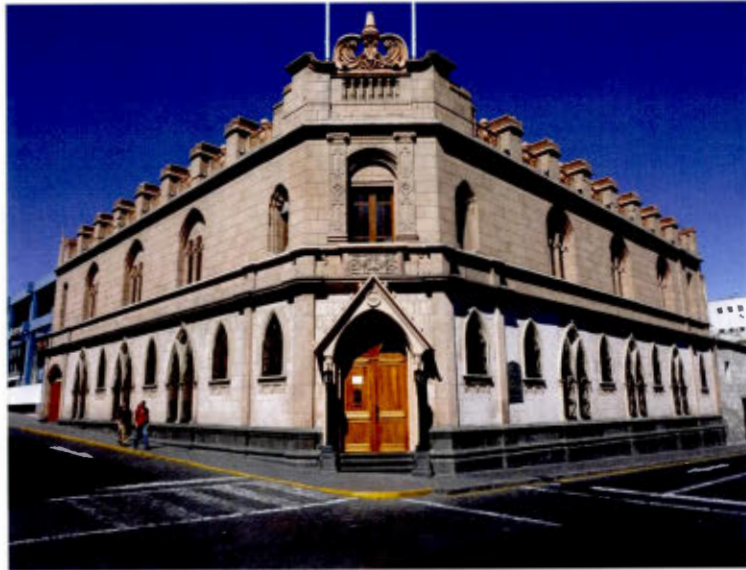


FIGURE 6-10 : Archevêché d'Arequipa, construit en pierre de *sillar rose*.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Les plus anciennes constructions qui existent aujourd'hui sont donc postérieures à l'introduction de ce matériau et datent du XVIII^e siècle, comme la Casa Tristan del Pozo ou la Casa del Moral, construites à partir des années 1730 (Figure 6.11).



FIGURE 6-11 : Maison dite Casa del Moral, construite vers 1730.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Néanmoins, il ne fait aucun doute qu'elles ont été modifiées lors des tremblements de terre postérieurs puisque l'on dit que, lors de celui du 13 août 1868, seuls trois édifices n'ont pas été endommagés (Gutiérrez, 1992 : 145). La photographie, encore récente à ce moment, permet de se rendre compte de l'ampleur des dommages, notamment sur la cathédrale, récemment transformée en 1847 à la suite d'un incendie (et dont les tours ne seront reconstruites qu'en 1918) (Zúñiga, 2008 : 10), mais aussi sur le reste de la ville (Figure 6.12).



FIGURE 6-12 : Photographies anciennes (1868 ?) de la cathédrale (à gauche) après qu'on eût démoli les restes des tours et de la place d'Armes, avec des tentes pour la population et, au fond, l'église de La Compañía (à droite). Source inconnue.

Cette fréquence des séismes a donc été un élément déterminant de l'évolution des techniques, mais aussi des styles architecturaux, particulièrement au XIX^e siècle. En effet, si le style néoclassique semblait déjà présent avant 1868 sur les façades de maisons, substituant pilastres, chapiteaux et frises aux ornements baroques, la reconstruction permet de faire entrer ce langage dans les cours intérieures des maisons (Gutiérrez, 1992 : 151). Par ailleurs, l'évolution des moyens de transport, des techniques et l'ouverture économique après l'indépendance permettent d'importer plus facilement des matériaux pour construire des étages en bois et des édifices en métal, comme le marché San Camilo en 1881 ou encore un pont métallique pour le chemin de fer vers Puno au début des années 1870 (Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 525), deux ouvrages qui sont attribués au bureau de G. Eiffel (Gutiérrez, 1992 : 172) (Figure 6.13).



FIGURE 6-13 : Intérieur du marché San Camilo d'Arequipa.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Ces évolutions prennent cependant une nouvelle dimension au début du ^{xx}^e siècle. En effet, on décide en 1902 de dresser un plan de la ville afin de pouvoir planifier les éventuelles transformations des secteurs existants et le développement de nouvelles zones en périphérie. C'est Alberto de Rivero qui réalise ce plan en 1917, puis le complète avec Manuel E. de Rivero d'un plan d'urbanisme, dit « régulateur », en 1940 (Gutiérrez, 1992 : 183 ; Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 629) (Figure 6.14).

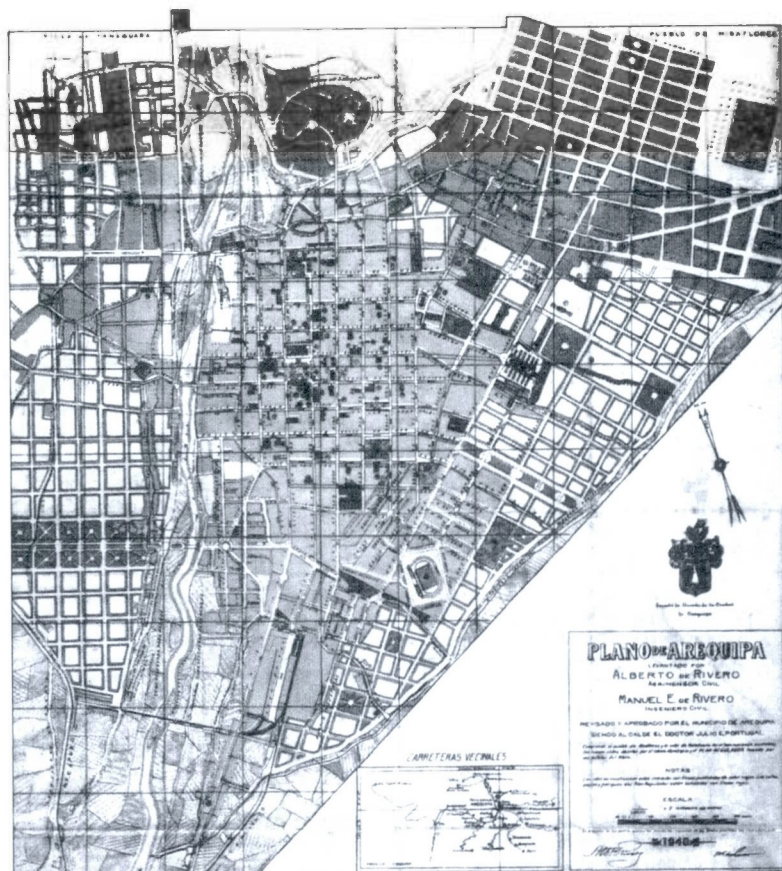


FIGURE 6-14 : Plan régulateur pour le développement de la ville, dessiné en 1940 par Alberto de Rivero et Manuel E. de Rivero. Tiré de Gutiérrez, 1992 : 212.

Cette année 1940 marque un moment important dans l'histoire et le développement urbain de la ville, notamment avec le programme de constructions prévu pour souligner les 400 ans de la ville. On y trouve, entre autres, le stade Melgar, la bibliothèque et athénée municipal, le Colisée de la rue Tristan et le théâtre municipal. On développera aussi une nouvelle urbanisation au nord (Figure 6.15) de type cité-jardin, baptisée Selva Alegre et dessinée par les architectes Álvarez-Calderón et Harth-Terré, qui comprend notamment un hôtel appelé Hotel Turismo et qui deviendra ensuite l'Hotel de los Turistas [des touristes] (Figure 6.16).



FIGURE 6-15 : Plan du quartier de Selva Alegre, par les architectes Álvarez-Calderón et Harth-Terré, 1940. Tiré de Leguía y Martínez (1940).



FIGURE 6-16 : Hotel Turismo à sa construction (à gauche), devenu Hotel de los turistas puis Hotel Libertador. Photos : tiré de Leguía y Martínez (1940) ; Mathieu Dormaels, 2011.

L'ouvrage de Leguía y Martínez fait un inventaire des différents styles architecturaux de la ville, notamment la façade « moderne » du marché San Camilo (Figure 6.17) ou celle néogothique de l'hôpital Goyeneche inauguré en 1912 (Figure 6.18). On peut

penser que c'est durant ces années où l'on planifie et développe de nouvelles urbanisations, que la partie ancienne de la ville acquiert son statut de centre-ville et que l'on commence à prendre conscience de sa valeur historique. La volonté explicite, quoique naissante, de développer le tourisme avec la construction de l'hôtel en 1940 suppose que l'on considère que la ville vaille la peine d'être visitée. D'ailleurs, le niveau de service qui y est proposé correspond au tourisme « à haut revenu » qui se développe à cette époque dans le pays (Fuller Osore, 2009 : 118).



FIGURE 6-17 : Marché San Camilo vers 1921. Source inconnue.

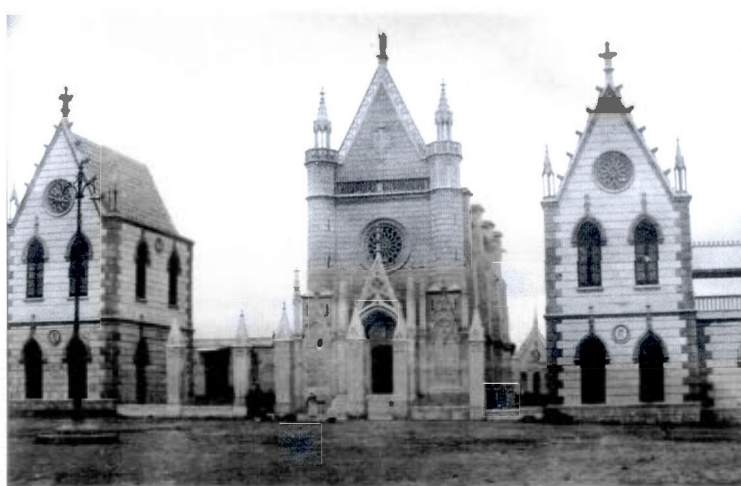


FIGURE 6-18 : Hôpital Goyeneche vers 1912. Source inconnue.

Toutefois, comme nous le verrons ensuite, ces deux phénomènes s'accroissent à partir des années 1960. Du reste, certains de ces développements urbains ont eux aussi acquis une valeur patrimoniale au cours du XX^e siècle. À cette même époque, la population passe de 45 000 habitants en 1925 à 55 000 en 1938, faisant d'Arequipa la ville péruvienne à la plus forte croissance démographique à cette période (Gutiérrez, 1992 : 209). Cette tendance se confirmera par la suite et la ville va grandir au-delà des limites historiques qui furent les siennes jusque-là, notamment sous l'impulsion des travaux de 1940 qui ouvrent de nouvelles avenues.

Dès cette période, il semble que le centre-ville commence à perdre sa fonction résidentielle au profit d'usages commerciaux ou institutionnels (Gutiérrez, 1992 : 227) et ces transformations font émerger le besoin d'un nouveau plan d'urbanisme en 1956. Cette évolution allait connaître un tournant majeur avec les tremblements de terre de 1958 et 1960, comme nous le verrons plus loin, mais cela n'empêcha pas l'expansion de la ville de se poursuivre. Par ailleurs, plusieurs sécheresses en 1956, 1957 et 1958 semblent avoir augmenté, dans ces mêmes années, l'exode des régions rurales de l'Altiplano vers la ville (Gutiérrez, 1992 : 231 ; Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 675). Cela a entraîné une forte croissance de la population, qui s'accroîtra au cours des années suivantes pour atteindre 166 000 habitants en 1961, 309 000 en 1972, 550 000 en 1983, 676 790 en 1993 et 854 250 en 2007 (Gutiérrez, 1992 : 232 ; INEI, s.d.), soit plus du quintuple en moins de 50 ans. Il va sans dire que cela a eu des conséquences importantes sur l'ensemble de la ville et sur son centre en particulier, notamment parce que l'urbanisation planifiée se transforme en expansion non contrôlée, tandis que, comme dans d'autres villes telles que Lima, les dynamiques urbaines restent centralisées et provoquent peu à peu l'engorgement du centre-ville. Or cette saturation cause des dommages aux édifices et à l'espace urbain, et entraîne une baisse de la qualité de vie des habitants, qui quittent donc les centres-villes.

Bien qu'il ne soit pas de notre propos ici d'étudier l'ensemble de la ville d'Arequipa, il faut être conscient que le centre-ville reste bien entendu tributaire de la gestion de

l'ensemble de la zone métropolitaine et *a fortiori* dans les villes du Pérou. En effet, rappelons-le, le découpage administratif des villes les divise en districts, mais les districts centraux, appelés *Cercados*, ne disposent pas d'une municipalité propre et dépendent directement de la municipalité provinciale et ils n'ont pas *a priori* de structure de gestion dédiée. Cette situation particulière a donc, nous le verrons, des conséquences sur la gestion de ces secteurs et la prise en compte de leurs habitants.

7) Construction et évolution des représentations patrimoniales

Dans ce chapitre nous proposons de revenir sur la période allant de 1958 à la fin des années 1960. Nous présentons comment a émergé à ce moment la notion de patrimoine et pourquoi cela constitue, selon nous, un premier processus de patrimonialisation du centre-ville. Plusieurs représentations sont issues de celui-ci, notamment celle de « centre historique », mais aussi celle de la « ville blanche ». Nous revenons ensuite sur cette dernière et sur son évolution. Enfin, nous présentons le rôle du tourisme dans cette patrimonialisation et comment celui-ci s'est poursuivi dans les processus suivants.

a) L'émergence de la notion de patrimoine

Comme nous l'avons dit, dès les années 1940 les autorités prennent conscience de la singularité architecturale de la ville, puisque au moins une monographie y est consacrée (Leguía y Martínez, 1940) et que des éléments distinctifs de cette architecture se retrouvent dans les différents projets de construction qui soulignent le 400^e anniversaire de la ville. C'est ainsi que le théâtre municipal reprendra sur sa façade des éléments du langage baroque des anciennes maisons coloniales, de même que l'Hotel de los Turistas (Figures 6.16 et 7.1).

Il faut cependant préciser que dans notre étude nous n'avons trouvé aucun élément qui permette de penser que, à l'époque, on se soucie explicitement de préserver les éléments les plus anciens ou de les restaurer. Par ailleurs, nous l'avons déjà mentionné, le « centre-ville » n'existe pas encore véritablement puisque ses limites et celles de la ville sont sensiblement les mêmes.



FIGURE 7-1 : Façade du théâtre municipal d'Arequipa.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

C'est plutôt dans les années 1950 que semble apparaître l'idée d'un patrimoine à la fois environnemental aux alentours de la ville et architectural en son centre (Gutiérrez, 1992 : 227). Ce phénomène prendra une ampleur toute particulière à la fin des années 1950 en raison de l'augmentation de la population de la ville et surtout des deux tremblements de terre de 1958 et de 1960. En effet, à cette occasion, plusieurs résidents migrent du centre-ville très endommagé vers la périphérie, en raison des délais de reconstruction, mais aussi à cause d'une perte de confiance dans les constructions anciennes au profit de celles, modernes, en béton (Zevallos Vera, 2002 : 35-37). C'est la première fois dans l'histoire de la ville qu'elle ne se reconstruit pas directement sur elle-même et cela entraînera des transformations aux multiples conséquences.

L'organisme qui sera chargé de la gestion de ces transformations est la Junta de Rehabilitación y Desarrollo de Arequipa ou JRDA [Commission de réhabilitation et de développement d'Arequipa]. Fondée par la loi n° 12972 en 1958, quelques mois après le tremblement de terre, elle se composait de représentants des principales autorités locales, des collèges professionnels, de l'université, des organisations d'entrepreneurs et de travailleurs, et elle était présidée par un représentant du chef de l'État. Elle bénéficiait d'une autonomie financière, avec des ressources récurrentes (Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 679). Son action, qui s'étendra sur dix ans jusqu'à l'arrivée du pouvoir militaire qui en modifiera la composition et le financement, est décrite comme fondamentale par les auteurs qui s'y réfèrent, en raison de son ampleur. En effet, ce sont de très nombreux projets de construction et de développement qui sont mis en place, tels que la restauration de maints édifices religieux dans le centre (San Francisco, Tiers-Ordre, La Compañía, La Merced, cathédrale) et les environs (Yanahuara, Cayma, Paucarpata), mais aussi le financement de la reconstruction, puis de la construction, de près de 7000 habitations, la création d'un parc industriel inauguré en 1966 et la construction de plusieurs infrastructures, dont l'aéroport et la centrale électrique de Charcani (Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 679-682 ; Gutiérrez, 1992 : 231-235).

L'ensemble de ces interventions a entraîné des changements qui, nous le croyons, ont favorisé l'émergence d'une conscience et de représentations patrimoniales à cette époque. Directement d'abord, puisque les bâtiments du centre ont été endommagés, ce qui a mis en évidence le besoin de les préserver et de les entretenir pour éviter leur disparition. On sait combien la notion de patrimoine peut-être associée à la prise de conscience d'un risque ou d'une menace de perte. Néanmoins, la ville avait déjà connu des épisodes de destruction semblables et nous pouvons donc nous demander ce qui, dans ce cas-ci, a conduit les autorités locales à considérer le centre d'un point de vue patrimonial. Nous croyons que la migration de nombreux habitants du centre vers la périphérie, par crainte ou par impossibilité de retourner dans un édifice

détérioré, a sans doute posé un problème d'usage, laissant vacants de nombreux espaces. Dans le même temps, ce sont les *pueblos jóvenes*, des urbanisations plus ou moins planifiées, qui sont apparues en périphérie à la suite d'un fort exode rural qui a eu lieu à cette période, comme nous l'avons vu précédemment. Ces deux phénomènes ont provoqué un étalement de la ville et une croissance de sa population. Ainsi, dans les années 1963 et 1964, il y aurait eu dans ces urbanisations populaires plus de personnes provenant des zones rurales que de la ville (Gutiérrez, 1992 : 237).

Plus indirectement, les projets de la JRDA, comme la constitution du parc industriel, ont dynamisé l'économie locale par l'implantation de plusieurs industries attirées par les conditions d'installation et les récentes infrastructures. Seulement entre 1966 et 1968, 23 nouvelles industries se sont installées à Arequipa (Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 683). Celles-ci ont consolidé l'importante augmentation de la population durant les années 1960 en offrant une alternative d'emploi aux populations rurales environnantes. Cette population qui double en une décennie conduit à l'agrandissement rapide de la ville, qui s'étend au détriment de la campagne environnante. Dans le même temps cependant, les institutions et les principaux services restent localisés dans ce qui devient le centre-ville. Mais, dès les années 1970, la croissance urbaine excède les capacités des infrastructures et les autorités se trouvent dépassées (Gutiérrez, 1992 : 248). Le centre se refunctionalise et une tertiarisation des usages s'observe, ce qui entraîne une spéculation sur les valeurs immobilières qui poussera un peu plus les habitants à quitter un centre-ville qui, sous l'effet de la centralisation, s'engorge de plus en plus sous le poids du trafic et de ses conséquences. Si dans le cas d'Arequipa des efforts ont été récemment entrepris pour décentraliser certaines institutions (le gouvernement régional par exemple, dont la présidence a déménagé définitivement du centre en mars 2011) et développer des centres commerciaux en périphérie, d'autres villes comme Lima connaissent encore des situations très difficiles avec un centre très pollué et peu praticable en journée, et vide et dangereux pendant la nuit (Figure 7.2).



FIGURE 7-2 : Quartier du Mercado central à Lima.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Cependant, la composition de la JRDA intégrant des représentants de la société civile, et pas seulement des autorités, plusieurs entreprises vont choisir de s'installer dans les anciens édifices tout en les restaurant et les conservant. C'est encore le cas aujourd'hui et plusieurs *casonas* sont notamment la propriété d'établissements bancaires – qui y logent leurs succursales – et, plus récemment, hôteliers (Figure 7.3).

Après l'adoption du décret de loi n° 19033 « *Normas Sobre Bienes Muebles e Inmuebles del Patrimonio Monumental de la Nación* » [Normes sur les biens meubles et immeubles du patrimoine monumental de la nation], le centre est déclaré « zone monumentale » dès 1972. À partir de là, plusieurs projets de restauration seront entrepris, dont ceux du palais Goyoneche (Gutiérrez, 1992 : 239) et du monastère Santa Catalina. Cependant, cela ne suffira pas pour empêcher la dégradation du centre-ville, ce qui fera dire au début des années 1990 à Gutiérrez, que sans un contrôle strict « la saturation de la zone centrale tendra [...] à détruire le noyau de fondation par un processus de "rénovation urbaine" qui densifie jusqu'à la saturation,

afin d'assurer un maximum de rentabilité pour les secteurs tertiaires et résidentiels¹⁹ » (Gutiérrez, 1992 : 248). Si cette vision pessimiste ne semble pas s'être vérifiée, nous verrons cependant que la densification du centre et les changements de fonctions dans l'usage du sol ont porté atteinte à nombre de bâtiments, dont certains déclarés monuments historiques.

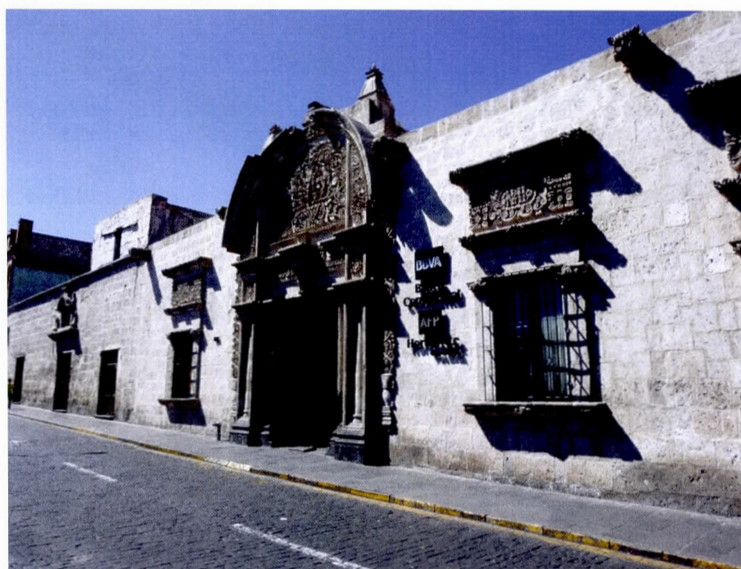


FIGURE 7-3 : Bâtiment dit Casa Tristán del Pozo, construit vers 1730, aujourd'hui siège de la succursale locale du Banco Continental. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Enfin, il nous semble qu'au-delà de ces transformations, si les tremblements de 1958 et de 1960 semblent être les détonateurs de la prise de conscience patrimoniale, c'est surtout parce que ces événements ont cette signification dans l'imaginaire collectif aujourd'hui. En effet, dans plusieurs des entrevues que nous avons menées, les destructions consécutives aux séismes sont citées comme un préalable nécessaire à l'explication de l'émergence du patrimoine et même à celle de l'identité locale. Il semble donc que l'on retienne surtout l'évènement traumatique plutôt que l'ensemble

¹⁹ « *La saturación del área central tenderá [...] a destruir el núcleo fundacional mediante un proceso de "renovación urbana" que densifique hasta la saturación para asegurar la máxima rentabilidad con sectores terciarios y residenciales.* »

des conséquences de celui-ci et des actions entreprises par la suite. Cet élément essentiel pour comprendre la perception du patrimoine aujourd'hui peut s'expliquer à la lumière d'évènements plus récents en lien avec la reconnaissance mondiale d'Arequipa et le séisme de 2001, comme nous le verrons plus loin.

C'est donc à cette époque qu'apparaît la représentation d'un quartier central historique, au moment où se développent sur la scène internationale, et notamment latino-américaine, les principes de restauration et la notion de patrimoine. Cette vision d'un centre ancien, lieu de fondation à restaurer et à préserver alors que la ville se développe en périphérie, constitue une première couche de signification qui perdure aujourd'hui. La patrimonialisation qui l'a produite est aussi à l'origine d'une autre représentation, celle de la « ville blanche » que nous nous proposons d'examiner plus particulièrement.

b) Ville blanche ou en couleur ?

La politique de la JRDA de reconstruction et de restauration du centre-ville a eu une autre conséquence, moins immédiate, mais dont l'importance est évidente aujourd'hui. En effet, le choix a été fait de ne pas recouvrir les murs des édifices anciens et de laisser le *sillar* blanc apparent. Que ce soit dans les guides et les brochures touristiques, dans les publicités ou sur le site Internet de la municipalité provinciale, Arequipa est présentée comme la « ville blanche ». Or, depuis quelques années, cette « blancheur » est sujette à de nombreux débats.

Gutiérrez (1992 : 229) croit que lorsque la reconstruction du centre-ville est planifiée, il n'existe pas de professionnel qualifié dans ce domaine, pas plus que de directives générales comme celles, adoptées quelques années après et notamment exposées dans la Charte de Venise. Il semble cependant que cette interprétation puisse être critiquée, puisque la notion même d'expertise professionnelle en restauration paraît difficilement applicable à ce moment-là. Rappelons qu'il s'agissait surtout de reconstruire une ville très endommagée par deux séismes. Par ailleurs, on ne sait pas

précisément si le bâti avant 1958 était particulièrement coloré. Il apparaît donc difficile de comprendre pourquoi la décision de reconstruire en laissant les pierres apparentes a été prise.

En revanche, le fait que Gutiérrez soulève la question au début des années 1990 et que ce sujet revienne régulièrement dans le débat public ces dernières années démontre plutôt l'importance prise par cette caractéristique dans les deux dernières décennies. Pour notre part, nous croyons plutôt que cette référence à la blancheur de la ville renvoie à une conception patrimoniale influencée par les monuments européens, cette blancheur n'étant pas sans rappeler celle des cathédrales gothiques d'Europe qui ont perdu leur coloration ou certaines villes méditerranéennes, comme Thira (Santorin) ou encore le centre-ville de Séville en Espagne, un autre site inscrit au patrimoine mondial en 1994. Ces deux exemples d'autres sites inscrits sont d'ailleurs mentionnés dans le dossier de candidature du centre historique d'Arequipa (MPA, 1999 : 4-5). Ce ne serait pas la première influence européenne puisque cela avait déjà été le cas, notamment avec le réaménagement de la Plaza de Armas au début du ^{xx}^e siècle (Figure 7.4) et comme pour de nombreuses autres villes d'Amérique latine depuis la seconde moitié du ^{xix}^e siècle (Greenfield, 1994 : xv). Le dossier évoque aussi, comme autre ville blanche comparable, Morelia au Mexique, dont le centre historique a été inscrit au patrimoine mondial en 1991. Bien qu'il s'agisse d'une ville latino-américaine, là encore ce qui est mis en valeur relève de l'héritage européen de la colonie.

Cette représentation occidentale du patrimoine monumental pourrait avoir motivé ce choix afin de renforcer la filiation historique de la ville avec l'ancienne puissance coloniale, marquant ainsi une différence entre le monde urbain, fruit de la colonisation et héritage de la conquête, et un monde rural davantage associé aux populations indigènes qui émigraient vers la ville à ce moment là.



FIGURE 7-4 : Plaza de Armas d'Arequipa, vers 1900. Source inconnue.

Peut-être est-ce là une des raisons pour lesquelles certains auteurs expliquent ce surnom de « ville blanche », par le fait qu'il s'agit en fait de l'endroit « où se sont installés les conquistadores » (*La Nación*, 2005). Cette opposition entre monde urbain et monde rural est également convoquée parfois dans le cas de la ville de Lima (Kent, 1994 : 464), la capitale représentant le monde « urbain, colonial et civilisé » face au reste du pays « rural, indigène et sauvage ». C'est la lecture que font certains auteurs de la récupération du centre-ville de Lima dans les années 1990, où l'effort de « nettoyage » de la ville est relevé et l'accent est mis sur les activités « propres », jugées compatibles avec un centre inscrit au patrimoine mondial, contre des activités « sales » et incompatibles. Pour Seppänen, « le processus de réorganisation du centre historique de Lima a été une manière de délimiter des espaces sociaux pour pouvoir contenir la population intrinsèquement sale », pour exclure ceux qui, « peu importe s'ils étaient vraiment sales ou pas, étaient vus ainsi parce qu'ils n'étaient pas "à leur place" »²⁰ » (2003 : 116).

²⁰ « *el proceso de la Reorganización del CHL ha sido una manera de delimitar espacios sociales para poder contener [...] a la gente intrínsecamente sucia [...]* »

Bien qu'il existe des différences entre la situation de Lima et celle d'Arequipa, il reste que les deux villes ont connu des périodes de croissance incontrôlée, en partie dues à l'arrivée de migrants depuis les zones rurales, avant ces processus de récupération urbaine. Même si nous ne prétendons pas ici que cela ait été une motivation explicite du choix de conservation de la pierre apparente, il reste que cela demeure, par les traces que nous pouvons en lire et dont nous verrons plus loin qu'elles perdurent d'une certaine manière aujourd'hui, une influence possible dans cette décision. Cette hypothèse expliquerait aussi pourquoi cette caractéristique est devenue un symbole aussi fort de l'identité de la ville, à tel point qu'elle se retrouve de façon omniprésente et suffisante pour définir la ville. La pierre devient même, en soi, une métaphore de la région et de ses habitants et c'est ainsi que certains artistes, à l'instar de Carlos Runcie Tanaka avec son œuvre *La Apacheta* (Figure 7.5), se l'approprient dans leurs créations.



FIGURE 7-5 : Installation extérieure et sculpture *La Apacheta* de Carlos Runcie Tanaka, Musée d'Art Contemporain d'Arequipa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Il n'est donc pas surprenant que l'éventuelle coloration des bâtiments soit devenue, depuis plusieurs années, un sujet de débats assez animés. Pourtant, il semble qu'il

Independientemente si en realidad eran o no sucios, se les veía tales porque era la gente "fuera de lugar" ».

existe une relative unanimité chez les spécialistes quant au fait que les bâtiments aient été peints dans le passé. Ainsi, si les interventions « autoritaires » ont « créé le mythe du *sillar* blanc sans protection » selon l'architecte Maldonado Valz (cité dans Gutiérrez, 1992 : 230), Llanque Chana n'hésite pas à parler, dans son *Plan de recuperación del centro histórico* [Plan de récupération du centre historique], de la « récupération de la ville polychrome » (Llanque Chana, 1998 : 144). D'ailleurs, pour Zúñiga (2008), historien d'architecture, ce sont d'abord les églises qui furent peintes et ensuite les maisons, aux XVII^e et XVIII^e siècles. De la même façon que certaines cathédrales retrouvent leur couleur, comme celles d'Amiens (Figure 7.6) ou, plus récemment de Reims (dont les couleurs supposées des façades sont restituées par illumination), certains bâtiments ont été repeints depuis une vingtaine d'années.

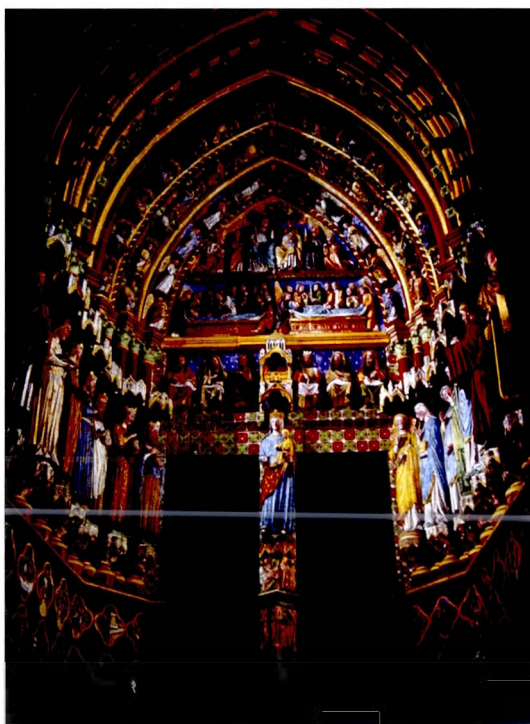


FIGURE 7-6 : Portail de la cathédrale d'Amiens, dit de la Mère Dieu, dans la restitution de couleur par projection de lumière du spectacle *Amiens la Cathédrale en couleurs*, conçu par la société Skertzo. Photo : Mathieu Dormaels, 2008.

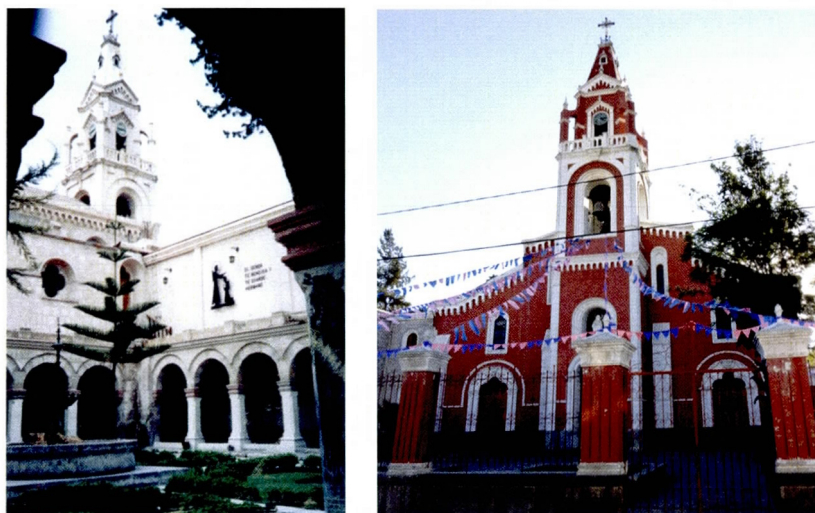


FIGURE 7-7 : Église du couvent des Récollets, avant qu'elle ne soit peinte (à droite) et actuellement (à gauche).
Photos : Musée des Récollets, s.d. ; Mathieu Dormaels, 2011.

C'est notamment le cas de l'église du couvent des Récollets, peinte en 1999 (Figure 7.7), ou de certaines maisons du centre. Ces actions de restauration ne sont pas du goût de tous, comme en témoignent plusieurs articles parus dans la presse ou sur Internet qui n'hésitent pas à qualifier les restaurateurs de « décorateurs » et à réfuter sans plus de preuves et avec bien peu d'arguments les études qui font état de traces de peinture ancienne sur les bâtiments (Coloma Porcari, 2009). Il faut dire que le changement envisagé était parfois radical, comme cette proposition de peindre en ocre, bleu et gris les édifices qui bordent la Plaza de Armas en 2001. Le journaliste qui rapporte cette nouvelle qualifie d'ailleurs la couleur blanche de « traditionnelle » et « d'officielle » et prédit « une polémique entre la population et les autorités » (*El Comercio*, 21 janvier 2001 : A15). Le cas n'est d'ailleurs pas unique, puisqu'une autre ville célèbre pour sa blancheur, la ville de Popayan en Colombie, a connu les mêmes débats aux mêmes motifs. Au-delà des disputes d'experts, cela ne fait que démontrer, à travers l'attachement à cette caractéristique et son omniprésence, qu'il s'agit là d'une représentation fortement liée à l'identité locale. Il semble dès lors que la seule justification scientifique ne soit pas suffisante pour convaincre l'ensemble de la population du bien-fondé d'un changement d'approche. Néanmoins, nous

remarquons qu'il y a aujourd'hui de plus en plus de bâtiments peints, par rapport à la situation observable dans les documents des années 1990, même si ce n'est probablement pas toujours fait selon les recommandations techniques des spécialistes ou de certains manuels (Ríos Vizcarra, 2010 : 64-65).

Pour nous, l'apparition de ce débat dans les années 1990 met en évidence un second processus de patrimonialisation. Celui-ci trouverait son déclenchement dans les célébrations du 450^e anniversaire de la ville, mais aussi dans certaines inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial, et particulièrement celle déjà évoquée de Lima en 1991, et dans la volonté de relancer une activité touristique alors au ralenti. En effet, le tourisme a joué, et joue encore, un rôle important dans la patrimonialisation du centre historique d'Arequipa, sur lequel il convient de s'attarder.

c) L'apparition de l'industrie touristique

L'industrie touristique a sans doute contribué à la popularité de ce surnom de « ville blanche ». En effet, celle-ci se sert abondamment de cette dénomination et de l'imaginaire qu'elle convoque pour communiquer aux touristes potentiels la représentation d'une ville ancienne et monumentale, à l'image à la fois des anciennes *casonas* et de sa cathédrale. Bien que le tourisme ne soit pas central dans notre étude, les activités qui y sont liées semblent avoir eu une influence sur l'environnement urbain, bâtiments et fonctions, du centre-ville d'Arequipa. Cela apparaît d'autant plus plausible lorsque nous examinons quand les autorités et les acteurs locaux ont commencé à manifester de l'intérêt pour cette industrie. Nous pourrions en effet croire de prime abord qu'il s'agit d'une activité récente, d'au plus une vingtaine d'années, et dont le développement actuel commence à poser des questions quant à l'évolution de cette zone et de son aménagement. Les recherches menées nous démontrent au contraire qu'il s'agit d'une histoire plus ancienne.

Nous l'avons vu, dès 1940 un hôtel explicitement destiné aux touristes à haut revenu est construit dans la nouvelle urbanisation de Selva Alegre. Mais c'est surtout dans

les années 1970 que va se développer l'offre touristique en ville. D'abord avec la constitution en août 1970 de l'entreprise Promociones Turísticas del Sur S.A. dédiée à la promotion touristique et chargée, notamment, de la restauration du monastère Santa Catalina pour en permettre l'exploitation touristique. Les sœurs qui y vivent encore à ce moment, moins nombreuses que par le passé, y connaissent de mauvaises conditions d'hygiène et ne peuvent pas assumer les coûts de rénovation et d'entretien des bâtiments. Elles acceptent donc d'en permettre l'exploitation et se retirent dans un bâtiment nouvellement construit sur une parcelle laissée vacante après les destructions des derniers tremblements de terre. Le monastère deviendra une attraction majeure du centre-ville et aujourd'hui le ministère du Tourisme n'hésite pas à considérer le nombre de ses visiteurs, fourni par l'exploitant, comme représentatif du nombre de touristes qui visitent la ville (MINCETUR, 2011). Mais ce n'est pas la seule attraction touristique qui verra le jour au cours de cette décennie. C'est peu après en effet que le Banco Central Hipotecario, une institution bancaire, s'implique dans la restauration de plusieurs édifices patrimoniaux, dont les cloîtres de l'église de La Compañía en 1971 (Zeballos Barrios, 2010) et le moulin de Sabandía (Figure 7.8), inauguré en septembre 1973. Sans oublier un autre important couvent, La Recoleta, qui se transforme en musée en 1978 pour exposer les collections anthropologiques, zoologiques et artistiques rassemblées par les missionnaires franciscains (Figure 7.9), ainsi que leur bibliothèque d'environ 20 000 volumes. C'est encore à cette époque, en août 1977, que le musée historique municipal est déplacé et s'installe sur la place San Francisco.



FIGURE 7-8 : Moulin de Sabandía. Photo : Luc Noppen, 2011.



FIGURE 7-9 : Musée des Récollets d'Arequipa. Photo : Luc Noppen, 2011.

Les années 1970 voient aussi la mise en tourisme de l'autre grande attraction de la région : le Canyon de Colca (PROCASUR, 2011). Cet intérêt naissant pour ce site sera sans doute l'une des raisons qui conduiront les autorités à relier la zone par une route au début des années 1980 (Instituto de Estudios Peruanos, 2006). Pourtant dans les années qui suivront, au lieu de connaître une croissance à l'image de la situation mondiale, l'industrie touristique péruvienne souffrira des violences liées aux activités du Sentier lumineux et d'une épidémie de choléra, particulièrement au tournant des années 1990. De 38 000 touristes étrangers et 300 000 nationaux au milieu des années 1980, la fréquentation baissera à 13 000 étrangers et 228 000 nationaux en 1992 (*El*

Pueblo, 29 avril 1998 : B4). Ce n'est qu'à partir de 1995 que l'activité touristique se redéveloppe avec une hausse du tourisme importante puisque, par exemple entre 1997 et 2002, le nombre de visiteurs au canyon de Colca est multiplié par plus de sept (de la Serna et Guillén, cités dans IEP, 2006 : 4). Il y a également une croissance du nombre de visites en centre-ville, les entrées au monastère Santa Catalina passant de 57 522 entrées de touristes étrangers en 1996 à 85 631 en 2000, 93 989 en 2005, et 113 105 en 2010 (MINCETUR, 2011 ; DRITINCI, 2002).

C'est donc véritablement dans les années 1970 que commence à se faire sentir l'influence du tourisme dans la restauration de certains bâtiments avec l'objectif d'un changement de fonction. L'accroissement de ces activités conduit bien entendu à la multiplication des infrastructures, notamment des restaurants et des hôtels, mais aussi des services de visites guidées et autres produits proposés par les agences. Tout cela a des conséquences sur le cadre bâti et l'environnement urbain. Nous reviendrons largement sur les transformations dans l'espace public, mais nous pouvons néanmoins donner ici quelques exemples de celles qui, dans l'espace privé, résultent de l'activité touristique. En ce qui concerne l'hôtellerie, parlons d'abord d'un phénomène de densification urbaine qui augmente le volume des constructions, ce qui, à Arequipa, prend essentiellement trois formes. D'abord, certains établissements choisissent de construire sur l'étage original, comme c'est le cas de l'Hotel del Fundador dans le quartier San Lázaro (Figure 7.10). D'autres décident de conserver la volumétrie du premier patio, qui donne sur la rue, et construisent un édifice nouveau en arrière, à la place du second patio, comme c'est le cas de l'Hotel Posada del Monasterio (Figure 7.11). Cette solution présente l'avantage de conserver la volumétrie au niveau de la rue, ainsi que la perspective sur le patio restauré.



FIGURE 7-10 : Bâtiment avant et après la construction des étages supplémentaires de l'Hotel del Fundador. Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2006 ; Mathieu Dormaels, 2011.



FIGURE 7-11 : Hotel Posada del Monasterio, 1^{er} patio visible depuis la rue et bâtiment nouveau construit sur le 2^e patio. Photos : Luc Noppen, 2011 ; Mathieu Dormaels, 2011.

Certains hôtels, enfin, détruisent les parties anciennes qui ne sont pas visibles ou accessibles de la rue pour construire à neuf de nouveaux aménagements avec un emploi moderne, mais discutable, de la pierre de *sillar* (Figure 7.12). Dans certain cas, la densification est limitée, car le bâtiment présente déjà beaucoup d'espace, comme c'est le cas dans la Casa de la Moneda devenue l'hôtel Casa Andina Private Collection on l'on a choisi de réaménager les bâtiments existants, de limiter les constructions neuves et de couvrir le premier patio pour servir de lobby (Figure 7.13).



FIGURE 7-12 : Façade récente en *sillar* de l'Hotel Ensueños. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.



FIGURE 7-13 : 1^{er} patio du bâtiment dit Casa de la Moneda, avant et après sa transformation en hôtel.
Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2004 ; Mathieu Dormaels, 2011.

Pour ce qui est des restaurants, la problématique est différente ; même si l'espace est important, nous notons surtout que c'est l'intérieur des bâtiments qui subit le plus de modifications, notamment au niveau des cuisines. Toutefois, il faut souligner que les toits plats d'Arequipa se prêtent assez bien au développement de terrasses, ce que l'on observe aussi pour des maisons particulières. Ainsi, certains exploitants ajoutent un étage qui n'est pas véritablement construit, mais plutôt une terrasse couverte qui a tout de même pour effet de modifier la forme de l'ensemble urbain, que cela soit visible ou non depuis la rue (Figure 7.14).

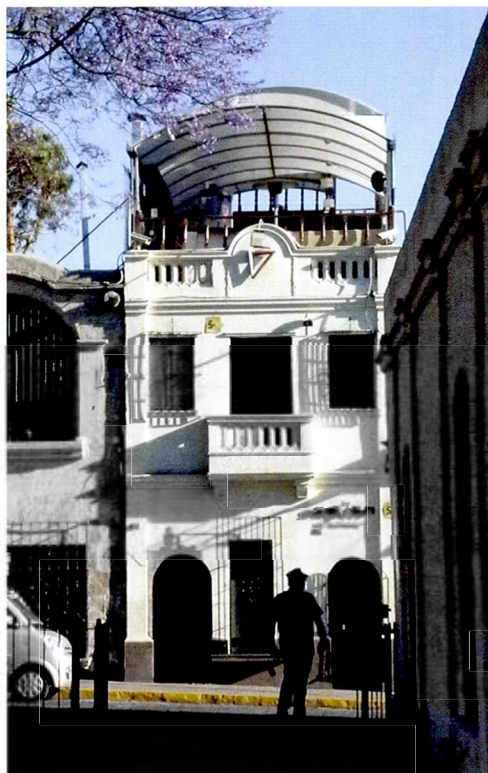


FIGURE 7-14 : Extension par l'aménagement et la couverture des toits terrasse.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Enfin, un certain nombre d'activités de service se développent ; certaines sont diurnes (agences de voyages, vente de souvenir, etc.) et contribuent à réduire l'usage résidentiel et à rendre le centre moins attrayant en soirée en raison des magasins fermés par des rideaux de fer ; d'autres sont nocturnes (bars, discothèque, etc.) et peuvent entraîner des problèmes de pollution sonore ou causés par des gens en état d'ébriété, mais aussi accentuer une certaine ségrégation. Lors de notre étude, nous avons pu constater en effet que certains lieux ne sont pas seulement considérés comme destinés aux touristes pour leur « folklore », mais aussi parce que les prix pratiqués empêchent les habitants d'y accéder.

Il faut tout de même noter que récemment, à la suite d'une plainte des habitants, un propriétaire de discothèque a été contraint de fermer et a été condamné à quatre ans de prison avec sursis en raison de la pollution sonore générée par son établissement

(*El Comercio*, 8 juin 2011). Ce fait nouveau est, nous le verrons, significatif des changements dans les représentations patrimoniales du centre-ville, celles-ci intégrant de plus en plus le caractère résidentiel dans la valeur patrimoniale du site.

Une autre conséquence urbaine de l'influence du tourisme est sa contribution au trafic véhiculaire dans le centre ancien. En effet, si la situation problématique de la saturation automobile ne repose pas uniquement sur le tourisme, loin de là, il reste que cela y contribue en raison des besoins associés aux déplacements de ces visiteurs et de la circulation des autocars et des nombreux piétons. De plus, les choix d'aménagement faits ces dernières années, en l'absence de politique publique claire concernant les transports, vont plutôt dans le sens d'un aggravement de cette situation.

d) Des représentations patrimoniales propices à une candidature pour l'inscription au patrimoine mondial

Nous l'avons vu donc, que ce soit en raison de la faible transformation de son plan ou de l'évolution de son bâti, le centre-ville d'Arequipa est devenu un site patrimonial à partir du moment où il a cessé d'être la ville entière et que sont apparues, après plusieurs processus de patrimonialisation, des représentations qui lui conféraient une valeur patrimoniale. Par ailleurs, la volonté des autorités locales de développer l'activité touristique n'est certainement pas étrangère à cette apparition du patrimoine dans les années 1960 et 1970, car, comme Morisset (2009) l'a démontré en analysant le cas du Québec des années 1920, il n'est pas inhabituel que le tourisme joue un rôle prépondérant dans l'apparition du patrimoine. Ce lien entre l'émergence de représentations patrimoniales et l'activité touristique permet, nous le verrons, de mieux comprendre pourquoi et comment il a pu être envisagé de préparer un dossier de candidature pour l'inscription du centre-ville sur la Liste du patrimoine mondial.

8) Arequipa et l'inscription au patrimoine mondial

L'inscription du centre historique d'Arequipa s'inscrit dans la continuité de la constitution de la notion de patrimoine. Comme nous le verrons, il s'agit d'un processus long, dans lequel la présentation de la candidature ne constitue qu'une étape. Ce chapitre a pour objectif de retracer les différentes étapes de ce processus et de l'analyser afin de mettre en évidence les raisons pour lesquelles, selon nous, cette candidature émerge véritablement au début des années 1990 et se conclut par une inscription en décembre 2000.

a) Les prémices de la candidature : les représentations patrimoniales à la fin des années 1990

Bien que le site du centre historique d'Arequipa ait été inscrit en décembre 2000, cette date ne marque qu'une étape d'un processus bien plus long. En effet, des actions semblent avoir été entreprises dans les années 1980 pour une éventuelle candidature de la ville, mais c'est en 1992 que cette option devient plus concrète pour la première fois. Dès janvier, la commission de défense du patrimoine culturel et monumental d'Arequipa annonce que les démarches vont être entreprises auprès des institutions concernées pour recueillir les fonds nécessaires à l'élaboration du dossier, estimés à 50 000 \$US, et former un regroupement pour la promotion de la candidature de la ville (*El Comercio*, 16 janvier 1992) (Figure 8.1).

Piden declarar Patrimonio Cultural de la Humanidad al centro de la Blanca Ciudad

Pocas ciudades de América hispana reúnen requisitos, opinan varias instituciones histórico-culturales de Arequipa

AREQUIPA. 18.- Representantes de varias instituciones histórico-culturales mistianas opinan que la zona céntrica de Arequipa debe ser declarada 'Patrimonio Cultural de la Humanidad', pues muy pocas ciudades de América hispana reúnen los requisitos para ostentar tal denominación.

El presidente de la Comisión de Defensa del Patrimonio Cultural y Monumental de Arequipa, doctor Alejandro Málaga Medina, dijo que la urbe mistiana se caracteriza por su arquitectura de sillar (de origen volcánico) con portales ornamentales y una exuberante decoración mestiza, particularmente de fauna y flora.

Málaga Medina dijo que en coordinación con las instituciones culturales e históricas de Arequipa, se convocará a las fuerzas vivas de la región para que se prepare cuanto antes el expediente, el cual debe ser elevado a la Unesco para su aprobación.

(Sedulo por otro lado que la institución a su cargo confeccionó anteriormente un plan ambicioso de obras sobre la Carta de Arequipa para

reconstruir el centro de la ciudad y declarar patrimonio cultural a la ciudad cuadrada.

Sin embargo, dijo que desde 1969 se avanzó poco en las gestiones, debido a la falta de recursos económicos, pues se requieren de 82 documentos para formar el correspondiente expediente aparte de la fundamentación histórica, cultural, geográfica, folclórica y monumental.

CINCUENTA MIL DOLARES

El especialista informó que además se debe adjuntar una serie de filmas, transparencias, películas, mapas, planos del conjunto arquitectónico de Arequipa, etc. Para todo ello se requiere por lo menos unos 50 mil dólares, añadió.

Indicó que se ha comunicado con las diferentes instituciones culturales de Lima y, directamente, a la Unesco, en París, solicitando los formatos y requisitos para formar el expediente. Una vez conseguido estos documentos, se iniciará el Patronato Pro Declaración del Patrimonio Cultural de la Humanidad al Centro de Arequipa', anotó.



La ciudad de Arequipa cuenta con un casco monumental de primer orden, tanto por su arquitectura como por el material (sillar) utilizado en sus construcciones. Alrededor de su antigua plaza de armas se ubican centenares de casonas, iglesias, plazuelas, conventos, etc. de época colonial hechas con sillar, lo que le da una característica muy especial. Actualmente hay gestiones para que Arequipa sea declarada Patrimonio Monumental de la Humanidad.

FIGURE 8-1 : Article de l'édition nationale du journal *El Comercio* du 16 janvier 1992

« Ils demandent que le centre de la Ville Blanche soit déclaré Patrimoine culturel de l'humanité ».

Puis en septembre est annoncée la constitution du Patronato de Arequipa, avec à ce moment la participation de la direction régionale de l'INC, organe responsable des questions culturelles au niveau national (*El Comercio*, 4 septembre 1992). Le Patronato est un regroupement indépendant ayant un intérêt pour la conservation du centre-ville et pouvant agir comme groupe de pression et comme mécène.

Cette date n'est évidemment pas un hasard. L'histoire du Pérou a certes vu de nombreuses fois se manifester une rivalité entre les grandes villes du pays, notamment entre Lima la capitale et Arequipa la deuxième ville, et particulièrement depuis les révolutions de 1834 et de 1865 (Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 431, 485). Or c'est justement en décembre 1991, lors de la 15^e session du comité du patrimoine mondial, que le site initial de l'« Ensemble conventuel de San Francisco de Lima », précédemment inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, est étendu au « Centre historique de Lima ». De plus, deux autres « villes blanches » sont également inscrites la même année, à savoir la « ville historique de Sucre » dans la Bolivie voisine et le « centre historique de Morelia » au Mexique. Il est possible que ces inscriptions aient relancé l'intérêt qui existait sans doute déjà pour la promotion de la candidature d'Arequipa, en rendant celle-ci plus crédible. D'ailleurs, le journal

national *El Comercio* (4 septembre 1992) rapporte que l'on a sollicité l'avis de spécialistes qui ont travaillé sur le dossier de Lima.

Mais il faut aussi noter que c'est à cette période, comme nous l'avons vu, que le tourisme est au plus bas et il est possible que, déjà, on ait considéré les possibles implications économiques de la reconnaissance par l'UNESCO, même si à cette époque le patrimoine mondial n'est encore que marginalement convoqué comme un argument touristique. Par ailleurs, le projet d'inscription n'ira pas très loin, même si l'idée demeure présente et resurgit de temps à autre, comme lors de l'organisation d'un concours d'écriture en juillet 1993 (*El Comercio*, juillet 1993) ou à l'occasion du 455^e anniversaire de la ville en 1995 (*El Pueblo*, 6 avril 1998). À tel point qu'en février 1996, le responsable du dossier à la municipalité reconnaissait dans la presse que le projet n'avancait plus du tout, notamment faute d'études et de documentation technique pour lesquelles 20 000 \$US auraient été nécessaires (*El Pueblo*, 18 février 1996).

Pourtant, cette année 1996 marque un premier tournant décisif, probablement du fait de la nomination à la direction nationale de l'INC d'un universitaire originaire d'Arequipa, Juan Guillermo Carpio Muñoz. En effet, selon la presse, il n'hésite pas à dire, lors d'une réunion le 2 avril, que les précédents responsables n'avaient pas eu la volonté nécessaire et qu'ils n'avaient recherché que leur bénéfice politique (*El Pueblo*, 3 avril 1996), alors même qu'environ 70 % des éléments nécessaires au dossier avaient été produits (*El Pueblo*, 14 avril 1998). Une commission multisectorielle est alors créée, intégrant des représentants des institutions nationales et locales, du secteur privé et du secteur universitaire, avec la mission de compléter le dossier en quelques mois.

Dès lors, les choses s'accélérent, d'abord avec la visite le 21 avril de la représentante de l'UNESCO au Pérou (*El Pueblo*, 2 avril 1996), puis la réception officielle de l'intention de présenter la candidature de la ville par un courrier du directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, le 22 avril 1996 (*El Pueblo*, 15 juin 1996). À ce

moment, à la différence de 1992, les références aux retombées économiques, notamment par la voie du tourisme, sont explicites de la part des journalistes (*El Pueblo*, 4 avril 1996), comme des autorités (*El Pueblo*, 24 juin 1996 et 2 août 1996). Cette stratégie sera payante puisque lorsque le Pérou soumet sa liste indicative le 30 août 1996, il y inscrit le centre-ville d'Arequipa. Notons d'ailleurs que le centre-ville de Trujillo, troisième ville du pays, y figure aussi, bien que celui-ci ne soit pas encore inscrit à ce jour. Cependant, la mobilisation est retombée au cours des deux années suivantes puisque le dossier semblait toujours en préparation en juin 1998 (*El Pueblo*, 2 juin 1998 et 6 juin 1998).

Parallèlement, une préoccupation croissante pour la préservation des bâtiments et notamment pour des édifices supposément en danger d'être modifiés ou détruits semble se développer. Celle-ci se manifeste par exemple dans la prise de position des membres du Patronato de Arequipa, pour qui les autorités locales manquent à leur devoir de protection et de veille quant au respect des réglementations (*El Comercio*, 2 juin 1998). Si les représentations semblent continuer à évoluer, il faudra toutefois attendre l'élection d'un nouveau maire, à la fin de 1998, pour voir la candidature d'Arequipa avancer à nouveau.

b) L'inscription sur la Liste du patrimoine mondial

L'arrivée de Juan Manuel Guillén Benavides en tant que maire marquera un changement dans l'approche politique du dossier et, à partir de son entrée en fonction le 1^{er} janvier 1999, le dossier est relancé. Le 15 juin 1999, la ville adopte par ordonnance municipale 013-1999 des normes pour l'usage et la conservation du centre historique. Ce texte prévoit la constitution d'une commission municipale qui devra veiller au respect de ces normes et terminer le dossier de candidature. Celle-ci est créée le 18 juin par résolution municipale 602-1999, sous le nom de *Superintendencia Municipal de Administración y Control del Centro Histórico y Zona Monumental* [Superintendance municipale d'administration et de contrôle du centre historique et de la zone monumentale]. Elle sera mise en place par Alonso Ruiz

Rosas et intégrée par six autres personnes considérées comme spécialistes et qui ont pour la plupart déjà été impliquées dans l'élaboration de la candidature : Franz Grupp, Fernando Málaga, Jesús Carpio, Luis Maldonado, Guillermo Galdos et Álvaro Pastor. Le dossier sera effectivement complété et soumis à la fin juin 1999 et la municipalité prendra d'autres mesures pour soutenir la candidature de la ville, notamment en promulguant une ordonnance de déclaration du centre historique (ordonnance municipale 01-2000).

De plus, elle créera un service municipal, appelé Oficina técnica [Bureau technique], dans le cadre d'un accord de coopération avec l'AECD - Agencia Española de Cooperación para el Desarrollo [Agence espagnole de coopération pour le développement]²¹. Ce bureau technique se voit confier la gestion du centre et la mise en œuvre du projet de coopération *Plan de Rehabilitación Integral del Centro Histórico de Arequipa* [Plan de réhabilitation intégrale du centre historique d'Arequipa]. Cet accord a été sans doute essentiel pour renforcer la candidature à l'inscription, mais aussi pour l'évolution du site dans les années qui ont suivi. Celui-ci s'inscrit, pour la partie espagnole, dans un programme plus large débuté dans les années 1990, le programme *Patrimonio para el desarrollo* [Patrimoine pour le développement] et dont les objectifs sont de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie à travers la préservation du patrimoine (AECID, s.d.). Ce programme existe également pour les centres-villes de Cusco (1998), d'Huamanga (ou Ayacucho) (1999) et de Lima (2005), selon des modalités différentes, en fonction des besoins et des réalités locales.

Outre la constitution du bureau technique qui, avec la superintendance, a permis de définir les limites de la zone déclarée en 2000 par la municipalité, la coopération avec l'AECD a porté sur deux autres actions dont le but était, selon le maire de l'époque,

²¹ Qui deviendra par la suite, dans les années 2000, Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID) [Agence espagnole de coopération internationale pour le développement].

de démontrer l'intérêt des autorités locales auprès des experts internationaux qui auraient à évaluer la candidature (Guillén Benavides, entretien du 18 juillet 2011). Ainsi, la circulation des véhicules a d'abord été limitée et assujettie à un seuil maximal d'émissions polluantes autorisées dans le centre-ville, afin d'améliorer la qualité de l'air et de réduire les nuisances associées au trafic automobile. Par ailleurs, on a « décontaminé » les perspectives visuelles en retirant l'ensemble des panneaux publicitaires et des enseignes saillantes sur la Plaza de Armas et dans la rue Santa Catalina. Ce type de signalisation a été interdit, ne laissant au commerçant que le choix d'enseignes fixées et accolées sur le mur. La municipalité a en outre mené un projet pilote d'enterrement des câbles électriques et téléphoniques (selon le plan établi en avril 1999) (Figure 8.2) et d'élargissement des trottoirs dans les rues San Francisco et Santa Catalina (Figure 8.3).



FIGURE 8-2 : Enterrement des câbles et élargissement des trottoirs près du bâtiment dit Palacio Goyeneche de la Banque centrale de la Réserve du Pérou.
Photos : source inconnue ; Mathieu Dormaels, 2011.



FIGURE 8-3 : Rues San Francisco (à droite) et Santa Catalina (à gauche).
Photos : Fredy Salcedo, 2006 ; Mathieu Dormaels, 2011.

Ces travaux avaient à peine commencé en janvier 2000 quand l'expert de l'organisme consultatif ICOMOS chargé de l'évaluation du dossier arrive, le 18 janvier, pour une visite de quatre jours. Malgré le pessimisme du directeur régional de l'INC affiché dans la presse (*El Pueblo*, 10 janvier 2000), la visite de l'architecte Brésilien Cyro Correa semble lui avoir laissé une impression positive, selon les autorités locales (*El Pueblo*, 25 janvier 2000). Effectivement, lors de son rapport de la fin juin au Bureau du patrimoine mondial, l'expert présente une recommandation positive pour l'inscription du centre-ville. Le dossier sera donc présenté à l'occasion de la 24^e session du Comité du patrimoine mondial et il sera inscrit sur la Liste le 29 novembre 2000 au titre des critères i (« L'architecture ornementée du centre historique d'Arequipa est un chef-d'œuvre qui illustre la fusion créative des caractéristiques européennes et autochtones, qui a joué un rôle crucial dans l'expression culturelle de toute la région ») et iv (« Le centre historique d'Arequipa est un exemple exceptionnel de peuplement colonial caractérisé par les conditions naturelles, les influences indigènes, la conquête et l'évangélisation, ainsi que par son environnement naturel spectaculaire ») (UNESCO – Comité du patrimoine mondial, 2000).

c) Consécration patrimoniale ou relance économique : l'expression de représentations différentes

L'examen des différentes positions exprimées dans la presse locale lors de l'année 2000, y compris juste après l'inscription, offre un regard intéressant sur les différentes significations possibles de la reconnaissance par l'UNESCO. L'inscription sur la Liste est fréquemment considérée comme le point culminant d'une démarche de conservation et d'une prise de conscience collective de l'importance du patrimoine. C'est du moins ce que peuvent laisser entendre la notion de valeur universelle exceptionnelle et les recommandations faites par l'UNESCO sur l'insertion des communautés concernées dans les processus de déclaration (UNESCO – Comité du patrimoine mondial, 2011 : par. 49 et 156). La lecture du dossier de

candidature du centre-ville historique d'Arequipa peut laisser supposer qu'elle s'inscrit dans cette perspective, notamment par la proposition du critère i.

Toutefois, nous voyons qu'il y a de nombreuses références à l'impact d'une telle reconnaissance sur la population et l'activité économique en général, et touristique en particulier. Aussi peut-on lire dans le dossier de candidature que le taux de chômage à Arequipa est le plus important du pays (15,5 %) et que la récupération du centre devrait créer 500 emplois. On lit également que l'un des objectifs est clairement de « stimuler le rôle d'Arequipa en tant que centre touristique » (MPA, 1999 : 25). En fait, il semble exister deux positions avec chacune ses motivations et sa compréhension de l'inscription, l'une la considérant comme un « aboutissement » et l'autre comme un « détonateur », ce qui génère des réactions assez différentes. Il convient de rappeler brièvement, pour comprendre cette situation, le contexte local à ce moment. Pour les responsables nouvellement élus ou nommés de la promotion de la candidature de la ville, celle-ci se trouvait dans une situation difficile puisqu'elle peinait à reprendre le contrôle sur une croissance qui aurait dépassé les autorités avec, selon eux, une situation financière précaire (Alonso Ruiz Rosas, entretien du 10 octobre 2011).

La décennie qui a précédé l'inscription avait plutôt été consacrée à une transformation plus sociale que physique de l'espace urbain, par ce que les autorités nommaient alors « la récupération de l'espace public », occupé notamment par des vendeurs informels ambulants, comme sur la place centrale (*El Comercio*, 30 mars 1993) ou sur la rue Pierola (Figure 8.4). Cette démarche n'est pas unique puisque la ville de Lima, considérant que cette situation atteignait des proportions qui rendaient difficiles la circulation et les activités au centre-ville, a dû elle aussi agir (*El Comercio*, 22 avril 1987 ; 2 juillet 1987). Toutefois, il semble que ce soit de nouveau le cas aujourd'hui dans certaines parties de la capitale (*El Comercio*, 18 juillet 2011).



FIGURE 8-4 : Vendeurs de rue informels, rue Pierola, Arequipa. Photo *El Comercio*, 1983.

Mais les années 1990 sont aussi marquées par, semble-t-il, un certain laxisme dans le respect des mesures de préservation du bâti. En effet, le dossier de candidature à l'inscription mentionne un manque d'efficacité de la municipalité lors des législatures précédentes ayant conduit à des divergences avec l'INC (MPA, 1999 : 27). Aussi voit-on par exemple, en 1996, l'INC s'opposer à des travaux entrepris par la municipalité, qui n'avait pas demandé l'autorisation nécessaire, en la sommant de remettre la Plaza de Armas en l'état (*El Pueblo*, 1^{er} juillet 1996). On voit aussi à plusieurs reprises le Patronato de Arequipa s'opposer (*El Pueblo*, 16 mai 1993) ou s'inquiéter du manque de lois et d'engagement des autorités locales, qui auraient laissé démolir ou modifier de nombreux bâtiments (*El Comercio*, 2 juin 1998).

D'une part, nous observons un ensemble d'individus qui voient l'inscription comme une reconnaissance permettant de dynamiser l'économie locale et notamment de produire les ressources nécessaires à la conservation. Ceux-ci sont surtout regroupés au sein de la municipalité où ils ont élaboré le dossier de candidature. D'autre part, un groupe moins organisé, mais dans lequel se trouvent certains fonctionnaires du gouvernement national, considère que les monuments ne sont pas assez protégés ou que le centre est en trop mauvais état pour prétendre à une reconnaissance

internationale. C'est, en tout cas, ce que nous pouvons supposer à la lecture, d'une part, du pessimisme du directeur régional de l'INC en janvier 2000 quant aux chances d'aboutir de la candidature présentée par la ville et, d'autre part, de la réaction du maire à ces propos (*El Pueblo*, 10 janvier 2000).

C'est la même différence de vue que nous observons entre les propos de Teodoro Peña, ancien ministre en Équateur et architecte impliqué dans la candidature de la ville de Quito (première ville d'Amérique latine inscrite en 1978, rappelons-le) publiés le 3 mars 2000, pour qui Arequipa réunit les conditions suffisantes pour l'inscription, et l'article d'opinion publié le 25 mars selon lequel « la beauté d'Arequipa brille par son absence ». Et les deux points de vue paraissent confortés par les remarques faites par l'expert de l'ICOMOS à l'issue de sa mission, puisque ce dernier, sans dévoiler le résultat de son évaluation, recommandera à la ville de progresser sur trois points : la pollution environnementale et sonore, le trafic automobile et l'état de conservation des édifices qu'il qualifie de « déplorable » (*El Pueblo*, 27 janvier 2000).

Par ailleurs, ce qui semble assez absent du processus, c'est l'intégration de la population locale alors même que cela est déjà conseillé dans la version des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* de mars 1999 (UNESCO – Comité du patrimoine mondial, 1999 : par. 34). D'ailleurs, réagissant aux recommandations émises par l'expert, l'éditorial du journal *El Pueblo* en appelle à la responsabilisation de la population (*El Pueblo*, 28 janvier 2000). D'après nos entrevues avec des personnes impliquées dans ce processus, il semble que la rapidité avec laquelle a été constitué le dossier n'ait pas permis d'ouvrir des espaces de participation. Bien que cela puisse être vrai de la période 1999-2000, cela n'explique pas pourquoi cela n'a pas eu lieu avant, puisque la constitution du dossier, nous l'avons vu, a commencé dès 1992 et qu'elle semble n'avoir jamais fait l'objet d'une consultation citoyenne. Nous avons même relevé des opinions dans la presse

qui soulignent cette « exclusion » et le peu de prise en compte des populations locales (Linares Malaga, 1998).

Après l'inscription sur la liste, on voit encore comment les plus sceptiques parlent d'un « défi » lancé à la ville et aux habitants (*El Pueblo*, 1^{er} et 17 décembre 2000) qui devront en faire plus pour préserver le centre, tandis que les plus optimistes se réjouissent « [d'être] [*sic*] une destination touristique » (*El Pueblo*, 30 novembre 2000) (Figure 8.5). L'enjeu économique apparaît aussi plus clairement, la Chambre de commerce parlant de « réactivation économique » (*El Pueblo*, 1^{er} décembre 2000) et le maire de « resurgissement de l'économie locale » (*El Pueblo*, 16 décembre 2000).



FIGURE 8-5 : Article en couverture du journal *El Pueblo*, le 30 novembre 2000
« Arequipa patrimoine culturel de l'humanité. Nous sommes une destination touristique ».

Dans tous les cas, la participation importante à la cérémonie officielle, à laquelle les autorités locales ont convié la population le 15 décembre, montre que cette reconnaissance est considérée comme significative pour les habitants. Cependant, nous notons que les recommandations émises par certains quant aux éventuels changements de comportement nécessaires après l'inscription, peuvent surprendre par leur évidence. En effet, l'éditorial du journal local n'hésite pas à demander aux concitoyens de respecter le bâti en commençant par ne pas uriner dans la rue ou y jeter des ordures (*El Pueblo*, 1^{er} décembre 2000). Cette « traduction » de la reconnaissance internationale en des comportements somme toute à la base de l'hygiène publique, permet de se rendre compte, à ce moment, combien la notion de patrimoine présentée dans le dossier de candidature et dans les critères d'inscription reste une construction intellectuelle éloignée des représentations des habitants quant au centre historique à ce moment. Cette vision patrimoniale relève plutôt d'une minorité d'individus et elle n'est pas partagée par une grande partie de la population avant l'inscription. Nous voyons bien, grâce aux entretiens menés et à l'analyse des documents et notamment des coupures de presse plus récentes, que cela a changé et que non seulement les représentations patrimoniales ont évolué, mais surtout elles sont généralement plus répandues dans l'ensemble de la population locale.

Si nous pouvons donc conclure qu'il y a bien eu une transformation des représentations et une appropriation de celles-ci par une large majorité de la population, nous verrons dans la partie IV comment se sont effectués ces changements.

d) La reconnaissance : une volonté politique

L'inscription sur la Liste du patrimoine mondial semble avoir un rôle dans cette transformation des représentations, mais, pour le comprendre, il convient de se questionner sur ce qu'elle signifie. En effet, « inscrire » signifie selon le texte de la convention « reconnaître » la valeur universelle exceptionnelle (VUE) d'un site. La question qui se pose est donc de savoir si cette VUE existait avant l'inscription ou si

elle en est la conséquence. Notre réponse, en cohérence avec notre position épistémologique, serait qu'il s'agit d'une conséquence de l'inscription qui, en l'énonçant comme telle, constitue un énoncé performatif. Cependant, la conception occidentale qui a influencé la constitution du patrimoine mondial (Benhamou, 2010) a favorisé une pensée d'un patrimoine dont la valeur serait préexistante, et que les experts chargés d'évaluer les candidatures seraient à même de détecter. Cela a également favorisé les sites monumentaux européens, très nombreux sur la Liste, comme celui des « rives de la Seine à Paris », inscrit en 1991 (Figure 8.6), avec sa « succession de chefs-d'œuvre », comme le spécifie sa description.



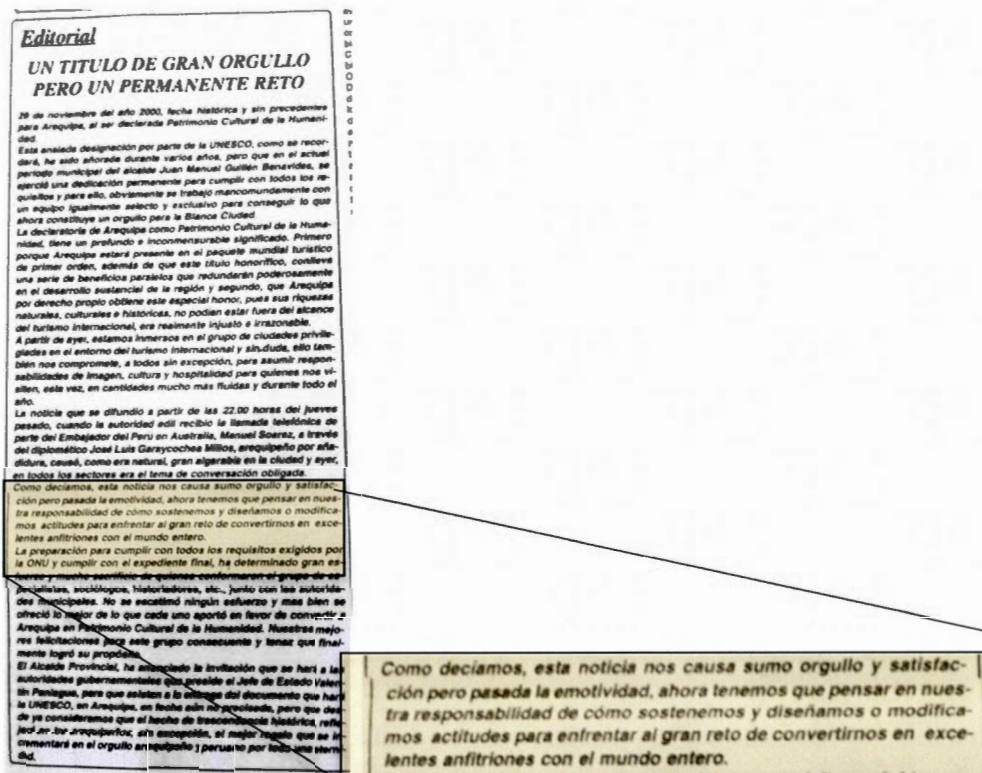
FIGURE 8-6 : Rives de la Seine à Paris, site inscrit au patrimoine mondial en 1991. Photo : Verónica Zúñiga Salas, 2008.

Pourtant, il ne faut pas oublier que l'UNESCO est un organisme intergouvernemental et que ce sont les États qui décident des sites qu'ils vont intégrer sur leur liste indicative pour une éventuelle candidature. Cette dimension politique a pris une importance croissante dans la sélection du patrimoine mondial et aujourd'hui, comme l'ont noté certains observateurs, ce sont surtout les diplomates plutôt que les experts qui siègent au Comité et décident de l'inscription des sites, ajoutant à une certaine

opacité dans le fonctionnement de l'organisation (Maurel, 2009). Dans ces conditions, il est compréhensible que les considérations politiques aient un rôle à jouer et que les États favorisent leurs intérêts, notamment économiques, dans les choix de soumission qu'ils font.

De plus, cette reconnaissance semble avoir pris récemment une valeur de récompense d'une action de préservation ou d'une prise de conscience collective. En effet, la VUE ne dépendrait plus de la seule inscription, mais serait plutôt soumise aux actions des acteurs locaux. La conséquence de cela est d'ailleurs la possibilité assez récente et maintenant démontrée à deux reprises qu'un site puisse perdre sa VUE à la suite d'actions jugées inappropriées.

Il y a donc une responsabilité plus grande des autorités locales à la fois dans la promotion de la candidature et dans le maintien de la reconnaissance, entre autres, d'autant plus qu'elles sont les seules à pouvoir faire en sorte que ce projet soit cohérent avec le reste de l'action publique (culture, éducation, transport, aménagement urbain, économie, etc.). Nous comprenons donc pourquoi il est si important que le dossier de candidature d'un site soit un projet politique. Dans le cas d'Arequipa, nous avons observé dans notre analyse de la candidature, mais aussi dans les entretiens menés avec des responsables impliqués dans celle-ci, que ce qui semble avoir été décisif a été la volonté du maire de l'époque d'en faire une priorité. Car une fois l'objectif atteint, c'est aux « yeux du monde » (*El Pueblo*, 1^{er} décembre 2000) ou devant « l'humanité » que les autorités et la communauté deviennent « responsables » (*El Pueblo*, 2 décembre 2000) (Figure 8.7).

FIGURE 8-7 : Éditorial du journal *El Pueblo* du 1^{er} décembre 2000 et détail.

En d'autres termes, il serait très difficile de ne plus tenir compte du caractère patrimonial après l'inscription, ce qui engage donc la communauté à plus long terme. C'est pourquoi nous pouvons considérer que le patrimoine est un projet qui dans le cas d'Arequipa consistait d'abord, selon les mots du maire, en une récupération de « l'image » de la ville, pour notamment relancer l'économie par la réhabilitation du centre-ville. Il reste que la participation citoyenne ne trouve pas nécessairement de place si celle-ci n'est pas déjà impliquée ou intégrée dans les processus politiques locaux. Or on est souvent bien loin de la « démocratie participative » (Institut de recherche et débat sur la gouvernance, 2009), particulièrement dans les pays où cette démocratie est encore récente.

En considérant ainsi la question de la patrimonialisation comme étant également le résultat d'un projet émanant d'une volonté politique, il apparaît possible d'analyser l'ensemble des actions qui ont été menées, non plus seulement à la lumière de

l'objectif de préservation et de restauration du centre historique, mais aussi en regard des motivations de l'action politique initiale. Ce faisant, nous pouvons interpréter différemment l'évolution du site en considérant qu'il s'agit d'une « construction » dont le but est de faire correspondre l'image (relative au bâti) et la signification (relative aux représentations) aux objectifs initiaux du projet. L'analyse de la patrimonialisation doit donc être menée selon cette double perspective d'une construction physique planifiée et d'une construction symbolique. De plus, celles-ci ne seraient pas seulement guidées par les valeurs patrimoniales qui ont été reconnues, mais plutôt par la volonté politique qui motive la reconnaissance de ces valeurs. Il convient donc de comprendre cette volonté politique initiale et d'analyser les transformations physiques et symboliques auxquelles elle a contribué, ce que nous nous proposons de faire dans les deux chapitres suivants.

Conclusion de partie

Cette troisième partie nous a permis de mettre en évidence les représentations patrimoniales associées au centre historique d'Arequipa, d'abord telles qu'elles étaient en 2011, mais aussi lors de l'inscription en 2000 et avant cela, depuis les années 1960. Nous avons vu comment différents processus de patrimonialisation ont pu produire ces différents sens et comment ceux-ci s'agrègent le uns sur les autres et subsistent dans les processus suivants. La question est alors de savoir comment et pourquoi a eu lieu cette évolution, c'est-à-dire comment se sont construites de nouvelles représentations, sur les précédentes, et selon des valeurs nouvellement reconnues. C'est à cette interrogation que nous nous proposons de répondre dans la partie IV en analysant dans un premier temps les transformations physiques du bâti et de l'espace urbain, et surtout leur planification par les autorités locales, et dans un deuxième temps les transformations symboliques que révèlent les changements de comportement et l'évolution des relations entre les acteurs locaux impliqués. C'est ainsi que nous pourrions reconstruire le processus de patrimonialisation de ce site du patrimoine mondial entre 1999 et 2011.

PARTIE IV :

CONSTRUIRE UN SITE

DU PATRIMOINE MONDIAL : 1999-2011

9) Une construction planifiée

Dans ce chapitre, nous nous proposons d'exposer la patrimonialisation du site en explicitant en quoi elle est le résultat d'un projet planifié. Nous étudierons donc la planification et la mise en œuvre de ce projet avant d'en analyser les conséquences pour permettre l'examen, au chapitre suivant, des liens entre ces conséquences et l'appropriation locale.

a) Le projet de développement

Nous l'avons vu, l'inscription du centre-ville d'Arequipa est le résultat d'une volonté politique de mettre la récupération de ce quartier au cœur d'un plan de développement. Les objectifs étaient de trois ordres : culturel, social et économique. Rencontré en entretien en 2011, le maire de l'époque, Juan Manuel Guillén Benavides (alors président du gouvernement régional), insiste d'abord sur l'aspect social du projet en tant qu'il devait permettre une appropriation du centre historique par tous les habitants, anciennes familles et nouveaux arrivants, de façon à offrir à tous « une identité locale commune à partir d'un horizon historique²² » (Guillén Benavides, entretien du 18 juillet 2011). Nous verrons comment, une dizaine d'années plus tard, la situation est assez différente. Mais il s'agissait aussi de remplir

²² Les citations des entrevues sont données en français et sont toutes des traductions de l'auteur.

des objectifs économiques et culturels, notamment grâce à un important travail de planification urbaine. Encore fallait-il que ce plan soit crédible et qu'il dispose des ressources humaines, financières et du temps nécessaires à sa mise en place. Il n'est pas possible aujourd'hui de savoir à quel point cette stratégie était réfléchie, mais il semble bien qu'il y ait eu une stratégie, puisque l'engagement de l'Agencia española de Cooperación Internacional para el Desarrollo [Agence espagnole de coopération internationale pour le développement] (AECID), qui est signé et annoncé dès le début 2000 (*El Pueblo*, 8 janvier 2000), parle explicitement d'un accord pluriannuel.

L'inscription au patrimoine mondial a permis de donner une crédibilité à cette stratégie en rendant plus difficile un éventuel retour en arrière, non seulement parce qu'il s'est développée une idée de responsabilité commune envers le reste de l'humanité au moment de l'inscription, visible dans la presse, mais aussi par les accords signés dans ce but. Malgré tout, pour importante qu'elle fût, l'inscription a vraiment pris un sens pour la population six mois plus tard, lors du tremblement de terre du 23 juin 2001. D'une magnitude de 8,2 selon le rapport de l'Institut de géophysique du Pérou, ce séisme n'a pas été aussi dévastateur que les précédents à Arequipa, probablement grâce à l'amélioration des techniques de construction, mais il a tout de même causé d'importants dommages dans toute la région, affectant notamment 35 601 habitations et en détruisant 17 584 autres (Centro Nacional de Datos Geofísicos, 2002). Or l'image qui demeure présente aujourd'hui et qui symbolise cet événement – on la retrouve sur les couvertures de nombreux rapports et documents qui y sont consacrés – est sans doute celle de la cathédrale d'Arequipa, avec l'une de ses tours partiellement effondrée et l'autre très endommagée (Figure 9.1).



FIGURE 9-1 : Cathédrale d'Arequipa pendant (à gauche) et après (à droite) le tremblement de terre du 23 juin 2001. Photos : Fredy Salcedo, 2001.

Mais qu'est-ce qui a fait du monument un symbole ? Est-ce le fait qu'il soit particulièrement emblématique de la ville et de son centre historique ? Ou est-ce la grande diffusion des multiples images prises par les nombreux photographes qui offrent leurs services sur la Plaza de Armas ?

Il s'agit probablement des deux et la mobilisation pour restaurer l'édifice fut particulièrement rapide. L'associant à une prise de conscience collective de la fragilité du patrimoine bâti, l'ex-maire Guillén Benavides n'hésite pas à dire aujourd'hui qu'il y eut un consensus général quant à la nécessité de restaurer l'église en priorité. La récente inscription sur la liste prendra aussi une forme plus concrète avec le soutien financier d'urgence de 75 000 \$US, accordé dès le 30 juin par le Centre du patrimoine mondial pour la consolidation et la restauration du bâtiment. Plus encore que les importants projets entrepris avant l'inscription dans les rues San Francisco et Santa Catalina, ce sont les conséquences du séisme de 2001 qui restent, d'après nos recherches, le premier effet de l'inscription pour les habitants interrogés. Ainsi a-t-on pu entendre dans nos entrevues que « les changements sont surtout dus au tremblement de terre » (femme, 19 ans), ou encore que « le patrimoine mondial a permis de reconstruire la cathédrale » (homme, 42 ans). Bien que cette fois-ci, contrairement aux années 1960, le séisme ne soit pas la cause ou le déclencheur de l'opération d'aménagement urbain subséquente, il reste que le lien entre ce type

d'événement et l'émergence de la notion de patrimoine quelques décennies plus tôt semble réapparaître dans ce qui reste aujourd'hui de la perception de l'inscription.

b) La planification du projet

Le premier grand chantier mis en place dans le cadre de l'accord de coopération entre l'AECID et la municipalité fut la réalisation d'un plan pour la récupération du centre historique. Le travail effectué entre 2000 et 2002 a donné lieu à un plan directeur publié en décembre 2002, organisé en trois parties : diagnostic ; proposition ; programmes et projets (MPA, 2002a, 2002b et 2002c). Ce travail avait été commencé avant l'inscription par des journées organisées en août 2000, mais l'aboutissement de la candidature et le tremblement de terre de juin 2001 ont induit des modifications importantes qui ont retardé sa publication finale. En effet, l'état du bâti relevé avant le séisme a dû être revu, de même qu'il a fallu intégrer plus formellement le traitement de la zone d'amortissement du centre historique et la prévision de croissance de l'activité touristique. D'après les objectifs qui y sont énoncés, ce plan vise « la revitalisation du centre-ville [...] entendu comme faisant partie du développement général de la zone métropolitaine²³ » (MPA, 2002a : 7, 2002b : 10). Il doit permettre « la réorganisation de l'espace urbain », « constituer un instrument de gestion locale », « servir d'outil [...] de promotion et de canalisation de l'investissement public et privé et de la coopération internationale » et « permettre la récupération d'une image de la ville qui consolide son identité culturelle²⁴ » (MPA, 2002a : 9).

On constate donc ici une vision de la planification qui intègre des dimensions autres que celles purement techniques et qui prétend être un élément de développement

²³ « *La revalorización del centro histórico, entendiendo que ello forma parte de un desarrollo integral de la metrópoli.* »

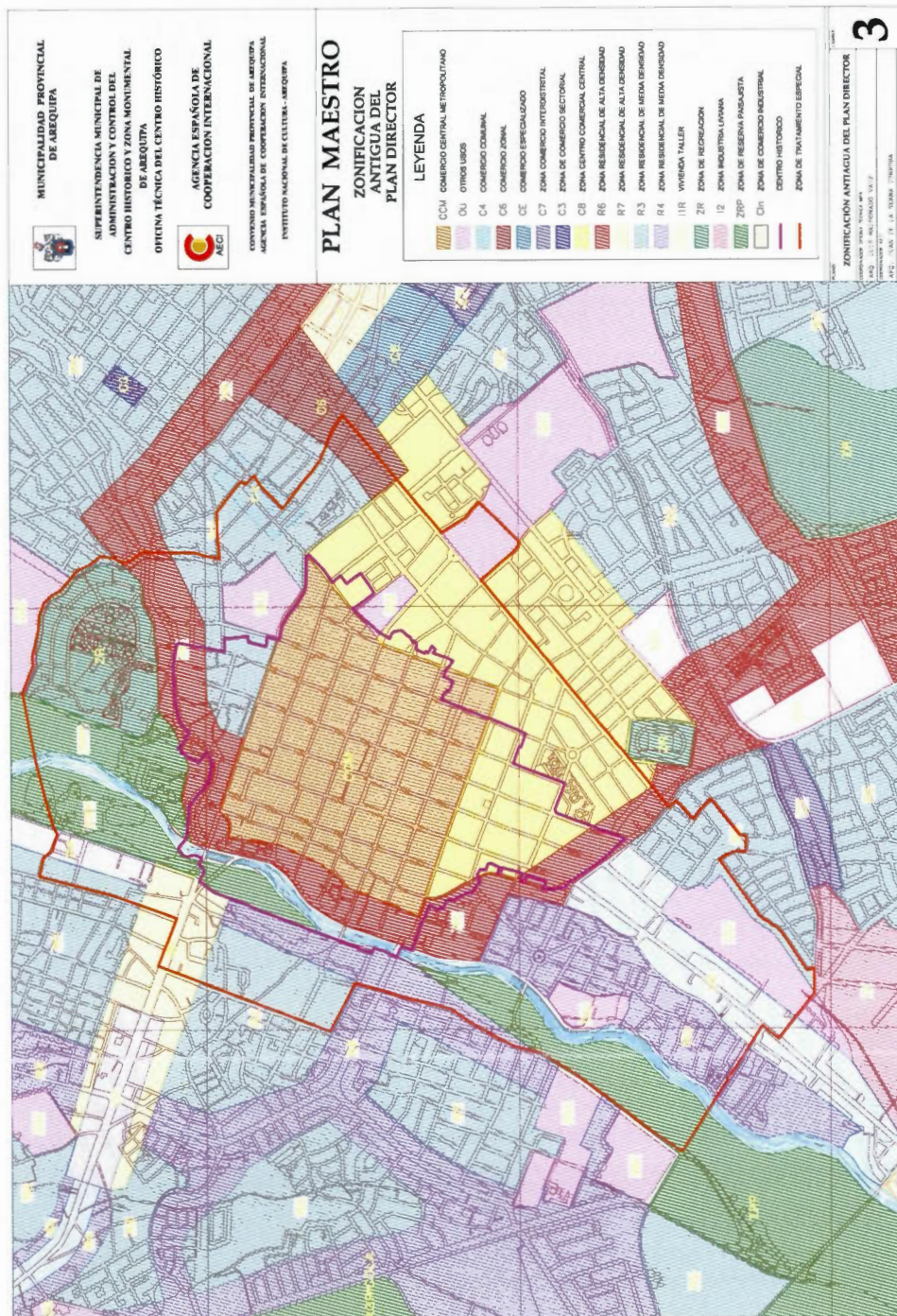
²⁴ « *La reorganización del espacio urbano* », « *servir como una herramienta [...] de promoción y de canalización de la inversión pública y privada y de la cooperación internacional* », « *lograr la recuperación de la imagen urbana que consolide su identidad cultural.* ».

économique et socioculturel, ce qui est souvent le cas dans les projets patrimoniaux en Amérique latine (Dormael et Zúñiga Salas, 2006). Enfin, de manière générale, il s'agit de faire du centre historique un « centre culturel » à travers ses musées et autres lieux dédiés aux arts et à la culture, un « centre touristique » grâce à ses monuments et à l'espace public, tout en conservant sa fonction résidentielle en « augmentant la densité et en réhabilitant les zones dégradées²⁵ » et sa fonction commerciale en « substituant les petits marchés informels par des galeries qui améliorent les flux piétons²⁶ » (MPA, 2002b : 13).

Nous voyons bien dans les plans de zonage l'organisation de ces espaces, notamment le changement d'orientation vers le maintien de la fonction résidentielle. En effet, la comparaison entre les zonages de 1980 – date du précédent plan – et de 2002 montre bien que l'on passe d'une zone commerciale centrale (CCM, en orange et C8, en jaune) qui ne correspond pas aux limites du centre historique, entourée d'un anneau de zone résidentielle de haute densité (R6, en rouge), à une zone centrale plus restreinte (ZRE) avec plus de zones résidentielles de densité moyenne (R3, R4 et R5) et un secteur commercial plus réduit (C7) (Figure 9.2).

²⁵ « *incrementando la densidad y rehabilitando zonas degradadas* ».

²⁶ « *sustituyendo los mercadillos por amplias galerías, mejorando los flujos peatonales* ».



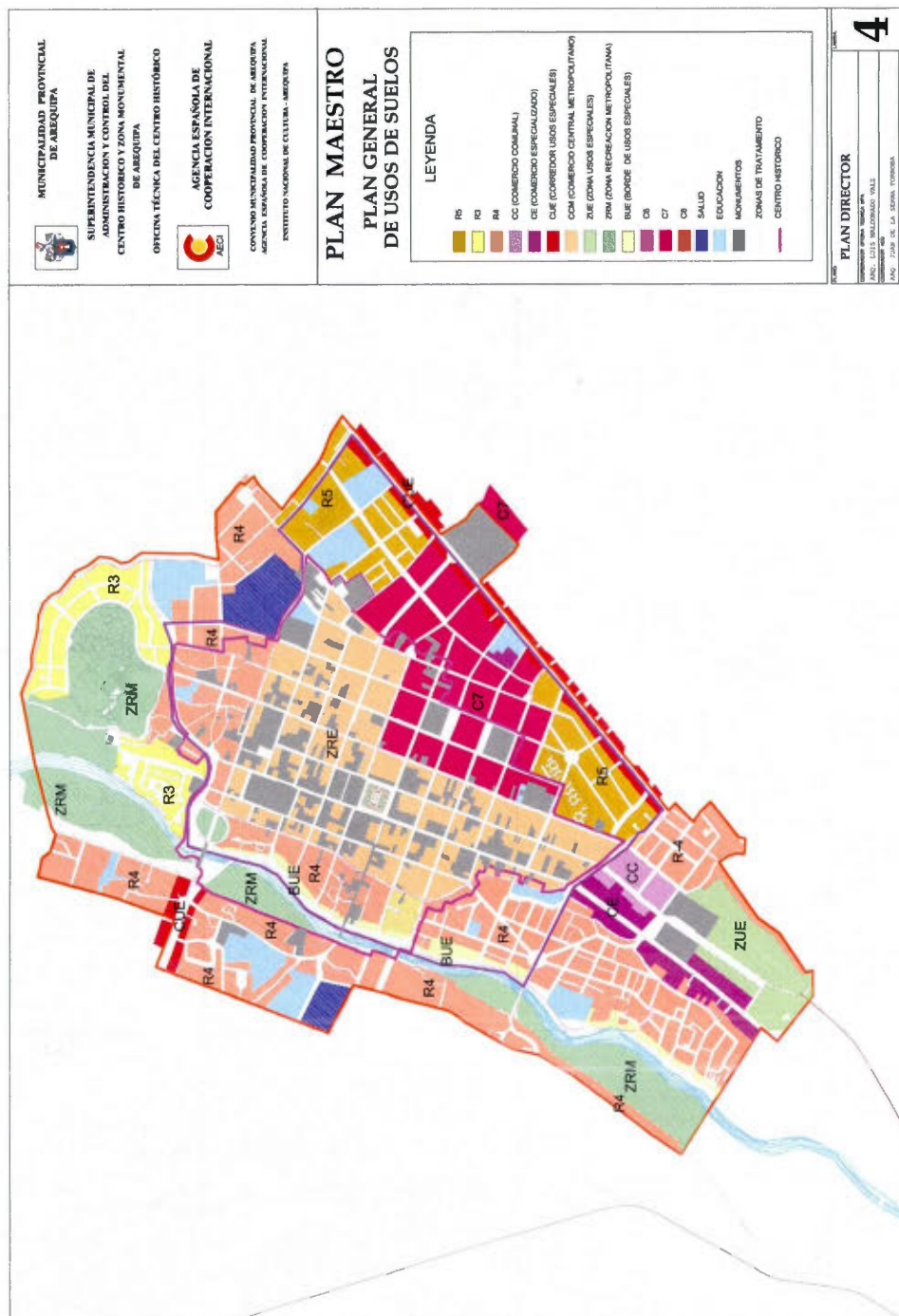


FIGURE 9-2 : Ancien plan de zonage (page précédente) et nouveau plan d'occupation des sols (ci-dessus) dans le plan directeur élaboré en 2002. Source : Municipalidad Provincial de Arequipa.

Ces orientations correspondent au diagnostic présenté dans le plan et qui souligne la saturation du centre, le déplacement des habitants vers la périphérie, mais aussi la dégradation de l'habitat vers le bidonville, la détérioration des édifices patrimoniaux ou encore le manque de planification des activités économiques et notamment touristiques, et le manque de coordination entre les différents plans de l'agglomération (MPA, 2002a : 71-72). Par contre, des forces sont aussi identifiées (MPA, 2002a : 72-73) et particulièrement l'existence encore notable de la fonction résidentielle avec des quartiers dédiés, la reconnaissance de l'importance du patrimoine bâti par l'UNESCO, la reconstruction après le tremblement de terre de 2001 ou encore le caractère limité des bidonvilles et des marchés informels qui permet de les traiter (MPA, 2002a : 56). Le parallèle avec les situations de Lima et de Cusco offre ici une appréciation intéressante de celle d'Arequipa.

La ville de Lima possède un centre historique inscrit au patrimoine mondial plus grand que la « grille » originelle, qui correspond au district « Cercado » et est aussi appelée « damier de Pizarro ». La zone inscrite fait environ 200 hectares, soit une taille comparable au centre d'Arequipa quoique un peu plus grande (Figure 9.3). Le plan directeur d'Arequipa fait mention de 58 logements qualifiés de bidonvilles, pour un total de 789 familles (MPA, 2002a : 42). Dans le cas de Lima, le « *Plan estratégico para la recuperación del centro histórico de Lima 2006-2035* » [Plan stratégique pour la récupération du centre historique de Lima 2006-2035], préparé par l'organisme PROLIMA, précise dans son programme de rénovation des bidonvilles qu'il sera nécessaire d'intervenir sur 1449 « microzones », pour un total estimé de 640 822 348 \$US, soit 66,5 % du total des investissements de l'ensemble du plan estimé à 962 993 786 \$US (PROLIMA, 2005). En comparaison, d'après les informations disponibles dans les documents et les données recueillies, nous estimons

que le montant des travaux effectués dans la dernière décennie à Arequipa, financés par la municipalité et l'AECD notamment, ne s'élève pas à plus de 20 000 000 \$US²⁷.

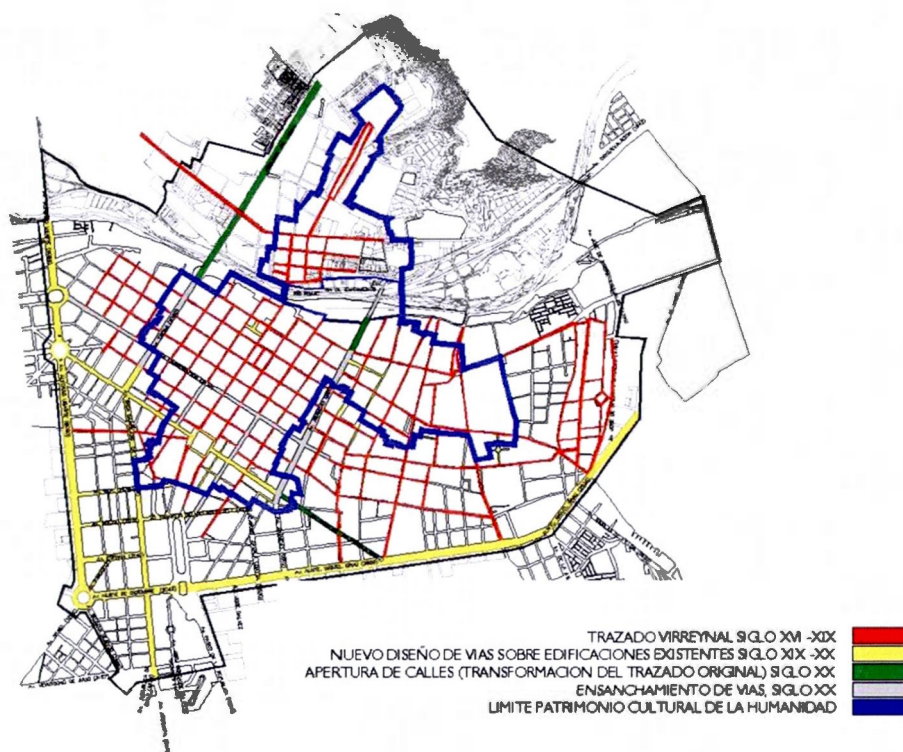


FIGURE 9-3 : Évolution du tracé et limites du centre historique de Lima.
 Source : Municipalidad Provincial de Lima.

Cette situation est de plus particulièrement complexe à Lima où les contestations des titres de propriété des édifices précarisés s'ajoutent aux difficultés techniques et sociales qu'entraînent ces interventions (Figure 9.4).

²⁷ Entretiens avec Luis Alfredo Venero la Torre le 7 mars 2011, avec Juan de la Serna Torroba le 18 mai 2011, et *Ficha técnica del proyecto « rehabilitación de centro histórico de Arequipa »* [Fiche technique du projet « réhabilitation du centre historique d'Arequipa »].



FIGURE 9-4 : Maison occupée par des habitants regroupés en association pour la défense de leur droit au logement et l'amélioration des conditions de vie. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

De plus, l'état général du centre-ville de Lima reste assez mauvais malgré les efforts des dernières années qui semblent concentrés autour d'une zone touristique réduite aux alentours des principaux monuments et des places (monastère San Francisco, Plaza de Armas, Plaza San Martín, entre autres). Dans ce secteur, nous observons une transformation de la fonction, passant d'usages institutionnels et résidentiels vers un usage commercial à vocation touristique. C'est le cas par exemple du marché d'artisanat Galería artesanal San Francisco près du monastère San Francisco, où l'on a détruit les anciens bâtiments pour reconstruire des boutiques de souvenirs à l'intention des touristes (Figure 9.5).



FIGURE 9-5 : Marché de souvenirs Galería artesanal San Francisco à Lima, aménagé en 2007. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Nous observons aussi que des efforts ont été faits pour tenter de maintenir la fonction résidentielle dans ce même secteur, avec la construction d'un ensemble de logements sociaux neufs sur l'emplacement de l'ancienne muraille et, malgré l'apparente qualité architecturale de l'ensemble (Figure 9.6), cela paraît un peu anecdotique en regard de l'importance des commerces, des hôtels et des restaurants du secteur. Le reste du centre historique de Lima comporte davantage de bâtiments encore dédiés au logement, certains anciens et potentiellement « restaurables », mais dans des conditions sanitaires souvent très précaires et dans des quartiers qui, bien qu'ils fassent partie du périmètre inscrit, sont peu recommandés aux touristes (Figure 9.7).



FIGURE 9-6 : Ensemble d'habitation La Muralla, inauguré en 2008.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.



FIGURE 9-7 : Quartier Rímac. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Il est d'ailleurs peu commun que la plus grande partie d'un site inscrit au patrimoine mondial soit ainsi considérée dangereuse par les guides touristiques, à l'image du guide *Le Routard 2010/2011* qui conseille par exemple de n'aller dans le quartier Rímac, de l'autre côté de la rivière du même nom, « qu'à plusieurs, et encore, [...] de jour, parce que la nuit, c'est carrément déconseillé » (*Le Routard*, 2010 : 136).

Le Comité du patrimoine mondial s'est d'ailleurs inquiété de l'état du centre-ville dès 1994, lors de sa 18^e session, constatant que « l'infrastructure générale du site présente un état manifeste de dégradation » (UNESCO – Comité du patrimoine mondial, 1994). La municipalité a pris des mesures à partir de 1994 en créant un programme municipal autonome, PROLIMA, qui est devenu l'autorité de gestion du centre historique. Cela correspond à l'adoption d'un *Reglamento del centro histórico* [Règlement du centre historique] qui devait permettre la « réorganisation » du centre-ville. Pour la géographe Seppänen, ce fut surtout l'occasion de se débarrasser de l'informalité, y compris des nombreux vendeurs de rue, au détriment d'une population fragile qui vivait de ce commerce, et ce, sans offrir d'alternative (1999 : 128-129).

Seppänen n'hésite pas non plus à parler de la « construction d'un site du patrimoine mondial », promue notamment par les tenants d'activités commerciales liées au tourisme par l'intermédiaire du Patronato, un regroupement d'intellectuels et d'hommes d'affaires pour la promotion du patrimoine, qui a beaucoup participé à l'élaboration du dossier de candidature pour l'inscription du centre-ville sur la Liste du patrimoine mondial et qui est, selon elle, à l'origine de l'émergence de la locution de « centre historique » (*ibid.* : 46). Bien qu'elle ne remette pas en cause la nécessité d'agir, étant donné l'état de dégradation très avancée du bâti, le chaos routier et les menaces pour la santé publique que représentent certains édifices presque en ruine et la forte pollution, elle critique la façon dont ont été planifiées et menées ces interventions.

Cependant, l'approche de cette chercheuse reste celle de l'aménagement urbain et elle n'explore pas la dimension patrimoniale, c'est-à-dire symbolique, de ces transformations, puisqu'elle n'évoque jamais explicitement le patrimoine. Toutefois, nous voyons aujourd'hui que certaines mises en garde énoncées par Seppänen à propos d'un centre difficilement viable par la seule activité touristique (*ibid.* : 129) sont en partie vérifiées, tant la zone touristique paraît détachée du reste de la zone inscrite sur la Liste et plus encore du reste du centre historique.

Le cas de Cusco est différent, mais il souligne aussi certains aspects particuliers de la situation d'Arequipa. Inscrite en 1983, la ville a fait l'objet pendant plus de 20 ans d'une forte dégradation, à tel point que la revue *Parhua*, dédiée au patrimoine à Cusco et produite en collaboration avec la direction régionale de l'INC, titrait son premier numéro en 2004 « Cusco patrimoine culturel : processus d'une perte²⁸ » (*Parhua*, 2004). Pour beaucoup, le tourisme massif a été l'un des facteurs principaux de cette perte du patrimoine culturel et il est vrai que la presque totalité du centre-ville est dédiée aux activités liées au tourisme dans la région de Cusco ou au site du Machu Picchu. Cette situation ne date pas de l'inscription du site sur la Liste, comme

²⁸ « *Cusco patrimonio cultural: proceso de una perdida.* »

le souligne déjà un ouvrage de 1983 de Hardoy et Dos Santos, coédité par l'UNESCO et le PNUD.

La ville a connu un important tremblement de terre en 1950 (Figure 9.8) qui, semble-t-il, détruisit 70 % des bâtiments (Hardoy *et al.*, 1983 : 49), mais à la différence d'Arequipa dix ans plus tard, le plan élaboré en 1952 prévoyait, selon Hardoy et dos Santos, de profiter de cette situation pour effectuer un réaménagement urbain, notamment en traçant de nouvelles rues. Ce n'est qu'en 1972, avec la déclaration du centre-ville en tant que « zone monumentale » par l'INC, que sont prises des mesures pour la préservation du patrimoine bâti. Mais la commission régionale se montre, selon ces auteurs, incompétente et autorise « des destructions d'édifices d'intérêt culturel, des transformations arbitraires d'autres bâtiments en hôtels, des changements dans les zonages du centre historique²⁹ » (*ibid.* : 92), etc.



FIGURE 9-8 : Façade de l'église du couvent Santo Domingo de Cusco après le tremblement de terre de 1950. Photo LIFE/Eliot Elisofon.

Dans le même temps, les années 1970 voient le tourisme international multiplié par 3,5 et cette activité devient la principale source de revenus de la région (Hardoy *et al.*,

²⁹ « *demoliciones de edificios de interés cultural e histórico, la transformación arbitraria de otros para convertirlos en hoteles, el cambio de usos del suelo del centro histórico* ».

1983 : 56), tandis que l'habitat se dégrade de plus en plus, cédant sous l'augmentation de la pression foncière qui fait monter les prix de location et les taxes municipales (*ibid.* : 59). La centralisation du pouvoir à Lima, où se prennent les décisions, ne fera qu'aggraver les problèmes d'incompatibilité et de contrôle des plans élaborés par le gouvernement, comme le *Plan de control urbano* [Plan de contrôle urbain], de 1970 à 1973, ou le *Plan Director de la Ciudad de Cusco* [Plan directeur de la ville de Cusco], de 1980 (*ibid.* : 50). L'un des problèmes semble donc avoir été, comme dans de nombreuses villes d'Amérique latine, le manque de coordination dans la planification du développement urbain. Et bien que le Bureau du patrimoine mondial ait alloué une somme de 20 000 \$US pour la réalisation d'un plan directeur en 1997, l'institution restait préoccupée par le manque d'avancement l'année suivante en affirmant :

Le Bureau s'est déclaré préoccupé de l'état de conservation de la Ville de Cuzco et a engagé vivement les autorités nationales et locales à prendre des dispositions appropriées pour la préparation et l'application d'un plan directeur pour la ville. Il a également engagé vivement à considérer les interventions dans les espaces publics ainsi que les nouvelles constructions et les travaux de réhabilitation dans un respect total des valeurs urbaines, architecturales et historiques représentées dans la ville, ainsi que des normes internationales d'intervention dans les zones urbaines historiques (UNESCO – Centre du patrimoine mondial 1999 : 113).

En 1998, les autorités locales font aussi une demande de coopération à l'AECD avec pour objectif de recevoir une aide technique et économique pour mettre en place un système de planification et de gestion du centre historique (AECID, 2011). Conséquence d'une tâche trop ardue ou de la mauvaise synergie entre les institutions péruviennes impliquées, l'avancement particulièrement lent du travail obligera les parties à étendre plusieurs fois la date d'échéance initialement prévue dans le contrat de coopération avec l'UNESCO. Finalement, le plan sera approuvé en 2005, après plusieurs années de pression du Comité du patrimoine mondial qui depuis 2003 « pri[ait] instamment » le pays, chaque année, de finaliser son plan directeur et de le mettre en œuvre (décisions 27COM 7B.98 de 2003, 28COM 15B.119 de 2004 et

29COM 7B.96 de 2005). Cependant, la municipalité décide, dès 2003, d'aller de l'avant avec la participation de l'AECID, en créant un bureau technique, sur le modèle de celui d'Arequipa, pour commencer à travailler sur certains points clés tels que la formation du personnel technique ou la réglementation dans le centre-ville. Aujourd'hui, si la situation du centre historique semble meilleure, les pressions liées au développement des infrastructures touristiques restent très importantes, à tel point que le Comité du patrimoine mondial demandait en 2010 :

des informations techniques générales sur les projets de l'hôtel Monasterio, du centre commercial Ima Sumaq et de l'hôtel Marriott, afin d'évaluer les impacts potentiels de ces projets sur la valeur universelle exceptionnelle, l'intégrité et l'authenticité du bien (UNESCO – Comité du patrimoine mondial, 2010) (Figure 9.9).



FIGURE 9-9 : Cour centrale de l'Hotel Monasterio à Cusco. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Les touristes eux-mêmes font l'expérience de la surexploitation à travers notamment des sollicitations constantes des vendeurs de rue. L'intensité des activités liées au tourisme finit même par nuire à la visite de touristes, puisque les nombreuses boutiques, les vendeurs de rue et le grand nombre de personnes rendent presque inopérants les dispositifs de médiation installés dans les rues de la ville (Figure 9.10).



FIGURE 9-10 Dispositif de médiation dans une rue de Cusco, rendu peu lisible par le manque d'entretien de la vitre permettant la vue de restes archéologiques. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Le cas d'Arequipa se distingue donc des deux autres villes « vivantes », selon les termes de l'UNESCO, inscrites sur la Liste du patrimoine mondial au Pérou, à la fois par le relatif bon état d'un centre-ville où la fonction résidentielle est encore assez présente et par la coexistence de cette fonction résidentielle et des fonctions commerciale et récréative renforcées par le tourisme. Ces points ont été considérés comme des forces dans le diagnostic établi pour le plan directeur de gestion du centre historique. On s'attendrait donc à ce que les actions entreprises dans le cadre de ce plan accentuent ces forces, ce qui, nous le verrons, n'est pas toujours le cas. Mais, au-delà des interventions et des orientations définies par le plan, l'élaboration elle-même de ce document a eu une influence directe sur la représentation du secteur historico-touristique de la ville. En effet, l'examen du plan touristique présent sur de nombreux murs dans le centre historique nous permet de constater que le secteur présenté comme « centre historique d'Arequipa » correspond précisément à la zone d'amortissement telle que définie dans le dossier d'inscription (Figure 9.11). Or, si nous observons un plan plus ancien, conçu en 1990 lors du 450^e anniversaire de la ville (Figure 9.12), nous voyons que celui-ci est beaucoup plus resserré sur le damier central et qu'il n'atteint même pas les limites de la zone centrale inscrite en 2000.

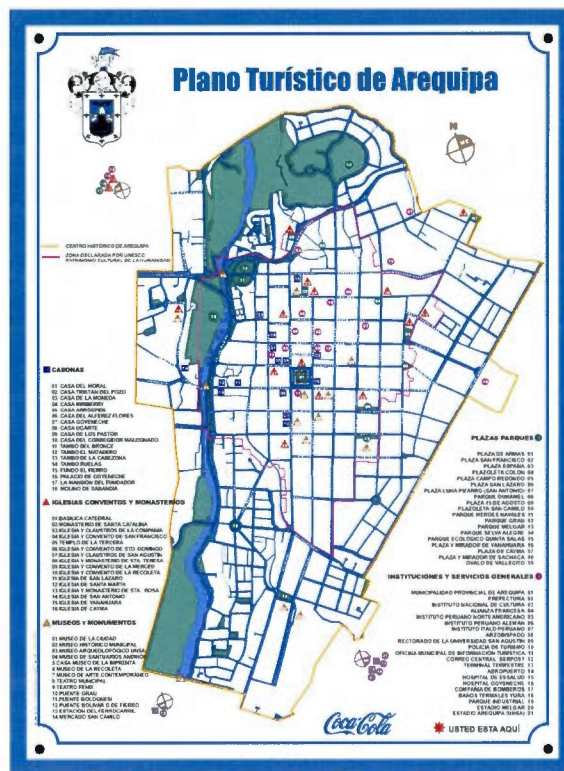


FIGURE 9-11 : Plan touristique actuel d'Arequipa.
Source : Municipalidad Provincial de Arequipa.



FIGURE 9-12 : Plan touristique d'Arequipa de 1990. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

La planification, en intégrant les caractéristiques soulignées par l'inscription et en énonçant l'importance de l'insertion du centre-ville dans un plan plus général de développement métropolitain (MPA, 2002a : 7), entraîne aussi l'élargissement des limites de ce centre. Nous verrons que ce phénomène est encore observable aujourd'hui dans les travaux actuels de planification, qui envisagent d'élargir à nouveau ces limites.

Concernant les projets d'interventions à mener, le plan directeur de 2002 prévoit 12 programmes répartis entre le court terme jusqu'à 2006, le moyen terme jusqu'à 2010 et le long terme à échéance du plan en 2015 (voir le vol. 3 du plan directeur en Annexe 1). Le plus important, le programme n° 1 « récupération des espaces publics³⁰ » (REP), compte 36 projets (MPA, 2002c) desquels le plus important budgétairement est de loin le projet REP2 « rénovation des réseaux et des trottoirs », qui représente 7 000 000 \$US et est planifié à court terme. Nous en voyons d'ailleurs les effets aujourd'hui puisque de nombreuses rues ont fait l'objet de travaux (enterrement des câbles et du système d'évacuation des eaux et réfection de trottoirs agrandis). Les autres principaux programmes concernent « la voirie et le transport » (n° 2) avec 11 projets, la « revalorisation monumentale » (n° 3) avec 26 projets et la « récupération environnementale » (n° 4) avec 11 projets.

Le programme n° 5 « logement et récupération des bidonvilles », avec 11 projets, revêt une importance particulière, notamment pour les projets de récupération des *tambos*. Ces lieux étaient, à l'époque précoloniale, à la fois des étapes le long des chemins et des lieux de vente et d'échange de marchandises. Par extension, ces lieux sont devenus dans la ville coloniale l'endroit où les producteurs et les marchands venaient vendre leurs produits en ville et où ils résidaient pendant ce temps. À Arequipa, il reste neuf de ces lieux, dont les plus importants sont les Tambo de Bronze, Tambo del Matadero et Tambo la Cabezona, situés dans le quartier populaire

³⁰ Afin d'alléger le texte dans cette partie, nous présentons directement nos traductions des titres des projets. Les titres en espagnol apparaissent en Annexe 1.

El Solar, le long de la rivière à l'ouest du centre-ville. Ces lieux sont devenus au fil du temps très insalubres et surpeuplés par des populations précaires, et leur réhabilitation pour l'amélioration des conditions de vie des habitants a été l'un des projets forts de l'accord de coopération entre la municipalité et l'AECID. En effet, l'organisme de coopération subordonne son implication à des actions d'amélioration des conditions de vie des habitants et ces projets, dont certains ont été menés à terme, constituent la majeure partie de l'action sociale prévue par ce plan directeur.

Le programme n° 6 a lui aussi une vocation sociale puisqu'il concerne notamment la régularisation des marchés informels avec la construction de nouvelles zones pour ces activités et avec la réhabilitation du marché San Camillo. S'il ne se compose que de quatre projets, leur coût total estimé est très important, soit environ 25 000 000 \$US répartis entre la municipalité, les commerçants et les regroupements professionnels associés.

Ces six programmes constituent les axes majeurs de l'action planifiée de développement dans ce plan de 2002. Les six autres programmes, de moindre importance budgétaire, concernent le mobilier urbain, la formation, les outils de développement touristique, l'adaptation de certains lieux à de nouvelles fonctions, la sécurité et la restauration des biens meubles. Nombre de ces projets ont été effectivement menés et il est intéressant de voir les résultats aujourd'hui de cette planification et d'évaluer si elle remplit les objectifs qui étaient fixés dans le document, mais aussi par le projet initial de développement. Et nous verrons que cela n'est pas toujours le cas.

c) La mise en œuvre du projet

Bien que le plan directeur ait été déposé en 2002, il est possible de considérer l'ensemble des interventions menées à partir de 2001, soit après l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, comme faisant partie du même ensemble d'interventions. Entre janvier 2001 et juillet 2011, nous recensons 33 projets,

exécutés par la Municipalidad Provincial de Arequipa (MPA), concernant le bâti dans le centre historique, soit 18 interventions sur des monuments, 12 sur l'espace public et 3 sur des ensembles de logements (Tableau 9.1).

TABLEAU 9-1 : Liste des projets exécutés par la municipalité provinciale d'Arequipa entre 2001 et 2011. Source : Gerencia del centro histórico, Municipalidad Provincial de Arequipa (données compilées par l'auteur).

Monuments	Restauration et mise en valeur des cellules du monastère Santa Catalina, 2001 Consolidation de l'église de La Compañía, 2002 Reconstruction des tours de la cathédrale, 2002 Restauration et mise en valeur de la casona Cornejo, 2002 Restauration de l'église du Tiers-Ordre, 2003 Restauration des tours et de la façade de l'église San Antonio, 2003 Restauration du cloître Alcantarino du couvent de La Recoleta 2003-2005 Restauration du Complejo San Francisco et du Colegio Seráfico, 2004 Restauration de la chapelle San Ignacio, 2004-2006 Restauration de la chapelle des Sacrés Cœurs, 2005 Restauration de la maison du Corregidor Maldonado, 2005 Stabilisation de la tour de l'église Santo Domingo, 2006 Restauration de la maison Hipólito Sánchez Trujillo, 2006 Réhabilitation du complexe culturel Ateneo, 2007 Nettoyage de l'extérieur de l'église de La Compañía, 2008 Illumination de l'église San Francisco, 2008 Restructuration du Théâtre municipal, 2008-2010 Drainage des eaux pluviales sur le pont Bolognesi, 2009
Espaces publics	Réhabilitation du parc Grau, 2002 Réhabilitation de la place Luna Pizarro, 2003-2005 Mise en valeur de la place Colón, 2005 Réhabilitation de la 3 ^e section de la rue Zela, débarcadère touristique, 2005 Mise en valeur de la place San Francisco, 2006 Réhabilitation du passage 28 de Julio, 2006 Réhabilitation de la place Campo Redondo, 2007 Mise en valeur de la rue Puente Bolognesi, 2006 Travaux dans les rues Alvarez Thomas, La Merced, Palacio Viejo et Consuelo, 2007-2008 Mise en valeur des rues du quartier San Lázaro, 2008 Piétonisation de la rue Mercaderes et de la place 15 de Agosto, 2009 Piétonisation de Bolívar-Sucre, 2011
Logements (<i>tambos</i>)	Tambo de Bronce, 2002 Tambo del Matadero, 2004 Tambo La Cabezona, 2005-2009

Cela n'inclut donc pas les interventions menées par des particuliers ou des entreprises privées, comme celle concernant la Casa de la Moneda, ou par d'autres institutions publiques, comme la restauration du monastère Santa Teresa ou celle de la nouvelle bibliothèque régionale, financées par le gouvernement régional dont, rappelons-le, l'actuel président Juan Manuel Guillén Benavides, était maire de la ville au moment de l'inscription. Cela explique peut-être pourquoi cette institution semble plus impliquée dans la gestion du centre depuis quelques années, notamment sur la question de la circulation automobile. Plutôt que de passer en revue l'ensemble des 33 projets, nous proposons d'en examiner quelques-uns qui, par leur importance ou leurs caractéristiques, nous semblent représentatifs.

i) Les monuments

La ville compte, dans le centre historique, 279 monuments déclarés, dont 241 bâtiments domestiques pour 246 déclarations, cinq de ceux-ci ayant été détruits (MPA, 2002a : 62-63). Plusieurs d'entre eux ont fait l'objet de travaux dans les dix dernières années, notamment la cathédrale, l'église du Tiers-Ordre, le Théâtre municipal ou encore la Casa de la Moneda. La cathédrale, nous l'avons vu, a été assez fortement endommagée par le tremblement de terre de 2001, au niveau de ses tours, mais aussi de sa toiture qui a reçu une partie de la tour effondrée (Figure 9.13). Comme nous l'avons dit, sa reconstruction a été considérée comme prioritaire par les autorités qui l'ont restaurée dès 2001 et ont rebâti les tours dès 2002. Mais cet édifice a aussi été mis en valeur avec une nouvelle mise en lumière en 2008 (Figure 9.14).



FIGURE 9-13 : Toit de la cathédrale d'Arequipa percé par l'effondrement de l'une des tours lors du tremblement de terre de 2001. Photo : Fredy Salcedo, 2001.



FIGURE 9-14 : Illumination de la cathédrale d'Arequipa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Pourtant, celle-ci ne s'est pas faite sans problème puisque le projet financé par la fondation espagnole ENDESA, dans le cadre d'un projet concernant l'éclairage de plusieurs églises de la ville, fut interrompu après 26 jours de travaux (*El Pueblo*, 30 mai 2008). En effet, l'archevêché et le chapitre métropolitain, responsable des travaux, ont omis de demander les autorisations nécessaires auprès de la direction régionale de l'INC et de la MPA. Les deux institutions ont donc fait stopper les travaux le temps de recevoir l'information requise et d'étudier le dossier comme prévu par les règlements. Cet événement n'est évidemment pas passé inaperçu auprès de la population, ni dans la presse locale, et le simple fait qu'il ait eu lieu ainsi que les réactions dans la presse sont, selon nous, des indicateurs intéressants pour la compréhension de la patrimonialisation de ce site. Un autre lieu de culte a fait l'objet d'un projet de restauration important dont les caractéristiques sont intéressantes pour notre étude. L'église du Tiers-Ordre franciscain à Arequipa est située à côté du couvent des franciscains, sur la place San Francisco. Ce bâtiment a été restauré en 2003, en particulier les dommages causés par le séisme de 2001, grâce au financement conjoint de la MPA et de la ville de Paris, par le biais d'un accord de coopération décentralisée (Figure 9.15).



FIGURE 9-15 : Travaux de restauration de la voûte principale de l'église du Tiers-Ordre franciscain à Arequipa en 2003. Photo Municipalidad Provincial de Arequipa, 2003.

Comme beaucoup d'autres, ce projet a été possible grâce à cet apport externe, mais ce type de financement est souvent accompagné de certaines conditions particulières. Dans ce cas précis, étant donné qu'il s'agit d'un lieu de culte, la contrepartie française a demandé qu'il puisse être dorénavant utile à l'ensemble de la communauté locale en permettant aussi un usage non cultuel et, particulièrement, la production de concerts. Le lieu accueille donc maintenant des concerts, comme récemment celui de l'orchestre symphonique d'Arequipa lors de la célébration des 50 ans de la direction régionale de l'INC (AQPnoticias.com, 2011). Nous voyons ici l'exemple d'un cas où un soutien financier extérieur est nécessaire et où celui-ci induit des transformations non seulement de l'édifice par sa restauration, mais aussi de son usage.



FIGURE 9-16 : Casa Bleisdell, aujourd'hui Musée d'art contemporain d'Arequipa.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

C'est le cas de plusieurs édifices du centre-ville, comme la Casa Bleisdell, une ancienne habitation transformée en musée d'art contemporain avec un financement mixte public et privé (Figure 9.16), ou encore de la Casa de la Moneda transformée en hôtel. Le cas de cette dernière est intéressant à plus d'un titre. En effet, cet édifice fait partie des quelques maisons qui ont survécu au séisme de 1868. Construits originellement en 1550, les bâtiments actuels datent de 1794 et ils ont abrité plusieurs grandes familles de la ville. Ils ont également servi quelques années comme lieu de

frappe de la monnaie, d'où leur nom. Lors de l'inscription et de la rédaction du plan directeur, elle était à vendre après être passée entre de nombreuses mains par succession (*INFOArequipa*, 18 avril 2007). Elle est encore en assez mauvais état quand elle est rachetée en 2007 par le groupe hôtelier Casa Andina, fondé en 2003, qui appartient au Groupe Interbank, une entreprise péruvienne d'investissement. Cette chaîne décide d'y aménager un hôtel de type *private collection*, leur marque de luxe, en restaurant le bâtiment et une partie de son mobilier en 2008 (Figure 9.17). Les travaux comprennent aussi, nous l'avons dit, l'ajout d'une toiture transparente sur la première cour (Figures 7.13 et 9.18), qui sert de lobby, et un bâtiment neuf en arrière de la parcelle, construit dans la troisième cour, et où se trouve la majeure partie des chambres.



FIGURE 9-17 : Porte principale de la Casa de la Moneda avant (à gauche) et après (à droite) sa transformation en hôtel.

Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2004 ; Mathieu Dormaels, 2011.



FIGURE 9-18 : Lobby de l'hôtel Casa Andina Private Collection d'Arequipa.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Ce type d'intervention où un opérateur hôtelier récupère un bâtiment ancien et le restaure en partie pour en changer l'usage se retrouve dans plusieurs endroits de la ville. Mais ce changement demande aussi des transformations plus radicales ou des ajouts comme dans le cas ci-dessus ou dans ceux, déjà évoqués, des hôtels Posada del Monasterio ou El Fundador. Malheureusement, parfois, les propriétaires de ces équipements choisissent de ne pas restaurer et de construire du neuf en incluant toutefois des éléments pastiches du patrimoine bâti (Figure 9.19).

Enfin, les projets de restauration de la municipalité ont également concerné certaines infrastructures publiques, dont le complexe culturel Ateneo ou le Théâtre municipal, deux constructions du 400^e anniversaire de la ville en 1940. Dans les deux cas, il a fallu engager des travaux très importants de restauration à l'extérieur et de quasi-reconstruction à l'intérieur (Figure 9.20).



FIGURE 9-19 : Porte en *sillar* dans le nouveau lobby de l'Hotel Ensueños.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.



FIGURE 9-20 : Ateneo, qui abrite aujourd'hui, entre autres, la bibliothèque municipale d'Arequipa.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Le Théâtre municipal, abandonné depuis plusieurs années, aura nécessité un investissement d'environ 900 000 \$US, dont 500 000 provenant du groupe financier Interbank (Podestá, 2010) pour restaurer notamment l'ensemble des équipements intérieurs et la façade monumentale qui rappelle les titres octroyés à la ville quatre fois centenaire et la construction du bâtiment par la citation « La très noble ville d'Arequipa, en commémoration du IV^e centenaire de sa fondation espagnole a construit ce théâtre³¹. » (Figure 9.21) Si là encore le financement du projet a été mixte, dans ce cas, la fonction première du bâtiment a été retrouvée.



FIGURE 9-21 : Détail de la façade du théâtre municipal d'Arequipa.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Ces quelques exemples représentatifs des interventions menées sur les édifices du centre historique apportent des éléments qui, comme nous le verrons plus loin, permettent de mieux comprendre l'évolution du site et sa patrimonialisation.

³¹ « *La muy noble ciudad de Arequipa, conmemorando el IV Centenario de su fundación española levanto este teatro.* »

ii) Les espaces publics

Les espaces publics représentent un lieu privilégié de l'action des autorités locales puisque, comme dans le cas des équipements qu'elles gèrent, celles-ci sont responsables – à défaut d'être propriétaires – de ces secteurs. Il n'y donc pas *a priori* de négociation avec un propriétaire qui pourrait avoir des contraintes particulières liées à l'usage du lieu sur lequel on intervient. Dans les faits, nous savons bien qu'il existe tout de même des négociations, avec les autres institutions publiques qui peuvent être impliquées pour diverses raisons ou avec les privés qui bordent ces espaces. C'est notamment le cas lors de travaux dans une rue commerçante où les autorités consultent généralement les propriétaires des commerces concernés, comme ce fut le cas pour la rue Mercaderes sur laquelle nous reviendrons plus loin. Néanmoins c'est là que les pouvoirs publics peuvent le plus aisément prendre l'initiative de l'intervention et agir directement sur l'aménagement urbain. Les espaces qui ont fait l'objet de travaux sont nombreux à Arequipa. Nous avons déjà évoqué les travaux d'enterrement des réseaux et du drainage des eaux, menés dans plusieurs rues, mais des actions plus visibles ont aussi eu lieu sur certaines places, comme celle de San Francisco ou la Plazoleta Colón, dans certaines rues comme Mercaderes ou l'axe Bolívar / Sucre, ou à l'échelle d'un quartier comme celui de San Lázaro.

La ville, telle qu'elle nous apparaît sur un plan de 1784 (Figure 9.22), semble ne compter que peu de places publiques. En effet, hormis la place d'Armes, on ne retrouve que la place San Francisco, formée par la disposition perpendiculaire de l'église du couvent des Franciscains à l'est et celle du Tiers-Ordre au nord, qui y figure déjà. À part cela, les espaces publics se réduisent aux rues. En fait, dans ce type de plan urbain en damier, les espaces ouverts sont intégrés aux propriétés privées, domestiques ou religieuses, qui sont organisées autour des cours et des cloîtres.

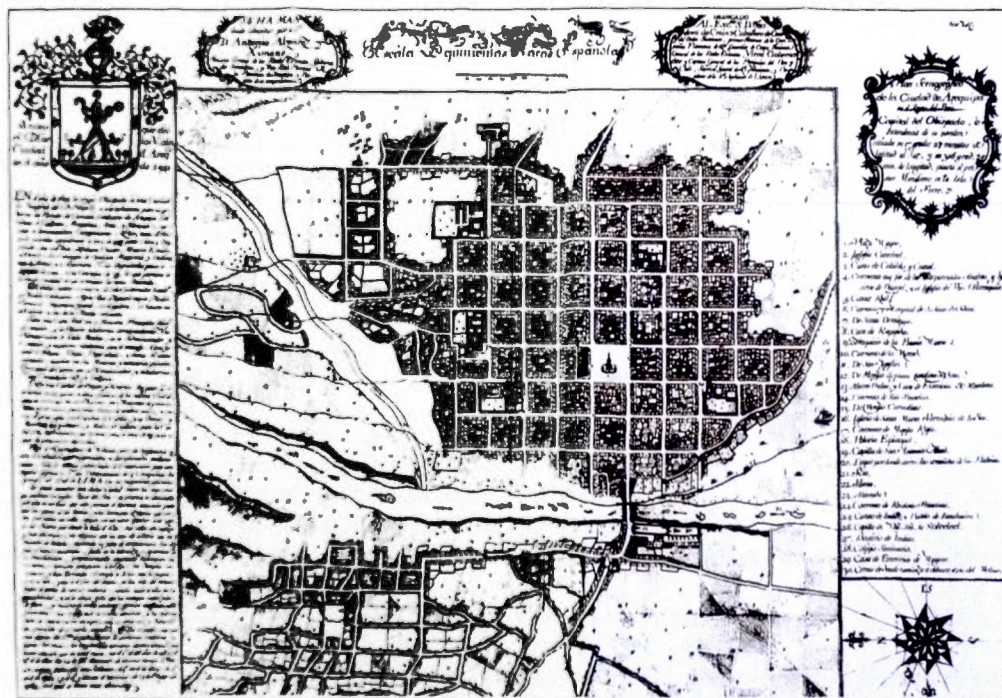


FIGURE 9-22 : Plan d'Arequipa de 1784. Source inconnue.

La place San Francisco fait l'objet d'un réaménagement en 2006 (Figure 9.23), avec l'installation d'une fontaine à la place du monument central et la mise en place de grilles, complétées par la mise en lumière des monuments en 2008 (église du Tiers-Ordre) et 2009 (église San Francisco).

Avec le musée municipal et le marché d'artisanat aménagé dans le Fundo El Fierro à l'ouest (Figure 9.24), cela constitue un ensemble patrimonial culturel et touristique qui, à l'extrémité des rues San Francisco et Santa Catalina, crée un pôle en contrepoids de la Place d'Armes.



FIGURE 9-23 : Place San Francisco. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.



FIGURE 9-24 : Marché d'artisanat du Fundo El Fierro. Photo : Luc Noppen, 2011.

Ce quadrilatère, bordé par les rues Puente Grau (nord), Jerusalén (est), Bolívar (ouest) et Puente Bolognesi / Morán (sud), forme la zone la plus fréquentée par les touristes et l'on y trouve la plus forte concentration de boutiques touristiques, d'hôtels et de restaurants. Il est au cœur de la zone comprenant les rues qui ont fait l'objet de travaux et qui concentre la majorité des activités touristiques (Figure 9.25).

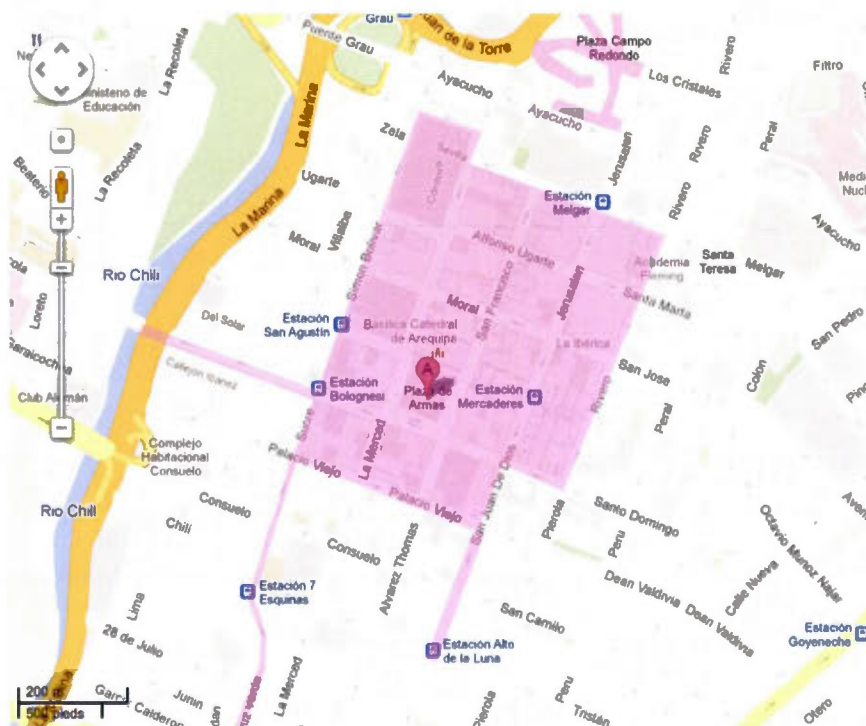


FIGURE 9-25 : Zone du centre historique dont les rues ont fait l'objet de travaux de restauration et d'amélioration (surlignée en rose). Source de la carte : Google Maps.

À la limite de cette zone, légèrement excentrée vers le nord-est, se trouve la petite place Colón, au croisement des rues Melgar et Peral, en diagonale par rapport à l'église du couvent Santa Teresa, dans une partie où a été aménagé le Museo de arte virreinal. Cette petite place, qui elle n'apparaît pas sur les anciens plans, correspond en fait à l'emplacement d'une fontaine ou d'un puits dont la base a été retrouvée lors des travaux de restauration (Figure 9.26). Elle a donc été réaménagée en laissant au centre un espace vide circulaire entouré d'espaces verts, à l'inverse de ce qui existait, et qui évoque son ancienne fonction (Figure 9.27). Si le lieu attire moins les touristes, on constate que la population locale occupe ces places qui, pour être peu nombreuses, constituent des lieux où les habitants se rassemblent, se reposent ou se rencontrent.



FIGURE 9-26 : Restes d'un puits ou d'une fontaine dégagés lors des travaux sur la place Colón en 2005. Photo : Municipalidad Provincial de Arequipa (2005).



FIGURE 9-27 : Place Colón avant (à gauche) et après (à droite) les travaux d'aménagement.
Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2005 ; Mathieu Dormaels, 2011.

La situation est différente dans les rues Mercaderes et Bolívar / Sucre. En effet, même si elles ont été rendues entièrement ou en partie piétonnes, ce sont avant tout des lieux de passages. La rue Mercaderes, qui relie la place d'Armes à la place 15 de Agosto, est une rue ancienne et commerçante du centre-ville – son nom signifiant « rue des marchands ». Si elle offre depuis longtemps une belle perspective sur les arches latérales de la cathédrale, déjà photographiée en 1925 (Figure 9.28), elle a aussi subi l'accroissement du trafic automobile dans le centre. Afin d'offrir un espace aux piétons et de redynamiser cette partie commerçante du centre-ville, la MPA a décidé

en 2006 de piétonniser la rue. Cette décision a été loin de faire l'unanimité, surtout parmi les commerçants qui ont eu à supporter les travaux, certains s'organisant en groupe de défense ou même portant plainte pour la perte d'exploitation (*El Comercio*, 27 novembre 2008). Malgré le manque de soutien populaire, le projet a tout de même été exécuté par la MPA et la rue piétonne, une première à Arequipa, a été inaugurée en 2009 (Figure 9.29).



FIGURE 9-28 : Rue Mercaderes en 1925. Source inconnue.



FIGURE 9-29 : Rue Mercaderes avant (à gauche) et après (à droite) sa piétonnisation.
Photos : Fredy Salcedo, 2005 ; Mathieu Dormaels, 2011.

Il faut cependant se demander pourquoi la rue choisie pour devenir piétonne n'est pas située dans le quadrilatère le plus touristique, là où sont les principaux monuments. En effet, outre le trafic piéton occasionné par les touristes, la diminution du passage

des véhicules que cela aurait induit aurait diminué la pollution, une des causes principales de dégradation de la pierre des vieux édifices. Nous pensons que cette rue s'inspire du modèle des rues piétonnes commerçantes que l'on retrouve dans beaucoup de villes dans le monde, et surtout dans les centres historiques, parfois avec les mêmes enseignes d'ailleurs, notamment celles de restauration rapide (Figure 9.30).



FIGURE 9-30 : Enseignes internationales de restauration rapide (Pizza Hut, Burger King, KFC, Starbucks Coffee), rue Mercaderes. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

D'ailleurs, il s'agissait plutôt pour les autorités d'un aménagement qui visait à dynamiser la fonction commerciale d'un secteur et à attirer la population vers celui-ci tout en diminuant le flux de véhicules, plutôt que d'un aménagement d'abord destiné au tourisme (*Andina*, 1^{er} juin 2009). Bien que cela ait eu un effet bénéfique indirect sur la qualité globale de l'air ou sur l'image de la ville pour le visiteur, nous pouvons raisonnablement penser qu'il ne s'agissait pas là de l'objectif principal.

Une autre rue a également été rendue plus accessible aux piétons, même si cette fois l'accès n'a pas été complètement interdit aux véhicules. Il s'agit de l'axe nord-sud formé des rues Bolívar et Sucre. Ces deux rues, dans le prolongement l'une de l'autre,

relient les deux extrémités du centre historique et les travaux de requalification sont parmi les plus récents qui aient été effectués, puisque terminés en 2011 (Figure 9.31). L'objectif ici semble avoir été de créer un corridor piéton pour la population locale, lui permettant ainsi de traverser ce secteur de façon plus sûre et plus saine.



FIGURE 9-31 : Rue Sucre après les travaux de piétonnisation, de 2010-2011.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Ajoutons que ces rues sont à la limite du quadrilatère touristique et dans des zones plutôt résidentielles du centre. Nous pouvons donc là encore penser que, si cela peut servir au développement touristique et à l'amélioration de la qualité de l'air, l'objectif semble plutôt être la qualité de vie des résidents à proximité de cet axe. Dans tous les cas, qu'il s'agisse des places ou des rues, nous voyons bien que l'intervention sur les espaces publics transforme physiquement beaucoup le paysage urbain. C'est encore plus vrai à l'échelle d'un quartier comme celui de San Lázaro.

Ce quartier se démarque du reste de la ville ancienne par la trame courbe de ses rues qui, nous l'avons vu, date selon les historiens d'avant la fondation espagnole de la ville. Cette particularité en fait un élément majeur de la « mixité » soulignée par l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, raison pour laquelle le quartier

semble avoir une importance particulière. Nous pouvons donc nous étonner qu'il ait fallu attendre plusieurs années pour que soient entrepris des travaux de restauration en 2007. Dans ce cas, il apparaît que l'on ait privilégié une intervention sur tout le quartier mais limitée aux espaces publics, choix qui permet de garantir une certaine cohérence dans ces espaces, mais pas nécessairement dans les espaces privés. Ici encore nous voyons que les travaux ont consisté à enterrer les réseaux et à restaurer les façades, avec en plus un traitement particulier du sol qui suggère plutôt des zones piétonnes que des voies carrossables (Figure 9.32).



FIGURE 9-32 : Rue du quartier San Lázaro avant (à gauche) et après (à droite) les travaux de réhabilitation. Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2006 ; Luc Noppen, 2011.

Notons aussi l'attention portée à certains détails comme le design de l'éclairage public spécifique du quartier où l'on retrouve les lettres « SL » pour « San Lázaro » (Figure 9.33), d'un style républicain plutôt d'inspiration européenne qui rappelle les réverbères parisiens (ils ont d'ailleurs été fabriqués en France), mais assez loin de l'origine supposée modeste et indigène du quartier. Nous verrons que ces choix d'aménagement ne correspondent pas aux représentations patrimoniales de ce quartier, valorisé plutôt pour son origine précoloniale.



FIGURE 9-33 : Éclairage public installé lors des travaux de réhabilitation du quartier San Lázaro. Photo; Mathieu Dormaels, 2011.

La place Campo Redondo qui se trouve à peu près au centre du quartier et d'où rayonnent plusieurs rues a également été restaurée. Ce secteur correspond à la zone de traitement 3 du plan directeur (MPA, 2002b : 28-29), qui prévoyait la piétonnisation des rues de la trame précoloniale et la mise en valeur de la place, et qui ramenait la zone de R6 (résidentielle de haute densité) à R3 (résidentielle de densité moyenne). Les usages prévus par le plan directeur étaient l'habitat, mais aussi le commerce d'artisanat et de services touristiques. À la lumière de ces éléments prévus et exécutés, il nous semble clair qu'il y avait ici une volonté plus forte de mise en valeur touristique de ce quartier, à la différence du projet de transformation de l'axe Bolívar / Sucre. Les interventions ont permis de créer un paysage urbain relativement unique, mais dont nous pouvons aussi questionner la pertinence historique. En effet, le quartier n'était pas le lieu de résidence des Espagnols et il est composé de maisons plus modestes que celles du centre. Dès lors, le « blanchir » et le mettre en valeur par une forte présence du *sillar*, signature architecturale de la période coloniale, permet peut-être de créer une cohérence avec le reste du centre historique, mais renforce aussi une certaine apparence d'artificialité. Cela se manifeste notamment dans la différence entre les façades et ce qu'elles dissimulent de logements très modestes,

voir insalubres, et sûrement pas construits en pierre blanche (Figure 9.34). C'est d'ailleurs un des arguments qui sera repris dans la presse locale, notamment par l'éditeur du journal *El Pueblo* qui rappelle que les choix effectués n'ont pas fait l'unanimité car ils favorisaient la période coloniale plutôt que la républicaine ou la précoloniale (*El Pueblo*, 12 mai 2008).



FIGURE 9-34 : Entre la façade visible de la rue et la réalité du logement en arrière de celle-ci, la différence illustre la *pobreza disfrazada* [pauvreté masquée]. Photos : Mathieu Dormaels, 2011.

Nous remarquons aussi que de nombreux murs dans ce quartier sont peints de divers graffitis que l'on s'efforce de faire disparaître (Figure 9.35), ce qui n'est pas le cas dans le reste du centre. Ces comportements nous semblent symptomatiques d'une relation différente des individus à cet environnement bâti. En effet, l'image du quartier ne correspondrait pas à la réalité de ceux qui y vivent et favoriserait des

comportements marginaux de réappropriation de l'espace urbain³² ou des comportements anciens, comme le fait d'uriner dans la rue, que la mise en valeur n'a pas changés.



FIGURE 9-35 : Graffitis sur les murs, plus présents dans le quartier San Lázaro. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Le quartier n'est d'ailleurs pas très touristique si l'on se fie au faible nombre de visiteurs que l'on y croise, même en haute saison, et les visites guidées ne semblent pas y accorder beaucoup d'importance. Même pour un touriste un peu plus curieux, le quartier est séparé du reste du centre historique par la rue Ayacucho / Puente Grau, une rue qui n'a pas fait l'objet d'intervention pour le moment et qui connaît beaucoup de trafic. Celle-ci agit donc comme une limite, une séparation entre San Lázaro et le secteur du damier. Comme nous le verrons plus loin, cette intervention sur le quartier pourrait avoir omis une composante importante, celle du logement.

³² Parmi les travaux sur ce sujet, citons ceux de Michel Parazelli (*Pratiques de socialisation marginalisée et espace urbain : le cas des jeunes de la rue à Montréal : (1985-1995)*, thèse de doctorat en études urbaines, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1997 ; ou encore *La rue attractive : parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2002).

iii) Le logement

L'amélioration des conditions de vie est souvent un volet important de la restauration et de la mise en valeur du patrimoine. Au lieu de les détruire, il est courant de conserver, de restaurer et de mettre en valeur les anciennes constructions qui étaient devenues insalubres mais qui ont une valeur patrimoniale. Dans ces situations, on fait généralement quelques concessions pour introduire des éléments de confort moderne dans les logements. Dans le cas d'Arequipa, ce volet est particulier puisque c'était l'un des critères déterminants de l'implication de la coopération espagnole (De la Serna, entretien du 18 mai 2011). Il consiste ici en la récupération de logements très précaires, des bidonvilles en ville, majoritairement dans le quartier El Solar. Ce sont principalement des *tambos*, mais il y a aussi du logement collectif précaire et, au total, ce sont dix ensembles qui ont été identifiés et qu'il est prévu de réhabiliter. Certains ont déjà été restaurés, d'autres le seront, mais tous font l'objet de projets aux caractéristiques particulières, puisqu'il s'agit ici d'un véritable travail en collaboration avec la population locale pour lequel il faut coordonner les travaux avec les résidents tout en sensibilisant ceux-ci aux principes de la restauration.

Il s'agit aussi de restaurer des propriétés privées et de négocier avec les propriétaires de ces édifices pour les impliquer et garantir l'entretien postérieur des bâtiments. Cette participation des propriétaires concerne majoritairement l'amélioration intérieure, puisque l'intervention des autorités se concentre sur l'extérieur et les espaces communs. Enfin, si les *tambos* sont accessibles au public, ces endroits ne sont pas toujours bien indiqués et les visites guidées ne les intègrent pas dans leur circuit. Nous voyons donc que ces projets sont beaucoup plus destinés à la population locale, et particulièrement la plus fragile, afin d'améliorer la qualité de la vie, de restaurer ces bâtiments et ces espaces historiques et de maintenir la fonction résidentielle. Notons qu'ici encore, comme dans le cas de San Lázaro, l'importance historique repose en partie sur la mixité d'un type de construction précoloniale au sein de la ville espagnole, mais les différences entre les projets sont assez

nombreuses. Ce sont à ce jour les trois plus importants *tambos* qui ont été restaurés (AECID, 2010). Le premier a été le Tambo de Bronze, entre septembre 2001 et août 2002. Ce *tambo* est le plus visible de la rue Bolognesi car il y débouche par un escalier sous voûte, avec une indication du nom, qui a fait partie du projet de récupération (Figure 9.36). Ce projet a permis de consolider les structures, de démolir les parties dangereuses, de rénover les réseaux, d'installer des salles de bain dans chaque logement et de rénover les sols, les espaces verts et les jardins (Figure 9.37).



FIGURE 9-36 : Entrée principale du Tambo de Bonce pendant les travaux de restauration (à gauche) et en 2011 (à droite). Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2002 ; Mathieu Dormaels, 2011.



FIGURE 9-37 : Patios intérieurs du Tambo de Bronze pendant la restauration (à gauche) et après (à droite). Photos : Municipalidad Provincial de Arequipa, 2002 ; Mathieu Dormaels, 2011.

Ce sont 90 personnes qui ont vu ainsi leurs conditions de vie se transformer. Le même type d'intervention a eu lieu dans le Tambo El Matadero entre juillet 2003 et août 2004, au bénéfice de 78 personnes. Enfin, le Tambo La Cabezona a fait l'objet de travaux plus importants entre janvier 2006 et août 2010, la surface étant un peu plus grande, mais surtout parce qu'il a fallu retrouver le niveau initial de sol et donc creuser sur quelques dizaines de centimètres (Figure 9.38).



FIGURE 9-38 : Tambo La Cabezona après restauration.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Dans ce dernier, les autorités municipales ont demandé aux propriétaires de laisser l'accès libre à toute personne qui souhaite entrer dans les espaces communs, puisque les entrées sont fermées par des portes. La municipalité n'a aménagé aucune signalisation, mais a toutefois installé de façon permanente des panneaux d'interprétation de la restauration et une exposition temporaire a eu lieu pendant l'année qui a suivi la fin des travaux (Figure 9.39).



FIGURE 9-39 : Panneau d'interprétation permanent (à gauche) et exposition temporaire (à droite) sur la restauration du Tambo La Cabezona. Photos : Mathieu Dormaels, 2011.

Nous constatons bien qu'ici c'est l'amélioration des conditions de vie et des logements qui est au cœur du projet de restauration patrimoniale tandis que, dans le cas de San Lázaro, la rénovation se limite à un traitement plus superficiel de ce qui est visible dans l'espace public. Ce que nous pouvons questionner, c'est alors l'objectif initial de ces projets. En effet, les projets de restauration de ces logements semblent clairement avoir une vocation sociale de maintien dans des conditions décentes de l'habitat à destination de populations économiquement fragiles. En revanche, dans le cas du quartier San Lázaro, il semble que l'objectif ait été plutôt d'opérer une valorisation touristique de cette partie du centre, l'amélioration des conditions de vie n'apparaissant, au mieux, que secondaire. À tel point qu'il serait possible de se questionner sur la volonté de maintenir ces populations dans le quartier. Nous comprenons alors pourquoi ces deux projets ont produit des réactions différentes de la part des habitants, notamment en termes d'appropriation locale.

iv) Les problèmes de gestion

La mise en œuvre des projets issus du plan directeur ne s'est pas faite sans un certain nombre de problèmes. La première difficulté tient au nombre des acteurs impliqués, notamment au niveau institutionnel. En effet, les interventions dans le centre historique requièrent l'approbation de la municipalité et de la direction régionale du ministère de la Culture. Or ces deux institutions ne semblent pas toujours avoir eu des

avis cohérents ni concertés sur certains dossiers, ce qui paraissait être déjà le cas pour l'inscription du centre-ville, comme nous l'avons vu avec les différentes réactions, dans la presse, du maire et du directeur de l'INC à la présentation de la candidature du centre-ville. Si la situation semble s'être améliorée aujourd'hui, aux dires des responsables, il reste certaines complications telles que la délimitation des différentes zones protégées qui diffère d'une institution à l'autre. En effet, la zone centrale du site inscrit au patrimoine mondial correspond au centre historique déclaré par la ville en 2000, mais la zone monumentale déclarée par l'État en 1972 est plus grande, quoique entièrement comprise dans la zone tampon (Figure 9.40) qui correspond à « l'aire d'intervention » décrétée en 2001 par la MPA. De plus, les limites du centre historique et de la zone monumentale diffèrent aussi de celles des zones de traitement définies dans le plan directeur.

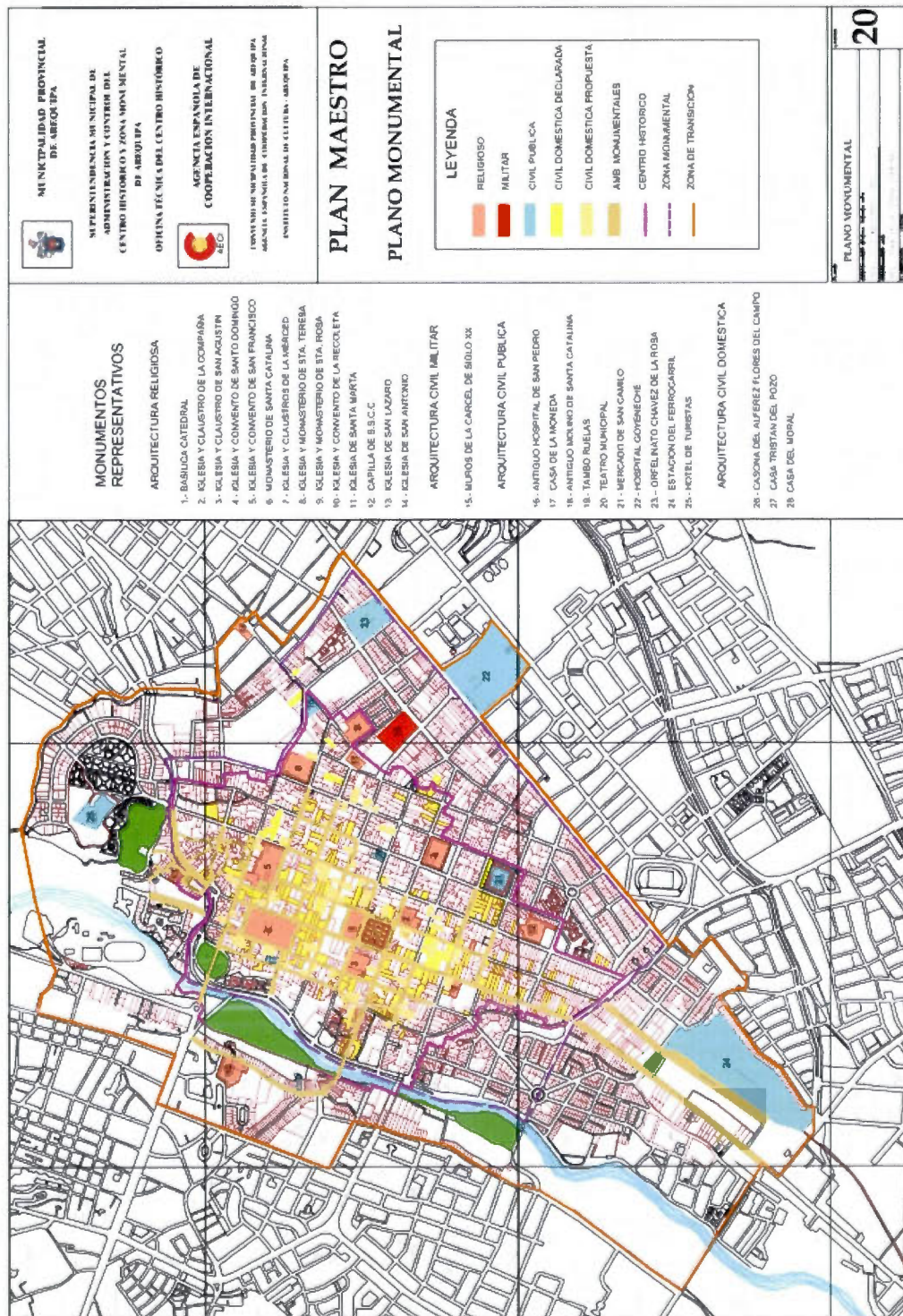


FIGURE 9-40 : Plan des monuments du centre historique avec les limites des différentes zones de reconnaissance, de déclaration et d'amortissement. Source : Municipalidad Provincial de Arequipa.

La gestion se complique encore davantage lorsqu'il faut, comme dans le cas des *tambos*, intégrer des propriétaires privés dans la conception et le financement du projet, ce qui nécessite la prise en compte de contraintes supplémentaires et l'élaboration de contrats particuliers. On se trouve donc dans une situation complexe, mais qui n'est pas propre à ce cas puisque l'on retrouve régulièrement ce type de problème dans la gestion du patrimoine en milieu urbain, où sont généralement concernés plusieurs propriétaires privés, publics et institutionnels. Citons par exemple le cas du Vieux-Québec, particulièrement représentatif de ce type de situation puisque y interviennent la municipalité, le gouvernement provincial, le gouvernement fédéral et les propriétaires privés. Cependant, que cette complexité liée aux acteurs impliqués ne soit pas spécifique au cas d'Arequipa n'exempte pas de la mentionner et de la prendre en compte dans l'analyse.

Un autre problème est en revanche propre au contexte péruvien et ajoute aux difficultés de gestion de ce type de projet. En effet, la législation du Pérou établit que, pour recevoir un financement de l'État, un projet doit posséder un numéro du *Sistema Nacional de Inversión Pública* [Système national d'investissement public] ou SNIP ; or celui-ci ne peut être obtenu que si le projet présenté est économiquement rentable. Les projets de réhabilitation patrimoniale sont rarement économiquement rentables, puisque le profit n'est en général pas l'objectif. Mais, dans ce cas, cela empêche l'obtention du numéro du SNIP, ce qui conduit à une impossibilité de recevoir de l'État un financement pour ces interventions.

Nous le voyons, même s'il semble exister aujourd'hui une meilleure coordination entre les différentes institutions impliquées dans les décisions de protection prises et dans l'établissement de politiques publiques, la gestion reste complexe et pourrait sans doute être simplifiée. C'est probablement l'une des raisons qui motivent la révision des limites du site qui, rappelons-le, diffèrent d'une reconnaissance juridique à l'autre, et sur laquelle nous reviendrons plus loin. Néanmoins, selon les responsables locaux de ces institutions, cette amélioration serait en partie due à la

nécessité de rendre des comptes à l'UNESCO, tâche qui incombe à l'État, mais qui ne peut se faire sans la coopération de la municipalité qui est légalement responsable. Si certains évoquent même en entrevue la pression exercée par l'organisme international, nous pouvons cependant douter que cela soit la raison principale, notamment parce que cette pression ne semble pas suffisante dans d'autre cas comme celui du Machu Picchu. Il est plus probable que cette amélioration des relations soit le résultat d'une volonté manifeste des responsables locaux des différentes institutions, ce qui implique que cela ne soit pas nécessairement une situation pérenne, de futurs responsables pouvant à l'avenir vouloir faire marche arrière.

d) Les conséquences

Les différents projets menés par les institutions locales, sur la base du plan directeur de 2002, ont eu certaines conséquences directes et indirectes qu'il nous semble pertinent de souligner et d'analyser, car elles ont un impact fort sur l'évolution générale du site. D'abord, la majorité des interventions sur les monuments s'accompagnent d'un changement de fonction ou, au moins, de l'ajout d'une fonction supplémentaire. Nous avons pu le voir au travers de nos exemples, notamment dans les restaurations des lieux de cultes qui, s'ils conservent leur fonction culturelle, deviennent aussi des lieux de diffusion culturelle ou des attractions patrimoniales à visiter. Dans tous les cas, ces lieux d'ordinaire plutôt clos, et particulièrement les couvents, s'ouvrent au public, habitants ou visiteurs. C'est le même type de transformation que l'on peut observer dans les projets d'amélioration des logements dans les *tambos* où, nous l'avons dit, l'une des contreparties est la possibilité d'accéder librement à ces espaces, y compris pour des touristes.

Dans le cas des espaces publics, ce changement de fonction est moins courant mais intervient tout de même dans les deux projets de piétonnisation présentés. Même si la fonction commerciale de la rue Mercaderes est plutôt renforcée par ce changement, elle a perdu la fonction d'axe routier au profit de celle d'espace dédié aux piétons, dans le prolongement de la place d'Armes, où ceux-ci peuvent construire une pratique

différente dans un espace urbain moins agressif et moins dangereux. Il apparaît donc que ces interventions ont en commun de permettre à l'individu de développer un rapport différent avec l'environnement urbain, et ce, qu'il soit habitant ou usager du centre, ou même qu'il soit touriste.

Ce n'est en revanche pas vraiment le cas dans le quartier San Lázaro où l'intervention reste limitée dans ses objectifs et dans ses choix. En effet, le traitement des rues incite à un changement d'usage vers une piétonnisation, mais elle n'est pas tout à fait assumée puisqu'elle laisse le passage libre aux véhicules. Par ailleurs, si le paysage urbain a changé d'aspect, nous avons vu qu'il semble y avoir un manque de cohérence entre les choix de restauration et les valeurs promues, ce qui peut créer un sentiment d'artificialité. Celle-ci est également renforcée par la différence évidente entre l'état de la rue et celui des habitations qui semblent alors « dissimulées », pour reprendre un terme utilisé plus haut. On ne cachait d'ailleurs pas dans la presse, au moment de l'inauguration des lieux restaurés, que l'objectif était de mettre en valeur le passé préhispanique de la ville et d'en faire une attraction touristique (*El Pueblo*, 9 mai 2008).

Nous pouvons supposer, au vu du peu de tourisme constaté dans le quartier, que cet objectif n'a pas été rempli et nous demander si ce relatif échec de l'intervention dans le quartier pourrait être, paradoxalement, le résultat d'une action qui apparaît plutôt destinée aux visiteurs qu'aux habitants. Nous comprendrions alors qu'une appropriation de ce nouvel environnement par ceux qui y vivent et dont certains conservent des pratiques qui le dégradent (graffitis, urine, etc.) ait fait défaut, mais aussi que les promoteurs touristiques ne soient par attirer par un secteur qui ne correspond pas vraiment aux attentes des touristes. Nous pourrions même aller plus loin et nous interroger sur les objectifs réels de l'intervention, puisque la fonction résidentielle, qui était existante, s'en trouve plutôt affaiblie. Ce type d'intervention a pour effet, sur le plan physique, de mettre en évidence la précarité des logements par rapport à l'espace public et, sur le plan symbolique, de « vider » le quartier de son

sens. En effet, la promotion de certaines valeurs patrimoniales qui excluent les habitants (le « quartier indigène » original, du passé) empêchent ceux-ci de se réapproprier un espace urbain qui ne leur est plus destiné, mais qui s'adresse plutôt aux touristes.

L'examen des différentes interventions au cours de la dernière décennie met en évidence l'évolution d'une valeur patrimoniale qui a pris de l'importance dans les représentations et les interventions. En effet, « la mixité » qui n'était au départ qu'une caractéristique architecturale soulignée dans l'inscription, devient au fur et à mesure une caractéristique générale de l'ensemble urbain. Nous l'observons d'abord avec les *tambos*, dont la restauration s'accompagne d'un discours qui mentionne leur origine préhispanique, quoique de façon secondaire, l'amélioration du logement demeurant la motivation principale de l'intervention (AECID, 2010). Nous le constatons également dans l'intervention dans le quartier San Lázaro, où l'accent est mis clairement sur son origine précoloniale et sa mise en valeur, pour les touristes notamment. Enfin, nous voyons aujourd'hui un nouvel élément qui incarne cette mixité entre les cultures indigène et espagnole, les zones cultivables en terrasses, appelées *campiña*, qui entourent la ville (Figure 9.41). Ces espaces verts semblent avoir beaucoup diminué au profit de l'expansion de la zone urbanisée qui a perdu en densité, passant de 92 habitants par hectare en 1978 à 60 habitants par hectare en 2007 (Aspicuelta Barbachán, 2009).



FIGURE 9-41 : Vallée de la rivière Chili et cultures en terrasses qui composent la *campiña* d'Arequipa. Photo : Luc Noppen, 2011.

Or, la mission de suivi réactif de l'UNESCO, organisée du 28 avril au 1^{er} mai 2008, souligne l'importance de cet environnement de la ville, le risque qu'il court et la nécessité de l'intégrer dans les mesures de protection patrimoniale. Le rapport énonce clairement que les experts recommandent, en relation avec le critère i, de préparer

une déclaration de Valeur Universelle Exceptionnelle du site, en accord avec ce qui est exposé dans la justification de l'inscription, ce qui conduit à repenser et à trouver les liens d'articulation entre la trame urbaine et la *campiña*³³ (Sanz *et al.*, 2008 : 45).

Il s'agit donc véritablement d'intégrer les zones cultivables environnantes comme éléments signifiants de la mixité énoncée au critère i de l'inscription d'Arequipa. Cela entraîne bien entendu certaines complications, car enfin le site demeure un centre-ville, un site urbain, séparé de cette zone par le reste de la ville. Néanmoins, la municipalité a pris acte de ces recommandations et a commencé en juillet 2010 (Ministerio de Cultura, 2011 : 8) un travail de révision de la déclaration de VUE et de

³³ « *preparar una declaración sobre el Valor Universal Excepcional del sitio, de acuerdo a lo explicitado en la justificación para la inscripción, lo cual conlleva repensar y encontrar las relaciones de articulación entre trama-urbana y campiña* ».

redéfinition du périmètre du site pour inclure une plus grande partie des berges de la rivière Chili où il reste certaines terrasses (Figure 9.42). Nous remarquons que, à partir de cette mission, le sujet de la protection de la *campiña* revient régulièrement dans la presse. Dès le 16 mai, le journal *El Pueblo* s'inquiète de ce que la ville n'a plus d'espace pour s'étendre et que cette expansion mette en danger l'environnement (*El Pueblo*, 16 mai 2008). En outre, la revue locale *La Ciudad*, sur laquelle nous reviendrons au chapitre suivant, publie des articles sur ce sujet, notamment dans les numéros 22 (août 2008-janvier 2009), 24 (mai-juin-juillet 2009), 26 (novembre-décembre 2009-janvier 2010) et 27 (janvier-février 2011). Par ailleurs, notre entretien avec le président du gouvernement régional nous a permis de noter que cette préoccupation pour ces zones vertes semble s'être étendue au-delà des considérations patrimoniales, vers une réflexion économique sur la production agricole de la région et ses impacts sur l'emploi (Guillén Benavides, entretien du 18 juillet 2011).

MUNICIPALIDAD PROVINCIAL
DE AREQUIPA

GERENCIA DEL CENTRO HISTÓRICO Y ZONA MONUMENTAL
REDELIMITACIÓN DEL CENTRO HISTÓRICO
DISTRITO AREQUIPA

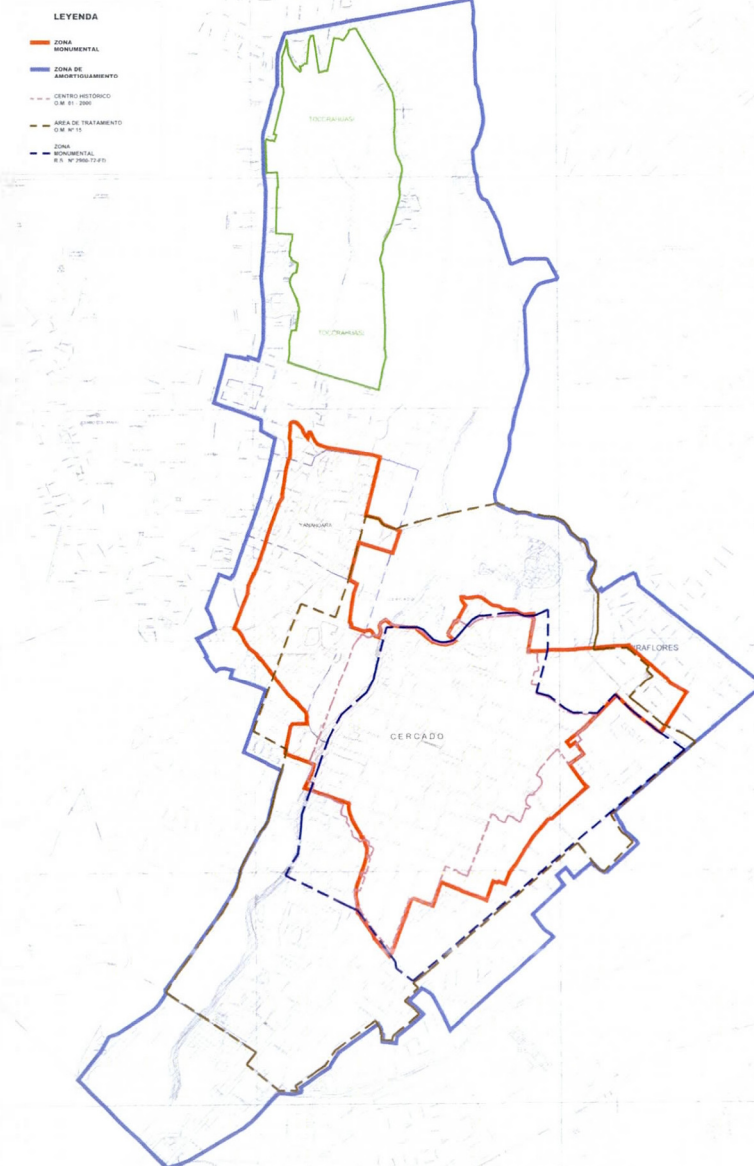


FIGURE 9-42 : Projet de nouvelle délimitation de la zone du centre historique d'Arequipa (en rouge, l'ancienne est en violet) et de la zone d'amortissement (en bleu, l'ancienne est en brun).
Source : Municipalidad Provincial de Arequipa.

Nous constatons donc une évolution de la représentativité de la culture indigène préhispanique, qui était limitée au départ à la participation de la main-d'œuvre autochtone dans la construction, celle-ci incluant des motifs de sa propre culture dans certains ornements. Ce phénomène est notamment visible sur la porte latérale de l'église de La Compañía, emblématique à ce titre, dont les marches présentent des dessins en forme de serpents et dont le tympan est orné de deux sirènes issues de la mythologie locale et qui seraient, selon la croyance indigène, des créatures du lac Titicaca (Figure 9.43).



FIGURE 9-43 : Tympan de la porte latérale de l'église de La Compañía.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Aujourd'hui, au-delà de ces monuments, c'est la *campiña* qui gagne en importance en tant qu'élément local de mixité, et s'émancipe du fait urbain relié plutôt à l'histoire coloniale. Nous voyons d'une certaine manière ressurgir la représentation associant la ville à une population supposément éduquée, et la campagne aux populations indigènes, qui seraient sans éducation, culture ou savoir-faire. Bien que ces évolutions accordent une place plus grande à la dimension autochtone, on prend le

risque de la ramener à une ruralité souvent perçue comme dévalorisante. Quoi qu'il en soit, cette transformation de la mixité reconnue par l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial est signifiante en regard de nos hypothèses, comme nous le verrons plus loin.

Enfin, la conséquence la plus attendue de ces transformations et de la reconnaissance par l'UNESCO est sans doute l'accroissement du tourisme. Si nous ne pouvons pas analyser plus en détail ce phénomène, qui nécessite en soi une étude, nous avons vu que la fréquentation touristique avait effectivement augmenté et quelles pouvaient en être les conséquences sur l'environnement bâti. Ce développement touristique semble avoir des répercussions non seulement physiques et économiques, mais aussi dans la façon dont les individus perçoivent leur environnement bâti et son importance symbolique, comme nous le verrons.

10) Une construction symbolique

Si le projet de développement initial a motivé un grand nombre d'interventions sur l'environnement bâti, nous pouvons faire l'hypothèse que celles-ci sont liées aux transformations dans la représentation de cet environnement. Or, il se trouve que nous pouvons documenter un certain nombre de changements dans la société locale et la manière dont celle-ci perçoit ce patrimoine culturel. Nous proposons donc d'examiner ici ces transformations afin de voir ensuite en quoi elles peuvent, ou non, être liées aux modifications de l'espace urbain, et comment elles participent du processus de patrimonialisation.

a) L'implication citoyenne

Il existe, dans de nombreuses villes, dont une partie est inscrite sur la Liste du patrimoine mondial, des regroupements de type associatif qui défendent les intérêts des résidents. Aucune étude n'ayant été menée sur le sujet, il serait intéressant de savoir si une relation peut être mise en évidence entre l'inscription et l'existence de tels groupes, mais il est bien certain que la recommandation de l'UNESCO – dans les *Orientations pour la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* – d'intégrer les habitants dans le processus de candidature et dans la gestion pourrait favoriser leur émergence en légitimant leurs revendications. Cette situation, qui peut sembler un lieu commun dans les régions du Nord, n'est cependant pas aussi évidente dans l'ensemble des sites, et notamment en Amérique latine.

Arequipa n'est pas différente des autres villes latino-américaines où la population, rappelons-le, n'est pas encore très impliquée dans la gestion municipale en général. En effet, la plupart des pays de la région sont de jeunes démocraties où les populations sont encore habituées à un style de gouvernement qui consulte peu les citoyens. Il n'est donc pas étonnant que, au cours de nos entretiens et de notre enquête auprès de la population locale, la responsabilité de la conservation et de la mise en

valeur ait été vue comme relevant d'abord des pouvoirs publics. Par ailleurs, toutes les personnes interrogées qui sont impliquées dans la gestion du centre-ville, dans un service municipal ou gouvernemental, nous ont dit ne pas connaître l'existence de regroupements de ce type à Arequipa. Si, comme nous l'avons déjà dit, la population n'a pas été intégrée dans le processus d'inscription, elle ne le semble donc pas davantage dans la gestion.

Pourtant, il existe bien au moins un groupe qui travaille pour la défense et la préservation du centre-ville, l'Asociación de defensa y protección del centro histórico de Arequipa ou ASDEPROA [Association de défense et de protection du centre historique d'Arequipa]. Créée en 2005 et regroupant des personnes soucieuses de la protection du centre, dont certaines qui y résident, cette association a depuis mené de nombreuses actions de sensibilisation et de représentation auprès des pouvoirs publics. Parmi celles-ci soulignons des concours et des remises de prix à des écoliers et à des journalistes pour des productions en lien avec la défense du patrimoine, des actions ponctuelles comme les « grandes croisades de nettoyage et de solidarité avec Arequipa » en 2005 et 2006, ou le balayage de la place d'Armes en 2007, conjointement avec différentes institutions (chambre de commerce, université), ou encore des ateliers de sensibilisation pour les enfants. L'association a même publié en 2010 un manuel sur la mise en valeur et la conservation du patrimoine architectural d'Arequipa, en partenariat avec l'Université catholique Santa María, dont la rédaction fut confiée à l'architecte Gonzalo Ríos Vizcarra (2010) (Figure 10.1).

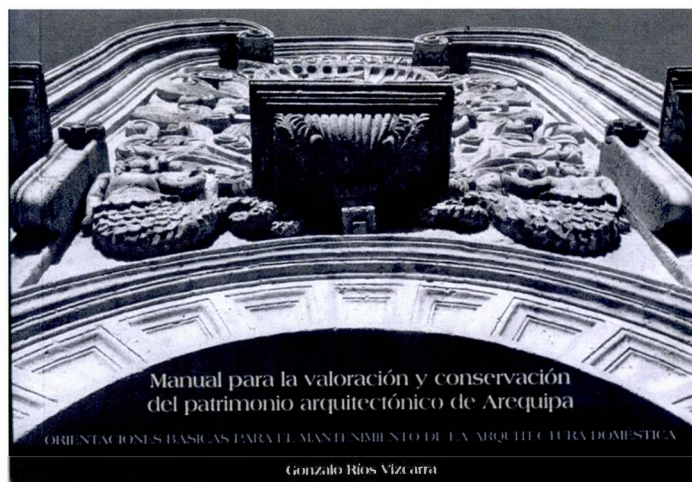


FIGURE 10-1 : Couverture du Manuel pour la valorisation et la conservation du patrimoine architectural d'Arequipa, de G. Ríos Vizcarra.

Les membres de l'association ont aussi dénoncé à plusieurs reprises ce qui leur semblait être des comportements inacceptables, comme le fait d'uriner sur les murs d'édifices patrimoniaux ou de jeter les ordures à même la rue (Bellido de Hövelborn, 2005 : 3-4) ou des situations, selon eux, qui sont contraires à la conservation du patrimoine bâti ou environnemental, dont, nous l'avons vu, la défense de la *campiña*, notamment dans la revue *La Ciudad*. De nombreux membres de l'association, à l'instar de sa présidente qui est aussi une résidente du centre-ville, s'expriment régulièrement dans cette revue « *de ciencias, artes y cultura* », dont le directeur est aussi vice-président (et ex-président) de l'association. Lors de sa publication en août 2003, le premier numéro posait d'ailleurs la question : « *Arequipa: ¿de dónde viene y a dónde va?* » [Arequipa : d'où vient-elle et où va-t-elle ?] (Figure 10.2), et les différents numéros présentent fréquemment des articles concernant le patrimoine bâti et l'environnement, mais aussi le patrimoine immatériel et particulièrement gastronomique.

Le patrimoine gastronomique se fait d'ailleurs plus présent dans les derniers numéros (n° 13 de 2006, n°s 22 à 25 de 2008-2009 et n° 27 de 2011), tout comme dans d'autres revues plus récentes telle *Bellarequipa* (n° 14, août 2010 : 48-49), parrainée par la municipalité, ou encore dans les versions récentes des guides touristiques. Le guide

Lonely Planet, par exemple, ne mentionnait pas du tout la gastronomie à Arequipa dans sa quatrième édition anglaise de mars 2000, tandis que celle de 2010 insiste longuement sur les spécialités locales (Miranda *et al.*, 2010 : 185).

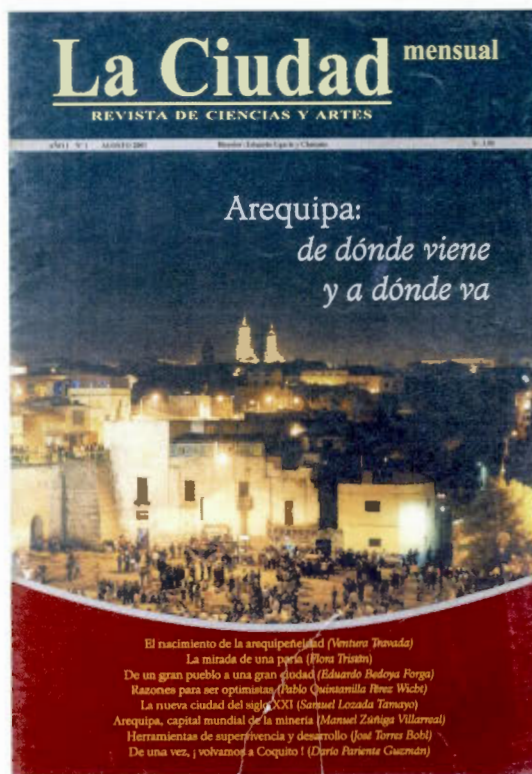


FIGURE 10-2 : Couverture du premier numéro de la revue *La Ciudad*.

Cette importance croissante de la gastronomie en tant qu'élément constitutif de l'identité n'est d'ailleurs pas un phénomène uniquement local ; il s'étend à l'échelle du pays, le Pérou cherchant à promouvoir une image de chef de file latino-américain dans ce domaine. Notons d'ailleurs que s'est ouverte en mars 2011 à Lima, dans l'ancienne poste centrale, la Maison de la gastronomie péruvienne, un musée dédié à la gastronomie et à la cuisine péruvienne (*El Comercio*, 26 mars 2011) (Figure 10.3). Cela n'est pas sans lien avec notre sujet et nous reviendrons plus loin sur la place qu'occupe la gastronomie.



FIGURE 10-3 : Kakemono publicitaire annonçant l'ouverture de la Casa de la Gastronomía Peruana, sur le mur de l'ancien bâtiment des postes transformé en musée. Photo : Luc Noppen, 2011.

Ces deux initiatives locales, la création de la revue *La Ciudad* en 2003 et de l'association ASDEPROA en 2005, sont les manifestations les plus visibles d'une implication de la population et nous croyons que même si les préoccupations qu'elles soulèvent peuvent être antérieures, leur expression est en partie le résultat de la reconnaissance du patrimoine depuis 1999. Cela est loin de signifier que les institutions ont eu une implication ou ont directement favorisé ces initiatives, mais plutôt que le processus qui se met en place avec l'élaboration du dossier de candidature puis l'inscription et enfin la planification, ouvre un espace public d'expression, au sens d'Habermas (1993 : 61), pour ces groupes. Puisque le centre-ville est reconnu comme patrimoine et qu'il doit être préservé, les groupes sociaux peuvent s'en saisir pour mettre les pouvoirs publics face à leurs responsabilités de conservation, d'une part, et pour en revendiquer les aspects qui correspondent à leur identité, d'autre part. Et cela pose donc inévitablement la question de l'identité des groupes impliqués. En effet, il faut souligner que ces deux initiatives sont portées par des groupes dont les membres sont d'un niveau socioprofessionnel, éducatif et

culturel élevé. Si le patrimoine n'est plus uniquement une affaire d'experts, il reste tout de même dans ce cas une préoccupation principalement portée par des intellectuels, même lorsque de nombreux résidents du centre historique vivent dans des logements précaires.

Ces actions ont elles aussi une influence sur les transformations du centre-ville et nous observons que l'une des préoccupations principales de ces groupes, la propreté, sera reprise par les institutions locales qui décideront de l'installation d'une centaine de poubelles dans le centre historique en 2008 (*El Pueblo*, 3 mai 2008) et qui mettront en place en 2009 un système de nettoyage quotidien de l'ensemble des rues du centre avec 130 employés municipaux (*El Pueblo*, 6 février 2009), afin de garantir une propreté permanente. Rappelons ici que la « propreté » signifie bien sûr que les rues soit nettoyées des déchets, mais que c'est aussi le terme dont usèrent les responsables municipaux et certains habitants pour justifier l'expulsion des marchands ambulants, tant à Lima qu'à Arequipa, dans les années 1980. Ces décisions prises par les autorités sont probablement aussi le résultat de changements de comportement de la part des habitants. Que ce soit dans les questionnaires ou dans les entrevues que nous avons menés, beaucoup ont souligné ces changements et le fait que la population ait généralement arrêté de jeter les ordures par terre ou d'uriner dans les rues. Cela aurait pu être le résultat de formation et de sensibilisation de la population, mais il semble plutôt que ce type d'action manque, de l'aveu même des autorités qui devraient en assumer l'organisation.

Comment peuvent s'expliquer ces changements ? Il se pourrait qu'ils soient plutôt dus aux transformations dans la façon dont les individus perçoivent le centre-ville qui change visiblement, au sens propre, à mesure que les travaux de restauration sont réalisés. Le centre historique étant plus valorisé, il devient un objet rare et précieux et la population y porte davantage d'attention. Dans ce cas, les transformations de l'environnement bâti influenceraient directement les comportements des individus. En d'autres termes, l'exécution des projets de restauration induirait des changements

de comportement qui, en retour, influenceraient l'action publique par la prise de mesures correspondantes (poubelles et balayage par exemple). Cette dynamique se retrouverait aussi dans la relation entre les autorités et les initiatives locales qui profitent d'un espace d'expression ouvert par la reconnaissance institutionnelle du patrimoine pour influencer l'action publique.

Il est possible de trouver d'autres traces de ces changements de comportement. Par exemple la réaction dans la presse, notamment dans un éditorial (*El Pueblo*, 31 mai 2008) qui souligne l'importance des normes et de leur application stricte pour la conservation du patrimoine à l'occasion de la mise en place de la nouvelle illumination de la cathédrale en 2008, illustre une meilleure prise en compte de la réglementation. Ce même constat peut être fait, de façon plus générale, à la lecture des rapports annuels sur l'état du bien dressé à l'attention de l'UNESCO par la direction régionale du ministère de la Culture. Nous y constatons en effet que les procédures de sanction d'interventions non autorisées ont diminué de 22,72 % entre 2008 et 2009 (INC, 2010 : 8) et de 47 % entre 2009 et 2010 (Ministerio de Cultura, 2011 : 13, et données compilées par l'auteur).

Nous le voyons donc, les comportements évoluent. Mais, au-delà de ces éléments visibles, il existe aussi un changement dans la façon dont les caractéristiques des éléments patrimoniaux et les changements comportementaux sont intégrés en tant qu'arguments identitaires. En effet, certains éléments dont nous ne relevons que peu de traces auparavant apparaissent maintenant dans les discours. Dans les entrevues que nous avons menées, nous avons entendu à quelques reprises que les tremblements de terre relativement fréquents avaient développé la pugnacité des habitants qui, face aux désastres, ont su reconstruire la ville tout en maintenant ses traditions vivantes. Or cette caractéristique supposée de l'identité locale ne se retrouve pas dans des publications plus anciennes qui évoquent celle-ci (Cortázar, 1988 ; Neira Avendaño *et al.*, 1990 ; del Busto Duthurburu *et al.*, 1995) et qui mettent plutôt l'accent sur le passé révolutionnaire de la ville et l'attachement de ses habitants à la liberté et à la

démocratie, ou encore sur la mixité de la culture issue du mélange entre indigènes et Espagnols (Neira Avendaño *et al.*, 1990 : 727).

En revanche, les reconstructions successives et la singularisation de l'architecture locale, ainsi que la persistance jusqu'à aujourd'hui de plusieurs bâtiments du XVII^e siècle, ont été des arguments importants de la justification de l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Il nous semble possible de faire un lien entre les transformations récentes du centre historique, qui correspondent aux valeurs patrimoniales qui ont motivé l'inscription au patrimoine mondial, et l'intégration de ce nouvel élément définitoire comme marqueur de l'identité locale, notamment après le séisme de 2001.

Un deuxième marqueur identitaire nous apparaît comme une conséquence des transformations liées au processus de patrimonialisation. En effet, lors de notre enquête, plusieurs personnes interrogées ont exprimé l'idée qu'il existerait des attitudes différentes dans la population, les habitants de longue date respectant le patrimoine et la propreté tandis que les nouveaux migrants, qui arrivent des zones rurales, ne le feraient pas, par manque d'éducation. Encore une fois, nous voyons apparaître la représentation associée aux populations rurales qui ne sont pas éduquées et qui ne pourraient donc pas connaître les comportements appropriés. Cependant, celle-ci s'exprime d'une autre manière quand il s'agit de patrimoine, car il existe une certaine méfiance vis-à-vis de « l'étranger » qui s'approprie, pour ne pas dire « usurpe », le patrimoine au point, par exemple, de devenir guide touristique sans être natif de la ville, comme le souligne en 2008 un article de la presse locale (*El Pueblo*, 17 avril 2008). Cet article précise que seulement 8 % de ces « étrangers » viennent d'autres pays, ce qui ne laisse pas de doute sur la signification du terme à l'endroit de ceux qui, pour être Péruviens, ne sont pas pour autant d'Arequipa (Figure 10.4).



FIGURE 10-4 : Article dans le journal local *El Pueblo* du 17 avril 2008
« Des étrangers deviennent guides d'Arequipa ».

Il semble donc que l'attitude envers le patrimoine et le « droit » à son appropriation soit également devenue un des éléments symboliques qui définissent, au moins en partie, une identité urbaine contre une autre identité qui ne le serait pas, même si l'on vit et travaille en ville. Finalement, nous décelons ici une forme actualisée de la séparation ancienne entre la ville – coloniale, espagnole – et la campagne – indigène –, que nous avons déjà évoquée à quelques reprises.

b) Des changements de pratique

Le projet de développement à la base de l'inscription s'est donc matérialisé dans le plan directeur. Celui-ci a guidé les interventions qui ont transformé, par les restaurations ou l'aménagement, l'environnement bâti patrimonial, mais aussi la façon dont la population le perçoit et éventuellement s'en saisit symboliquement à des fins sociales, culturelles ou identitaires. Il nous semble que ce type d'influence puisse aussi être observé dans la relation entre usage et pratique des lieux. En effet, nous avons relevé que beaucoup des interventions menées dans le centre-ville ont

provoqué un changement de fonction et un nouvel usage des lieux, venant souvent s'ajouter aux usages antérieurs.

Dans le but de clarifier notre propos, précisons que nous entendons par « usage » les différentes activités qui peuvent correspondre à une même « fonction ». Par exemple, la fonction commerciale peut recouvrir des usages différents comme la restauration, l'hébergement, la vente de biens ou de services. À ces usages correspondent des pratiques, c'est-à-dire des actions entreprises par les individus dans un environnement physique et social défini. Watremez (2009) a étudié ces pratiques dans les environnements particuliers que sont les sites urbains patrimoniaux. Selon elle, le caractère patrimonial du site provient en partie des représentations construites par les habitants dans leurs pratiques ordinaires de la ville, phénomène qu'elle définit, s'inspirant de Rautenberg (2003 : 85), par le concept de « patrimonialité » (Watremez, 2009 : 259). Ce concept rejoint ce que nous définissons comme la patrimonialisation sociale, à la différence qu'il ne s'agit pas dans notre étude d'en faire un concept, mais plutôt de la définir comme une partie du phénomène de patrimonialisation. Dans cette perspective, si les pratiques changent, les représentations doivent changer aussi, et avec elles la signification patrimoniale du site. La question revient donc à se demander si nous pouvons mettre en évidence de tels changements entre usages, pratiques et représentations.

Quand nous considérons la quantité des usages touristiques liés à la fonction commerciale du centre-ville, nous constatons qu'ils ont crû considérablement. En effet, pour le seul secteur hôtelier, la ville d'Arequipa est passée de 95 établissements pour 1727 chambres et 2987 places en 2001 à 403 établissements pour 7189 chambres et 13 399 places en 2011 (MINCETUR, 2011). Si certains de ces établissements ne sont pas situés dans le centre-ville, il reste néanmoins que leur multiplication est révélatrice de la croissance du tourisme. Cette hausse qui, en plus des hôtels, concerne les restaurants, les lieux patrimoniaux ouverts à la visite, les musées et les agences de prestations de services touristiques, correspond à un

changement d'usage qui rappelle le changement de fonction, du résidentiel vers le commercial, qui a eu lieu dans les années 1970.

À cette époque, l'abandon du centre-ville par une partie de ses habitants a amené des entreprises – par exemple des banques ou des entreprises de presse écrite – à s'installer dans le centre, provoquant ce changement de fonction. Mais beaucoup des commerces qui s'y sont installés étaient destinés à la population locale. Ceux qui n'habitaient pas au centre-ville y venaient néanmoins pour fréquenter les commerces. Or, nous avons pu le constater, notamment dans le quadrilatère touristique, aujourd'hui il n'existe pratiquement plus de commerces qui soient destinés à cette population locale. Ceux qui vivent à Arequipa et viennent dans ce secteur, en dehors des pratiques culturelles, le font surtout pour y travailler. Il ne s'agit plus donc d'un usage commercial local, mais plutôt d'un usage commercial touristique.

La croissance des commerces liés au tourisme entraîne aussi une concurrence importante qui se traduit par une plus grande sollicitation directe des clients potentiels. Bien que loin de la situation de sollicitation permanente que nous avons pu observer dans d'autres sites, comme à Cusco, celle-ci reste très présente dans certains secteurs, notamment à la Plaza de Armas. Par ailleurs, les destinataires de ces commerces sont clairement des touristes si nous considérons les prix pratiqués par ces établissements. Les restaurants gastronomiques installés dans une partie du monastère Santa Catalina ou dans le Centre de divertissement et des services touristiques Casona Santa Catalina (Figure 10.5), géré par la même entreprise et en face de l'entrée principale du monastère, sont des exemples de lieux destinés d'abord à la clientèle étrangère. La hausse de ce type d'activité entraîne une baisse de la fonction résidentielle et une détérioration des conditions de vie de ceux qui vivent encore dans ce quartier, notamment à cause de nuisances olfactives ou sonores, comme nous l'avons déjà dit.



FIGURE 10-5 : Centre touristique Casona Santa Catalina.
Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Cependant, nous avons pu observer un autre type de réaction au cours de notre enquête, ainsi que lors d'un séminaire sur le patrimoine organisé le 19 juillet 2011 par le ministère de la Culture du Pérou et l'Alliance française d'Arequipa (Figure 10.6), dans les locaux de cette dernière. Dans les deux cas, nous avons en effet remarqué une certaine méfiance à l'égard des pouvoirs publics, soupçonnés de privilégier les intérêts privés sur l'intérêt public, en « laissant faire des destructions » et en étant « complices » d'une ségrégation économique qui limite l'accès aux lieux touristiques.



FIGURE 10-6 : Séminaire organisé le 19 juillet 2011 par le ministère de la Culture du Pérou et l'Alliance française d'Arequipa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Cette représentation de pouvoirs publics qui privilégient les intérêts privés et cherchent à favoriser l'accès au patrimoine pour les touristes semble avoir une certaine résonance dans la population. Le tourisme commencerait à être perçu comme potentiellement négatif, bien que cela ne soit jamais le cas dans l'ensemble des articles de presse que nous avons pu consulter et qui décrivent le tourisme comme un secteur d'activité positif pour Arequipa et sa région, entre autres au moment de l'inscription sur la Liste, comme nous l'avons vu. Si nous sommes loin de la situation de Cusco donc, où le tourisme est depuis longtemps perçu au moins autant comme une menace que comme un bienfait (Hardoy *et al.*, 1983 : 57), il est possible que ces éléments indiquent un changement dans les représentations associées aux activités touristiques à Arequipa.

Un autre changement d'usage de certains lieux patrimoniaux tient à la volonté des autorités de décentraliser certaines institutions afin de ne pas surcharger les flux déjà très importants de personnes et de véhicules. Cette décision s'est notamment traduite concrètement par le déménagement, en 2011, des bureaux du gouvernement régional depuis le centre-ville vers le district de Paucarpata. L'édifice patrimonial qu'il occupait jusque-là sur la rue San Francisco a été converti en bibliothèque publique, la bibliothèque Mario Vargas Llosa, substituant ainsi une fonction institutionnelle par une culturelle (Figure 9.7).



FIGURE 10-7 : Bibliothèque Mario Vargas Llosa. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Si d'un point de vue urbain ce choix se justifie par de multiples raisons – allègement de la circulation, manque d'espace pour les bureaux du gouvernement entre autres – et que le nouvel usage reste destiné à au moins une partie de la population, cela contribue néanmoins au changement des pratiques dans ce secteur. Le centre-ville, qui correspond historiquement au siège du pouvoir dans les villes latino-américaines, perd de sa signification au profit de zones nouvelles périphériques où s'installent les administrations et où se déplacent les commerces, avec la construction de centres commerciaux. Dans le cas d'Arequipa, ce phénomène reste limité puisque la municipalité provinciale reste localisée sur la Plaza de Armas et d'autres institutions, comme la Universidad Nacional San Agustín, occupent encore certains édifices dans le centre historique.

Cependant, les usages commerciaux à destination de la population locale se sont concentrés plutôt du côté du marché San Camilo et du couvent Santo Domingo, tandis que ceux du quadrilatère touristique se dédient à la vente de souvenirs et d'artisanat, comme dans le Fundo El Fierro, ancienne hacienda devenue prison, école et aujourd'hui marché d'artisanat pour les touristes. Cela est également vrai des vendeurs de rue. En effet, les quelques vendeurs qui exercent encore dans le centre historique de la ville sont répartis de la même façon que les commerces, c'est-à-dire principalement du côté du marché pour ceux qui s'adressent à la population locale, et surtout autour du monastère Santa Catalina pour ceux qui s'adressent aux touristes (Figure 10.8).



FIGURE 10-8 : Vendeuse en costume à l'entrée du monastère Santa Catalina. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Enfin, d'une manière générale, une forme d'appropriation du patrimoine se retrouve couramment par l'apposition de la mention « *Arequipa patrimonio de la humanidad* » [Arequipa patrimoine de l'humanité] dans des lieux aussi divers que les lobbys d'hôtel, les menus des restaurants, même sur les pare-brise de taxis et d'autocars (Figure 10.9).

Nous observons aussi ce phénomène d'appropriation dans l'utilisation de cette reconnaissance comme argument dans des discussions où le patrimoine n'est pas le sujet central. Citons par exemple un article de la section « Opinion » du journal *El Pueblo*, intitulé « *Patrimonio cultural y salud pública* » [Patrimoine culturel et santé publique], qui justifie le besoin de santé et d'hygiène publiques par la condition patrimoniale du centre (*El Pueblo*, 4 avril 2008).

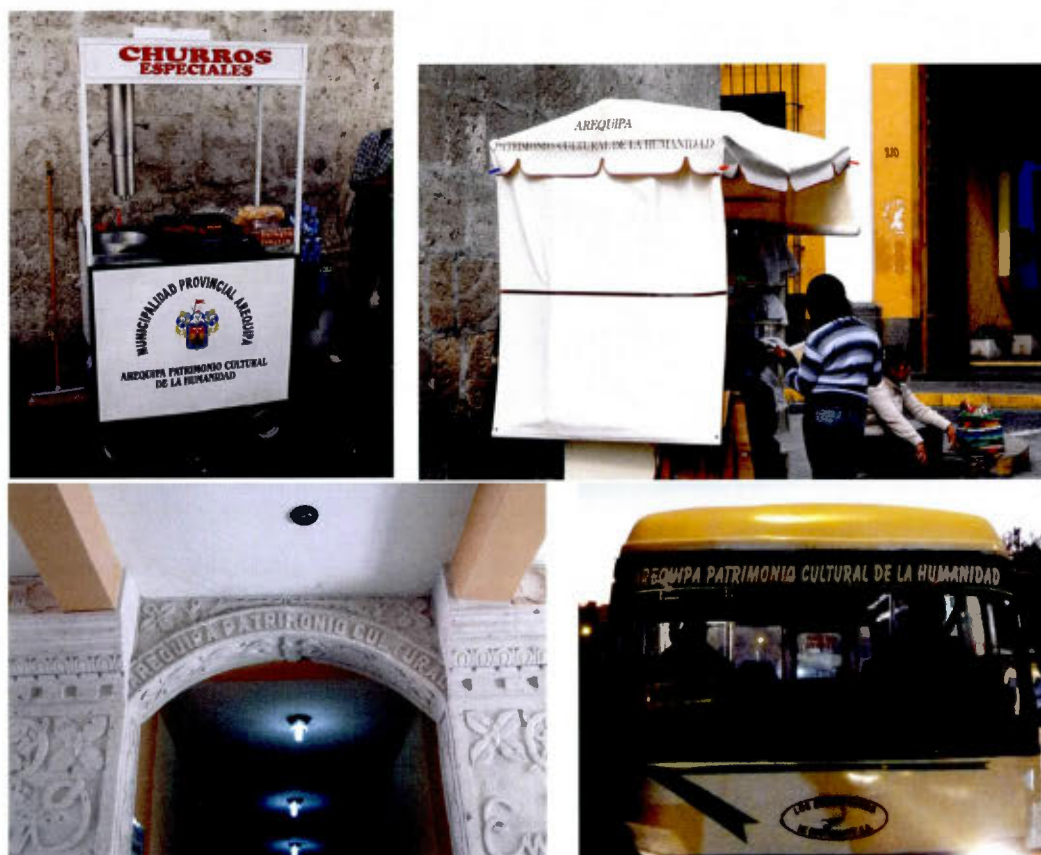


FIGURE 10-9 : Diverses mentions de la reconnaissance *Arequipa patrimonio de la humanidad*.
Photos : Luc Noppen (en haut à gauche), 2011 ; et Mathieu Dormaels, 2011.

Morisset (2010) a mis en évidence ce type de récupération dans le cas de la ville de Québec, où des citoyens en appellent à l'organisme international, vu comme supérieur, pour contrôler, imposer ou sanctionner des pratiques ou des situations indignes, selon eux, d'un site du patrimoine mondial. L'usage de ce que cette auteure qualifie de « patrimoine-argument » révèle dans les deux cas l'existence de certaines représentations de ce que « doit être » un site du patrimoine mondial, même si celles-ci reposent sur une méconnaissance des institutions et de leurs rôles et responsabilités. Ce manque d'information, propre à créer ou à alimenter les représentations, est aussi le reflet d'une complexité réelle d'attribution de la responsabilité légale et symbolique de la conservation du patrimoine.

c) Une responsabilisation complexe

L'inscription d'un site sur la Liste du patrimoine mondial n'est pas, en soi, une mesure de protection. Elle repose sur l'engagement de l'État partie de prendre les dispositions nécessaires à la conservation du bien. L'UNESCO n'a donc officiellement pas de rôle direct dans la préservation et la gestion du site. Mais la réalité est évidemment plus complexe. Dans les faits, il s'agit d'une organisation politique dont les moyens d'action sont plus étendus que la seule gestion des listes, et elle peut exercer une influence importante puisque c'est un lieu de négociations qui peuvent orienter les décisions des autorités locales. Ainsi, si l'approche légale ne laisse aucun doute sur les responsabilités partagées de la direction régionale du ministère de la Culture et de la municipalité, celles-ci sont aussi soumises à des influences et des négociations avec les autres acteurs institutionnels et notamment le gouvernement régional, les services centraux du ministère de la Culture, l'AECID et l'UNESCO. Cette situation peut créer des tensions qui transparaissent parfois. Par exemple, si la presse locale a été la première à relayer l'idée, au moment de l'inscription, d'une nouvelle responsabilité de l'ensemble de la population et des autorités envers l'ensemble de l'humanité, elle a pris position contre une implication jugée trop grande de la coopération espagnole dans le dossier de la restauration du quartier San Lázaro, en disant clairement que la « restauration d'Arequipa doit être entre les mains des habitants d'Arequipa³⁴ » (*El Pueblo*, 12 mai 2008) (Figure 10.10), et ce, un mois seulement après la mission de suivi réactif de l'UNESCO.

³⁴ « *restauración de Arequipa debe estar en manos de Arequipeños* ».

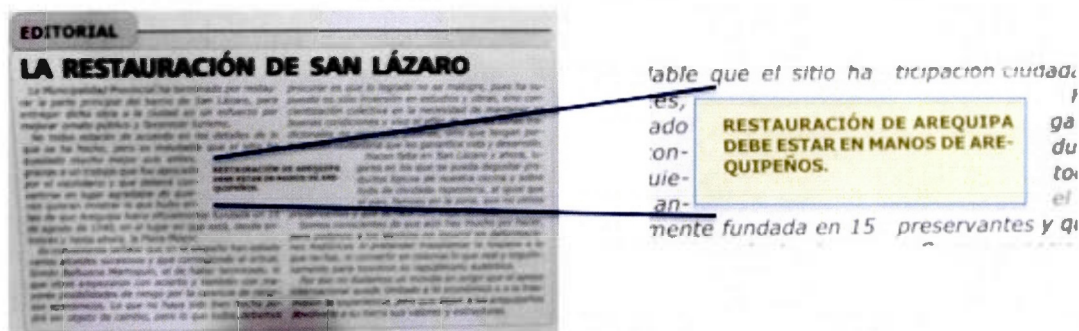


FIGURE 10-10 : Éditorial du journal *El Pueblo* du 12 mai 2008.

Nous voyons donc s'exercer un va-et-vient entre la responsabilité et la légitimité, tantôt mondiales et tantôt locales, selon la concordance plus ou moins grande des positions des autorités locales avec celles des organisations internationales ou de la coopération étrangère. Les tensions qui en résultent sont également révélatrices de préoccupations et d'objectifs différents entre les autorités locales, garantes des valeurs identitaires et intéressées par les implications socio-économiques, et les organisations internationales comme l'UNESCO ou ICOMOS, qui se préoccupent surtout de la valeur universelle exceptionnelle du site.

Plus récemment, cette utilisation du « patrimoine-argument » semble s'être déplacée de l'objet patrimonial, dont l'état ne serait pas conforme à ce qu'il devrait être, à sa reconnaissance même. Ce changement pourrait être la conséquence d'un glissement de la valeur patrimoniale, celle-ci dépendant moins de l'élément reconnu et plus de la reconnaissance, et d'une essentialisation du patrimoine déjà observée par Morisset (2011a). C'est ainsi qu'apparaissent de temps à autre des manifestations de ce que nous appellerons le « syndrome de Dresde ». Dans le cas d'Arequipa, il s'agit de la construction, prévue depuis longtemps, d'un nouveau pont sur la rivière Chili, le pont Chilina, pour détourner du centre-ville une partie du trafic automobile. Cette construction était déjà mentionnée dans le dossier de candidature du site, en page 40 de l'information en annexe (MPA, 1999), mais elle a fait l'objet de nombreux débats et de plusieurs reports depuis lors. Le projet n'a que peu avancé après l'inscription

avant d'être véritablement arrêté en 2008 par une décision du Colegio de Arquitectos [Collège des architectes] (*INFOarequipa*, 20 novembre 2008). Pourtant, ce projet porté par le gouvernement régional ne sera même pas mentionné dans le rapport de la mission de suivi de l'UNESCO de 2008. Il fera toutefois l'objet de modifications pour être présenté à la commission technique régionale, l'organe décision au niveau régional du ministère de la Culture, le 30 janvier 2009 (Figure 10.11).

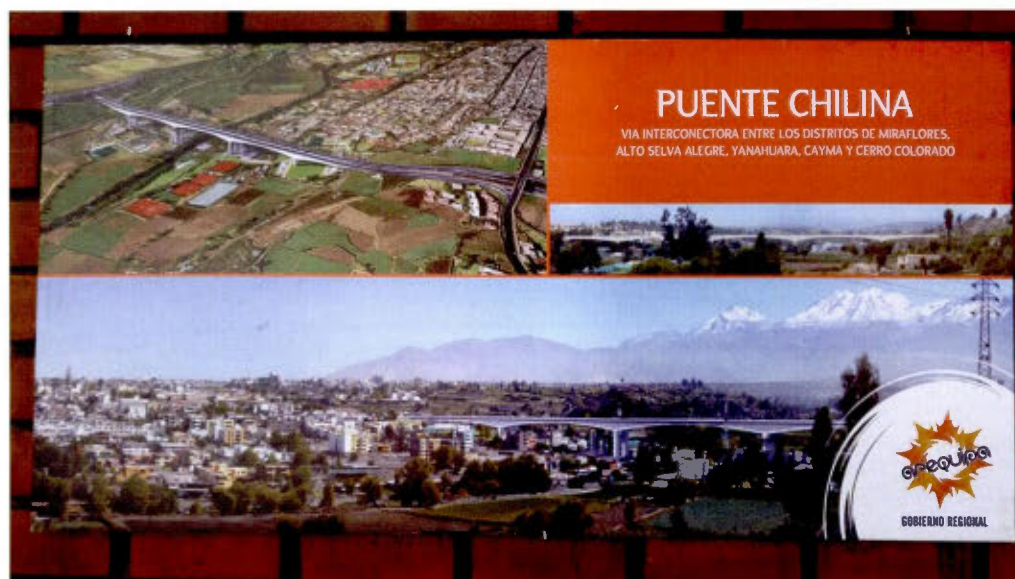


FIGURE 10-11 : Panneau de présentation du projet de pont sur la rivière Chili élaboré par le gouvernement régional. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Les modifications seront saluées par certains, comme on le voit dans la revue *La Ciudad* qui souligne que le projet met « en danger notre catégorie de patrimoine culturel de l'humanité³⁵ » et n'hésite pas à faire le parallèle avec la situation du site de la vallée de l'Elbe à Dresde (Ugarte y Chocano, 2009 : 8). Rappelons que ce site a été retiré de la Liste lors de la 33^e session du Comité du patrimoine mondial en juin 2009, officiellement à cause de la construction d'un pont qui porterait atteinte à la valeur universelle exceptionnelle du site (Figure 10.12).

³⁵ « *Lo cual pondría en peligro nuestra categoría de Patrimonio Cultural de la Humanidad* ».



FIGURE 10-12 : Pont routier en construction dans la vallée de l'Elbe, près de Dresde (Allemagne), qui a entraîné le retrait du site de la Liste du patrimoine mondial. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

Le rapport sur l'état du bien produit pour l'année 2010 par la direction régionale du ministère de la Culture revient sur la progression de ce dossier en détaillant que celui-ci avait été refusé par sa commission technique après la présentation des documents complémentaires demandés le 14 octobre 2010. Le gouvernement régional a donc présenté à nouveau le projet modifié selon les remarques émises lors de la première décision. Le projet a subi ensuite un nouveau retard, en août 2011, en raison de la contestation de l'étude d'impact environnemental, mais il a finalement été lancé officiellement par l'ouverture de l'appel d'offres en septembre 2011 (*El Pueblo*, 25 août 2011).

Toutefois, le pont n'est pas encore construit au moment où nous écrivons, et il est probable que le commencement effectif des travaux déclenchera d'autres discussions, d'autant que le pont se situera, selon le projet de révision des limites, dans la future zone d'amortissement du site du patrimoine mondial. Mais nous voyons bien à travers ce projet particulier que, au-delà des responsabilités formelles des différentes institutions, l'influence externe de la décision du Comité du patrimoine mondial de retirer le site de la Vallée de l'Elbe à Dresde de la Liste et les prises de position dans l'opinion publique rendent les rôles de chacun difficilement lisibles. C'est un autre

exemple de la manière dont l'opinion publique et ses représentations, dans ce cas-ci de ce que devrait être un site du patrimoine mondial, influencent l'action publique et les transformations physiques du site.

Le manque de clarté dans les rôles et responsabilités des différents intervenants dans ce type de situation, avec les difficultés et les incompréhensions que cela peut générer, semble accentué par la reconnaissance d'un patrimoine dit mondial, mais qui *in fine* reste géré au niveau local par des autorités qui assument une responsabilité, sans avoir toujours les moyens ou le plein contrôle pour entreprendre les actions nécessaires. En fait, nous observons de nombreuses ambiguïtés et contradictions qui semblent liées aux tensions que nous avons évoquées. D'abord, dans les projets qui sont menés, nous voyons que les autorités cherchent à promouvoir le développement local et à améliorer les conditions de vie de la population, mais que certaines des interventions sont plutôt à destination des touristes, comme dans San Lázaro, ou avec l'accroissement des commerces, restaurants ou hôtels destinés à ces visiteurs. Ces contradictions apparaissent aussi dans certaines attitudes, comme dans l'appropriation de la reconnaissance mondiale comme élément d'identité locale, qui conduit au questionnement de la légitimité des acteurs quand il s'agit d'intervenir sur l'environnement bâti ou de faire des visites guidées de la ville, entre autres. Enfin, ces contradictions apparaissent dans les discours qui prônent des mesures de conservation, mais qui ne sont pas suivis d'actions visant, par exemple, à limiter la pollution automobile ou les interventions non autorisées sur des édifices classés. Bien entendu, la situation n'est pas manichéenne et ces tensions évoluent selon les interventions, les acteurs et les moments, mais leur existence nous semble la conséquence non seulement du milieu urbain où elles apparaissent, mais aussi de la reconnaissance par l'UNESCO qui, comme le proposait notre troisième hypothèse (H3), tend à hybrider le site à la fois local et mondial. Cette situation nous amène à nous poser les deux questions suivantes : Comment peuvent coexister des représentations dans un site du patrimoine mondial qui est aussi du patrimoine

national ou local ? Et quels rôles sont associés à ces représentations pour les populations locales : sont-elles les héritiers de ce patrimoine ou ses gardiens au profit de l'humanité, ou encore les deux ? Ce sont quelques-unes des interrogations soulevées par cette étude qui pourraient faire l'objet de recherches dans le futur, et qui mettent en évidence l'importance déjà soulignée par d'autres auteurs, de la mise en place de stratégies de communication et de relations publiques adaptées aux différents usager des sites, habitants commerçants ou touristes (Maisonnette, 2007).

Conclusion de partie

Dans cette partie, nous avons voulu comprendre le processus de patrimonialisation en lien avec l'inscription du site sur la Liste du patrimoine mondial. Pour cela, selon la stratégie de recherche exposée au chapitre 5, nous avons restitué ce processus par l'interprétation de documents, en fonction de notre modèle d'analyse en quatre étapes. Nous avons donc d'abord étudié les actions de « patrimonialisation institutionnelle » que sont les actions juridiques, mais aussi et surtout la planification urbaine et les interventions menées dans le centre historique entre 1999 et 2011. Pour cela, nous avons analysé les documents de planification, des publications institutionnelles, des rapports de l'état du site, des photographies d'archives, mais nous avons aussi rencontré des responsables des institutions impliquées et fait de l'observation directe. Cette analyse a permis de faire ressortir les transformations physiques de l'environnement bâti, mais aussi certaines transformations fonctionnelles ou d'usage, ainsi que les conséquences de ces transformations sur les significations symboliques associées aux pratiques et à l'identité locale notamment.

Cela nous a conduit dans un deuxième temps à l'analyse des documents relatifs aux stratégies d'appropriation – ou à leur absence dans le cas du quartier San Lázaro – mises en place par les acteurs locaux et qui relèvent d'une « patrimonialisation sociale locale ». Pour cela, nous nous sommes référé entre autres aux publications associatives, aux articles de presse et d'opinion, aux questionnaires et à l'observation directe. Nous avons pu mettre en évidence une évolution des représentations patrimoniales associées au centre historique et certaines influences de cette évolution sur les actions des institutions.

Nous avons donc pu, à partir de notre cadre d'analyse, décrire le processus de patrimonialisation et faire ressortir les évolutions et les interactions entre, d'une part, les représentations portées par le projet politique initial qui guide la planification et les interventions dans l'espace urbain et, d'autre part, celles des habitants qui

cherchent à s'approprier un environnement changeant et à influencer ces changements.

Cette restitution du processus de patrimonialisation de ce site nous permet, dans la partie suivante, d'en faire l'analyse à partir de nos hypothèses, pour finalement en dégager les caractéristiques et questionner les éventuelles particularités de l'inscription au patrimoine mondial et ses effets.

PARTIE V :

PATRIMONIALISER UN SITE DU PATRIMOINE MONDIAL

Dans les chapitres précédents nous avons d'abord présenté différentes représentations patrimoniales associées au centre historique, sur la base d'une analyse de plans, de photos de différentes époques, de cartes postales, de coupures de presse, de documents de planification ou encore de rapports officiels, mais aussi une enquête par questionnaires et entretiens. L'examen de ces représentations nous a ensuite permis de mettre en évidence différents processus de patrimonialisation, ceux-ci étant liés à diverses représentations que l'on retrouve aujourd'hui. Cela nous a amené à comprendre la candidature du centre historique d'Arequipa comme le résultat d'une deuxième patrimonialisation. Une fois inscrite sur la Liste du patrimoine mondial, un nouveau processus de patrimonialisation pouvait alors commencer, afin de construire de nouvelles représentations. Dans la partie précédente, nous avons étudié, selon le cadre d'analyse présenté au chapitre 5, cette construction à la fois physique et symbolique, par l'entremise de l'action publique des institutions (patrimonialisation institutionnelle) qui reconnaissent et interviennent physiquement sur l'environnement urbain, mais aussi des changements sociaux qui se manifestent en différentes stratégies d'appropriation de cet environnement (patrimonialisation sociale) et qui se traduisent en pratiques et en représentations qui sont ensuite institutionnalisées.

Nous pouvons donc maintenant tenter de répondre à notre question de recherche en confrontant, dans ce chapitre 11, notre interprétation aux quatre hypothèses émises au chapitre 4, à savoir qu'il existerait une relation entre l'appropriation symbolique des

habitants et la reconnaissance institutionnelle dans la construction de représentations hybrides (H1), que les processus de patrimonialisation des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial sont soumis à une actualisation permanente et que la relation entre patrimonialisations sociale et institutionnelle pourrait reposer sur une base cyclique (H2), qu'il existe un second niveau d'hybridation du patrimoine mondial, faisant de celui-ci un phénomène « glocal » qui permet la coexistence de notions et de concepts qui sembleraient *a priori* contradictoires (H3) et enfin que la reconnaissance que constitue l'inscription sur la Liste de patrimoine mondial transforme irrémédiablement ce qui devrait être protégé (H4). Finalement, à partir des éléments de réponse que nous aurons dégagés, nous pourrions approfondir, au chapitre 12, les effets particuliers de l'inscription.

11) Les caractéristiques de la patrimonialisation d'Arequipa

a) Une construction, des patrimonialisations

Dans le cas d'Arequipa, nous identifions assez clairement l'existence de plusieurs processus de patrimonialisation à différents moments de l'évolution patrimoniale du site. Nous pouvons dire que la patrimonialisation commence avec l'émergence de la notion de patrimoine dans les années 1960, qui se traduit notamment par la déclaration du centre en tant que « zone monumentale » en 1972. La reconstruction de la ville et son développement hors de ses limites historiques deviennent le moteur d'une prise de conscience des valeurs patrimoniales du centre-ville. Si l'intérêt envers le patrimoine et sa conservation est moindre dans les années 1980, une nouvelle patrimonialisation s'amorce dans les années 1990, notamment avec l'apparition d'une volonté manifeste de certains de proposer le site pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial, puis une troisième à partir de 1999.

Dans le cadre conceptuel de notre recherche, la patrimonialisation est définie comme un processus qui n'est pas définitif ou terminal, un même élément pouvant faire

l'objet de plusieurs patrimonialisations. L'exemple d'Arequipa nous permet ici de préciser et d'exemplifier cette définition. En effet, nous pouvons considérer qu'à chacun de ces moments, que ce soit dans les années 1960, 1990 ou 2000, correspond un processus de patrimonialisation particulier, avec sa production d'une signification. Bien qu'ils soient distincts, ces différents processus ne sont toutefois pas sans rapport entre eux, puisque les significations produites sont liées, plus que « superposées », ce que révèlent plusieurs éléments.

D'abord, nous pouvons lire la transformation fonctionnelle du centre-ville, d'un usage résidentiel vers un usage commercial destiné aux habitants apparue dans les années 1960, puis vers un usage commercial touristique récent, comme un élément de continuité entre les processus, l'un poursuivant la transformation entreprise par un précédent, ou rajoutant, pour reprendre l'image du « palimpseste », un usage nouveau qui participe à la construction de sens de l'ensemble.

Nous pouvons aussi observer qu'aux deux époques on procède à une décentralisation de la population dans les années 1960, et des institutions dans les années 2000, même si celles-ci se différencient par des stratégies d'aménagement différentes avec la création récente ou projetée d'un ou de plusieurs nouveaux centres, plutôt que celle d'une périphérie dans les années 1960.

Nous pouvons enfin trouver une manifestation de ce lien dans l'impact qu'a eu le tremblement de terre de 2001 dans l'expérience collective, puisque les dommages, quoique importants, ne semblent pas comparables avec ceux des séismes de 1868, 1958 et 1960. Pourtant, les dommages aux tours de la cathédrale ont eu, sans doute par le fait de la mémoire des destructions précédentes et aussi de la récente inscription et de la grande diffusion des images, une importance symbolique qui conduit à l'association, dans les discours des personnes ou dans les documents institutionnels, de la notion de patrimoine avec la menace de destruction.

Ces discours placent clairement l'inscription sur la Liste dans la continuité des événements de 1958/1960 (MPA, 2002a : 15). Pourtant, les histoires de la ville qui s'écrivent au début des années 1990 ne font pas état de cette continuité de l'évolution du centre historique qui apparaît donc être une reconstruction postérieure au regain d'intérêt pour le patrimoine que l'on peut voir émerger dans la presse des années 1990 et dans le *Plan de recuperación del centro histórico de Arequipa* [Plan de récupération du centre historique d'Arequipa] de Llanque Chana (1998).

Cela nous amène à revenir sur un élément du processus de patrimonialisation tel que défini par Davallon (2006 : 119-126) et sur la notion de « suture patrimoniale ». En effet, nous ne croyons pas qu'il doive nécessairement exister une rupture dans la continuité mémorielle pour qu'un élément puisse être patrimonialisé, notamment lorsqu'il s'agit de patrimoine immatériel comme nous l'avons vu. Cependant, il semble qu'une suture ait bien lieu entre les différents processus de patrimonialisation pour construire *a posteriori* une représentation continue, d'une signification symbolique à une autre. Par ailleurs, le processus de patrimonialisation semble bien ici déclenché par ce que nous avons appelé, à l'instar de Davallon, une « découverte » (Dormaels, 2008). Cette découverte doit être, selon nous, entendue comme le résultat d'un projet général qui peut être politique (par exemple construire une identité collective), social (développer une société) ou éducatif (développer et transmettre des connaissances). D'un point de vue épistémologique, nous pourrions dire que la nature de ce projet constitue l'intentionnalité du phénomène patrimonial. Il nous faut alors nous demander si la relation entre les significations produites par les différents processus peut avoir un rapport avec la nature du projet, ce qui en retour permettrait de découvrir la véritable nature du projet de départ, par l'analyse de la relation entre les significations produites et au-delà des significations elles-mêmes.

Cependant, mettre au jour la nature, explicite ou pas, du projet qui déclenche le processus de patrimonialisation ne constitue en rien, selon nous, un jugement de validité ni de la patrimonialisation, ni du patrimoine qu'elle produit. Il serait

d'ailleurs inapproprié d'émettre un tel jugement puisqu'il relèverait d'une confusion entre l'analyse des qualités formelles d'un élément et celle des représentations qui en font du patrimoine, ce qui serait contradictoire avec la conception que nous adoptons ici d'un construit social.

Dans le cas d'Arequipa, par exemple, nous avons vu que les intentions énoncées étaient multiples et qu'il semblait s'agir d'un projet à la fois culturel (conserver le patrimoine), social (intégrer les populations migrantes par la construction d'une identité partagée avec les habitants de longue date) et économique (développement de l'économie locale par le tourisme). Mais si nous nous intéressons aux liens entre cette patrimonialisation et la précédente, nous voyons alors une évolution de la fonction commerciale et un mouvement de décentralisation qui révèle plutôt l'importance d'une motivation économique avant d'être culturelle ou sociale. Cette présence apparente des raisons économiques, que révèle l'analyse des différents processus de patrimonialisation et de leurs liens, permet de guider notre interprétation. Il en va de même des autres représentations identifiées et analysées, à partir desquelles nous pouvons questionner nos hypothèses

b) Patrimonialisation institutionnelle ou sociale ?

Notre première hypothèse posait la question de la relation entre les deux « types » de patrimonialisation, institutionnelle et sociale : s'agit-il de deux processus distincts ou sont-ils liés ? Y en a-t-il un qui précède ou intègre l'autre ? Sont-ils nécessaires, et dans quelle mesure, le cas échéant, pour qu'un site puisse se « patrimonialiser » ? Dans le cas d'Arequipa, il nous semble clair que les deux processus sont liés, notamment parce que les manifestations de la patrimonialisation sociale, c'est-à-dire de l'appropriation par les habitants, sont liées aux changements physiques dans l'environnement urbain. En effet, cette intégration du respect du patrimoine en tant que marqueur d'une identité urbaine se manifeste après la récupération des espaces publics et la restauration des monuments. De même, la création de l'association ASDEPROA en 2005, soit cinq ans après l'inscription, nous semble révélatrice du

temps nécessaire à l'émergence de cette appropriation. Dans ce cas, l'initiative du projet ayant conduit à la patrimonialisation semble venir, d'après notre étude, de l'institution, ce qui est cohérent avec la nature politique du projet d'inscription.

Par ailleurs, notre observation révèle que ces deux composantes de la patrimonialisation semblent nécessaires à l'aboutissement du processus et à la création d'un patrimoine signifiant et revendiqué. Si la patrimonialisation institutionnelle est une reconnaissance nécessaire à la préservation de l'objet patrimonial, sa signification symbolique repose avant tout sur les représentations portées par les groupes sociaux. Dans le cas d'Arequipa, en effet, la caractéristique énoncée de pugnacité dans l'identité locale face aux désastres naturels, quand elle est symbolisée par le patrimoine bâti, est plutôt une construction récente dont nous n'avons décelé aucune trace avant 2001. De la même façon, l'importance croissante des éléments immatériels de l'identité locale, comme la gastronomie, sont aussi un signe de cette appropriation par les groupes sociaux. La patrimonialisation est donc bien ici un processus hybride en ce qu'il se compose de différentes dimensions institutionnelles et sociales, que nous retrouvons dans les représentations patrimoniales.

c) L'actualisation patrimoniale : des monuments à la campiña

Le processus de patrimonialisation a aussi une dimension temporelle puisqu'il dépend d'un contexte social et culturel qui évolue. Notre deuxième hypothèse prend d'ailleurs acte de cette temporalité puisqu'elle questionne l'actualisation éventuelle de ce site du patrimoine mondial. Notre recherche nous a permis de constater que le patrimoine est perçu comme étant « vivant et contemporain » (*La Ciudad* n°27, 2011). En effet, les qualificatifs les plus utilisés par les personnes interrogées pour décrire la ville sont d'abord ceux qui renvoient à la qualité de la vie (« agréable ») et à son aspect contemporain (« belle », « blanche »). Les autres adjectifs les plus utilisés la décrivent comme « historique », comme un « héritage culturel », ce qui là encore renvoie à son existence aujourd'hui. Qu'elle soit considérée comme

patrimoniale n'empêche pas que la ville continue d'être perçue comme un objet du présent. Mais « la ville », ce n'est pas tout à fait le « site inscrit sur la Liste », car celui-ci intègre des représentations particulières qui ont aussi connu une évolution. Cela revient à définir le site comme comprenant à la fois le lieu, ici le centre historique, et les représentations qu'il porte en tant que site inscrit au patrimoine mondial. Ainsi, cette définition nous permet d'envisager qu'un site, même si le lieu ne se transforme pas, puisse changer selon l'évolution des représentations, mais aussi que l'évolution d'un site ne puisse pas être comprise si l'on ne considère que les transformations physiques, sans les représentations qui y sont associées.

À Arequipa, si les raisons de la reconnaissance du site n'ont pas changé, en revanche ces raisons ont transformé le site. La « mixité des cultures » qui justifie la « Valeur Universelle Exceptionnelle » (VUE) au titre du critère i n'était au départ que l'expression d'une technique de construction spécifique de ce lieu, selon le dossier de candidature, mais nous avons bien vu comment cela a évolué pour se transformer en un ensemble ville-*campiña*, cette dernière incarnant aujourd'hui le fait indigène.

Cette évolution répond à celle de la notion de patrimoine mondial qui s'est orientée vers une perméabilité plus grande entre le patrimoine naturel et le culturel, notamment par l'unification des critères de VUE en 2005, mais aussi par l'apparition de nouveaux types de patrimoine tels que les « paysages culturels ». De la même façon, l'importance croissante du patrimoine immatériel, et notamment sa reconnaissance à la suite de l'adoption par l'UNESCO de la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* en 2003, a conduit à une perméabilité de plus en plus grande entre le tangible et l'intangible. Le site d'Arequipa – lieu et représentations – n'échappe pas à ces changements et il s'actualise pour correspondre à ces nouvelles conceptions du patrimoine en s'orientant vers la redéfinition des limites du site, y compris cette extension paysagère qu'est la *campiña* et qui le complète. Cette complémentarité entre un centre historique et un élément signifiant à l'extérieur de la ville n'est pas sans rappeler deux sites au Mexique que sont le

« Centre historique de Oaxaca et zone archéologique de Monte Alban » inscrit en 1987 et, surtout, le « Centre historique de Mexico et Xochimilco » dont la VUE repose notamment (critère v) sur la complémentarité entre les reste historiques et archéologiques de la ville et le paysage lacustre de Xochimilco, « témoin de l'occupation traditionnelle des sols », selon l'évaluation de l'ICOMOS (ICOMOS, 1987).

Cette actualisation passe aussi par une certaine densification de la signification patrimoniale avec l'ajout de nouveaux éléments qui valorisent les aspects immatériels de la culture locale dans le site. Citons ici en exemple le cas de la mise en valeur de la gastronomie et de la cuisine locale avec l'ouverture de plusieurs restaurants gastronomiques dans le centre historique (dont La trattoria del monasterio en 2005 ou Chi Cha en 2009) (Figure 11.1). Nous voyons donc comment le site évolue pour continuer de correspondre à la signification actualisée de son caractère patrimonial et, nous l'avons démontré, jusque dans sa représentation – littéralement – en plan touristique. Cette actualisation, comme celles qui intervinrent avant – et l'inscription sur la Liste en était aussi une –, contribue à maintenir le patrimoine dans le présent où il trouve son sens.



FIGURE 11-1 : Restaurant gastronomique Chi Cha, ouvert par le célèbre chef péruvien Gastón Acurio en 2009, dans le centre touristique Casona Santa Catalina. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

d) Des situations contradictoires

Donc, si nous considérons que le patrimoine mondial est lui aussi sujet à une actualisation permanente, à travers différents processus de patrimonialisation, cette évolution ne se fait pas pour autant sans heurts. En effet, notre quatrième hypothèse soulève une possible contradiction dans le processus de patrimonialisation, puisque celui-ci implique des transformations, non seulement du bâti, mais aussi des usages, le tout en fonction de représentations de ce que devrait être un tel site patrimonial. Nous observons dans le cas d'Arequipa, au-delà des nombreuses interventions qui ont transformé l'environnement urbain, que les usages commerciaux et les dynamiques sociales ont aussi changé, notamment pour intégrer les usages touristiques. De plus, ces nouveaux usages peuvent eux-mêmes influencer des changements dans les représentations, amenant de nouvelles transformations dont certaines peuvent sembler assez importantes, physiquement et symboliquement.

C'est le cas, croyons-nous, des piétonisations des rues Mercaderes et Bolívar / Sucre, puisqu'elles induisent un changement de fonction et un changement des pratiques.

Elles correspondent à une vision très contemporaine et assez occidentale de ce que devrait être un centre-ville historique. Rappelons que ces aménagements, d'une part, limitent la circulation qui, bien qu'elle se reporte sur d'autres rues, permet d'apporter localement certaines améliorations environnementales et, d'autre part, créent des espaces publics plus adaptés aux fonctions commerciales pour la population et pour les touristes. Nous comprenons conséquemment l'intérêt de telles interventions, mais il n'en demeure pas moins qu'elles répondent à une logique bien différente que celle de la préservation.

De la même façon, la restauration du quartier San Lázaro, qui privilégie un style colonial, transforme la perception et la compréhension du visiteur qui ne le voit plus comme un quartier populaire indigène, mais comme la partie la plus ancienne de la ville coloniale. À une échelle moindre dans le cas d'Arequipa, l'augmentation de la valeur foncière liée à l'amélioration du cadre bâti et à l'activité économique qui s'y développe pousse aussi certains propriétaires à transformer sans autorisation et, parfois, à détruire des bâtiments anciens, puisque le prix du terrain dans la zone centrale ou d'amortissement peut être multiplié par 200 entre un terrain où s'élèvent des constructions anciennes et un terrain vide à bâtir (Venero la Torre, entretien du 7 mars 2011).

À Arequipa nous constatons donc qu'il existe des contradictions dont certaines rappellent celles d'autres sites urbains inscrits sur la Liste, à savoir le problème de la coexistence de la fonction résidentielle avec la fonction touristique et celui de la nécessité de conserver sans l'entraver le développement local. Par ailleurs, nous l'avons vu aussi, la patrimonialisation du site a également transformé les pratiques sociales.

Cette question des transformations induites par la reconnaissance patrimoniale n'est pas spécifique au patrimoine mondial puisque, à chaque fois, celle-ci transforme au moins la perception que l'on peut avoir du patrimoine, en légitimant une préservation et une médiation de l'élément reconnu, matériel ou immatériel. Notre étude fait

ressortir que les interventions qui sont menées sont l'expression des valeurs qui les motivent et constituent donc une médiation des représentations associées. En d'autres termes, ce que l'on choisit de conserver ou de détruire, de mettre en valeur ou de dissimuler, et la façon dont on intervient reposent sur les valeurs qui font sens à ce moment pour la collectivité. Les choix de mise en valeur qui ont été faits à Arequipa traduisent la prégnance de la valeur économique. Bien que des actions fondées sur la valeur sociale aient été entreprises, notamment par les projets d'amélioration des logements précaires, c'est la volonté de renforcer l'économie locale qui transparaît dans les interventions. À l'inverse, la valeur identitaire qui voulait proposer une nouvelle identité fédératrice semble bien peu présente. Ces choix, « médiés » par les interventions sur l'environnement urbain, ont eu un impact social en changeant certains usages pour des activités culturelles ou commerciales touristiques le plus souvent, mais en maintenant d'autres usages, notamment résidentiels.

Dans le cas du patrimoine mondial, il semble que des valeurs supplémentaires émergent, ou que certaines valeurs existantes soient exacerbées, notamment la valeur économique, par l'augmentation du tourisme et la pression économique que cela impose sur le développement local. Des études ont permis de montrer qu'il existe une relation entre l'inscription et le phénomène touristique (Lazarrotti, 2000 ; Bourdeau *et al.*, 2012), mais la nature de cette relation reste encore très peu étudiée. Bien qu'il ne soit pas de notre propos d'étudier le rôle du tourisme, puisque cette étude se concentre sur les institutions et les habitants, nous ne pouvons ignorer son importance et l'examen du phénomène touristique pourrait permettre de compléter une telle recherche. Cependant, certains de ses effets ont été identifiés au cours de notre analyse du site et, si nous n'avons pas étudié ici le « comment », il est clair que le tourisme contribue à la transformation physique et symbolique du site. Les activités qui y sont liées contribuent par ailleurs au maintien de la fréquentation du centre-ville et, dans le cas d'Arequipa, au développement de cet autre élément considéré comme

patrimonial qu'est la gastronomie, mais au prix de l'exclusion d'une partie de la population locale.

Nous observons l'existence d'apparentes contradictions entre les discours et les actions entreprises dans ce site qui résultent de la coexistence de représentations différentes. En effet, les représentations des habitants qui voient un symbole culturel et identitaire ne sont pas celles des autorités qui y voient un projet de développement, ni celles des organismes internationaux.

e) En conclusion, un phénomène hybride

Nous l'avons vu, le phénomène de patrimonialisation repose sur des dynamiques différentes, à la fois institutionnelle et sociale. Mais notre analyse nous a conduit à supposer que le phénomène est plus complexe puisqu'il génère différentes représentations, mais aussi une certaine confusion. Si le site du centre historique d'Arequipa fait l'objet d'ajustements réglementaires pour redéfinir des limites qui diffèrent d'une reconnaissance à une autre, cela pourrait aussi révéler l'accroissement d'une confusion entre les différents acteurs institutionnels qui prennent part au processus de patrimonialisation, particulièrement nombreux. En effet, il n'existe pas vraiment de hiérarchisation claire des responsabilités de ces différents acteurs, et donc entre les représentations qu'elles portent.

Dans le cas d'Arequipa, il y a trois « groupes » d'institution. Un premier groupe « local » (groupe 1) rassemble la Municipalidad Provincial de Arequipa (MPA), ses partenaires directs comme la Agencia Española de Cooperación Internacional y de Desarrollo (AECID), mais aussi le gouvernement régional. Ensuite, un deuxième groupe « national » (groupe 2) rassemble les institutions représentant le gouvernement du Pérou, notamment le ministère de la Culture à Lima et sa direction régionale à Arequipa. Enfin, le dernier groupe « international » (groupe 3), inclut les organismes internationaux comme l'UNESCO et l'ICOMOS. Il faut préciser que les termes utilisés ici pour identifier ces groupes ne se rapportent pas à une échelle

territoriale, mais plutôt aux types d'interventions et aux responsabilités des acteurs dans la gestion du site. (Tableau 11.1).

TABLEAU 11-1 : Institutions impliquées dans la gestion du site de centre historique d'Arequipa (données compilées par l'auteur).

Groupe	Institutions	Responsabilités
Groupe 1	MPA Gouvernement régional Coopération internationale	Planifient le développement et les projets Financent et exécutent les projets Gèrent le site et veillent au respect des normes et des décrets municipaux
Groupe 2	Ministère de la Culture – Services centraux Ministère de la Culture – Direction régionale	Veillent au respect des lois et règlements nationaux Autorisent les interventions sur le bâti
Groupe 3	UNESCO ICOMOS	Veillent au respect de la VUE Conseillent les autorités locales

En effet, en termes de territorialité, la direction régionale du ministère de la Culture pourrait être associée à l'échelle locale, mais la façon dont elle est impliquée dans la gestion, que l'on peut notamment lire dans les différents rapports annuels sur l'état de conservation du bien, rédigés à l'attention de l'UNESCO, relève plus de l'action de l'État de contrôle et d'application des lois. De la même façon, les organismes de coopération internationale pourraient être associés à l'échelle internationale, mais leur action sur le terrain relève de leur collaboration directe avec la MPA. Cette complexité dans la place et le rôle des différentes institutions peut être rapprochée de la confusion dans les représentations qu'en ont les habitants. Nous percevons d'ailleurs cette confusion dans certaines réactions comme celle, vue plus haut, face à l'implication de la coopération espagnole dans le dossier de la restauration du quartier de San Lázaro. En effet, la coopération internationale a vocation à s'impliquer et à agir aussi au niveau des actions locales, et pas seulement nationales, alors que la population la voit plutôt comme une source de financement extérieure, de type « banque internationale ». De plus, nous l'avons vu aisément dans les articles de presse parus lors de l'inscription sur la Liste, cette reconnaissance amène l'idée d'une

responsabilité collective de la population locale envers « l'humanité », et donc envers ce qui la représente en matière de patrimoine culturel, l'UNESCO. L'organisme international est alors perçu comme une autorité qui reconnaît la valeur du site et vérifie sa préservation.

Mais cette autorité est comprise comme ayant un pouvoir d'intervention qui permettrait d'autoriser certaines choses et d'en interdire d'autres. Le cas d'Arequipa n'est pas le seul d'ailleurs, puisque dans de nombreux cas la population s'étonne que l'UNESCO « laisse faire » certaines interventions qui lui paraissent contraires à la préservation du site. C'est d'ailleurs probablement cette incompréhension du fonctionnement de l'organisation qui fait revenir périodiquement dans la presse la menace d'une perte du « titre » de patrimoine mondial. Quoi qu'il en soit, que cela soit plausible ou non, c'est la représentation que les populations locales ont de l'UNESCO et c'est ainsi qu'elles lisent son action ou son inaction.

Si les trois groupes d'institution identifiés ici ne correspondent pas à une échelle territoriale, c'est aussi parce que, selon nous, cette échelle est une autre source de confusion. En effet, lorsqu'elle est utilisée dans le cadre de l'action publique, l'échelle territoriale discrimine les politiques qui sont soit locales, soit nationales, soit internationales. De même en géographie, cette échelle est utilisée comme un outil de différenciation, même quand il s'agit d'étudier un site du patrimoine mondial (Seppänen, 1999 : 12). Or, précisément, le patrimoine mondial, pour les raisons que nous venons d'évoquer, est aussi un patrimoine national, puisqu'il a été sélectionné par l'État, et il est aussi un patrimoine local, au moins dans le cas d'Arequipa, en ce qu'il est géré par la municipalité. À ce titre, il rassemble donc les différentes conceptions du patrimoine liées aux diverses institutions impliquées, les différentes perspectives sur la manière dont il doit être géré et conservé ainsi que les différentes représentations qui y sont liées. C'est pourquoi il nous semble que la situation du patrimoine mondial puisse répondre, à tout le moins dans le cas d'Arequipa, à la

définition de « l'hybridation » telle que l'ont introduite certains chercheurs et notamment l'anthropologue mexicain García Canclini (1989).

Ce concept d'hybridation, rappelons-le, est utilisé pour définir le processus par lequel sont créées, notamment en Amérique latine, de nouvelles expressions culturelles à partir du croisement de différentes cultures. Ce concept suggère donc qu'il faille comprendre ces expressions culturelles et leurs éventuels produits, non pas à partir d'une ou plusieurs cultures initiales, mais plutôt selon une culture nouvelle. Dans le cas du patrimoine mondial, on voit bien comment coexistent des représentations qui semblent *a priori* difficilement compatibles. Comment conjuguer par exemple la légitimité d'une appropriation par toute l'humanité avec la responsabilité locale de préserver le patrimoine, sans nuire au développement ? Et comment un élément de valeur universelle peut-il être un marqueur identitaire ?

La notion de patrimoine mondial, si elle reste comprise dans une perspective juridique ou selon une échelle territoriale, ne peut qu'être en conflit avec la responsabilité locale de conservation du patrimoine, et sa nécessaire revendication identitaire. Il serait plus pertinent de considérer que les différentes significations produites, à la fois par les actions publiques des différentes institutions et par les stratégies d'appropriation des populations locales dans leurs contextes culturels locaux et nationaux, contribuent à la production d'une nouvelle signification hybride. Celle-ci, liée à l'inscription sur la Liste, rend possible la coexistence d'enjeux et de représentations autrement contradictoires, sans toutefois figer la façon dont cette signification est exposée aux visiteurs par les éléments patrimoniaux protégés. C'est ce qu'illustre, selon nous, l'évolution de la mise en valeur d'une signification particulière, la « mixité culturelle », dans le cas d'Arequipa. De plus, cette hybridité rend légitime le développement local comme élément constituant de la signification patrimoniale, ce qui permet de convertir vraiment le patrimoine en un projet sociétal.

12) Les effets du patrimoine mondial

Les différents éléments de compréhension du phénomène mis au jour par l'analyse semblent questionner la notion de patrimoine mondial et soulèvent une interrogation, à savoir : quelles peuvent être les caractéristiques particulières du processus de patrimonialisation lorsqu'il s'agit de l'inscription d'un site sur la Liste du patrimoine mondial ? Nous pouvons en effet nous demander si le processus de patrimonialisation le plus récent, en relation avec l'inscription, présente des différences avec les précédents, mais surtout comment les représentations liées à cette reconnaissance influencent les acteurs qui interviennent dans la patrimonialisation du site. Ces éléments nous permettraient de mieux comprendre les conséquences, mais aussi les causes éventuelles, puisque les motivations qui sous-tendent la mise en candidature d'un site relèvent, entre autres, comme dans le cas d'Arequipa, d'attentes supposées de cette inscription sur le développement et l'économie locale. La question n'est donc pas tant « y a-t-il un effet patrimoine mondial », ce qui semble évident par l'énonciation même de la question, mais « que produit cet effet ? »

D'après nos observations, il semble qu'il existe en fait plusieurs effets, réels et imaginaires, prévus et imprévus, certains souhaités et d'autres que l'on voudrait éviter. Au cours de la présente étude, mais aussi de nos précédents travaux sur des sites inscrits ou candidats à l'inscription, nous avons remarqué particulièrement trois effets : l'hybridation, la labellisation et l'amplification.

a) L'effet d'hybridation

Dans notre analyse, nous avons mis en évidence certaines contradictions dans la patrimonialisation du site d'Arequipa, dont la coexistence nous paraît révéler la nature hybride du processus de patrimonialisation de ce site. Parmi celles-ci, nous observons par exemple que l'évolution du site conduit à une exclusion de certains

groupes sociaux alors même que la volonté politique initiale du maire, comme celle de l'UNESCO d'ailleurs, était entre autres de créer une identité intégratrice.

À Arequipa, cela a pris la forme de l'expulsion des vendeurs de rue, comme à Lima, ou encore celle d'une barrière économique qui se traduit par les prix « internationaux » des hôtels et restaurants du centre-ville. Néanmoins, nous constatons qu'il existe une certaine revendication du patrimoine, même de la part de ceux qui s'en disent en partie privés d'accès. C'est que nous voyons bien que ce qui est en jeu dans le patrimoine mondial, face à l'étranger-visiteur, c'est que le patrimoine ne représente pas seulement l'histoire et l'identité des populations, mais que la façon dont on le conserve et on le met en valeur est également signifiante. Rappelons-nous des Bouddhas de la vallée de Bamyán ou, plus récemment, des mausolées et des monuments de Tombouctou. Dans ces cas, l'atteinte au patrimoine mondial représente un acte d'affirmation politico-culturelle contre des éléments représentatifs d'une culture rejetée. Dans la plupart des cas, dont celui d'Arequipa, il faut au contraire que le patrimoine soit non seulement beau ou bien conservé, mais aussi bien mis en valeur afin d'affirmer l'appartenance de la population locale à « l'humanité » qui a reconnu ce patrimoine. Il faut alors signifier au visiteur l'importance de ce patrimoine, mais aussi l'importance qu'il a pour la population locale, et ce, d'une façon que ce visiteur puisse comprendre. Le pire dans ce cas serait que l'on ne mette pas « correctement » en valeur un élément et qu'un étranger puisse penser que la population ne se rend pas compte de l'importance d'un patrimoine, excluant celle-ci de la « communauté humaine » qui l'a reconnu.

Cette mise en abyme de différentes significations révèle la conception initialement occidentale du patrimoine mondial, dans la façon dont il est mis en valeur qui peut ne pas correspondre au contexte et qui peut faire l'objet d'une hybridation avec la culture locale. L'effet d'hybridation du patrimoine mondial provient de ce que les gestionnaires de ces sites anticipent ce que les visiteurs croient être un site correctement mis en valeur. C'est leur interprétation locale d'attentes supposées des

visiteurs qui produit l'hybridation, et c'est parce que c'est du patrimoine mondial que l'on se préoccupe de ces attentes. C'est probablement aussi cette conception occidentale sous-jacente que rejettent les groupes qui détruisent les monuments inscrits au patrimoine mondial.

Dans les autres sites patrimoniaux, on se préoccupera d'abord de transmettre un message suffisamment clair sur l'importance de l'élément patrimonial et de sa signification historique, artistique, ethnologique ou autre, pour qu'il soit accessible au plus grand nombre. Dans les sites du patrimoine mondial, on cherchera en plus à les mettre en valeur de façon à signifier leur importance pour ceux qui en ont la « garde », ce qui constitue un processus supplémentaire de patrimonialisation. Cette « couche » supplémentaire de signification, qui peut parfois se produire au détriment de la signification patrimoniale initiale, se comprend dans la mesure où la reconnaissance que constitue l'inscription représente, dans l'imaginaire collectif, la plus haute certification de l'importance de l'élément patrimonial. Il n'est donc, d'une certaine manière, pas nécessaire de démontrer l'importance de cet élément aux visiteurs, et c'est à un autre niveau que se joue sa mise en valeur.

De la même façon que le patrimoine mondial ne renvoie pas à une échelle territoriale qui dépasserait l'échelon national, la signification produite par la patrimonialisation ne se substitue pas à celle construite précédemment, notamment lors de la sélection par l'État, mais constitue un niveau supplémentaire de signification. En revanche, elle introduit une nouvelle représentation du site au sein de l'imaginaire de la population qui intègre en partie cette attente supposée du visiteur, ce qui participe du processus d'hybridation du sens et de l'élément patrimonial. Dans le cas d'Arequipa, nous croyons qu'un bon exemple de ce phénomène est l'aménagement de rues piétonnes, notamment la rue Mercaderes. En effet, s'il est un type de rue particulièrement courant dans les sites du patrimoine mondial, c'est celui de la « rue piétonne » où se côtoient vendeurs locaux et enseignes internationales. Nous en retrouvons d'ailleurs au moins une dans les deux autres villes inscrites au Pérou que sont Lima, avec la rue

Jr. de la Unión, et Cusco, avec la rue Mantas. Ces espaces, qui sont aménagés pour être reconnaissables par le visiteur, et notamment le touriste étranger, permettent aussi à ce dernier de lui-même développer une appropriation du site qui, dans le cas du patrimoine mondial, semble cohérente avec l'universalité reconnue de la valeur patrimoniale. Cependant, dans ce cas, ce n'est pas l'universalité du site inscrit qui s'exprime, mais plutôt celle de la représentation de ce à quoi doit ressembler un site inscrit.

Cette complexité permet la coexistence de dynamiques qui peuvent sembler contradictoires lorsque l'on s'en tient à une approche légale ou territoriale pour interpréter la patrimonialisation de ces sites. La prise en compte de l'influence de cette représentation locale de l'horizon d'attente des visiteurs permet de lever l'ambiguïté qui semble peser sur certaines actions difficilement compréhensibles du point de vue de la seule conservation et sur des choix qui sont parfois plus « esthétiques » que « authentiques », ou en faveur du développement local.

b) L'effet « Label »

Un autre effet repose sur une notion équivoque, celle d'une « labellisation » par l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. En effet, on ne compte plus les articles de presse qui affirment que « le label « patrimoine mondial » dope le tourisme », comme à Albi (RTL, 26 août 2010), ou que « *In Japan, the World Heritage Label Transforms a Ghost Town into a Boomtown* » (*The New York Times*, 5 septembre 2008). Mais de nombreux travaux scientifiques utilisent aussi le terme de « label » (Genieys, 2002 ; Prud'homme, 2008 ; Gavalda, 2010), alors même que son usage est « d'une très grande ambiguïté » (Audrerie, 2001 : 35). En effet, un label est une « marque distinctive [...] apposée sur un produit commercialisé pour en garantir la qualité » (TLFi, s.d.), et utiliser ce terme dans le cas du patrimoine mondial, c'est replacer l'inscription sur la Liste dans la perspective particulière de sa perception par d'éventuels « consommateurs » du patrimoine (Florent, 2011). Cela revient à poser la question de l'influence de la reconnaissance que constitue l'inscription sur les choix

de visites des touristes, ce qui, selon certaines études, semble plutôt reposer sur la notoriété générale du site (*ibid.*).

Pour le patrimoine, le « label » n'a pas vraiment de sens (Audrerie, 2001, 35) puisqu'il reposerait sur une standardisation et une mesure de la « qualité patrimoniale ». Or, selon la Convention du patrimoine mondial, si les sites inscrits possèdent bien une valeur universelle exceptionnelle, elle n'est pas exclusive puisque l'article 12 précise que « le fait qu'un bien du patrimoine culturel et naturel n'ait pas été inscrit [...] ne saurait en aucune manière signifier qu'il n'a pas une valeur universelle exceptionnelle à des fins autres que celles résultant de l'inscription sur ces listes ». Il ne s'agit donc pas officiellement d'une « garantie de qualité », même si cette représentation semble assez répandue. De plus, la grande diversité des sites et leur nombre croissant, ainsi que les enjeux politiques et diplomatiques liés au patrimoine mondial, limiteraient sérieusement les chances de réussite d'une telle entreprise de labellisation. Est-ce à dire que la notion de « label » et celle de « patrimoine mondial » sont antinomiques ? Pas tout à fait si nous sommes plus précis. Par exemple, la Mission Val de Loire, qui est un organisme fondé par les autorités locales en 2002 pour préserver, valoriser et animer ce site inscrit en 2000, a créé un label « Val de Loire patrimoine mondial » pour certifier la qualité de projets éducatifs, scientifiques ou culturels en rapport avec le site (Mission Val de Loire, 2010). Dans ce cas il s'agit bien d'une « labellisation », puisque l'organisme qui octroie le label s'appuie sur des critères de qualité qui sont les mêmes pour tous les projets. La notion de « label » n'est pas non plus incompatible avec l'action de l'UNESCO, puisqu'il existe un programme, le label d'excellence de l'UNESCO pour les produits artisanaux, en partenariat avec l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), dont les objectifs sont « l'établissement de standards de qualité et l'introduction sur le marché international de nouveaux produits artisanaux venant de tous les pays de la région » (UNESCO, 2006). Encore une fois, il s'agit bien ici de garantir une qualité standard pour des produits commerciaux.

Enfin, la notion de « label », bien qu'elle soit difficilement compatible avec celle de « patrimoine », a tout de même été intégrée récemment dans certaines dénominations officielles. Ainsi, la Commission européenne, par le biais de sa Direction générale Éducation et Culture, a récemment annoncé la création du Label de patrimoine européen (*European Heritage Label*) qui sera attribué à « des sites qui symbolisent l'histoire de l'Europe, [ses] valeurs communes et la construction de l'Union européenne (Commission européenne, 2011). Le communiqué précise par ailleurs que le label « sera notamment attribué aux sites sur la base de leur valeur symbolique pour l'Europe et de leurs activités éducatives plutôt que sur la base de leur qualité architecturale ou de leur beauté » et que cela vient en complément d'autres initiatives, dont l'action de l'UNESCO envers le patrimoine mondial. Au-delà des questionnements sur la pertinence d'un tel projet, pour lequel il faudrait commencer par définir les valeurs communes et s'accorder sur une histoire de la construction européenne, il ressort que la notion de « label » touche ses limites avec celle de « patrimoine » tant il paraît compliqué d'établir des « standards » qui en permettront l'attribution.

Dans le cas du patrimoine mondial, bien que le terme ne fasse pas partie de la rhétorique officielle de l'UNESCO, il est tellement utilisé qu'il s'impose dans les représentations, ce qui, dans certains cas, conduit les visiteurs de sites inscrits à la déception lorsqu'ils trouvent du patrimoine en mauvais état, comme c'est effectivement le cas à Lima. Si certaines politiques de labellisation étaient possibles, ce serait par exemple concernant les services touristiques ou l'hébergement et la restauration. C'est d'ailleurs le sens des « certificats d'excellence » mis en place par le site Tripadvisor, qui a conclu en 2009 un accord de partenariat avec le Centre du patrimoine mondial. Cet accord concrétise le lien entre patrimoine mondial et tourisme tout en affirmant, d'une certaine manière, en laissant cela à un opérateur privé, que ce n'est pas du ressort de l'UNESCO de promouvoir le tourisme dans les sites inscrits.

Du reste, la valorisation touristique, la médiation et l'accessibilité pour les visiteurs ne font pas partie des critères d'évaluation de la VUE. L'effet « label » nous semble donc être une perspective erronée pour aborder le patrimoine mondial, y compris dans sa relation au phénomène touristique, puisqu'il repose sur une ambiguïté qui consiste à assimiler le site à un produit touristique, ce qu'il n'est pas. Le produit touristique, c'est par exemple la visite du site, mais le site en lui-même ne devient attractif que s'il est valorisé. Il ne faut donc pas confondre une reconnaissance et les transformations qu'elle peut engendrer avec une production standardisée, puisque ces transformations ne peuvent être comprises que dans leur contexte de production et/ou d'hybridation.

c) L'effet d'amplification

Un troisième effet peut, selon nous, être mis en évidence dans les sites urbains inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Nous observons que tous les sites ne connaissent pas la même évolution, certains se transformant rapidement, d'autres beaucoup plus lentement et, pour quelques-uns, dans le sens d'une dégradation du patrimoine. Citons l'exemple du site de « la ville de Coro et son port », au Venezuela, inscrit sur la Liste en 1993 et porté à la Liste du patrimoine mondial en péril en 2005. Même s'il est assez rare que des villes soient sur cette liste, il reste que cela démontre que l'inscription n'est pas une garantie d'amélioration de la VUE, même si cela peut quand même produire d'autres améliorations. Dans le cas des villes du Pérou, nous l'avons abordé, chacune a connu une évolution différente. Cusco est devenue le principal centre touristique du pays, avec un centre-ville dédié aux activités en lien avec le tourisme, et dépeuplé, les résidents restants faisant face à des conditions de vie précaires dans le voisinage d'hôtels de luxe (Figure 12.1).



FIGURE 12-1 : En plein centre historique de Cusco se côtoient des habitations délabrées et des hôtels de luxe. Photos : Mathieu Dormaels, 2011.

Cela n'a pas réglé les problèmes de conservation des bâtiments, qu'ils soient d'usage touristique et modifiés ou d'usage non touristique mais abandonnés. À Lima, les actions entreprises au milieu des années 1990 ont créé un « mini » centre historique, mais le reste de la zone inscrite est toujours en bien mauvais état et continue de se dégrader. Dans le cas d'Arequipa, l'environnement bâti a été beaucoup restauré et des projets sont encore prévus pour améliorer notamment les conditions des logements des zones précaires, mais le site patrimonial n'a pas été le support espéré d'une identité englobant les populations anciennes et celles, plus récentes, issues de l'exode rural des 50 dernières années.

D'une façon générale, les sites inscrits font l'objet d'un plan de conservation et ils attirent des touristes, mais la situation diffère d'un site à l'autre. Il semble qu'elle soit, dans un premier temps au moins, cohérente avec ce qu'elle était avant l'inscription, mais de façon amplifiée. Dans une ville où le patrimoine se dégrade, il continue de se dégrader, et ce, encore plus rapidement (comme à Lima). Dans une

ville qui renaît économiquement par le tourisme, celui-ci prend une place prédominante (comme à Cusco). Dans une ville par ailleurs où l'on choisit d'investir dans le patrimoine pour développer l'économie locale, il y a plus d'investissements avec parfois des conséquences néfastes sur la conservation ou l'intégration sociale (comme à Arequipa). L'inscription viendrait donc amplifier la situation existante, ce qui serait cohérent avec les orientations récentes de l'UNESCO, qui demande de plus en plus à ce que les dynamiques d'intégration des populations locales et les actions de protection et de restauration soient présentes dès le processus de candidature des sites. Il s'agirait ainsi d'améliorer la situation en amont de l'inscription, pour profiter pleinement de l'effet d'amplification de celle-ci.

Cela ne signifie pas pour autant que ces situations soient immuables. Au contraire, de nombreux sites ont pu inverser des tendances incompatibles avec la préservation de la VUE des sites et être ainsi retirés de la Liste du patrimoine mondial en péril, parfois grâce à l'aide et à la coopération internationale. Là encore, nous croyons qu'il existe un effet d'amplification en ce qu'un État, ou les autorités locales responsables d'un site, qui décident d'effectuer ces transformations peuvent, grâce notamment à la visibilité et au soutien qu'offre l'inscription, trouver plus de compétences et plus de financement pour mener ces changements plus rapidement. C'est d'ailleurs parfois l'unique moyen dans des cas exceptionnels où le pays seul ne pourrait pas assumer la charge que représente le site. Ce qui est vrai avec les campagnes de sauvegarde de l'UNESCO, depuis celle d'Abou Simbel, est vrai aussi pour les grands sites culturels – tels que celui d'Angkor au Cambodge (sur la Liste des sites en péril de 1992 à 2004) – ou naturels – comme le réseau des réserves du récif de la barrière du Belize (sur la Liste des sites en péril depuis 2009).

Cet effet d'amplification a souvent été souligné, sans être identifié en tant que tel, dans des études sur des sites inscrits à travers la hausse du tourisme ou de la pression foncière. Il nous semble cependant qu'il s'agit là d'une conséquence plus profonde et structurelle de l'inscription, et pas simplement ponctuelle ou ne concernant que des

réalités techniques de gestion des flux et du foncier. Cela soulève la question, qu'il appartiendra à une autre étude d'examiner, d'une amplification qui affecterait aussi les aspects sociaux du patrimoine mondial et qui se traduirait par une plus grande organisation formelle des populations locales en groupes représentatifs, mais aussi par la récupération plus courante des valeurs patrimoniales comme argument dans des débats autres que patrimoniaux.

d) L'effet « patrimoine mondial »

Les sites du patrimoine mondial ne sont pas des sites comme les autres, car leur valeur universelle exceptionnelle constitue une couche supplémentaire de leur signification, construite par un processus particulier. L'inscription de ces sites sur la Liste du patrimoine mondial, ou le projet de l'être, constitue une énonciation performative qui déclenche un nouveau processus de patrimonialisation, mobilise des représentations nouvelles et produit certains effets. Cette influence de l'inscription est en partie due aux recommandations de l'UNESCO elle-même qui véhiculent certaines représentations, notamment sur la place des communautés locales dans le processus, en suscitant une implication sociale et un soutien populaire qui ne peuvent s'obtenir que par un travail important et coûteux sur le terrain. Mais cela demande aussi de plus en plus de fonds pour produire des dossiers élaborés et mener une campagne d'information auprès des organismes impliqués, tout comme une campagne de communication envers les médias et le public, d'autant plus qu'une concurrence assez forte a émergé. Il suffit pour s'en convaincre de voir le nombre de documents, de brochures, de panneaux, de sites internet et de réseaux sociaux, produits par les États, pour faire la promotion d'un site candidat (Figure 12.2).

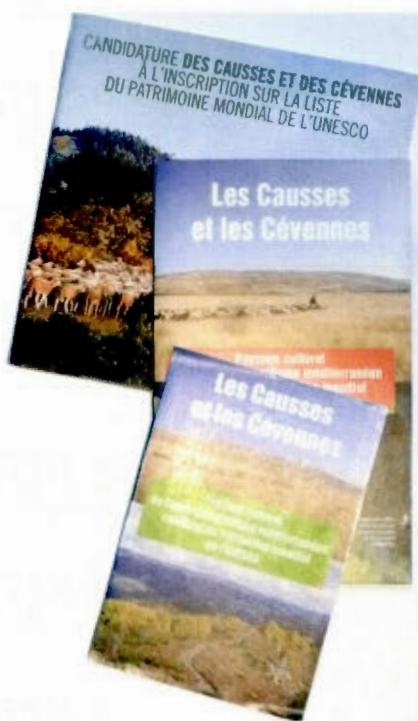


FIGURE 12-2 : Brochures éditées par la France pour soutenir la candidature des Causses et des Cévennes à l'inscription en tant que paysage culturel, lors de la 35^e réunion du Comité du patrimoine mondial à Paris en 2011. Le site a été inscrit à cette occasion. Photo : Mathieu Dormaels, 2011.

L'importance croissante de la notoriété du patrimoine mondial dans l'opinion publique a renforcé ces transformations et multiplié le nombre de sites élus et surtout de candidatures. Mais quand nous prenons conscience aujourd'hui des listes indicatives très longues de certains États, la Chine par exemple avec 50 sites³⁶, nous pouvons nous poser des questions quant aux possibilités réelles d'inscription de l'ensemble. Dans ce cas, quel sera l'effet « patrimoine mondial » pour un site qui a commencé à se transformer et qui finalement n'est pas inscrit ? L'exemple souvent cité de la candidature du site canadien de Grand-Pré, soumise à l'UNESCO le 1^{er} février 2011, est exemplaire d'un processus très inclusif d'élaboration du dossier, avec une forte participation de la société civile. Aurait-il été possible que le site ne soit pas inscrit en 2012 et, le cas échéant, que se serait-il passé ? Et comment refuser

³⁶ Selon la liste indicative établie par ce pays et consultable sur le site du Centre du patrimoine mondial, au 15 juillet 2012.

une inscription après des investissements locaux pluriannuels importants, tant économiques que sociaux ?

En d'autres termes, en demandant autant d'investissements aux sites candidats, directement par les *Orientations pour la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial culturel et naturel* (UNESCO – Comité du patrimoine mondial, 2011), ou indirectement par la concurrence entre les candidatures, le Comité du patrimoine mondial, où les enjeux politiques rendent déjà complexes les négociations, peut-il continuer de prendre des décisions uniquement basées sur les critères de la valeur universelle exceptionnelle ? Dans tous les cas, cela posera inévitablement la question de la signification des sites déjà inscrits qui, comme Arequipa, se transforment à mesure que les représentations, notamment celles sur le patrimoine mondial, évoluent.

CONCLUSION

Le processus de patrimonialisation du site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial du « Centre historique de la ville d'Arequipa » n'est pas terminé. D'abord parce que le plan directeur proposait un terme pour la réalisation de l'ensemble des projets en 2015, mais aussi parce que l'actualisation permanente des valeurs patrimoniales est, nous l'avons démontré, une condition nécessaire à son existence dans le présent. Nous ne saurions donc conclure tout à fait sur l'ensemble du processus, mais cette recherche a sans doute permis d'en dégager certaines caractéristiques qui en accroissent la compréhension.

Rappelons que la question de recherche initiale était :

Comment, à travers les transformations de l'environnement bâti, les transformations sociales et leurs interrelations, peut-on comprendre le processus de patrimonialisation du site du patrimoine mondial du centre historique d'Arequipa ?

Plusieurs éléments, issus de l'examen des hypothèses, nous permettent de répondre quant à l'expression de la patrimonialisation du site. Comme nous le détaillons ci-dessous, ce processus est à la fois hybride et producteur de représentations qui façonnent la matière et la signification du site et les font évoluer.

D'abord, l'analyse des transformations physiques, symboliques et sociales du site et la restitution interprétative du phénomène de patrimonialisation mettent en évidence qu'il s'agit d'un processus hybride, où se croisent à la fois des enjeux institutionnels et sociaux (hypothèse H1), et qui produit un nouvel espace de gestion complexe impliquant des acteurs locaux, nationaux et internationaux (hypothèse H3). Par

ailleurs, nous avons établi que la signification du patrimoine et les représentations qui y sont associées évoluent et s'actualisent pour correspondre aux évolutions de cet environnement complexe en intégrant, par exemple, les problématiques locales de croissance urbaine et de gestion environnementale, mais aussi le développement d'une vision plus intégrée du patrimoine mondial culturel et naturel, révélée dans ce cas par l'attention croissante accordée à la *campiña* (hypothèse H2).

Notre étude a ensuite démontré que l'inscription d'un site sur la Liste du patrimoine mondial engage et produit des représentations. En effet, les sites candidats à l'inscription étant sélectionnés et reconnus par les États, ils supportent déjà des représentations. Celles générées par l'inscription ont donc ceci de particulier qu'elles sont le résultat d'un mélange entre les représentations déjà existantes et celles qui sont associées au patrimoine mondial et à la conception occidentale dont il procède. Il y a donc une intégration, au moins partielle, des valeurs promues par l'UNESCO et exprimées dans la déclaration de la valeur universelle exceptionnelle du site. Cela nous a conduit à envisager le « site » comme un ensemble composé du « lieu », physiquement identifié et délimité, et des représentations qu'il supporte.

Ce constat est cohérent avec un autre résultat de notre analyse, à savoir que les interventions sur la matière et les modifications des usages sont avant tout l'expression des représentations qui y sont associées. En d'autres termes, on transforme l'espace urbain pour le faire ressembler à qu'il représente, et non pas nécessairement, ou pas seulement, pour le ramener à un état physiquement adéquat qui correspond aux valeurs patrimoniales reconnues ou aux normes internationales. C'est en ce sens, croyons-nous, qu'il faut comprendre par exemple les changements d'usage de certains lieux comme l'église du Tiers-Ordre dont l'ouverture aux manifestations culturelles reflète probablement une représentation véhiculée par la contrepartie française. De plus, ces interventions sont les manifestations tangibles de l'actualisation permanente des représentations, évoquée plus haut, et des transformations de la signification symbolique du site qu'elles engendrent en fonction

des changements sociaux, politiques, culturels ou encore économiques de leur contexte de production. C'est pourquoi nous pouvons parler d'une transformation du site alors même que l'on cherche à le conserver, physiquement et symboliquement (H4).

D'un point de vue plus général, cette relation entre interventions et représentations pourrait permettre de mieux comprendre certaines évolutions de ces sites, et notamment pourquoi il semble exister certains points communs dans les interventions qui y sont menées. En effet, si celles-ci sont les résultats de représentations influencées par les valeurs de l'UNESCO, nous pouvons comprendre qu'il existe des similarités entre différents sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. D'ailleurs, nous avons vu qu'il semble y avoir une évolution dans les représentations de l'UNESCO qui tend à faire reposer partiellement la valeur universelle exceptionnelle sur les communautés locales. Or, si les représentations de ces communautés changent, elles peuvent être amenées à favoriser des interventions qui vont contre l'avis des experts et, ultimement, conduire à un retrait de la Liste, comme à Dresde en 2009 ou au sultanat d'Oman en 2007.

L'inscription du centre historique d'Arequipa est explicitement un projet politique, dont les ambitions ont guidé l'élaboration du plan directeur. Les liens entre représentations et interventions permettent donc, par l'analyse de ces dernières, de mettre en évidence les intentions qui ont motivé le projet patrimonial. Dans ce cas, les objectifs énoncés par les responsables locaux étaient économiques, culturels et sociaux, mais l'analyse fait ressortir la prégnance des considérations économiques. Si dans d'autres cas, les motivations de la reconnaissance patrimoniale peuvent être différentes, cette relation entre les interventions sur les éléments patrimoniaux et les représentations peut permettre plus largement au chercheur de mieux comprendre les unes et les autres.

D'un point de vue théorique, trois remarques nous paraissent particulièrement intéressantes au terme de notre étude. D'abord, nos analyses suggèrent qu'il existe

une relation entre les représentations construites lors des différents processus de patrimonialisation. Toutefois il semble bien que ce soit au niveau des représentations, plutôt que de la mémoire, que s'effectue la « suture patrimoniale », pour reprendre les termes de Davallon (2006 : 97). La superposition de ces différentes représentations patrimoniales, qui composent ce que Morisset (2009) appelle la « mémoire patrimoniale », semblerait nécessiter la création d'une continuité historique par l'établissement de liens, *a posteriori*, avec les significations antérieures et des événements du passé. Dans le cas présent, cela se manifeste notamment par le lien entre le tremblement de terre de 2001 et ceux de 1958 et 1960, qui a donné à ces derniers une importance notable dans l'imaginaire patrimonial local en imposant l'idée que l'intérêt pour le patrimoine est apparu il y a une cinquantaine d'année. Nous croyons que la prise en compte de ces liens pourrait être un outil utile pour une meilleure compréhension de la construction de sens dans le processus de patrimonialisation.

Ensuite, il semble que notre approche du patrimoine en tant que dispositif médiatique se révèle opératoire pour l'analyse, mais notre recherche montre qu'il manque un élément dans le dispositif tel que présenté initialement (Figure 2.1), puisqu'il ne rend pas compte des interrelations mises en évidence entre les transformations et les représentations collectives. Effectivement, les représentations produites par les groupes sociaux influencent l'action des institutions sur l'objet patrimonial et sur sa médiation, afin de les faire correspondre à ces représentations. Le schéma du dispositif pourrait donc être complété par l'intégration des institutions et de cette influence des représentations (Figure 13.1). Ce faisant, cela fait apparaître le risque, déjà signalé par certains auteurs (Noppen et Morisset, 2005b), d'un patrimoine auto-référencé, où la représentation produite par les groupes sociaux devient l'objet patrimonial, c'est-à-dire un patrimoine dont l'existence serait justifiée par les effets (sociaux) qu'il produit et non plus par les valeurs qui ont motivé sa reconnaissance.

Dans notre schéma, il pourrait s'agir d'une boucle de production de signification dans laquelle l'objet patrimonial disparaîtrait.

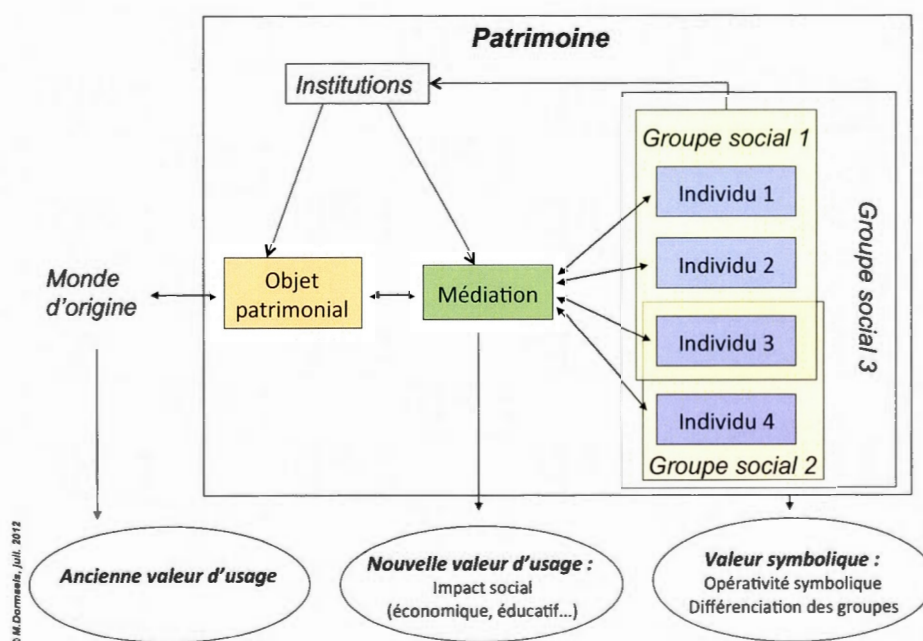


FIGURE 13-3 : Le patrimoine en tant que dispositif médiatique, qui inclut l'influence des représentations des groupes sociaux sur les institutions et leurs actions.

Enfin, dans le cas du site d'Arequipa, nous avons pu mettre en évidence un niveau supplémentaire dans la construction des représentations, qui pourrait être caractéristique des sites du patrimoine mondial. Il semble en effet que certaines interventions visent à faire correspondre le site à l'horizon d'attente supposé, et pas nécessairement réel, des visiteurs et notamment des touristes. Cette mise en abyme des représentations, en ce qu'il s'agit de la production d'une « méta-représentation », conférerait au patrimoine mondial un caractère « méta-patrimonial » qui influencerait les transformations du site. Cette particularité des sites inscrits pourrait être mise en relation avec la volonté de construire une valeur qui soit universelle, au-delà des cultures. Cela rejoint le concept d'*heritage-scape* défini par Di Giovine (2009 : 70-71), pour qui « *World Heritage sites are not undifferentiated spaces, nor are they*

simply localized sites. They are a specific kind of place, with a specific kind of social context », dont l'ensemble formerait selon lui un système social global. Que l'on adhère ou pas à cette théorie, et au-delà des postures quand à la possibilité d'existence réelle d'une valeur universelle exceptionnelle difficile à définir (Cameron, 2009 ; ICOMOS, 2008), il n'en demeure pas moins que son évocation et celle du patrimoine mondial produisent des représentations qui ouvrent sur une possible mise en abyme.

Toutefois, il serait intéressant d'étudier dans quelle mesure ce type de mise en abyme est propre au patrimoine mondial ou si elle existe aussi dans le cas d'autres types de patrimoine qui font l'objet d'une mise en tourisme, et selon quelles modalités. Dans tous les cas, nous pouvons nous interroger sur le statut de ces méta-représentations et leurs implications, puisque, sans nul doute, certains plaideront qu'il s'agit d'une dérive qui « pervertit » la signification du patrimoine, tandis que d'autres défendront la validité de celles-ci au même titre que les autres représentations et l'importance du tourisme dans la définition du patrimoine. Au-delà des réponses possibles, il nous semble que cette recherche mette en évidence l'intérêt de se poser la question des implications de ce caractère méta-patrimonial.

Ce sont donc plusieurs représentations qui coexistent et qui influencent les interventions qui sont menées. Entre celles des experts et des gestionnaires, celles des usagers du site et celles des touristes (réelles et supposées), existent aussi les représentations des habitants. Notre étude nous apprend que certaines représentations peuvent être dans certains cas contradictoires et que le fait d'en privilégier une au moment de l'intervention peut avoir des conséquences négatives. Dans le cas de San Lázaro, par exemple, il semble que les autorités aient privilégié les représentations supposées des touristes et, pourtant, le quartier est délaissé par les touristes et semble mal approprié par ses habitants. Est-ce à dire que les institutions qui interviennent ne peuvent le faire que si cela correspond à l'ensemble des représentations ? Certainement pas, car nous voyons mal comment cela serait possible, mais cela illustre bien, selon nous, la complexité de la gestion de ces sites où les représentations

sont plus nombreuses, notamment du fait de l'inscription. Cependant, cette multiplicité des représentations pourrait entraîner une certaine compétition pour promouvoir une vision particulière plutôt qu'une autre. Cela permettrait peut-être de mieux comprendre le degré de mobilisation des habitants et pourquoi surgissent parfois des contradictions quant à leur rôle, tantôt « héritiers » de leur patrimoine, tantôt « gardiens » du patrimoine de l'humanité, selon les représentations convoquées et revendiquées.

D'un point de vue plus épistémologique, la démarche herméneutique proposée dans cette thèse se veut une contribution au champ d'étude de la patrimonialisation en ce qu'elle pourrait, croyons-nous, servir pour des études comparables. En effet, si la patrimonialisation consiste en la production de représentations, il n'en subsiste pour le chercheur que des traces à partir desquelles il lui faut restituer le processus par l'interprétation. S'agissant du patrimoine, en tant que dispositif impliquant les groupes sociaux qui produisent ces représentations, il nous paraît nécessaire de ne pas se limiter à l'étude des documents et des objets, mais d'intégrer aussi l'analyse des représentations contemporaines recueillies par les entretiens et les questionnaires. C'est à partir de l'ensemble de ces éléments que peut être menée une herméneutique de la patrimonialisation.

Il faut cependant souligner que cette recherche comporte certaines limites. La plus évidente, et la plus importante, est sans doute contextuelle. Nous avons choisi de n'étudier qu'un site, dont la culture locale reconnaît la conception occidentale du patrimoine mondial puisqu'elle fait partie de sa propre définition du patrimoine. Si les contributions de cette recherche aux connaissances peuvent soulever des questions concernant d'autres sites, elles ne constituent certainement pas des réponses valides dans d'autres contextes. Il ne s'agit donc pas de tirer des conclusions générales de ces résultats, ceux-ci se révélant probablement différents pour d'autres sites.

Cette recherche est également limitée par deux éléments, le premier étant un choix et le second, une contrainte. Dans ce travail, nous avons volontairement limité la prise

en compte du tourisme pour nous concentrer sur la relation entre les institutions, les habitants et les transformations physiques et symboliques de l'environnement bâti. Pourtant, nous l'avons vu à plusieurs reprises, le tourisme est un élément important de la compréhension du processus de patrimonialisation du site à l'étude et, probablement, des sites du patrimoine mondial en général. Cette importance du tourisme dans le centre historique d'Arequipa a d'ailleurs été soulignée récemment dans un mémoire de maîtrise qui formule des recommandations pour permettre une bonne préservation du patrimoine historique tout en permettant de profiter des apports économique du tourisme (Rivera Garcia, 2011). Nous avons donc voulu le prendre en compte, à tel point que l'une de nos observations sur la production d'une « méta-représentation » y est directement liée, mais sans en faire un élément central de notre recherche. Il serait donc possible pour de futures recherches d'approfondir le rôle du tourisme dans la patrimonialisation de ce site et, plus largement, des sites inscrits au patrimoine mondial.

Par ailleurs, la disponibilité des sources ne nous a permis de documenter que très minimalement la tenure des immeubles et nous avons été contraint de renoncer à ces documents. Étant donné que les informations de ce type nous ont très souvent été utiles quand nous avons pu les trouver, il paraît judicieux d'intégrer ce type de documents, quand le contexte le permet.

C'est en raison de ces limites, notamment contextuelles, que nous avons gardé une certaine prudence dans la présentation de nos résultats, notamment en divisant la partie V entre, d'une part, ce qui relève de l'analyse des données propres au site d'Arequipa et qui, répondant aux hypothèses et à la question de recherche, peut être considéré comme des résultats (chapitre 11) et, d'autre part, les effets dont cette étude permet de questionner l'existence, réelle ou pas, mais qui requièrent des travaux complémentaires (chapitre 12). C'est d'ailleurs en termes d'« effets » que nous pouvons également présenter quelques-unes des questions que cette recherche laisse ouvertes pour d'autres études.

D'abord, nous avons noté dans l'analyse qu'il semble y avoir une prise de parole particulièrement importante de la part des habitants du site ou de ses alentours, qui s'en considèrent tantôt comme les « héritiers », tantôt comme les « gardiens ». D'ailleurs, nous l'avons évoqué au chapitre 11 et ci-dessus, il serait intéressant d'approfondir sur ce possible changement de statut dans le cas de l'inscription au patrimoine mondial, lorsqu'un élément patrimonial le devient supposément pour l'ensemble de l'humanité. En plus de la difficulté de faire exister leurs représentations au milieu de celles de nombreux autres acteurs, les habitants semblent bénéficier dans ces sites d'une légitimité de parole qui pourrait être expliquée par l'importance que leur donne l'UNESCO dans ses recommandations, ou par l'existence d'un « espace public » patrimonial, pour reprendre l'expression d'Habermas. En effet, l'inscription pourrait transformer le patrimoine, le faisant passer d'une « sphère publique contrôlée par l'autorité » (Habermas, 1993 : 61) à un lieu d'expression, un « espace de la démocratie » (Dacheux, 2008 : 8). Cette mobilisation pourrait également être une conséquence de l'effet d'amplification décrit dans ce travail. Il serait nécessaire d'étudier de façon plus approfondie les modalités d'existence de cette responsabilisation citoyenne et de la prise de parole associée pour en saisir les mécanismes et pour déterminer si elles diffèrent lorsqu'il ne s'agit pas de patrimoine mondial.

Un autre effet potentiel, que l'on pourrait qualifier d'« économique », a été étudié dans les dernières années. Les « retombées économiques » de l'inscription, notamment touristiques, invoquées par les autorités publiques et qui doivent, dit-on, profiter à la population et à l'économie locale, sont devenues un lieu commun. S'il est difficile de mesurer les implications économiques du tourisme en général, cela semble encore plus difficile dans le cas du patrimoine mondial tant les études peinent à évaluer le coût réel de l'inscription et de la gestion du site (Pricewaterhouse Coopers LLP, 2007 ; Rebanks Consulting Ltd. et Trends Business Research Ltd., 2009 ; Kayahan et VanBlarcom, 2010). Par ailleurs, les retombées réelles sont

divisées avec les opérateurs privés qui, dans certains cas, à Cusco par exemple, sont basées à l'étranger et constituent plutôt une fuite de devises qu'une retombée locale. De plus, il pourrait y avoir des variations importantes de la valeur foncière dans les sites inscrits. Enfin, nous l'avons évoqué, l'investissement nécessaire pour proposer et soutenir une candidature semble de plus en plus élevé. Les considérations économiques sont donc probablement appelées à prendre une importance croissante dans le fonctionnement du patrimoine mondial, avec les implications potentielles, y compris en termes d'accroissement des disparités entre pays riches et pays pauvres. Dans le même temps, il semble que les représentations voulant que les touristes affluent dans les sites inscrits se répandent, ce qui accentue le poids des considérations économiques mais peut créer localement des attentes bien éloignées de la réalité. Qu'en sera-t-il des représentations patrimoniales si les acteurs locaux, dont les habitants, se trouvaient déçus par des retombées bien inférieures aux attentes et aux investissements engagés ?

Un dernier effet possible, aperçu dans le cas d'Arequipa, pourrait également être considéré pour de futurs travaux : l'effet d'« essentialisation ». Il semble que les sites urbains inscrits au patrimoine mondial deviennent des ensembles qui soient plus aisément déconnectés du reste des villes où ils se situent. Le fait de les limiter formellement, par une zone centrale et une zone d'amortissement, crée une différence claire entre ce qui est dans le site et ce qui en est exclu. Nous pouvons alors nous demander dans quelle mesure le patrimoine urbain extérieur au site peut être moins préservé, par manque de ressources plutôt concentrées sur le site inscrit, par manque d'intérêt économique et par manque de réglementation pour ne pas entraver le développement local. Il y aurait dans ce cas le risque d'essentialiser le patrimoine urbain d'une ville en le réduisant à la zone inscrite. Nous notons tout de même une exception pour ce qui concerne les sites périphériques inclus dans les offres touristiques qui, au contraire, semblent profiter de la fréquentation. Citons le site archéologique de Sacsayhuamán, près de Cusco, qui n'est pas inscrit mais fait partie

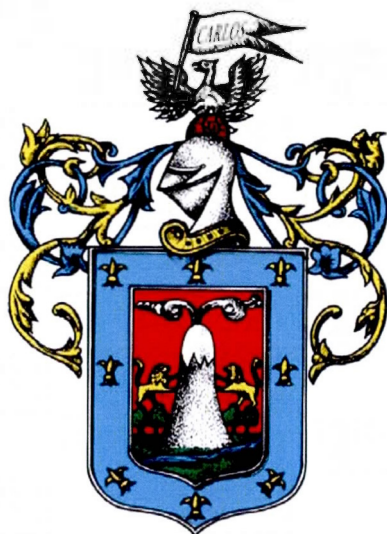
de la plupart des visites organisées pour les touristes attirés par les sites inscrits de la ville de Cusco et du sanctuaire du Machu Picchu. Notons également qu'il existe la possibilité, souvent reprise par les autorités locales et mentionnée dans la Convention du patrimoine mondial, que l'inscription d'un site entraîne une meilleure compréhension et connaissance du patrimoine urbain chez les habitants, incitant ceux-ci à adopter de meilleures pratiques de conservation pour leurs propres biens et pour le reste de la ville. Cet effet « pédagogique », qui se rapproche de l'effet démonstratif que l'on trouve en général dans les centres-villes comme nous l'avons vu au chapitre 1, reste le plus souvent difficile à évaluer en l'absence d'outils de mesure et surtout de données de référence d'avant l'inscription. Là encore, il est difficile de répondre à ces questions sans une étude plus précise de ces questions qui ont pourtant un impact direct sur les représentations patrimoniales et, donc, l'évolution des politiques publiques et d'environnement urbain.

Comme toute recherche, cette étude produit donc au moins autant de questions qu'elle apporte de réponses. Au-delà des résultats de notre analyse, il s'agit avant tout de démontrer l'intérêt de ces questionnements et de les aborder dans une perspective particulière où le patrimoine est le résultat d'un projet de société, d'une construction collective où s'expriment les valeurs et les identités, et qui contribue au développement des communautés. C'est en sens que cette recherche souhaite contribuer à la connaissance et la mise en valeur du patrimoine.

ANNEXES

Annexe 1 :

Volume 3 « programas y proyectos » [programmes et projets] du « Plan Maestro del centro histórico de Arequipa » [Plan directeur du centre historique d'Arequipa], décembre 2002, 22 pages.



MUNICIPALIDAD PROVINCIAL DE AREQUIPA

**PLAN MAESTRO DEL CENTRO HISTÓRICO DE
AREQUIPA**

VOLUMEN III

PROGRAMAS Y PROYECTOS

**SUPERINTENDENCIA MUNICIPAL
DE ADMINISTRACIÓN Y CONTROL DEL
CENTRO HISTÓRICO Y ZONA MONUMENTAL**

**OFICINA TECNICA DEL CENTRO HISTÓRICO CONVENIO
AECI-MPA**

Diciembre del 2002

PROGRAMA 01: RECUPERACION DE ESPACIOS PUBLICOS - REP

PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
REP.01 TRATAMIENTO DE LA CALLE ZELA 1RA Y 3RA CUADRA	CIVICO - CULTURAL	Mejorar el ambiente urbano.	Ensanche de veredas. Arborización. Iluminación.	• Proyecto urbano	• AECI • MPA	Inmediata	30,000.00
REP.02 RENOVACION DE REDES Y PAVIMENTOS	CIVICO - CULTURAL	Mejorar la infraestructura de servicios básicos y la imagen urbana.	Cambio de redes de infraestructura básica. Renovar pavimentos. Cambio de postes y luminarias.	• Expediente Técnico (ejecutado parcialmente)	• MPA • SEDAPAR • SEAL • TELEFONICA	Corto plazo	7,000,000.00
REP.03 REHABILITACION PLAZA DE ARMAS	CIVICO - CULTURAL	Mejorar el ambiente urbano fundacional.	Ampliación de veredas. Reforestación. Mobiliario urbano. Rehabilitación de la sección vial. Pintado de Portales.	Idea	MPA INC	Corto plazo	45,000.00
REP.04 ARBORIZACION CALLE JERUSALEN - SAN JUAN DE DIOS	CIVICO - CULTURAL SAN CAMILO	Articular los 2 grandes espacios recreativos de la ciudad, estructurando un eje verde paralelo al río.	Reforestación. Ensanche de veredas. Cambio de piso.	Idea	MPA Ministerio de agricultura	Corto Plazo	185,000.00
REP.05 REHABILITACION AV. SIGLO XX	SAN CAMILO	Recuperar el ambiente urbano con valor histórico.	Optimización de sección vial. Reforestación. Cambio de pisos y pavimentos. Mobiliario urbano.	Idea	MPA Comerciantes SEAL SEDAPAR	Corto plazo	50,000.00
REP.06 REHABILITACION PLAZUELA 15 DE AGOSTO	SAN CAMILO	Recuperar el ambiente urbano.	Iluminación. Mejoramiento de áreas verdes. Reposición de pisos. Mobiliario urbano. Iluminación. Demolición de columnatas.	Idea	MPA Comerciantes Residentes	Corto plazo	15,000.00
REP.07 REHABILITACION PARQUE DUHAMEL	SAN CAMILO	Mejorar el ambiente urbano e imagen.	Demolición de kioscos. Cambio de pisos. Arborización. Iluminación.	Idea	MPA Comerciantes	Mediano plazo	15,000.00
REP.08 REHABILITACION ALAMEDA SAN LAZARO	SAN LAZARO	Recuperar el carácter de alameda.	Optimización de sección vial. Ensanche de veredas. Cambio de pisos. Forestación e iluminación. Cambio de parapetos.	Idea	MPA Ministerio de agricultura INC	Inmediata	85,000.00
REP.09 RECUPERACION DE LA ANTIGUA TRAMA DEL BARRIO DE SAN LAZARO	SAN LAZARO	Recuperar el ambiente urbano con valor histórico y otorgarle condiciones de uso turístico.	Ensanche de vereda en voladizo. Peatonalización. Cambio de pavimentos. Señalización turística. Mobiliario urbano. Recuperación de fachadas. Iluminación.	Idea	MPA Vecinos. PROM PERU	Corto plazo	150,000.00

PROGRAMA 01: RECUPERACION DE ESPACIOS PUBLICOS - REP							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
REP.10 RECUPERACION Y TRATAMIENTO MARGEN DERECHA TORRENTERA	SAN LAZARO	Integrar la torrentera al espacio urbano de San Lázaro.	Manejo de cárcavas. Forestación e iluminación. Sendas peatonales. Colocación de pisos. Iluminación.	Idea	MPA SEAL SEDAPAR	Mediano plazo	100,000.00
REP.11 CONSTRUCCION EXPLANADA A RIPACHA	SAN LAZARO	Articular Alameda San Lázaro con la calle tradicional, permitiendo un ingreso directo a Chiling.	Plataforma sobre torrente:r.a. Colocación de pisos. Iluminación.	Idea	MPA	Mediano plazo	30,000.00
REP.12 ACONDICIONAMIENTO PLAZA CAMPO REDONDO	SAN LAZARO	Acondicionamiento de la Plaza para zonas de estar y para eventos recreativos – culturales.	Cambio de pisos y pavimentos. Forestación. Mobiliario urbano. Balaustrada. Iluminación.	• Idea	• MPA • Vecinos	Mediano plazo	20,000.00
REP.13 RECUPERACION PLAZA LA LIBERTAD	SAN LAZARO	Mejorar el uso del espacio urbano, privilegiando al peatón e integrar la trama peatonal.	Optimización sección vial. Cambio de pisos. Forestación. Mobiliario urbano. Paradero. Iluminación.	• Idea	• MPA • INC	Corto plazo	10,000.00
REP.14 RECUPERACION CALLEJON RIPACHA	SAN LAZARO	• Mejorar el ambiente urbano.	• Completar pavimentación. • Mejorar alumbrado público. • Forestación. • Señalización turística.	• Idea	• MPA • Vecinos	Corto plazo	15,000.00
REP.15 RECUPERACION PASAJE VELIZ	SAN LAZARO	• Recuperar ambiente urbano, dando continuidad hacia alameda San Lázaro.	• Cambio de pavimentos y pisos. • Iluminación. • Señalización turística.	• Idea	• MP A	Mediano plazo	5,000.00
REP.16 RECUPERACION TRAZA PEATONAL DEL SOLAR	EL SOLAR	Recuperar el ambiente urbano con valor histórico (barrio tradicional) y mejorar condiciones ambientales	Cambio de redes de infraestructura básica. Cambio de pisos y pavimentos. Señalización turística. Iluminación.	• Idea	• MP A • SEAL • SEDAPAR • TELEFÓNICA	Mediano plazo	20,000.00
REP.17 MEJORAMIENTO CALLE Y PUENTE BOLOGNESI	EL SOLAR	• Mejorar arquitectura y ambiente urbano del puente dando seguridad física.	1º etapa desde Cruz Verde-Beaterio. Cambio de pisos y pavimentos. Mejoramiento de redes e infraestructura básica. Iluminación. Forestación.	• Expediente técnico	• MPA • SEAL • SEDAPAR • TELEFÓNICA • ORDESUR	Inmediata	220,000.00

PROGRAMA 01: RECUPERACION DE ESPACIOS PUBLICOS - REP

PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
REP.18 RECUPERACION DE PASAJE IBÁÑEZ	EL SOLAR	Mejorar ambiente urbano con valor histórico, dando seguridad física a los vecinos.	Cambio de pisos y pavimentos. Iluminación.	• Idea	• MPA • Vecinos	Corto plazo	20,000.00
REP.19 RECUPERACION PARQUES BIELA Y GRAU	EL SOLAR	Integrar ambos parques conformando una unidad con el entorno urbano.	Conectar ambos parques a través de un viaducto peatonal. Reforestación. Mobiliario urbano. Juegos integrados. Iluminación. Módulo de servicios.	• Idea	• MPA	Mediano plazo	35,000.00
REP.20 ARTICULACION PUENTE BOLIVAR - LA ESTACION	VALLECITO	• Dar continuidad a la estructura y espacio urbano entre el puente Bolívar y la zona de la Estación. • Integrar el espacio urbano con valor histórico.	• Apertura de explanada • Expropiaciones de predios Av. Parra • Colocación de pisos y pavimentos. • Mobiliario urbano. • Reforestación. • Iluminación. • Saneamiento físico legal.	• Idea	• MPA • SEAL • SEDAPAR • TELEFÓNICA	Mediano plazo	80,000.00
REP.21 PASAJE 28 DE JULIO	VALLECITO	• Mejorar ambiente urbano y dotar de seguridad al sector.	• Cambio de pisos y pavimentos. • Mejoramiento alumbrado público.	• Expediente Técnico.	• MPA • SEAL	Corto plazo	18,000.00
REP.22 RECUPERACION CORREDOR AV. PARRA	VALLECITO	• Recuperar el espacio urbano con valor histórico.	• Optimizar sección vial. • Ensanche veredas laterales. • Reforestación. • Mobiliario urbano. • Iluminación.	• Idea	• MPA • SEAL • Empresas	Corto Plazo	150,000.00
REP.23 RECUPERACION PASAJE CAMPOS	VALLECITO	• Articular la Av. Parra con urbanización Los Pinos.	• Cambio de pisos y pavimentos. • Reforestación. • Iluminación.	• Idea	• MPA • SEAL	Mediano plazo	20,000.00
REP.24 RECUPERACION PLAZA ROMAÑA	IV CENTENARIO	• Recuperar ambiente urbano	• Mejoramiento de pisos y pavimentos. • Reforestación. • Señalización vial.	• Idea	• MPA • SEAL	Mediano plazo	10,000.00
REP.25 DEMOLICION QUIOSCOS NICOLAS DE PIÉROLA - VICTOR LIRA	IV CENTENARIO	• Mejorar el ambiente urbano.	• Demolición de quioscos. • Reforestación. • Cambio de pisos y pavimentos. • Expropiación.	• Idea	• MPA • SEAL	Mediano plazo	100,000.00

PROGRAMA 01: RECUPERACION DE ESPACIOS PUBLICOS - REP							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
REP.26 RECUPERACION PLAZA SAN ANTONIO	SAN ANTONIO	Mejorar el ambiente urbano con valor histórico.	Cambio de pisos y pavimentos. Optimizar secciones viales. Mobiliario urbano. Reforestación. Empotrar redes eléctricas.	• Idea	MPA M. Miraflores Parroquia AECI	Mediano plazo	20,000.00
REP.27 RECUPERACION DE FACHADAS MANUEL MUÑOZ NAJAR - SAN PEDRO - TACNA Y ARICA	SAN ANTONIO	Recuperar imagen de barrio tradicional de Miraflores.	Resane y pintado de fachadas. Colocación de faroles.	• Idea	MPA M. Miraflores Vecinos	Corto plazo	50,000.00
REP.28 MALECON ALTO DE LA RECOLETA	LA RECOLETA	Recuperar el espacio natural del río para la ciudad.	Continuidad peatonal entre malecón Bolognesi - Beaterio. Balastrada. Construcción de explanadas y miradores. Colocación de pisos. Forestación. Mobiliario urbano. Iluminación. Expropiaciones.	• Idea	MPA Propietarios CTAR	Mediano plazo	200,000.00
REP.29 RECUPERACION AV. ENMEL	LA RECOLETA	• Recuperar ambiente urbano.	• Cambio de pisos. • Iluminación. • Optimización de sección vial.	• Idea	MPA M. Yanahuara Vecinos	Corto plazo	50,000.00
REP.30 TRATAMIENTO CALLES LORETO - BEATERIO - LA RECOLETA - CORTADERAS	LA RECOLETA	• Recuperación ambientes urbanos con valor histórico.	• Optimizar secciones viales. • Cambio de pisos. • Iluminación.	• Idea	MPA Vecinos	Corto plazo	80,000.00
REP.31 RECUPERACION ALAMEDA PARDO	LA RECOLETA	• Recuperar ambiente urbano con valor histórico.	• Mejoramiento de pisos. • Forestación. • Mobiliario urbano. • Iluminación.	• Idea	MPA Vecinos	Corto Plazo	15,000.00
REP.32 RECUPERACION CALLE ZAMACOLA	LA RECOLETA	Recuperar ambiente urbano e imagen.	Optimización de sección vial. Ensanche de veredas. Forestación. Mobiliario urbano. Cambio de pisos y pavimentos. Iluminación.	• Idea	MPA M. Yanahuara Vecinos	Corto plazo	15,000.00
REP.33 RECUPERACION DEL AMBIENTE AMBIENTE URBANO DE LA ESTACION	LA ESTACION	Recuperar ambiente urbano con valor histórico.	Demoler quiscos. Forestación. Mobiliario urbano. Optimizar estacionamientos. Cambio de pisos y pavimentos.	• Idea	MPA. PERURAIL	Mediano Plazo	100,000.00

PROGRAMA 01: RECUPERACION DE ESPACIOS PUBLICOS - REP						
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD
REP 34 ARTICULACION TRANSVERSAL RIO CHILI - PARQUE SELVA ALEGRE	SELVA ALEGRE MOLINO BLANCO	Integrar el parque Selva Alegre con el espacio natural del río Chili.	Red vial peatonal transversal. Relacionar centros de interés. Forestación e iluminación. Mobiliario urbano. Sistema de módulos de servicios. Manejo de taludes. Escaleras. Plataformas de llegada.	Idea	<ul style="list-style-type: none"> MPA SEAL M. Agricultura CTAR 	Mediano plazo
REP 35 MALECON PARQUE SELVA ALEGRE	SELVA ALEGRE	Crear un mirador natural al valle de Chilina.	Creación de veredas. Forestación. Mobiliario urbano. Escaleras y/o rampas. Iluminación. Pisos y pavimentos. Balastradas. Equipamiento urbano.	Idea	<ul style="list-style-type: none"> MPA SEAL CTAR M. Agricultura 	Corto plazo
REP 36 PUENTE PEATONAL SOBRE ACUEDUCTO DEL LOS GERANIOS - SAN FRANCISCO - PASAJE VELIZ	SELVA ALEGRE	Integrar la calle Los Geranios con el pasaje Veliz a través de la recuperación peatonal del acueducto San Francisco.	Cambio pisos y pavimentos. Balastrada en acueducto. Mejoramiento de iluminación. Mobiliario urbano. Ensanche de veredas (calle Los Geranios).	Idea	<ul style="list-style-type: none"> MPA SEAL M. Agricultura 	Corto plazo
REP 37 CONSTRUCCION FINICULAR SELVA ALEGRE - MALECON VIZOLOGNESI.	SELVA ALEGRE LA RECOLETA	Integrar el parque Selva Alegre con el malecón Bolognesi	Estaciones. Servicios. Casa de máquinas. Plataformas de llegada.	Idea	<ul style="list-style-type: none"> MPA Sector privado Gobierno central 	Largo plazo
						1,000,000.00

PROGRAMA 02: VIALIDAD Y TRANSPORTE - VT							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
VT.01 DERIVACION DEL TRANSPORTE PUBLICO AL ANILLO VIAL	CIVICO - CULTURAL	Optimizar el tránsito y uso de la red vial del centro histórico.	Asignación de vías para el transporte público. Definición de paraderos. Señalización. Mobiliario urbano.	• Idea	• MPA • Ministerio Transportes • PNP	Corto plazo	20.000.00
VT.02 PROYECTO AV. SALAVERRY - MALECÓN SOCABAYA	CIVICO - CULTURAL IV CENTENARIO	Optimizar sección vial para mejorar tránsito vehicular.	Dimensionamiento de sección vial. Señalización vial. Mobiliario urbano. Forestación.	• Proyecto urbano	• MPA	Corto plazo	300.000.00
VT.03 RED DE TERMINALES URBANOS EN EL ANILLO VIAL	CIVICO - CULTURAL	Proponer terminales urbanos (cambio intermodal).	Servicios complementarios al terminal. Estacionamientos para transporte público. Pisos y pavimentos. Iluminación. Señalización vial.	• Idea	• MPA	Mediano plazo	100.000.00
VT.04 REORGANIZACION DEL TRANSITO EN EL AREA CENTRAL	CIVICO - CULTURAL	• Mejorar la fluidez del tránsito vehicular y peatonal en el área central.	• Sentido del tránsito en la red vial. • Señalización vial. • Sendas peatonales, con restricción vehicular.	• Idea	• MPA • M. Transportes • PNP	Corto plazo	50.000.00
VT.05 RECONSTRUCCIÓN AV. LA MARINA	EL SOLAR	• Optimizar la sección vial en beneficio del peatón.	• Redimensionar sección vial. • Paraderos. • Mobiliario urbano. • Pisos y pavimentos.	• Idea	• MPA • M. Transportes	Mediano plazo	200.000.00
VT.06 PASARELAS O CRUCES PEATONALES SOBRE EL AV. LA MARINA	EL SOLAR PAISAJISTA DEL CHILI	• Brindar seguridad al peatón.	• Puentes peatonales desmontables. • Accesos para minusválidos. • Iluminación.	• Idea	• MPA	Mediano plazo	50.000.00
VT.07 PUENTE QUIRÓNEZ	EL SOLAR	• Culminar la ejecución de las obras civiles del puente Quiróñez para optimizar la articulación centro periferie de la ciudad.	• Saneamiento físico - legal (expropiaciones). • Completar obras civiles. • Señalización vial. • Iluminación.	• Expediente técnico	• Gobierno central • MPA	Corto plazo	200.000.00
VT.08 CICLOVIA	PAISAJISTA DEL CHILI	• Articular mediante una ciclovía todos los centros de interés a lo largo del eje del río Chili.	• Sección vial. • Pisos y pavimentos. • Forestación. • Mobiliario urbano. • Red de paraderos. • Señalización vial. • Iluminación.	• Idea	• MPA • ONG'S	Mediano plazo	30.000.00

PROGRAMA 02: VIALIDAD Y TRANSPORTE - VT							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
VT.09 PROLONGACION AV. LA MARINA SUR - PUENTE BOLIVAR - AV. VENZUELA	VALLECITO	<ul style="list-style-type: none"> Completar el anillo vial en la margen derecha del río Chili. 	<ul style="list-style-type: none"> Dimensionar sección vial. Señalización vial. Molecón paseo bajo el río. Forestación e iluminación. Mobiliario urbano. 	<ul style="list-style-type: none"> Idea 	<ul style="list-style-type: none"> MPA 	Mediano plazo	500,000.00
VT.10 PROLONGACION AV. JULIO ERNESTO PORTUGAL - AV. AREQUIPA	SAN ANTONIO	Completar El Anillo vial integrando los distritos de Alto Selva Alegre - Miraflores - Arequipa.	<ul style="list-style-type: none"> Dimensionamiento sección vial. Señalización vial. Puente sobre torrentera San Lázaro Mobiliario urbano. Paraderos. Forestación. Iluminación. Pisos y pavimentos 	<ul style="list-style-type: none"> Idea 	<ul style="list-style-type: none"> MPA 	Mediano plazo	250,000.00
VT.11 ARTICULACION VERTICAL SOBRE PARQUE METROPOLITANO DEL CHILI	LA RECOLETA	Articular parte baja del parque del Chili con la parte alta de la Recoleta.	<ul style="list-style-type: none"> Elevadores (funiculares, escaleras). Señalización vial. Mobiliario urbano. Iluminación. 	<ul style="list-style-type: none"> Idea 	<ul style="list-style-type: none"> MPA 	Mediano plazo	150,00.00

PROGRAMA 03: REVALORACION MONUMENTAL - RM

PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
RM.01 RECONSTRUCCION IGLESIA SANTA MARTA	CIVICO - CULTURAL	• Conservación y restauración.	Restitución de morteros. Reconstrucción de contrafuerte. Limpieza e iluminación. Inyección de grietas.	• En ejecución	• INC	Inmediata	15.000.00
RM.02 RESTAURACION CASA FLORES DEL CAMPO	CIVICO - CULTURAL	• Restauración.	• Definir uso. • Reforzamiento estructural. • Reposición de morteros. • Limpieza e iluminación.	• Idea	• Propietario	Mediano plazo	80.000.00
RM.03 RECUPERACION COMPLEJO DE SAN FRANCISCO	CIVICO - CULTURAL	• Conservación y restauración.	• Restauración de bóvedas. • Limpieza e iluminación. • Reposición de morteros. • Mantenimiento de jardines.	• Perfil	• AECI • MPA • INC	Corto plazo	100.000.00
RM.04 REHABILITACION DE IGLESIA DE LA TERCERA ORDEN	CIVICO - CULTURAL	• Restauración y consolidación.	Reconstrucción de bóvedas dañadas. Reposición de nuevo piso y morteros. Intervención de grietas y fisuras. Restauración para sala de conciertos de la ciudad. Limpieza e iluminación.	• Anteproyecto	• Municipalidad de Paris • MPA • Orden Terciería • INC	Inmediata	100.000.00
RM.05 CLAUSTROS DE LA TERCERA ORDEN	CIVICO - CULTURAL	• Restauración y puesta en valor.	Reconstrucción de bóvedas dañadas. Reposición de nuevo piso y morteros. Intervención de grietas y fisuras.	• Idea	• AECI • MPA • Orden Terciería • CENFOTUR • INC	Corto plazo	50.000.00
06 RECUPERACION MONASTERIO E IGLESIA DE SANTA ROSA	CIVICO - CULTURAL	• Conservación y restauración.	• Reposición de piso y morteros. • Intervención de grietas y fisuras. • Limpieza e iluminación. • Reconstrucción de nave y coro.	• Idea	• AECI • MPA • INC • Orden Dominicas	Mediano plazo	100.000.00
RM.07 RECUPERACION MONASTERIO E IGLESIA DE SANTA TERESA	CIVICO - CULTURAL	• Conservación y restauración.	• Consolidación de muros y coberturas. • Reposición de morteros. • Restauración de pintura mural.	• Idea	• AECI • MPA • INC • Orden Carmelitas	Corto plazo	100.000.00
RM.08 RESTAURACION HOSPITAL SACERDOTES POBRES DE SAN PEDRO	CIVICO - CULTURAL SAN ANTONIO	• Reconstrucción.	• Reforzamiento estructural. • Reposición de morteros. • Limpieza e iluminación.	• Idea	• AECI • MPA • INC • Arzobispado	Mediano plazo	30.000.00
RM.09 RESTAURACION CASA DE LA MONEDA	CIVICO - CULTURAL	• Conservación y restauración.	• Reposición de morteros. • Refuncionalización. • Cambio de pisos. • Nuevas instalaciones. • Carpintería.	• Idea	• Propietario • INC	Mediano plazo	50.000.00

PROGRAMA 03: REVALORACION MONUMENTAL - RM							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
RM.10 RECUPERACION CAÑON DE SAN FRANCISCO	CIVICO - CULTURAL	• Conservación y puesta en valor	• Habilitar el pasaje. • Iluminación. • Pisos y pavimentos. • Accesos a locales comerciales.	• Idea	• MPA	Corto plazo	10,000.00
RM.11 RESTAURACION DE LA CATEDRAL	CIVICO - CULTURAL	• Restauración y puesta en valor.	Reposición de morteros. Limpieza e iluminación. Intervención de grietas y fisuras. Consolidación estructural.	• Expediente técnico	• MPA • ORDESUR • INC	Inmediata	600,000.00
RM.12 RESTAURACION CAPILLA DEL COLEGIO SAGRADO CORAZONES	SAN CAMILO	• Restauración.	• Reforzamiento estructural. • Reposición de morteros. • Limpieza.	• Idea	• APAFA • C. Sagrados Corazones	Corto plazo	8,000.00
RM.13 RESTAURACION HOSPITAL GOYENECHE	SAN CAMILO	Restauración.	Reforzamiento estructural. Plan maestro de ordenamiento. Intervención de grietas y fisuras.	• Idea	• ORDESUR • MPA	Mediano plazo	200,000.00
RM.14 RESTAURACION IGLESIA DE SANTO DOMINGO	SAN CAMILO	Restauración.	• Intervención de grietas y fisuras. • Limpieza e iluminación. • Reconstrucción de torre. • Mejoramiento de pisos.	• Idea	• MPA • ORDESUR • INC • Arzobispado	Corto plazo	50,000.00
RM.15 RESTAURACION CASA DE LAS RECOGIDAS	SAN CAMILO	• Restauración.	• Reforzamiento estructural. • Intervención de grietas y fisuras. • Mejoramiento de pisos. • Iluminación.	• Idea	• MPA • AECI • Arzobispado • INC	Corto plazo	7,000.00
RM.16 RECUPERACION CASONA OBISPO	SAN LAZARO	• Restauración. • Revitalización funcional para artesanos del Fundo El Fierro.	• Verificación estructural. • Intervención de grietas y fisuras. • Mejoramiento de pisos. • Iluminación. • Ordenamiento arquitectónico (usos) • Tratamiento de patios.	• Idea	• Propietario • MPA • Artesanos • INC • CTAR	Mediano plazo	35,000.00
RM.17 RECUPERACION DE CHALETS	VALLECITO	• Recuperar viviendas con valor histórico arquitectónico.	• Verificación estructural. • Pintura. • Iluminación.	• Idea	• MPA • Propietarios	Mediano plazo	5,000.00 por vivienda
RM.18 RESTAURACION CASA MARIA NIEVES Y BUSTAMANTE	SAN ANTONIO	• Restauración.	• Reforzamiento estructural. • Intervención de grietas y fisuras. • Reposición de morteros.	• Idea	• MPA • Propietario	Mediano plazo	5,000.00
RM.19 RECUPERACION IGLESIA DE SAN ANTONIO	SAN ANTONIO	• Restauración y conservación.	• Limpieza y reposición de morteros. • Intervención de grietas y fisuras. • Restauración de bóveda. • Restauración de relabio. • Reforzamiento de las torres.	• En ejecución.	• Orden Agustinos Recoletos • AECI • MPA • INC	Inmediata	20,000.00

PROGRAMA 03: REVALORACION MONUMENTAL - RM							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
RM.20 RESTAURACION COMPLEJO CHAVEZ DE LA ROSA	SAN ANTONIO	• Restauración.	• Remodelación de muros y coberturas. • Tratamiento de espacios abiertos. • Reforzamiento estructural.	• Idea	• MPA • Beneficencia • INC	Mediano plazo	150,000.00
RM.21 PUESTA EN VALOR TAMBO RUELAS	LA RECOLETA	• Recuperar monumento con valor arquitectónico.	• Tratamiento de espacios abiertos. • Mejoramiento de pisos. • Verificación y reforzamiento estructural. • Iluminación.	• Idea	• MPA • AECI • Propietarios	Corto plazo	15,000.00
RM.22 RECONSTRUCCION Y PUESTA EN VALOR IGLESIA Y CONVENTO LA RECOLETA	LA RECOLETA	• Restauración y conservación.	• Reposición de morteros. • Intervención de grietas y fisuras. • Consolidación de la pinacoteca. • Consolidación y reforzamiento del claustro Cantarino. • Consolidación de la Celda del Cardenal. • Mejoramiento de pisos.	• Idea	• AECI • MPA • Congregación Recoleta • INC	Mediano plazo	15,000.00
RM.23 RECUPERACION CASA DE SILVIA	LA RECOLETA	• Recuperar casona con valor histórico.	• Reforzamiento estructural. • Intervención de grietas y fisuras. • Mejoramiento de pisos. • Pintura.	• Idea	• Propietarios	Mediano plazo	5,000.00
RM.24 PUESTA EN VALOR CASA BLEISDELL	LA ESTACION	• Recuperar casona con valor histórico.	• Plan de ordenamiento de usos. • Tratamiento de grietas y fisuras. • Mejoramiento de pisos. • Iluminación y pintura.	• Idea	• PERU RAIL • UNSA • MPA • Patronato	Mediano plazo	30,000.00
RM.25 RECUPERACION CASAS DE INFLUENCIA INGLESA EJE TACNA Y ARICA	LA ESTACION	• Recuperar ambiente urbano monumental.	• Puesta en valor de fachadas. • Iluminación parque Melgar. • Mejorar bermas y arborización. • Erradicar locales comerciales.	• Idea	• Propietarios	Mediano plazo	15,000.00
RM.26 PROTECCION MOLINO SAN JUAN	MOLINO BLANCO	• Proteger monumentos con valor histórico.	• Puesta en valor. • Iluminación y pintura.	• Idea	• Propietarios	Corto plazo	5,000.00
RM.27 RESTAURACION CASA HACIENDA	MOLINO BLANCO	• Reconstrucción.	• Reforzamiento estructural. • Reconstrucción de bóvedas. • Intervención de grietas y fisuras.	• Idea	• COFIDE • MPA	Mediano plazo	20,000.00

PROGRAMA 04: RECUPERACION AMBIENTAL - RA							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
RA.01 DESCONTAMINACION Y REFORESTACION AV. JORGE CHAVEZ	CIVICO - CULTURAL IV CENTENARIO	• Recuperar ambientalmente la avenida mejorando el tránsito.	• Paraderos. • Tratamiento de bermas. • Reforestación. • Renovación de pavimentos y pisos. • Señalización vial. • Descontaminación.	Idea	MPA M. Agricultura INRENA	Corto plazo	100,000.00
RA.02 RECUPERACION Y MANEJO TORRENTERA DE SAN LAZARO	SAN LAZARO MOLINO BLANCO	• Mejorar la imagen urbana preservando la salud pública.	• Limpieza de la torrentera. • Descontaminación de cause. • Plataformas. • Manejo de cárcavas.	Idea	MPA Defensa civil Vecinos	Corto plazo	100,000.00
RA.04 ERRADICACION DE CURTIEMBRES	EL SOLAR	• Recuperar ambiente urbano, con valor histórico.	• Erradicar cortilembres. • Reciclaje. • Plan de usos. • Adquisición de predios.	Idea	MPA Sector privado INRENA	Largo plazo	1,500,000.00
RA.05 ADQUISICION DE TIERRAS AGRICOLAS	PAISAJISTA DEL CHILI	• Adquirir tierras agrícolas para promover proyectos urbanos ambientales.	• Definir áreas a comprar. • Saneamiento físico legal. • Definir uso.	Idea	MPA M. Agricultura	Mediano plazo	700,000.00
RA.06 TRATAMIENTO DE FARALLONES	PAISAJISTA DEL CHILI	• Tratar los farallones con usos turísticos ambientales.	• Tratamiento malecón alto del río. • Miradores y estares. • Arbolización. • Saneamiento físico legal. • Colocación de pisos. • Mobiliario urbano.	Idea	MPA Ministerio Agricultura Defensa Civil INRENA	Mediano plazo	300,000.00
RA.07 TRATAMIENTO Y PUESTA EN VALOR DEL RIO CHILI	PAISAJISTA DEL CHILI	• Elaborar plan integral para el manejo urbano ambiental de la cuenca del río Chili. • Hacer del río Chili un espacio público para la ciudad.	• Descontaminación del río. • Monitoreo permanente. • Canalización y regulación de aguas. • Muros de contención. • Reforestación. • Manejo de cárcavas. • Tratamiento de bordes.	Idea	• MPA • CTAR • Defensa civil • Junta regantes • M. Agricultura • INRENA • ONG'S	Corto plazo	1,500,000.00
RA.08 HABILITACION PARQUE METROPOLITANO DEL CHILI	PAISAJISTA DEL CHILI	• Preservar el valor ambiental de la cuenca urbana del Chili. • Mejoría del paisajismo. • Incremento de áreas recreativas y verdes.	• Tratamiento de los farallones. • Diseño y construcción del parque. • Arbolización e iluminación. • Sistema de riego. • Adquisición de 3 Ha.	Idea	MPA AECI Participación vecinal CTAR INRENA	Corto plazo	500,000.00

PROGRAMA 04: RECUPERACION AMBIENTAL - RA							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
RA.09 REFORESTACION CALLE ANDRES MARTINEZ	VALLECITO	Mejorar calidad ambiental de la zona.	Reforestación progresiva. Tratamiento de bermas. Tratamiento de pisos. Iluminación.	Idea	MPA	Corto plazo	30,000.00
RA.10 TRATAMIENTO DE ACEQUIAS	VALLECITO	Aprovechar las acequias para un uso urbano ambiental de la zona.	Canalización. Mantenimiento. Riego de parques.	Idea	Dirección aguas MPA	Corto plazo	15,000.00
RA.11 PASEO BAJO DEL RIO	PAISAJISTA DEL CHILI	Integrar la ciudad al río en forma progresiva.	Definición de sección de senda peatonal. Forestación. Sistema de estares. Mobiliario urbano. Colocación de pisos. Iluminación.	Idea	MPA ONG M. Agricultura	Largo plazo	200,000.00
RA.12 PUENTE CENEP - JARDIN BOTÁNICO	PAISAJISTA DEL CHILI	Recuperación urbana ambiental del río, mediante el jardín botánico aprovechando el puente Cenepa para su accesibilidad.	Manejo de cárcavas. Tratamiento de riberas. Desarrollo de proyecto.	Idea	MPA Agricultura ONG	Mediano plazo	100,000.00
RA.13 REFORESTACION BOULEVARD PARRA	VALLECITO LA ESTACION	Mejorar calidad ambiental de la zona.	Reforestación progresiva. Tratamiento de pisos. Bermas ajardinadas. Resituir berma central.	• Idea	• MPA • Empresas. • Gobierno central. MPA	Mediano plazo	30,000.00
RA.14 REFORESTACION AV. OLIMPICA	IV CENTENARIO	Mejorar calidad ambiental de la zona.	Reforestación progresiva. Tratamiento de bermas. Tratamiento de pisos. Iluminación.	Idea	MPA	Mediano plazo	10,000.00
RA.15 RECUPERACION Y FORESTACION PROLONGACION AYACUCHO	SAN ANTONIO	Recuperar calidad ambiental de la zona.	Optimización sección vial. Forestación. Mobiliario urbano. Tratamiento de pisos y pavimentos. Iluminación.	Idea	MPA	Mediano plazo	20,000.00
RA.16 ALCANTARILLADO DOMESTICO	LA RECOLETA	Mejorar el sistema de alcantarillado de la zona.	Cambio de redes deterioradas. Tratamiento de pisos y pavimentos.	Idea	SEDAPAR MPA	Mediano plazo	50,000.00
RA.17 FORESTACION CALLE MISTI	LA RECOLETA	Mejorar calidad urbana ambiental de la zona.	Optimización de sección vial. Forestación. Tratamiento de pisos. Iluminación. Mobiliario urbano.	Idea	MPA Municipalidad Yanahuara	Mediano plazo	30,000.00

PROGRAMA 04: RECUPERACION AMBIENTAL - RA							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
RA.18 FORESTACION BARRIO MARIA ISABEL	LA ESTACION	Mejorar calidad urbano ambiental del barrio.	Optimizar secciones viales. Forestación. Tratamiento de pisos. Iluminación. Mobiliario urbano.	Idea	• MPA	Mediano plazo	200,000.00
		• Mejorar calidad urbano ambiental de la zona.	• Reforestación progresiva. • Pavimentación. • Iluminación.	• Idea	• MPA • PERURAIL • MTC	Corto plazo	50,000.00
RA.20 RECUPERACION PARQUE SELVA ALEGRE	SELVA ALEGRE	• Puesta en valor del parque.	• Reforestación. • Recuperación del bosque. • Rediseño parque infantil. • Tratamiento de farallones. • Miradores. • Mobiliario urbano. • Iluminación. • Sistema de modulos urbanos.	• Ejecuada primera y segunda etapa. • En proyecto tercera etapa.	MPA AECI	Mediano plazo	250,000.00
RA.21 REFORESTACION DEL BARRIO SELVA ALEGRE	SELVA ALEGRE	• Mejorar calidad urbano ambiental de la zona.	• Reforestación progresiva. Cambio de pisos en veredas. Mejoramiento bermas. Iluminación. Mobiliario urbano.	• Idea	MPA	Mediano plazo	200,000.00
RA.22 RONDA DE SELVA ALEGRE	SELVA ALEGRE	• Delimitar el barrio de Selva Alegre a través de una senda natural.	Canalización de acequia. Forestación. Creación de veredas. Iluminación.	• Idea	MPA M. Agricultura	Mediano plazo	10,000.00

PROGRAMA 05: VIVIENDA Y DESTUGURIZACION - VD							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
VD.01 DESTUGURIZACION CALLE CORBACHO	SAN CAMILO	Mejorar la calidad ambiental de las viviendas de la zona.	Renovación urbana. Saneamiento legal. Reestructuración predial.	Idea	MPA M. Vivienda Propietarios	Mediano plazo	6,000.00 p/vivienda
VD.02 DESTUGURIZACION CASA ROSADA	SAN CAMILO	Mejorar la calidad ambiental de las viviendas de la zona.	Renovación urbana. Saneamiento legal. Reestructuración predial.	Idea	MPA M. Vivienda Propietarios	Mediano plazo	2,000.00 p/vivienda
VD.03 TAMBO DE BRONCE	EL SOLAR	Mejorar las condiciones ambientales de los espacios abiertos del tambo.	Tratamiento de espacios abiertos. Mejoramiento de pisos. Forestación y jardines. Iluminación.	Expediente técnico	MPA AECI Propietarios INC	Inmediata	20,000.00
VD.04 TAMBO DEL MATADERO	EL SOLAR	Mejorar las condiciones ambientales de los espacios abiertos del tambo.	Mejoramiento de servicios sanitarios. Tratamiento de espacios abiertos. Mejoramiento de pisos. Forestación y jardines. Iluminación.	Idea	MPA AECI Propietarios	Corto plazo	35,000.00
VD.05 TAMBO LAS CARMELITAS	EL SOLAR	Mejorar las condiciones ambientales de los espacios abiertos del tambo.	Tratamiento de espacios abiertos. Mejoramiento de pisos. Forestación y jardines. Iluminación.	Idea	MPA M. Vivienda Propietarios	Corto plazo	30,000.00
VD.06 TAMBO NEGRON	EL SOLAR	Mejorar las condiciones ambientales de los espacios abiertos del tambo.	Mejoramiento de servicios sanitarios. Tratamiento de espacios abiertos. Mejoramiento de pisos. Forestación y jardines. Iluminación.	Idea	Propietarios MPA M. Vivienda	Corto plazo	20,000.00
VD.07 EL CASTILLO DEL DIABLO	EL SOLAR	Mejorar calidad ambiental de las viviendas.	Renovación urbana. Saneamiento físico legal. Reestructuración predial.	Idea	Propietarios MPA M. Vivienda	Mediano plazo	200,000.00
VD.08 TAMBO LA CABEZONA	EL SOLAR	Mejorar las condiciones ambientales de los espacios abiertos del tambo.	Tratamiento de espacios abiertos. Mejoramiento de pisos. Forestación y jardines. Iluminación.	Idea	Propietarios MPA M. Vivienda	Mediano plazo	35,000.00
VD.09 DESTUGURIZACION CALLE PERU	IV CENTENARIO	Mejorar la calidad ambiental de las viviendas de la zona.	Renovación urbana. Saneamiento físico legal. Reestructuración predial.	Idea	Propietarios MPA M. Vivienda	Mediano plazo	6,000.00 p/vivienda
VD.10 DESTUGURIZACION CALLE TACNA - ARICA	SAN ANTONIO	Mejorar la calidad ambiental de las viviendas de la zona.	Renovación urbana. Saneamiento físico legal. Reestructuración predial.	Idea	Propietarios MPA M. Vivienda	Mediano plazo	6,000.00 p/vivienda
VD.11 HABILITACION LA RECOLETA Y LORETO	LA RECOLETA	Habilitar con viviendas de alta densidad para sectores medios altos.	Elaborar proyecto urbano arquitectónico.	Idea	Privados	Mediano plazo	5,000,000.00

PROGRAMA 06: REHABILITACION COMERCIAL - RC							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
RC.01 REHABILITACION MERCADILLOS	CIVICO— CULTURAL	Mejorar las condiciones ambientales. Mejorar imagen urbana arquitectónica dotándolos de seguridad física. Mejorar las condiciones competitivas de comercialización. Erradicar la informalidad. Recuperar y mejorar imagen urbana del mercado.	Mejorar el tratamiento formal. Redimensionar circulaciones y módulos. Reglamento para mercadillos. Iluminación.	Idea	Comerciantes MPA	Mediano plazo	9,000,000.00
RC.02 REHABILITACION MERCADO SAN CAMILO	SAN CAMILO		Rediseñar plazuela de acceso al mercado. Elaboración de plan de usos. Mejoramiento de módulos. Iluminación. Cambio de pisos.	Idea	MPA COPRI Comerciantes	Corto plazo	300,000.00
RC.03 COMPLEJO COMERCIAL RECREACIONAL SIGLO XX	SAN CAMILO	Mejorar la imagen urbana de la zona, privilegiando al peatón.	Redimensionamiento de secciones viales. Restringir tránsito vehicular. Reforestación. Mobiliario urbano. Zonas de estacionamiento. Iluminación. Cambio de pisos y pavimentos.	Anteproyecto	MPA Comerciantes	Mediano plazo	15,000,000.00
RC.04 INTERCONEXION DE GALERIAS	SAN CAMILO	Integrar las galerías comerciales al interior de las manzanas mediante un sistema de espacios abiertos.	Plan de ordenamiento funcional físico espacial y forma de interconexión de la zona.	Idea	MPA Comerciantes	Mediano plazo	Según caso

PROGRAMA 07: EQUIPAMIENTO URBANO - EU							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
EU.01 RECUPERACION TEATRO FÉNIX	CIVICO - CULTURAL	Recuperar edificio con valor histórico.	Cambio de mobiliario. Cambio de pisos. Mejorar espacios. Iluminación y acústica.	Idea	Propietario	Corto plazo	100.000.00
EU.02 REMODELACION TEATRO MUNICIPAL	CIVICO - CULTURAL	Recuperar arquitectura con valor histórico.	Cambio de mobiliario. Mejoramiento de pisos. Mejoramiento de espacios. Iluminación y acústica.	Anteproyecto	MPA	Inmediata	1.000.000.00
EU.03 CENTRO CULTURAL ATENEO	CIVICO - CULTURAL	Definir un complejo cultural, integrando cine, biblioteca y coliseo.	Definición de plan maestro de centro cultural.	Idea	MPA	Corto plazo	300.000.00
EU.04 RECICLAJE DE AREAS SUBUTILIZADAS	VALLECITO	Poner en valor terrenos, dotándolos de actividades económicamente dinámicas para la zona y la ciudad.	Establecimiento plan de usos del suelo para la zona.	Idea	MPA	Mediano plazo	Según proyecto
EU.05 COMPLEJO RECREATIVO CULTURAL "EL FILTRO"	SAN ANTONIO	Consolidar un complejo recreativo cultural, integrando la piscina con el local existente del municipio.	Reacondicionamiento. Complementación. Mejoramiento de servicios.	Idea	MPA	Mediano plazo	200.000.00
EU.06 CENTRO DE CONVENCIONES INTERNACIONAL	MOLINO BLANCO	Dotar a la ciudad de un Centro de rango internacional, con capacidad competitiva.	Rehabilitar el hotel internacional junto al río Chillí, complementado con servicios. Articular esta área a Selva Alegre con un elevador urbano.	Idea	COFIDE MPA Sector privado	Mediano plazo	3.000.000.00

PROGRAMA 08: EMPLEO Y CAPACITACION - EC							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
EC.01 ESCUELA TALLER DE RESTAURACIÓN	CIVICO – CULTURAL	Habilitar ambientes del cuarto patio del ex colegio San Francisco (ala derecha e izquierda).	Estabilización estructural. Reposición de piezas. Resane de grietas. Mejoramiento de pisos. Pintura, Servicios Higiénicos, Iluminación.	Perfil	SENCICO MPA AECI INC Orden Franciscana	Corto plazo	50,000.00
		Habilitar ambientes de claustros de la Tercera Orden Franciscana (sector A).	Estabilización Estructural Inyección de morteros. Protección de sobrecarga. Mejoramiento de pisos. Pintura, Servicios Higiénicos.	Perfil	Tercera Orden CENFOTUR AECI MITINCI	Corto plazo	50,000.00
EC.02 HOTEL ESCUELA	CIVICO – CULTURAL	Habilitar ambientes de claustros de la Tercera Orden Franciscana (sector 2).	Mejoramiento de pisos. Pintura, Servicios Higiénicos. Iluminación. Estabilización estructural.	Perfil	CENFOTUR AECI INSTITUTO SUR	Corto plazo	20,000.00
EC.04 TALLER DE JARDINERIA	PAISAJISTA DEL CHILI	Habilitar un sector del Parque Metropolitano del Chili (Quinta Salas).	Cerco perimétrico Aulas de material liviano Vivero (invernadero) Depósito (materiales e insumos)	Idea	MPA Ministerio de agricultura AECI	Mediano plazo	10,000.00
EC.04 CALIFICACION DE LA POLICIA DE TURISMO		Incrementar la calificación profesional de la policía de turismo. Mejorar el control urbano. Mejorar el servicio al turista. Crear un cuerpo calificado de restauradores.	Cursos y seminarios. Material didáctico. Crear una base de datos en la PNP. Adecuar infraestructura par el post grado.	Idea	MPA PNP AECI CENFOTUR	Corto plazo	5,000.00
EC.04 POST GRADO EN RESTAURACION DE MONUMENTOS			Programa de pasantías. Promover becas. Crear un centro de información especializado.	Idea	MPA AECI Universidades ONG'S INC	Corto plazo	Según proyecto
EC.04 ESPECIALIDAD EN RESTAURACION DE BIENES MUEBLES		Crear un cuerpo calificado de restauradores.	Adecuar infraestructura par el post grado. Programa de pasantías. Promover becas. Crear un centro de información especializado.	Idea	MPA AECI Universidades ONG'S INC	Corto plazo	Según proyecto

PROGRAMA 09: DESARROLLO TURISTICO - DT

PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
DT.01 SEÑALIZACION TURISTICA	CIVICO – CULTURAL	<ul style="list-style-type: none"> • Brindar información adecuada sobre la ubicación de los monumentos históricos. 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboración y ubicación de mapas de ubicación. • Señalización de calles y recorridos. • Información. 	<ul style="list-style-type: none"> • Idea 	<ul style="list-style-type: none"> • MPA • POLTUR • Municipalidad de París. 	Corto plazo	Según proyecto
DT.02 CIRCUITOS TURISTICOS	CIVICO – CULTURAL	<ul style="list-style-type: none"> • Articular los monumentos de la zona mediante recorridos peatonales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Clasificación de circuitos. • Señalización turística. • Stand de información. 	<ul style="list-style-type: none"> • Idea 	<ul style="list-style-type: none"> • MPA • INC • AECI 	Corto plazo	Según proyecto
DT.03 EDICION DE GUIAS		<ul style="list-style-type: none"> • <u>Dotar de información de los atractivos turísticos de la ciudad.</u> • Proporcionar información sobre los servicios. 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboración de planos. • Base de datos. • Material fotográfico. • Documentación histórica. 	<ul style="list-style-type: none"> • Idea 	<ul style="list-style-type: none"> • MPA • PROMPERU • CCIA 	Corto plazo	Según proyecto
DT.04 EVALUACION Y MONITOREO		<ul style="list-style-type: none"> • Controlar los impactos negativos del flujo de visitantes. • Protección de los bienes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de datos. • Correctivos. • Planificación. 	<ul style="list-style-type: none"> • Idea 	<ul style="list-style-type: none"> • URBAL • MPA • POLTUR • UNESCO 	Corto plazo	Según proyecto
DT.05 CONTROL DE CALIDAD DE ESTABLECIMIENTOS		<ul style="list-style-type: none"> • Elevar el rango del equipamiento. • Incrementar el confort. • Cuidado de la salud. 	<ul style="list-style-type: none"> • Elabora: inventario. • Crear base de datos. • Crear normas de fiscalización y sanción. 	<ul style="list-style-type: none"> • Idea 	<ul style="list-style-type: none"> • MPA • POLTUR • AECI • CCIA 	Corto plazo	Según proyecto
DT.06 CREACION DE ESTIMULOS		<ul style="list-style-type: none"> • Incrementar la competitividad. • Incrementar la calidad de servicios. 	<ul style="list-style-type: none"> • Premios anuales a los establecimientos. • Texas de oro, plata y bronce. • Difusión del equipamiento de calidad. 	<ul style="list-style-type: none"> • Idea 	<ul style="list-style-type: none"> • MPA • PROMPERU • CCIA • MITINCI 	Corto plazo	Según proyecto

PROGRAMA 10: RECONVERSION FUNCIONAL - RF							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
RF.01 RECICLAJE CURTIEMBRE IBÁÑEZ	EL SOLAR	Cambio de función de la edificación por usos compatibles con la nueva vocación de la zona.	• Centro comercial modelo.	• Idea	• Propietarios • PYMES	Mediano Plazo	Según proyecto
RF.02 RECICLAJE CURTIEMBRE PEDRO P. DIAZ	EL SOLAR	Cambio de función de la edificación por usos compatibles con la nueva vocación de la zona.	• Propieter vivienda.	• Idea	• Propietarios • M. Vivienda • Sector privado • MPA	Mediano plazo	Según proyecto
RF.03 MOLINO LAS MERCEDES	VALLECITO	Cambio de función de la edificación por usos compatibles con la nueva vocación de la zona.	• Centro ferial.	• Idea	• Propietarios • CCIA	Mediano plazo	Según proyecto
RF.04 CASA BLEISDELL	LA ESTACION	Incrementar el equipamiento cultural.	• Museo de arte contemporáneo.	• Idea	• PERUKAIL • UNSA • MPA • Patronato	Inmediato	Según proyecto
RF.05 TAMBO RUELAS	LA RECOLETA	Recupera el monumento. Dotarlo de una actividad sostenible.	• Centro artesanal.	• Idea	• Propietarios • PYMES	Corto plazo	Según proyecto

PROGRAMA 11: SEGURIDAD CIUDADANA - SC							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
SC.01 ERRADICACION DE HUACERIAS	VALLECITO	• Profilaxis social.	• Clausura de huaceterías. • Mejoramiento urbano del entorno inmediato. • Control urbano policial.	• Idea	• MPA • PNP • Ministerio público • Vecinos	Corto plazo	Según proyecto
		• Brindar seguridad a la población de la zona.	• Asignación de local apropiado.	• Idea	• MPA • PNP	Corto plazo	Según proyecto
SC.02 LOCALIZACION ESTACION DE POLICIA	VALLECITO	• Clausurar funcionamiento de locales nocturnos.	• Control urbano y policial.	• Idea	• MPA • PNP • Ministerio público • Vecinos	Corto plazo	Según proyecto
SC.03 PROFILAXIS SOCIAL 1º CUADRA AV. PARRA	VALLECITO	• Brindar seguridad a la población de la zona.	• Asignación de local apropiado.	• Idea	• MPA • PNP	Corto plazo	Según proyecto
SC.04 ESTACION POLICIAL	IV CENTENARIO						

PROGRAMA 12: RECUPERACION DE BIENES MUEBLES – RBM							
PROYECTO	ZONA DE TRATAMIENTO	OBJETIVO	DESCRIPCION	NIVEL DE DESARROLLO	PROMOTOR	PRIORIDAD	COSTOS US\$
RBM.01 RESTAURACION PINTURA MURAL DE CASONAS	CIVICO – CULTURAL	• Poner en valor Pintura Mural.	Limpieza. Restauración de pintura protegida. Monitoreo periódico.	• Idea	AECI Propietarios	Corto plazo	Según proyecto
RBM.02 TALLER DE RESTAURACION	CIVICO – CULTURAL	• Habilitar local en ex colegio San Francisco para restauración de bienes muebles.	Proceso de restauración (limpieza, restauración, protección, mantenimientos) Material didáctico (pinturas, laboratorios)	• Perfil	UNSA BACAFLO AECI	Inmediata	50,000.00
RBM.03 INVENTARIO Y CATALOGACIÓN	CIVICO – CULTURAL	• Habilitación en ex colegio San Francisco ambientes especializados.	Acondicionamiento de salas de trabajo, biblioteca e historia. Adquisición de equipo.	• Perfil	AECI MPA	Corto plazo	3,500.00
RBM.04 RESTAURACION PINTURA MURAL SANTA TERESA	CIVICO – CULTURAL	• Restaurar obras de arte con valor tradicional.	Limpieza Restauración de pintura. Protección Monitoreo periódico	• Idea	MPA ICROM AECI	Corto plazo	Según proyecto
RBM.05 RESTAURACION DE OBRAS DE ARTE DE LA COMPAÑIA	CIVICO – CULTURAL	• Restaurar obras de arte con valor tradicional.	Limpieza Restauración de pintura. Protección Monitoreo periódico	• Idea	MPA AECI	Corto plazo	Según proyecto
RBM.06 RESTAURACION DE OBRAS DE ARTE DE SAN FRANCISCO	CIVICO – CULTURAL	• Restaurar obras de arte con valor tradicional.	Limpieza Restauración de pintura. Protección Monitoreo periódico	• Idea	MPA AECI	Corto plazo	Según proyecto

Annexe 2 :

Listes des personnes entrevues dans les administrations concernées ou impliquées dans la gestion et l'inscription du site :

- Antonio GAMONAL, Direction des sites du patrimoine de l'humanité, Ministère de la Culture du Pérou (24 février 2011).
- Julio ASPILCUETA BARBACHÁN, architecte, coordonnateur du bureau de planification et de gestion urbaine, Municipalité Provinciale d'Arequipa (4 mars 2011).
- Eduardo UGARTE Y CHOCANO, directeur du Musée d'art contemporain d'Arequipa, vice-président de l'association ASDEPROA, directeur de la revue *La Ciudad* (5 mars et 19 juillet 2011).
- David TITO, Ministère du commerce extérieur et du tourisme, bureau d'Arequipa (7 mars 2011).
- Luis Alfredo VENERO LA TORRE, Responsable régional du ministère du commerce extérieur et du tourisme, ancien responsable de la gestion du centre historique à la municipalité (7 mars 2011).
- Franz GRUPP CASTELO, directeur de la direction régionale ministère de la Culture du Pérou depuis 2007, directeur de 1994 à 1996 de la direction régionale de l'Institut National de la Culture du Pérou (9 mars 2011).
- Alejandro MALAGÁ, enseignant au département d'histoire, Université Nationale San Agustín d'Arequipa, (9 mars et 18 juillet 2011).
- Juan DE LA SERNA TORROBA, responsable du programme « Patrimonio para el Desarrollo » [Patrimoine pour le développement], Agence espagnole de coopération internationale et de développement (18 mai 2011, entretien par téléphone).
- Carlos MENESES, directeur du journal *El Pueblo* (Arequipa), résident du centre historique (16 juillet 2007).
- Mario Rommel ARCE ESPINOZA, historien, directeur de la bibliothèque régionale Mario Vargas Llosa (17 juillet 2011).
- Francisco AMPUERO, directeur du bureau de planification et de gestion urbaine, Municipalité Provinciale d'Arequipa (18 juillet 2011).
- Juan Manuel GUILLÉN BENAVIDES, président du gouvernement régional de la province d'Arequipa, maire de la Municipalité Provinciale d'Arequipa de 1998 à 2002 (18 juillet 2011).
- Alonso RUIZ ROSAS, attaché culturel de l'ambassade du Pérou en France, directeur de la culture de la Municipalité Provinciale d'Arequipa en 1999-2000, membre de la commission chargée d'élaborer la candidature de la ville au patrimoine mondial (10 octobre 2011).

Annexe 3 : Guide d'entretien, questionnaires et résultats :

Guide d'entretien semi-dirigé³⁷

Remarques préliminaires :

Ces entretiens seront menés par le doctorant, en espagnol. Il s'agit ici des questions d'ordre général qui serviront de base aux entretiens. Cependant, d'autres pourraient surgir au cours de ceux-ci, ce qui ne devrait pas être problématique puisque le chercheur a clairement les enjeux de la recherche à l'esprit. Les questions de cette grille sont présentées en français.

Les personnes qui seront rencontrées peuvent être regroupées en 3 catégories :

A- Les « habitants » : résidents du centre-ville.

B- Les « militants » : personnes impliquées dans la mise en valeur et la sauvegarde des centres-villes (qui peuvent être des habitants du même quartier) au travers d'associations ou regroupement.

C- Les « spécialistes » : universitaires ou membre d'une administration ayant en charge un ou plusieurs aspects de la gestion du centre-ville, entre autres.

Il va de soi que les entretiens doivent être adaptés selon l'informateur, celui-ci ayant plus ou moins de « connaissances objectives ». Néanmoins, il paraît important que dans tous les cas, l'enquêteur suggère que les réponses s'appuient sur des exemples. Ceci devrait permettre, de modérer les propos et de dégager quelques éléments particulièrement importants dans l'imaginaire collectif et sur lesquels on pourra faire un effort particulier de documentation.

La rédaction de ce guide prend appuie sur les ouvrages de méthodologie de Yin (2009) et Quivy et Van Campenhoudt (2006).

Le guide d'entretien se divise en 3 parties :

- Une première partie de renseignements d'ordre factuel sur le lien entre l'informant et le centre-ville. Celle-ci doit permettre de situer la personne dans la typologie présentée, et de comprendre quand et comment s'est construit ce lien avec le quartier, et quelles sont les pratiques du lieu que celle-ci peut avoir. Elle doit permettre aussi de poser les « règles » de l'entretien, notamment avec des personnes répondant en tant que représentant d'une institution, comme les fonctionnaires par exemple, et dont il convient de préciser si les réponses sont celles de l'individu ou celles du professionnel.

³⁷ Tel que présenté dans la demande d'approbation éthique de la recherche, approuvée par le sous-comité d'éthique de la recherche du sous comité à l'admission et l'évaluation (SCAE) du programme de doctorat international en muséologie, médiation, patrimoine le 22 février 2011.

- Une seconde partie sur les changements observés. Il s'agit ici, non seulement de recueillir de l'information sur les transformations de l'environnement urbain, mais aussi la façon dont elle sont perçues par l'informant dans sa façon d'en parler. Il s'agira notamment d'identifier ce qui semble important pour l'informant et si cela est en relation avec les pratiques de l'environnement urbain que l'on aura pu identifier durant l'entretien. On cherchera aussi à repérer des éléments repris de discours existants en portant une attention particulière aux mots-clés utilisés par les administrations et les associations par exemple.
- Une troisième partie sur la représentation du centre-ville et de l'inscription. On cherchera dans cette dernière partie à faire s'interroger l'informant sur sa subjectivité, en l'interrogeant sur sa perception du « patrimoine mondial » et sur les éventuels changements dans ses pratiques et dans son discours, et en reprenant si possible des éléments des réponses de la partie précédente. On pourra lui demander par exemple pourquoi un élément (bâtiment, monument ou autre) lui semble plus important. On abordera aussi ici la question du tourisme, non pas en soi, mais plutôt en ce qu'elle a pu transformer la perception par l'individu de son environnement.

Partie 1 : renseignements

1. Renseignements socio-démographiques :

Âge,

Sexe

Niveau d'étude

Profession

2. Depuis combien de temps vivez-vous dans le / travaillez-vous dans le quartier ?

3. (Groupe A seulement) Êtes-vous propriétaire de votre logement ? D'autres biens fonciers ?

4. Êtes-vous membre d'une association ou un regroupement en relation avec le patrimoine ?

5. (Groupe C seulement) Depuis combien de temps travaillez-vous sur le quartier ?

6. (Groupes B et C seulement) Vous intéressez-vous à un domaine précis de compétence (conservation, tourisme, transport, développement du bâti, etc.), depuis quand ? En avez-vous abordé d'autres ?

Partie 2 : le centre-ville

7. Comment décririez-vous brièvement le centre-ville ?
8. Diriez-vous que le centre-ville a changé depuis l'inscription sur la liste ?
Quels sont ces changements ? Quels types ? Exemples...
(Thèmes possible à aborder : Boutiques, circulations, population, taxes, bruits, transports, sécurité, etc...)
9. Savez-vous quelles sont les limites du secteur inscrit ?
10. Que pensez-vous de la préservation du centre-ville ? Est-il pas assez / trop / bien protégé et entretenu ?
11. Croyez-vous que le fait d'avoir un centre-ville patrimonial ait des conséquences pour le reste de la ville ? Exemples... Pourquoi ?
12. Diriez-vous que les habitants sont impliqués dans la préservation du centre-ville ? Pourquoi ?
13. Diriez-vous que les habitants sont impliqués dans la gestion du centre-ville ? Pourquoi ?
14. Globalement, diriez-vous que le centre-ville a évolué positivement ou négativement ?

Partie 3 : la représentation du centre-ville « patrimoine mondial »

15. Avez-vous déjà pris connaissance des textes de présentations sur le centre-ville ?
16. Pourquoi selon vous est-il, ou non, justifié d'avoir inscrit le centre-ville sur la liste du PM ?
(Cette question doit venir avant de faire lire les raisons officielles de l'inscription afin de dégager les raisons supposées de l'inscription pour l'informant)
17. Pour vous est-ce d'abord du patrimoine de la ville, du Pérou ou de l'Humanité ?
18. Que pensez-vous de la description faite pour l'inscription sur la liste du PM ?
(Remarque : on fera lire si nécessaire le résumé des critères d'inscription)
19. Comment auriez-vous décrit le centre-ville avant l'inscription sur la liste du PM ?
20. Pensez-vous que votre regard sur le lieu a changé ? Votre regard sur le patrimoine en général ? Votre regard sur le tourisme ?

21. (Groupe A seulement) Les changements que vous évoquiez (question 8) ont-ils conduit à une modification de vos habitudes ?

22. Quel sentiment vous inspire le fait de vivre/travailler dans/sur le centre-ville ?
(Orienter vers des expressions émotives : fierté, gêne honte, etc.)

23. Quels sont les lieux les plus importants pour vous ?
Quels sont les lieux que vous croyez importants pour les touristes ?
Différences ?

Questionnaires et résultats

Questionnaire anonyme mené dans le centre historique d'Arequipa en mars et juillet 2011. Les questions étaient les suivantes (avec leur traduction en français non présente sur le questionnaire original) :

¿Usted vive o trabaja en el centro? Sino, ¿porqué esta aquí?
Vivez-vous ou travaillez-vous dans le centre-ville ? Sinon, pourquoi êtes-vous ici ?

¿Que le parece del estado de los edificios en el centro histórico?
Que pensez-vous de l'état des édifices dans le centre historique ?

¿Sabe usted que el centro es inscrito como patrimonio de la humanidad?
Savez-vous que le centre-ville est inscrit comme patrimoine de l'humanité ?

¿Qué efecto hubo esta declaratoria? ¿Cuales cambios generó?
Quel effet a eu cette déclaration ? Quels changements a-t-elle produits ?

¿Diría usted que los habitantes participan de alguna forma en la preservación del patrimonio?
Diriez-vous que les habitants participent de quelque forme que se soit à la préservation du patrimoine ?

¿Cuales serian las 3 palabras que utilizaría para definir el centro histórico?
Quels seraient les 3 mots que vous utiliseriez pour définir le centre historique ?

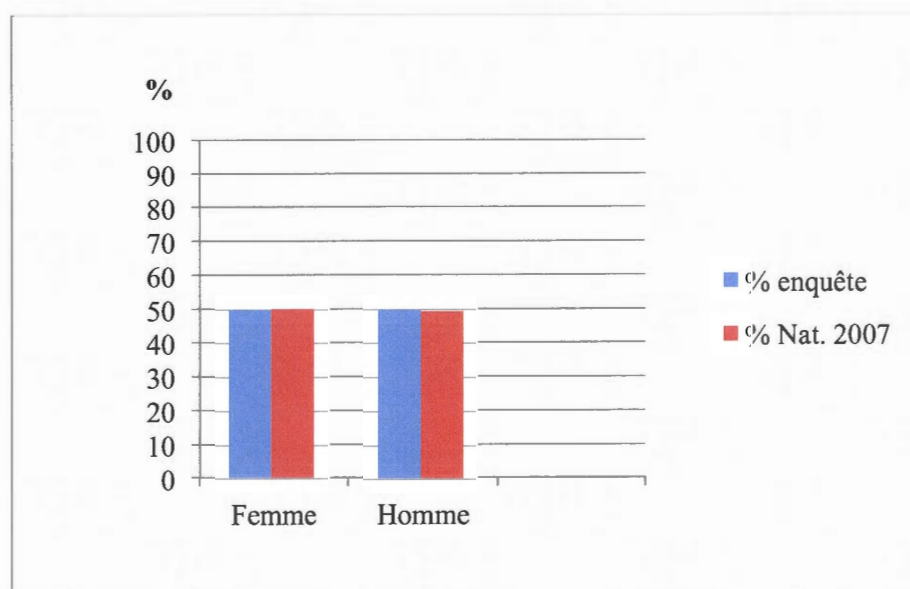
Résultats :

Les indicateurs socio-démographiques sont mis en relation avec les indicateurs produits par le recensement de 2007.

Nombre de personnes interrogées : 28

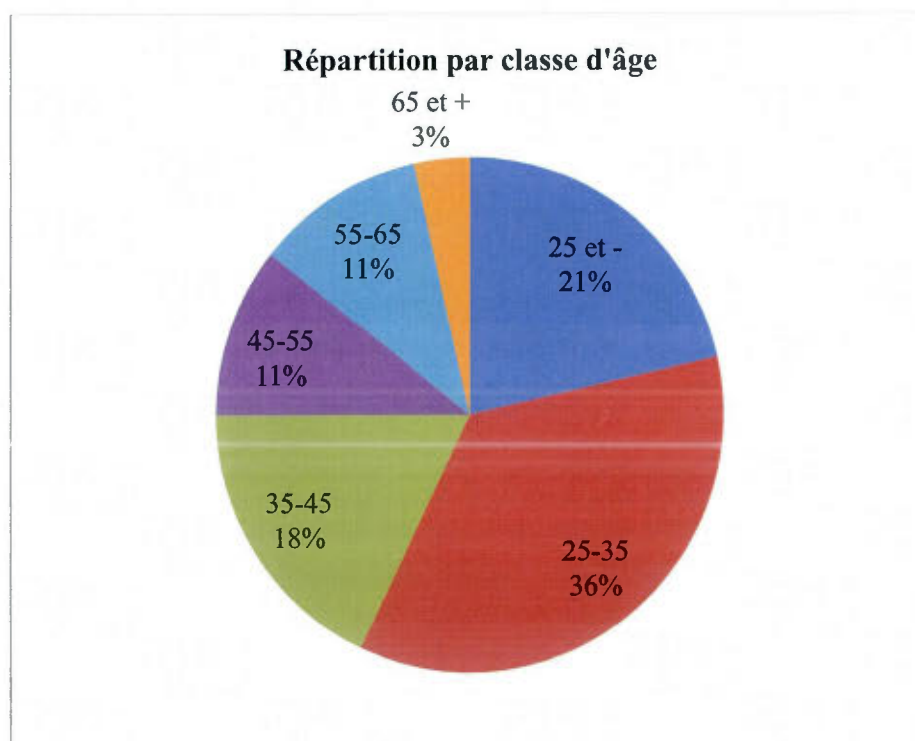
Répartition par sexe :

		% enquête	% Nat. 2007
Femme	14	50	50,3
Homme	14	50	49,7

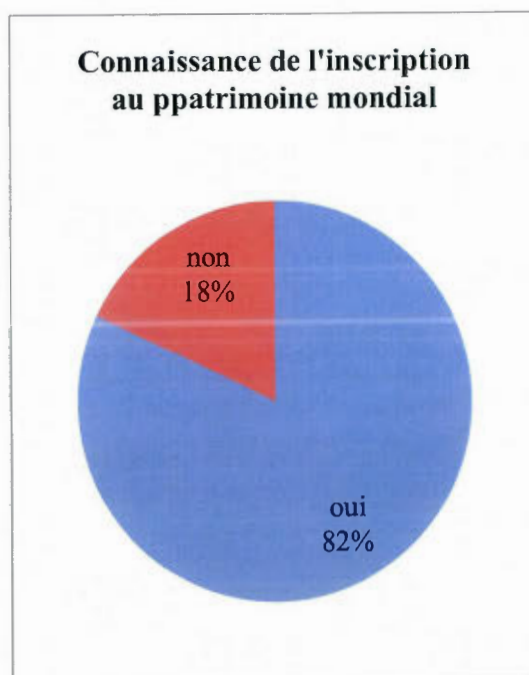
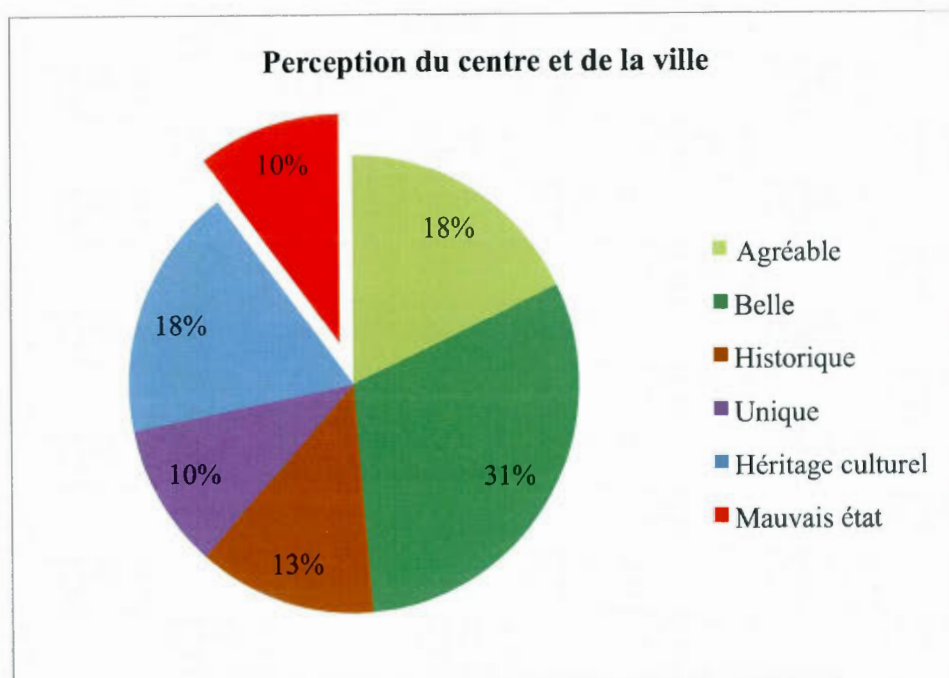


Répartition par âge :

Âge	
25 et -	6
25-35	10
35-45	5
45-55	3
55-65	3
65 et +	1
Total	28
Âge Moyen enquête	35,1
Âge moyen en 2007	28,4
Âge médian enquête	30,62
Âge médian en 2007	25



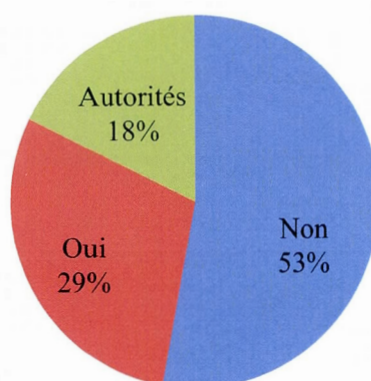
Perception du centre-ville et de la ville, et connaissance de l'inscription au patrimoine mondial :



Perception de l'implication des habitants dans la préservation du patrimoine :

Non	9
Oui	5
Relève des autorités	3
Répondants	17

**Perception de la participation des
habitants dans la préservation**



Annexe 4 :

Extrait du dossier de candidature du centre historique à l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, présenté par la municipalité provinciale d'Arequipa et soumis au Comité du patrimoine mondial, juin 1999 (sans les annexes et appendices), 43 pages.

WHC Nomination Documentation

File Name: 1016.pdf**UNESCO Region:** LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN**SITE NAME:** Historical Centre of the City of Arequipa**DATE OF INSCRIPTION:** 2nd December 2000**STATE PARTY:** PERU**CRITERIA:** C (i)(iv)**DECISION OF THE WORLD HERITAGE COMMITTEE:**Excerpt from the Report of the 24th Session of the World Heritage Committee

The Committee decided to inscribe the site on the World Heritage List on the basis of *criteria (i) and (iv)*:

Criterion (i): The ornamented architecture in the historic centre of Arequipa represents a masterpiece of the creative integration of European and native characteristics, crucial for the cultural expression of the entire region.

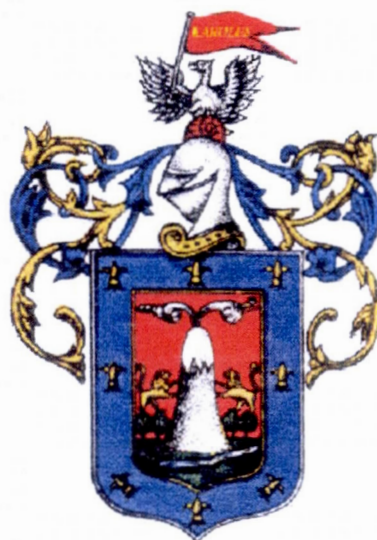
Criterion (iv): The historic centre of Arequipa is an outstanding example of a colonial settlement, challenged by the natural conditions, the indigenous influences, the process of conquest and evangelization, as well as the spectacular nature of its setting.

BRIEF DESCRIPTIONS

The Historic Centre of Arequipa, built in volcanic sillar rock, represents an integration of European and native building techniques and characteristics, expressed in the admirable work of colonial masters and criollo and Indian masons. It is illustrated by its robust walls, archways and vaults, courtyards and open spaces, and the intricate Baroque decoration of its facades.

1.b State, Province or Region: Province of Arequipa
1.d Exact location: 16° 24' S, 71° 32' E

HISTORICAL CENTRE OF AREQUIPA



PROPOSAL TO UNESCO TO DECLARE THE HISTORICAL CENTRE OF AREQUIPA A CULTURAL HERITAGE SITE

Arequipa, Peru, June 1999

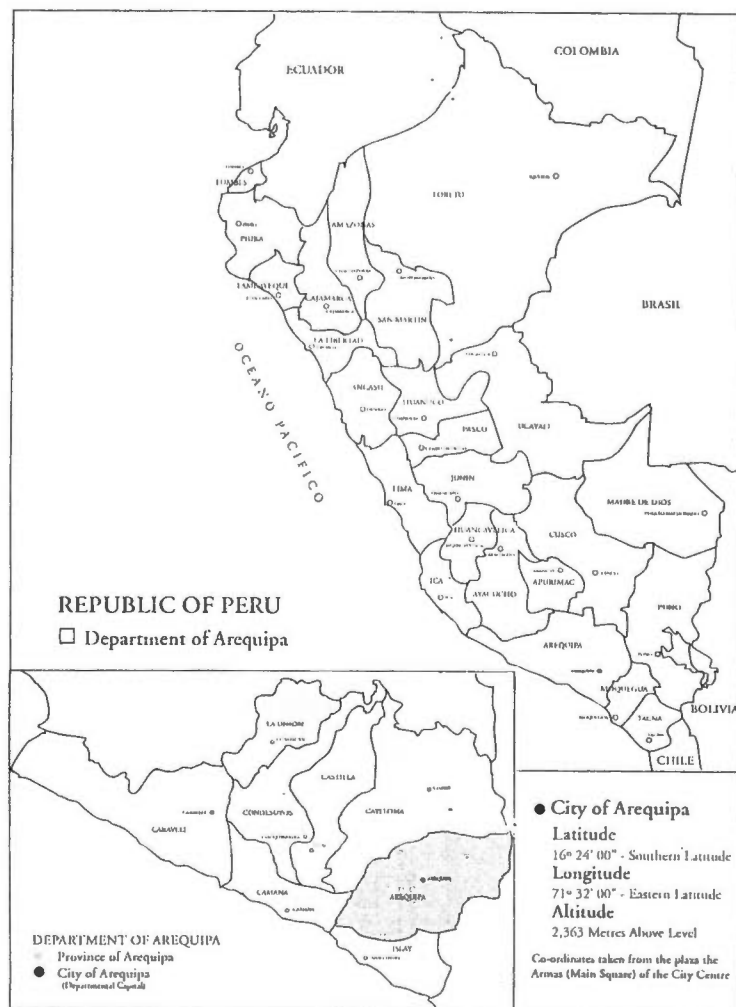
Prepared by the Municipal Authority for the Administration and Control of the Historical Centre and Monumental Zone of Arequipa. Presented to the UNESCO Governing Committee for the Protection of Global Cultural and Natural Heritage by the Peruvian Institute of Culture.

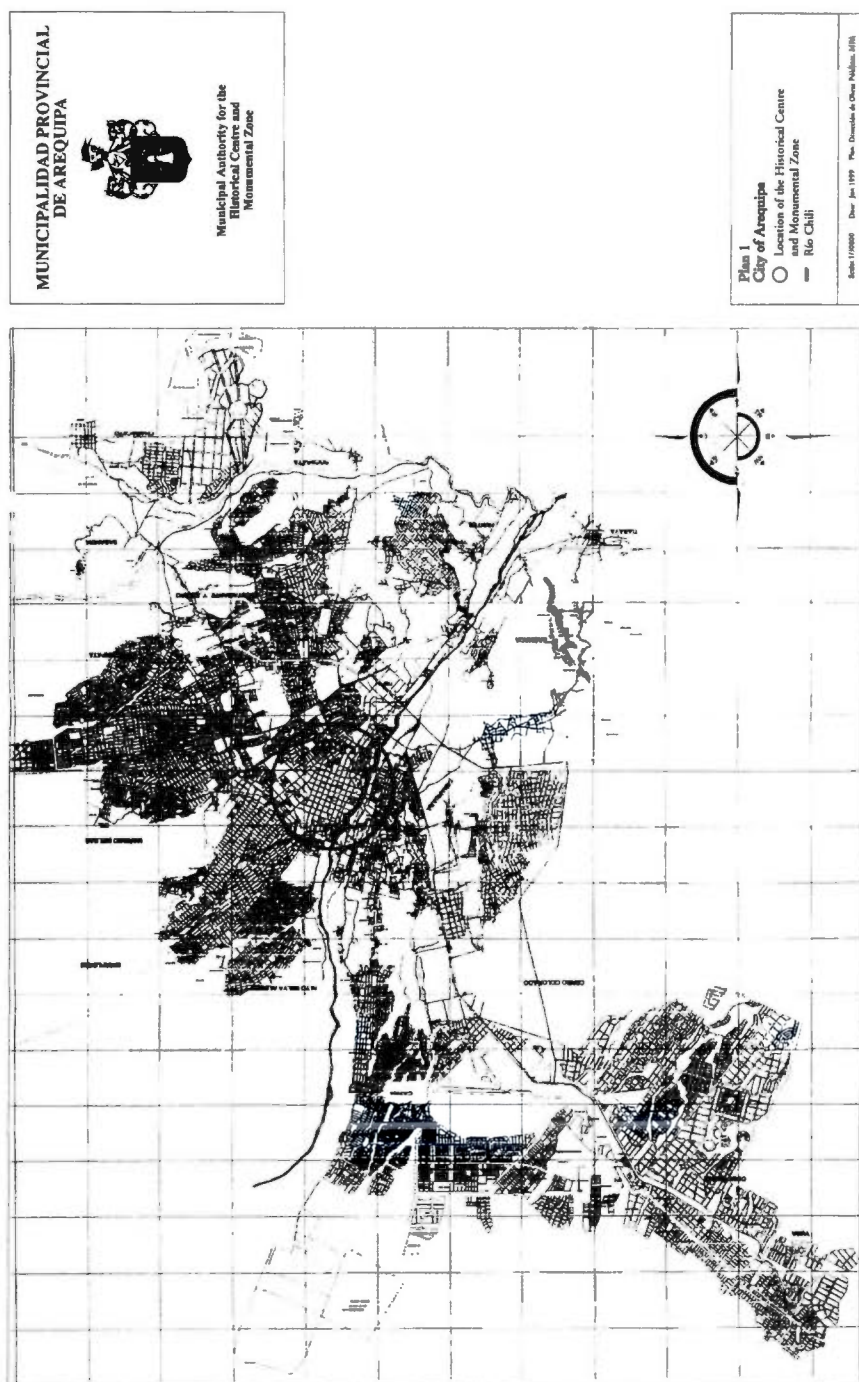
INDEX

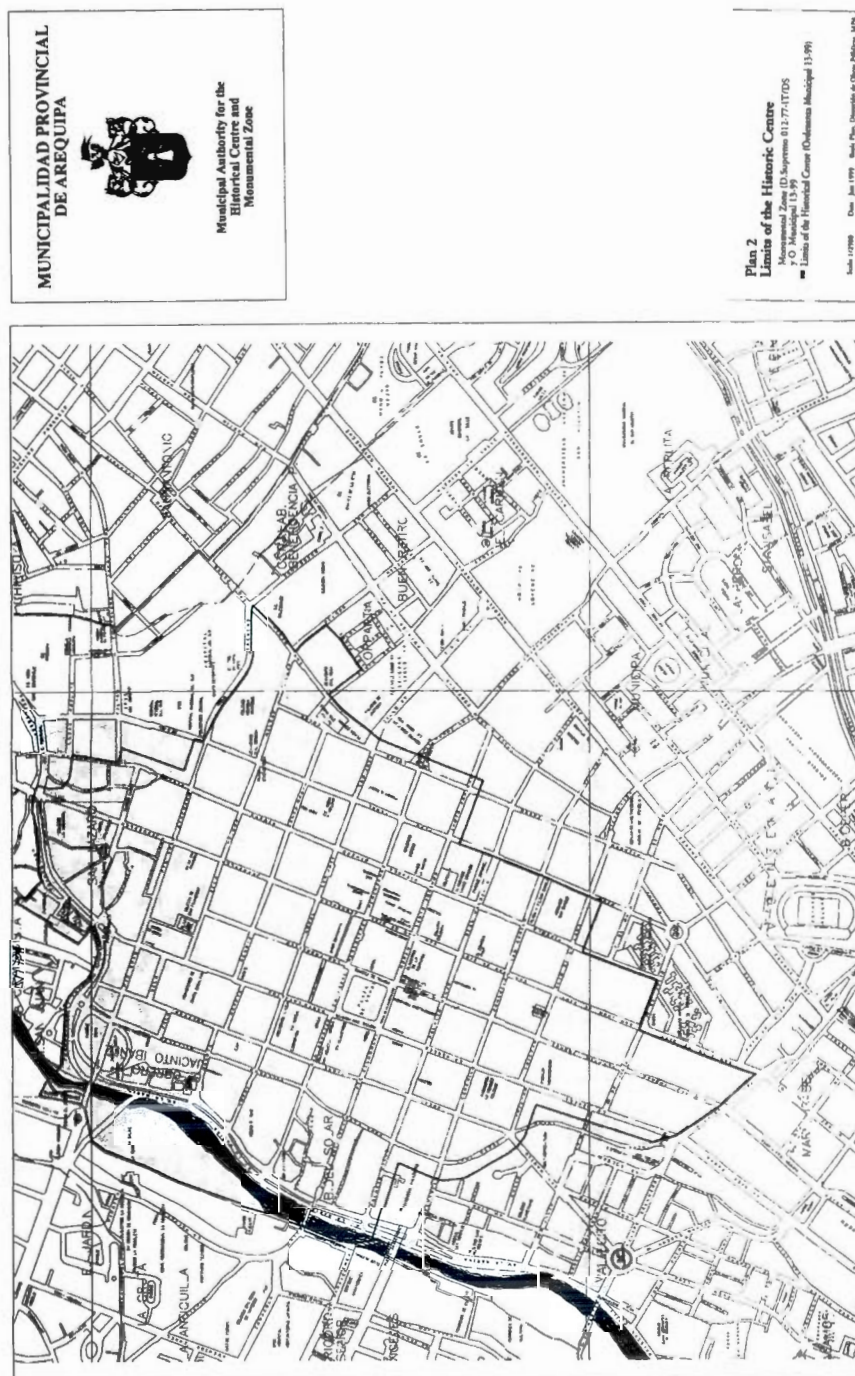
	Page
1.- Basic information about the area	2
2.- Justification for the entry	3
3.- Description	6
4.- Administration	7
5.- Factors which affect the area	25
6.- Monitoring	26
7.- Documentation	27
8.- Signature on behalf of the State	39

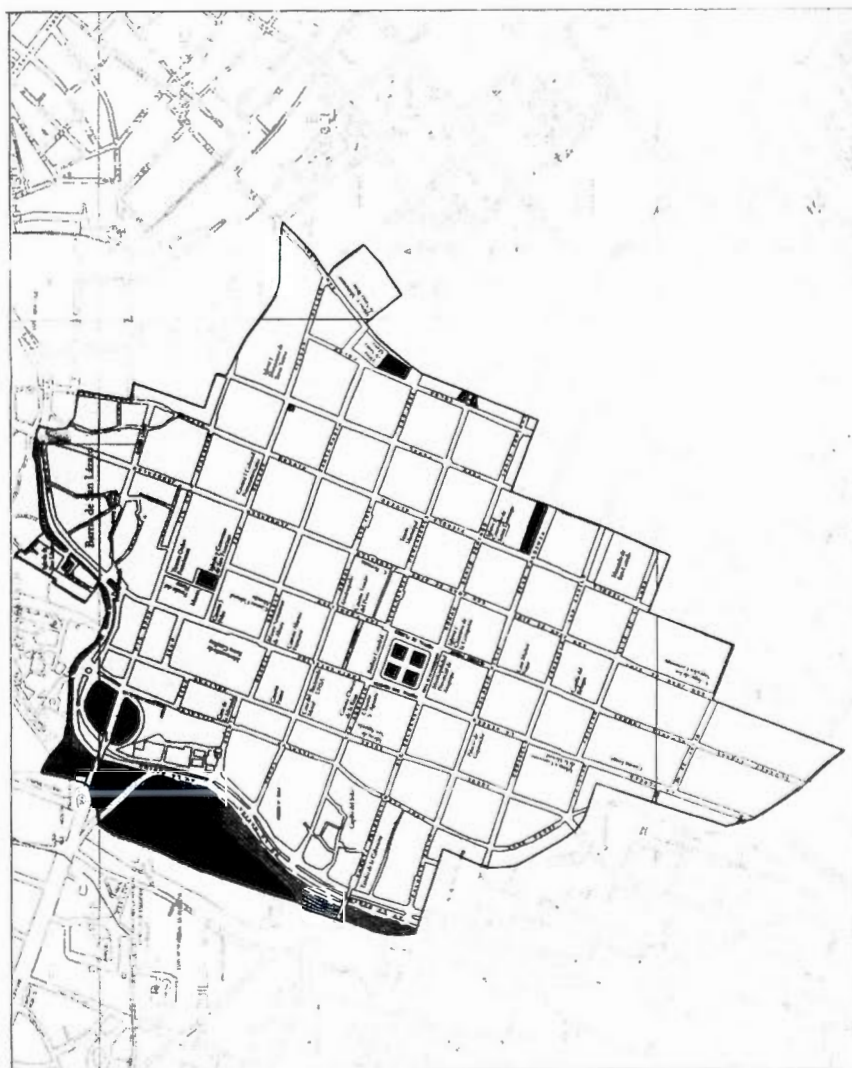
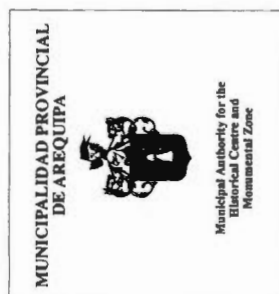
1.- BASIC INFORMATION ABOUT THE AREA

a.- Country:	Peru
b.- Department and Province:	Arequipa
c.- Name of the Area:	Historical Centre of the City of Arequipa
d.- Exact location on the map:	Peru and Arequipa









**Plan 3
Historic Centre
and Principal Monuments**

■ Limits of the Historical Centre
 ■ Limits of the Monumental Zone
 ■ Limits of the San Lázaro
 ■ Centre area, paths and squares

Scale: 1:10,000 Date: Jan 1989 Author: Plan Director & Urban Planning: MPA

Plan of the City of Arequipa commissioned by Governor Alvarez y Ximénez at the end of the 18th Century (Collection of the British Museum)



e.- Plans:

Plan 1 *City of Arequipa*; Plan 2 *Limits of the Historical Centre* Plan 3 *Historical Centre and Principal Monuments*; Plan 4 *Historical Centre and Peripheral Area (Zone Tampón)*; Plan 5 *Historical Centre (18th Century)*.

Separate Appendix: Large scale Land Registry with Monuments

f.- Area of the Historical Centre

Area of the Monumental Zone	331.99 Ha.
Area of the Historical Centre	166.52 Ha.
Area of the Peripheral Area (Zone Tampón):	
Area of the Monumental Zone minus the area of the Historical Centre:	165.47 Ha.

Note: The peripheral area (Zone Tampón), which is indicated has three natural boundary areas: The river bed and its bank on the right hand edge, the ravine of San Lázaro, the topographical features of the residential areas adjacent to the limit which is located to the south and south east of the Av. Salaverry (residential districts of Vallecito and María Isabel). Its eastern limit is the Av. Goyeneche (residential and commercial area where several educational establishments are located). To the north (district of San Lázaro) its boundary is marked by the Hospitals of the *Seguro Social* and the city's most important park in Selva Alegre. These areas form part of the surroundings of the Historical Centre.

2.- JUSTIFICATION FOR THE ENTRY

a.- Outstanding Features of the Area:

The Historical Centre of Arequipa, which its architecture built in white and occasionally pink volcanic rock (known locally as *sillar*) represents an expression of the creative talents of its people. Examples of these talents can be found in the robustness of the walls of the buildings, the extensive use of archways and vaults as a structural system, and the magnificence of its Romanic courtyards and open spaces and the intricate baroque decoration of its facades.

Floral murals are woven onto solid structures. Above the high faces and shafts of the columns, natural looking protrusions can be found. Daisies, creepers, acanthus leaves, vines, mermaids and birds combine with vice-regal and religious figures such as cherubs and angels, swords and scimitars, anagrams and crosses. This baroque texture is crowned with friezes which flank the gargoyles with the figures of pumas or mythical characters.

The essence of this architecture is not merely the *mestizaje* of European and native characteristics. It is not simply the *baroque mestizo* which gives it worth in its own right. Its inimitable local distinctiveness is the result of the challenge posed by circumstances. It can be explained by the city's historical background; the prior existence of an indigenous people with their own culture, which was developed from Puquina, Collagua, Lupaca and Inca influences, and a process of conquest and evangelisation. Both of these factors help to define the natural environment. A picturesque green countryside surrounded by deserts, the intense light of a clear sky, and frequent earthquakes have all been vital in defining the roots of Arequipa. The city is a product of the resistance of its population to the spasms of the earth. It is the experience of local seismic movements and an ability to take advantage of crisis which has provided the building materials and allows such a distinctive architecture and urban space.

Because of the earthquakes, the solid structure, with thick walls built using a box style with arches and vaults which was used in religious temples and monasteries was extended to domestic buildings. This gave them the same robustness and ornateness. Especially from the 17th and 18th centuries an entire city of over 49 blocks was built, a uniform collection carved stone which was crowned with vaults and domes.

The monumental Arequipeña architecture is also a product of the efforts of Spanish masters such as Toribio de Alcaraz, Gaspar Baez, Nicolás Alonso, Juan de Aldana, Andrés de Espinoza, Simón de Barrientos, Diego Felipe, Lorenzo de Pantigoso, Agustín de Alcosta, Juan Ordoñez, as well as *criollo* and indian masons such as Diego de Adrián and Simón de Asto. In addition, to this day innumerable master builders are still intricately carving large blocks of sillar. They form a school which has been crucial throughout the region, as can be seen in the traditional districts of Yanahuara, Cayma, Paucarpata, Chiguata and Characato. This school has also been influential in Andean valleys such as the Colca and Condesuyos, and has reached as far as Pomata and Juli in the highlands of the department of Puno.

The urban layout and design of Arequipa are equally valuable. The layout of the main square helps us to determine where the colonial city was founded. Its layout follows a Spanish grid system with blocks of 100m x 100m and street of 10.50m which was parallel to and perpendicular with the course of the río Chili with a diagonal slope which allows the small irrigation ditches known as *acequias* to be channelled. However, prior to the foundation of the city an indigenous settlement existed in what is now the district of San Lázaro, where the first chapel was constructed. Its design is irregular, winding and narrow. This district has been urbanised and incorporated into the larger settlement.

The natural setting should also be considered valuable, both in the history of the city and in its present situation. That is to say, the scenic value which is obtained from the geographic location of Arequipa should be borne in mind. The city is something of an oasis between two deserts, the western slopes of the Andes, and the Peruvian coast. It is located on the banks of the río Chili, which forms an important valley for its inhabitants. The green terracing has, until the present day, been integrated with the heart of the city. As well as this environmental value Arequipa is blessed with the majesty of three volcanoes (Misti, Chachani and Pichu Pichu). The city rests in the foothills of these volcanoes and is thus provided with a magnificent backdrop of snow peaked mountains.

This unique architectural collection, made up of buildings and ornate urban spaces which house a dozen churches, three monasteries, three convents, three chapels, two mills, and ancient *casonas* represents an exceptional, original and authentic work of American art.

b.- Comparative Analysis:

Cities with similar characteristics are certainly rare. There are some Mediterranean cities, such as Tira on the Greek island of Santorin, where the building material is similar. This city is built on crags and cliffs using white volcanic rock. However, neither its size, nor the size and importance of its buildings reach the scale of Arequipa. The beautiful city of Morelia in Mexico is also similar in some aspects. However, both cities have very different personalities.

With regard to the urban layout and design, most Hispano American cities have similar features. For example, Lima has a street design which is similar to that of Arequipa. The main square forms the centre of a grid system and is located close to a river. However, the layout of the plaza, like most in America, is rectangular. In contrast, the plaza in Arequipa is square. On three sides there are perfectly uniform archways and the cathedral occupies the whole of the remaining side, thus closing the square.

Some comparisons have been made with Arabic architecture. However, apart from some features such as the corbels of the balconies, some railings, or the use of warm colours, there are no substantial influences. The Arabic structure, design, materials, proportions and ornamentation all display a marked difference.

Similarities have also been noted with architecture of Seville and Extremadura. There are undoubtedly influences in terms of the organisation of space, and the doorways and windows. However, differences can be observed in the building system, materials and ornamentation.

With regard to conservation, Arequipa, like Quito and more so than Lima, preserves the essence of its Historical Centre with its vernacular architecture. Both of the above cities enjoy deserved recognition from UNESCO.

c.- Authenticity and recognition:

Architecture in sillar was always designed with extremely thick walls. The walls of domestic dwellings were a metre or a metre and a half thick, and the walls of temples were more than two metres thick. Built using mortar made from limestone and sand, with interior partitions filled with loose stones, the walls acquired consistency. The scarcity of wood led to the use of either brick, or sillar vaults to cover buildings. This gave constructions a monolithic solidity. The way to make a structure with thick walls, buttresses and flat and heavy supports aesthetically pleasing was to use ornamental designs. The Arequipeño baroque style is smooth and textilographic. The use of sillar only permits large, thick, rounded frames or deep protrusions and sculpture on flat surfaces. The light in the city combines with these features to form a dynamic which lightens the heaviness of the structure and makes it more interesting.

The lateral doorway on the *Iglesia de Santo Domingo* (from the beginning of the 17th century), an allegory to the Final Judgement, is an artistic expression from the baroque period in which flat surfaces were used as material from which many artistic expressions were made. These expressions can be found in all the major and minor religious and civil doorways of the city and the region.

The merit of Arequipeño architecture is not merely limited to the grandiosity of its religious monuments, which other cities also enjoy. It can also be explained by a profusion of dignified casonas of balanced proportions. In these casonas the urban space penetrates the interior of the city blocks, through large doorways and hallways, until it reaches a first, and sometimes a second courtyard. In these courtyards the carving on the facades is reproduced, which accentuates the formal spacial continuity. This is due to the fact that the system of construction had to be adapted to domestic use. Therefore, the doorways and windows are flanked by pillars and crowned with protruding pediments which blend with the large walls where the ornamental economy of the porches harmonises with the shape of the base of the vaults, or with the projecting cornices and carved corbels. Here the narrow opening of the windows allow an abundance of light to enter and solve the potential problem of lack of light in the semi circled arches or arched roofs.

The presence and conservation of the casonas makes up a uniform, integral and homogeneous urban space containing a sequence of pillars, windows and doorways built using smooth surfaces and carved frontings. These give an urban value to the city, its streets, and squares.

d.- Criteria under which entry is proposed:

The qualitative criteria (for example, originality, representativity, traditionality, regional influence, location, privileged geography, urban layout and design, materials, building and

decorative systems, and the fact that they are a product of a rich social and cultural *mestizaje* are described above. It is necessary to add that recognition as a UNESCO World Heritage Site would guarantee its future conservation and appreciation.

3.- DESCRIPTION

a.- Description of the Area:

The Historical Centre of Arequipa consists of the 49 original blocks of the Spanish layout (except for three blocks which are adjacent to the *Mercado San Camilo* and are disqualified due to their architectural style). In addition it is necessary to add 24 blocks from the colonial period and the beginning of the republic (19th century). The Historical Centre brings together some five hundred casonas, of which more than two hundred and fifty are considered monuments. These casonas, which were generally built on the sites of colonial structures in the 19th century (which were destroyed in the 1868 earthquake), collectively contain more than two hundred semi-circled arches and arched roofs, which are generally made from sillar. In addition to the casonas, it is necessary to add the monumental urban spaces. These include the Plaza de Armas, with the city's cathedral (the most important neoclassical religious monument in the country, which was built in 1849 on the ruins of an earlier baroque church) and series of Republican archways. At one of the corners of these archways the church and cloisters of *La Compañía* can be found (considered to be the most representative monument of the baroque mestizo period at the end of the 18th century). Other monuments include the Convent of Santa Catalina (a spectacular religious citadel which incorporates architectural styles from the 16th to 19th centuries, and which has an area of 20,000 square metres), the structures in San Francisco (small square, principal church and convent, temple and cloisters of the third order, from the 18th century); the temples and convents of Santo Domingo (16th and 18th centuries), San Agustín (17th century with subsequent restorations), La Merced (17th century), Santa Teresa (18th century), Santa Rosa (18th century) and the church of Santa Marta which is opposite the square of the same name (17th century). It is also important to add the Puente Real (18th century, now Puente Bolognesi), and Puente Grau, both also made of sillar.

b.- History and development:

The city was founded on 15 August 1540 by a handful of Spanish conquistadors. Its site was a valley which was intensively farmed by successive pre-hispanic cultures, a fact which has also defined the topography of the city and its surroundings. The original layout of an indigenous hamlet survives close to the Historical Centre in the district of San Lázaro.

The widespread use of sillar became common in the later part of the 16th century. This pearl or pink coloured volcanic stone is free, abundant, soft, light, thermic, aesthetic and resistant to the elements. It thus became a structural solution to the problem of earth tremors. It was not possible to take advantage of sillar in the first years except in the doorways of the main church and in a handful of dwellings. The original buildings in Arequipa were constructed using adobe and stone, with roofs made of straw, sticks or even mud. These kinds of houses were common in the 18th century and were built until the 19th century. Some of them still exist in the old district of San Lázaro. Later brick and straw appeared as building materials. Houses built using straw can be found in the Convent of Santa Catalina. The natural disaster of 1582 eliminated these systems and highlighted the need for aseismic reconstruction. Thus sillar appeared as an ideal structural solution.

Therefore, it was the major earthquakes that marked milestones in the development of Arequipeño architecture. It is possible to mention five periods: foundational and village (1540-1582), baroque splendour (1582-1784), rococo and neoclassical revisions (1784-1868), modernising empiricism and neoclassical evolution (1868-1960) and contemporary. The city which developed in the era of the viceroyalty was an important economic centre in the southern Andes. Its role in the history of the Peruvian republic was, and is, crucial. The Historical Centre was a centre of popular civic rebellions and demonstrations, as well as the birthplace of many outstanding intellectual, political and religious figures in the country.

c.- Date and form of the most recent documents which refer to the area:

Not applicable

d.- Current state of preservation:

The main religious monuments are generally well preserved, the facade of the church of La Compañía has suffered cracks and requires urgent restoration. The facade and bell tower of the church of Santa Rosa are being restored. It has not yet been possible to rebuild the vaults and bell tower of the church of San Agustín. Projects to restore houses in the Historical Centre have recently been initiated. The laying of underground electricity cables will allow a fuller view of the architecture. As regards civil monuments which have been declared, 20% have been completely restored (with the exception of the *Casa de la Moneda*, *Casona del Teniente Flores*, *Casona de Jorge Polar* and *el Tambo de la Cabezona*, the most important examples). Some 30% are in a poor state of repair. These casonas, and others of lesser architectural value must be restored and renovated in accordance with a new policy of urban recovery.

e.- Policies and programmes relating to the restoration and promotion of the area:

In the 1960s the Board for the Renovation and Development of Arequipa restored most of the buildings which were damaged in the earthquakes of 1958 and 1960. In the following decade the Municipalidad de Arequipa began an aggressive restoration policy in the Historical Centre. The facades were cleaned and basic criteria were established in order to enable its conservation as an architectural unit. The efforts of the state, in partnership with its Development Banks, private companies and the Universidad Nacional de San Agustín, allowed the restoration of important casonas to continue throughout the 1980s and 1990s. The state has sustained a policy of control and protection through the National Institute of Culture in Arequipa (which was created in 1971). The municipal administration for the period from 1993-1996 achieved the eradication of street vendors in the Historical Centre. The new municipal administration (1999-2002) has reinitiated a programme to recover and promote the Historical Centre. It has created the Municipal Authority for the Control of the Historical Centre and Monumental Zone of Arequipa, giving this body the legal powers which it requires.

4.- ADMINISTRATION

a.- Property Rights

The public spaces of the Historical Centre of Arequipa are the property of the Peruvian state and are managed by the Municipalidad Provincial de Arequipa. The convents and churches in the city centre are the property of the Catholic church and are managed by religious orders

and the office of the Archbishop of Arequipa. The main casonas which are classified as historical monuments are generally property of public institutions (universities, banks, ministries and government offices) and private institutions (banks, universities, cultural and educational centres). Other casonas are the private property of individuals.

b.- Legal Status

According to the 1972 Supreme Resolution 2900-71 ED and the 1977 Supreme Decree 012-77-IT/DS, the Peruvian state recognises the Monumental Zone of Arequipa and declares a series of monuments and monumental urban spaces within this zone. The Supreme Resolution (the part which refers to Arequipa) and Supreme Decree are reproduced in the following section:

SUPREME RESOLUTION No 2900-72-ED

Lima, 28 December 1972

Taking into account the enclosed background information; and

CONSIDERING

That it is the duty of the state to value the conservation of the monumental heritage of the nation

That Article 3 of Legal Decree No 19033 requires that buildings from the Colonial and Republican periods be declared monuments by Supreme Resolution because of their architecture, artistic value and relationship to historical events. These buildings should be conserved and restored;

That the National Institute of Culture, in compliance with its function as defined by L.D. No 19268 proposes a list of buildings which should be declared Monuments, of urban spaces which should be declared Urban Monumental Settings, and areas which should be declared Monumental Zones

In accordance with the guidelines which are set out in Article 154, Clause 8 of the Constitution:

IT IS RESOLVED THAT

1.-The following buildings and areas should be declared Monuments, Urban Monumental Settings and Monumental Zones:

DEPARTMENT OF AREQUIPA PROVINCE OF AREQUIPA

Religious Buildings

Church of San Lázaro

Church of Santa Marta

Church of La Compañía

Other Buildings

Archways of the Plaza de Armas

Hospital Goyeneche
Puente Bolognesi
Puente Grau

Houses

San Francisco 409-413
San Francisco 407
Jerusalén 412
Zela 218, Santa Catalina 314
San Francisco 114-116
Bolívar 206
Zela 404 corner of Villalba 310
La Merced 106-110-A 110-B
San Francisco 403
Santa Catalina 302
Santa Catalina 300
Santa Catalina 101 (Casa Yribery)
Sucre 103
Villalba 303
Sucre 209
La Merced 112
Ejercicios 200
Ejercicios 305
Ejercicios 311
La Merced 300

URBAN MONUMENTAL SETTINGS

Plaza de Armas and Plazuela de la Compañía
Plaza de San Francisco
Calle Cruz Verde between Bolognesi and San Agustín
Calle Villalba
Calle Sucre between Consuelo and San Agustín
Calle Bolívar
Calle Santa Catalina
Calle San Francisco
Calle Bolognesi
Calle San Agustín between Villalba and Santa Catalina
Calle Mercaderes between San Francisco and Jerusalén
Calle Moral between Villalba and Jerusalén
Calle San José between Jerusalén and Rivero
Calle Ugarte
Calle Santa Marta between Jerusalén and Peral
Calle Zela
Calle Melgar between Jerusalén and Peral
Calle Puente Grau
Calle La Merced between Bolognesi and Tristán
Calle Ejercicios between Santo Domingo and Tristán
Calle Santo Domingo between Ejercicios and San Juan de Dios
Calle Palacio Viejo between Cruz Verde and San Juan de Dios
Calle Consuelo between Sucre and San Juan de Dios

Calle Tristán between La Merced and San Juan de Dios
Calle Rivero between San José and Melgar
Calle Jerusalén between Mercaderes and Puente Grau
Calle Recoleta between the bridge (Puente Bolognesi) and the church of La Recoleta

MONUMENTAL ZONE

The area within the boundaries formed by the banks of the río Chili between the Jirón Salaverry and the ravine of San Lázaro, and the extension of Jirón Peral, the extension of Jirón Ayacucho, Jirón Muñoz Najar, the Avenida Goyeneche, the Avenida Jorge Chávez and the Jirón Salaverry

Rubric of the President of the Republic General Juan Velasco Alvarado and the Minister of Education General Alfredo Carpio Becerra.

SUPREME DECREE No 012-77-IT/DS

CONSIDERING

That in accordance with L.D. 10933 it is the duty of the state to ensure the conservation of the Monumental Heritage of the Nation

That in the city of Arequipa there is a zone in which there are buildings of indisputable historical and architectural value that are thus important tourist attractions.

That Arequipa has new zones of urban expansion which may have different architectural characteristics and requirements, However, the traditional part of the city should be preserved and its uniform architectural style should be maintained.

That in considering the application made by the Arequipa Provincial Council and recognising the wishes of the inhabitants of the city, the traditional zone should be declared an intangible asset for such purposes.

In accordance with clause 8 of Article 154 of the Constitution, it is therefore agreed that

DECREE

Article 1.- The white, monumental and tourist zone of the city of Arequipa should be declared an intangible asset. This zone consists of: to the north: the ravine of San Lázaro, and the following streets: Peral Ayacucho and Manuel Muñoz Najar; to the East: Avenidas Jorge Chávez and Goyeneche; to the South: Malecón Socabaya and Avenida Socabaya; and to the west: the left bank of the río Chili. Within these boundaries the architectural characteristics and aesthetic, urbanistic and historical value of the buildings, whether publicly or privately owned, should be preserved in accordance with L.D. 19033 and the Orders which are issued by the Arequipa Provincial Council.

Article 2.- The present decree will be endorsed by the Ministers of Industry and Tourism, of Education and of Housing and Construction

Lima, 9 August 1977

General Francisco Morales Bermúdez Cerrutti, President of the Republic.

General Gastón Ibañez O'Brien, Minister of Industry and Tourism.

General Otto Eléspuru Revoredo, Minister of Education.

Rear Admiral Gerónimo Cafferata Marazzi, Minister of Housing and Construction.

According to the provisions of the General Law for the Protection of the Cultural Heritage of the Nation No. 24047, the National Institute of Culture in Arequipa has to date registered 56 declared monuments in the Public Records Office. In the city of Arequipa, the state has declared a total of 24 monuments to be representative of religious architecture (17 in the Historical Centre), 28 representative monuments of public civil architecture (18 in the Historical Centre), 258 representative civil architectural monuments (246 in the Historical Centre), and 33 monumental spaces (29 in the Historical Centre).

c.- Protective Measures

Municipal Ordinance No. 13-99 has established specific legislation for the protection and preservation of the Historical Centre and Monumental Zone in accordance with existing legal norms as well as international recommendations, taking into account previous legislation issued by the Municipalidad de Arequipa. The relevant Ordinance is reproduced below.

Municipal Ordinance No. 13-99

IT IS HEREBY DECLARED THAT:

The Municipal and Provincial Council of Arequipa, in its session held on 20 April 1999

CONSIDERS:

That in accordance with article 31 of the Political Constitution of Peru, the state protects the cultural heritage of the Nation, whether that heritage is publicly or privately owned. This heritage is made up of archaeological sites and remains, buildings, monuments, places, bibliographical and archival documents, artistic objects and testimonies of historical value. It includes those which have specifically been declared cultural products and provisionally those which are assumed to be as such;

That the same Constitutional Code in article 43 states that the state is unique and indivisible, with a single, representative and decentralised government which is organised according to the principal of separation of powers;

That, in accordance with Article 191 of the Constitution, the Municipalidades, as part of this single and decentralised state have political, economic and administrative autonomy in the control of their affairs;

That in accordance with Article 192, and in accordance with the autonomy which the Municipalidades enjoy, the Constitution gives the Municipal Council, in its condition as an organ of local government, effective power in the running of its affairs;

That, in accordance with article 11 clause 4, article 67 clauses 11 and 12 and Law No. 23853 regarding Municipalidades, the Municipalidades Provinciales have the power to regulate, take care of, and promote the conservation and custody of the local cultural heritage, as well as the defense and conservation of archaeological, historical and artistic Monuments;

That Law No 24047 for the Custody and Protection of the Cultural Heritage of the Nation gives the Municipalidades responsibility for conserving cultural heritage;

That Cultural Heritage is a product of and testimony to the different traditions and spiritual and material achievements of the past, and thus make up a fundamental part of the

personality of a people;

That from the point of view of tourism, cultural, historical and natural heritage have substantial value. Therefore it is important to adopt adequate measures which are designed to assure their conservation and protection;

That in the city of Arequipa a Historical Centre and Monumental Zone exists in which there are buildings of undisputable historical and architectural value. This area has great cultural value and is an extremely important tourist attraction. In addition the Zone was established through Supreme Decree No. 012-77-IT/DS;

That it is necessary to adopt measures to protect and restore historical and traditional areas in Arequipa in order to preserve the uniformity of the architectural and cultural style, in accordance with national and international legislation on these issues, legislation which, in general has been passed by organisations such as UNESCO, and which is clearly valid in sites considered to be Universal Cultural Heritage;

That, in accordance with the stipulations made in article 72 of Law No. 28353 regarding Municipalidades, it is the task of the Municipalidades to determine the boundaries and rules governing private property in order that they be in harmony with social interests, both within their jurisdictions and within the area which they govern.

That in accordance with Article 110 of Law No. 23853 regarding Municipalidades, the following has been passed:

ORDINANCE

SECTION ONE GENERAL REGULATIONS

Article 1 OBJECTIVE OF THE ORDINANCE

The present Ordinance establishes the basic rules for protection which govern the use and conservation of the Historical Centre, and which are applicable to the Monumental and Ecological Zones of the city of Arequipa

Article 2 ON THE HISTORICAL CENTRE OF AREQUIPA

The Historical Centre of Arequipa is made up of the area which falls within the following limits:

Ravine of San Lázaro (both sides) and district of the same name, 6th block of Jerusalén, Carlos Losa, 5th block of Rivero, Ayacucho, Extension of Ayacucho (on the side of the Santa Teresa Convent, San Pablo, Santa Rosa, Plaza España, Colón, Santo Domingo, Perú, Alto de la Luna, Piérola, Garcí Carbajal, San Juan de Dios, Av. Salaverry, La Merced, Tristán, Cruz verde, Palacio Viejo) up to the Río Chili, both banks of the Río Chili, up to the ravine of San Lázaro, including the bridges Puente Grau and Puente Bolognesi.

Article 3 ON THE ECOLOGICAL ZONE

The ecological zone is located within the following parameters: the banks of the río Chili and the green areas close to the city.

Article 4 ON THE MONUMENTAL ZONE

The Monumental zone is located within the following parameters: the following streets: Peral, Ayacucho, Muñoz Najar, Av. Jorge Chávez, Av. Goyeneche, Malecón Socabuyi, Av. Saluverry, Río Chili (both banks) and the ravine of San Lázaro (both sides).

Article 5 TYPES OF CULTURAL HERITAGE

The cultural heritage which is covered and protected by the present Ordinance could encompass the following:

- a) Monuments: Architectural works with exceptional monumental historical, artistic or scientific value science;
- b) Architectural collections: Groups of buildings which, because of their architectural homogeneity or scenic location, have exceptional historical, artistic or scientific value. Buildings of special interest may also be included for their historical, artistic or scientific characteristics;
- c) Sites: Works carried out by humans or by humans in combination with nature and other areas with exceptional aesthetic, historical, strategic, anthropological or scientific value;

Article 6 LEVELS OF PROTECTION

The level of protection include

- a) Rigorous Protection.- Cultural and natural values should be conserved; there should be no attempts to alter its nature, condition or location. This level will be applied to the Historical Centre and Ecological Zone;
- b) Restrictive Protection.- The above factors are controlled in order to prevent any negative effects on the adjacent Historical Centre;
- c) Tolerant Protection.- General rules on use and number of inhabitants will be applied in order to prevent negative effects to the urban environment. This will be applied to the Monumental Zone;

Article 7 The volumetric relationship must be a determining factor in the urban and natural landscape.

SECTION TWO ON THE USE AND CONSERVATION OF THE ZONES

PART ONE URBAN AND ARCHITECTURAL CHARACTERISTICS

Article 8 In the Historical Centre the construction of projections which extend further than pavements will not be permitted except where they are built to conserve traditional balconies which already exist.

Article 9 In the Historical Centre there should be no visible traces of the installation of electricity, water and sewage, cable television, and other services.

Article 10 In the Historical Centre new buildings which are constructed should not be

located close to any building or monument of special interest. They should be built six metres from the edge of the pavement in order to allow space for the possible planting of trees.

Article 11 New buildings constructed alongside declared monuments or buildings of special interest should harmonise with the neighbouring building and should blend in with regard to volume, height, use of space, colour and shape. The new building should not distort the visual harmony of the setting nor stand out in any way.

Article 12 The previous regulation holds for projects to be carried out opposite as well as alongside a monument or building of special interest.

Article 13 The maximum height of new buildings will be determined by the monuments, or buildings of special interest, which are located on either of the two sides of the street on which the new structure is to be built.

Article 14 In the Historical Centre traders will not be allowed to open kiosks or huts of any kind in hallways, doorways, windows, alleys, etc.

Article 15 In the interior of a block buildings will be permitted whose tops are not visible from the outside, with functional designs for modern uses, which are in harmony with nearby buildings.

Article 16 Buildings will not be permitted near cloistered convents, monasteries and churches whose height interferes with the privacy of these buildings. In general the privacy of neighbours will be taken into account when authorising building work and businesses within the Historical Centre.

Article 17 The new buildings will be built without damaging the visual landscape which already can be viewed from inside nearby monuments.

Article 18 The monuments and buildings of special interest can not be sub-divided if this sub-division affects the original structure and its external appearance. Such sub-division will require specific authorization from the municipal authority and the National Institute of Culture.

Article 19 In the monuments or buildings which have been classified, no extension or modification should alter the original characteristics. Neither should they disfigure the facade, affect the cornices, corbels or any other architectural aspect.

Article 20 Additional features will only be approved in interior spaces if they make the use of the classified monuments or buildings more comfortable or functional, and so not alter any original characteristics.

Article 21 The urban restoration of the Historical Centre will bring with it a revaluing through restoration. Therefore, plans for expansion or renovation, which modify structures which are considered less important but nonetheless relevant in the history of the classified buildings, will be avoided.

Article 22 The same regulations will apply to monuments and buildings located in the monumental zone and in the entire province of Arequipa as to those in the Historical Centre.

PART TWO
CONSERVATION AND RESTORATION

Article 23 The area in which a monument is located can not be treated separately from the monument itself. Therefore protection should be extended to the general area which it occupies and the cultural features which this area contains.

Article 24 Preventative conservation will include techniques and practices to maintain the zone in good condition, with an approach which will allow the heritage to be enjoyed without being damaged.

Article 25 In the Historical Centre, in the openings on doors and windows, advertising, displays, flags and other similar items may not be placed, except in the interior of the establishment no less than one metre from the facade.

Article 26 During construction work, historical material or objects may not be destroyed. All involved in the construction have a duty to help to contribute to the conservation of our cultural and architectural values

Article 27 There will be an effort to conserve the highest possible quantity of architectural features which are of artistic, historical or technical importance. Therefore demolitions are to be avoided.

Article 28 The buildings in the Historical Centre which are in such a state that they could cause environmental damage, physical risks or the loss of heritage, may be occupied by the Municipalidad Provincial de Arequipa.

Article 29 Restorations should be carried out using techniques and materials which are visible, stable and preferably reversible.

Article 30 In cases where it has a protective function the patina should be conserved for historical, aesthetic and also technical reasons.

Article 31 In cleaning only dirt such as dust, soot, organic wastes, etc. can be removed which has accumulated on the building material. Cleaning may only be carried out using dry brushes. The use of metallic brushes, crowbars, sandpaper, sandblasting, air or water is forbidden.

Article 32 It is obligatory to carry out explorations in search of murals; if found they should be conserved even if they are fragmented, painted or carved.

Article 33 Sillar will not be used in buildings in which it was not part of its original appearance.

Article 34 The restoration of colour in monuments or buildings of special interest will be carried out on the basis of visible evidence and not hypotheses. The traces of colour in the buildings themselves should form the basis of such:

Article 35 Any work on monuments or buildings of special interest will be documented in a special report. This report will provide exact details and photographic and video evidence

taken before, during and after the operation. Copies of this report will be kept in the archives of the INC and the Municipal Authority.

Article 36 The restoration team will include restorers and archaeologists who will carry out prospecting, explorations of colour, analysis of eventual finds, and general advising.

Article 37 Any new features must be substantiated with historical documents and not hypotheses, and must be easily recognisable without damaging the harmony of the surroundings.

Article 38 The authenticity of building materials must be respected.

Article 39 The members of the restoration project must keep a diary in which all aspects of the work are recorded in detail.

Article 40 An attempt must be made to conserve all structures which, because of their materials or techniques, are a historical testimony to the solutions to architectural problems in different periods.

Article 41 Isolated elements, even those which are in poor condition, will if possible be conserved and included in new projects.

Article 42 Since unity of style is not the purpose of restoration, useful contributions from other periods and styles must be respected. Buried objects will only be excavated in exceptional circumstances, when the structure on top is not of interest and the underlying elements have historical, archaeological or aesthetic value and they are conserved in an acceptable state.

Article 43 The restoration will end where the hypotheses begin. Therefore, research is essential.

PART THREE COMPONENTS OF THE Historical CENTRE

Article 44 The lighting of the commercial premises will be internal. No outside lighting or neon features will be permitted.

Article 45 Urban features will be uniform (lamppost, lamps over doorways, landscaping, colours of facades, column bases etc.) and they will be authorised by the Municipal Authority.

Article 46 The Historical Centre and surrounding area will be paved using stones rather than tar, and stones will be used on pavements instead of cement.

Article 47 Street lighting should be functional while at the same time being discreet and highlighting the architectural features of the environment.

Article 48 The street furniture should be homogeneous, and of a functional design which blends with the urban environment.

Article 49 In general doors should be made from wood or have wood covering.

Article 50 External security railings should have a design which permits them to be dismantled during the day so as not to interfere with the view of the facades.

Article 51 Trees and benches shall be located on pavements if their size permits, and if they do not interfere with the views of important buildings.

Article 52 In wide streets with a small amount of traffic the Municipal Authority authorises the placing of trees and benches.

Article 53 Unconventional shopping centres should make their facades blend in, and refrain from displaying flags, signs or lights. They should also not make excessive noise or play music at an excessive volume.

Article 54 Street signs should be attached to the walls at street corners. They will be made using existing styles and materials.

Article 55 The names of buildings will be made according to the traditional model and dimensions, with white letters on a blue background.

Article 56 The traffic lights should have brackets and should be located in such a way as to fulfil their function effectively without standing out unnecessarily. Public telephones should also have these characteristics.

Article 57 The sub-division of buildings should not lead to different colours in the facade, doors or windows etc. The finishing on each facade should be uniform.

PART FOUR ADVERTISING, PUBLICITY AND SIGNS IN THE HISTORICAL CENTRE

Article 58 Licences for advertising and signs in the areas which are protected by this ordinance will only be granted with the approval of the National Institute of Culture and the Municipal Authority.

Article 59 The signs will identify the name of an institution or commercial establishment, and may give additional information. Under no circumstances will they advertise products or specific brands.

Article 60 The dimensions of the signs will be no larger than 90 x 60 cm. and they will be made using forged, welded iron or wood. They will be no more than one inch thick, will be painted using the minimum possible number of colours, and will be vertically level with the facade.

Article 61 Apart from the sign with the name and logo, no other notice of any kind will be permitted on the exterior of buildings. Any such notice may be located inside the establishment at least 1 metre away from the door.

Article 62 Signs will not be placed on any architectural feature (moulding, balcony, doorway, cornice, skirting board, roof, etc.)

Article 63 In buildings which have multiple uses (dwellings and offices) a directory will be placed in the interior of the entrance area, the style of the plaques for these directories will be uniform.

Article 64 Within the Historical Centre the use of neon lights, illuminated signs and flashing lights is not permitted. The placing of signs on roofs, facades, posts, columns etc. is also not allowed.

Article 65 The displaying of advertising banners, handeroles, leaflets, panels, canopies and other similar items in the Historical Centre is forbidden.

Article 66 The time periods for removing such items from the Historical Centre will be decreed by the mayor.

Article 67 No signs of any type, size, shape or colour may be placed in the area adjacent to the río Chili.

PART FIVE USES OF THE HISTORICAL CENTRE

Article 68 The uses of monuments and buildings of special interest should be respectable and respectful of the historical and artistic character of these structures. They should also be compatible with the initial function of these buildings and monuments. Therefore the operation of discotheques, bars and other such establishments will be forbidden in venues which were once cloisters, churches, or had similar uses.

Article 69 In the immediate environs, that is to say the four sides of the block and pavements which face churches, convents or declared monuments, no business which offers nightlife or venue for parties can operate, unless a the Municipal Authority authorises it following a feasibility study which considers the right to privacy of neighbours.

Article 70 Vehicles can not be parked within the Historical Centre and surrounding area except in areas designed or intended to be car parks. No barriers can be placed on public highways.

Article 71 The sale of alcoholic beverages and their consumption in public places is forbidden within the Historical Centre. Shops which sell alcohol to take away will not be allowed to operate under any circumstances.

Article 72 The promotion and exhibition of pornographic advertising and shows is forbidden in the Historical Centre, and in any part of the Monumental Zone. Exhibitions of nudity are equally forbidden.

Article 73 Prostitution in any form will not be permitted under any circumstances in the Historical Centre.

Article 74 The Municipal Authority will prepare a proposal to pedestrianise certain streets in the Historical Centre.

Article 75 In this pedestrianised area only authorised vehicles which transport tourists, or emergency services will be permitted. The owners and users of such vehicles will register them as official vehicles in the function of their duties.

Article 76 Public Spaces will not be permitted to be used for shows or other events unless the Municipal Authority, taking into account the high quality of such shows, gives authorization.

Article 77 Exceptions to the previous article include civil and religious demonstrations which form part of the social and cultural traditions of the city.

Article 78 Street trading is forbidden in the Historical Centre with the sole exception of the appropriately organised sale of newspapers, confectionary and shoe shining services.

Article 79 The loading and unloading of materials, merchandise, and the collection of rubbish within the Historical Centre will take place between 8.00p.m. and 8.00a.m.

Article 80 Within the Historical Centre no unusual items which stand out shall be permitted. this includes items which are affixed to facades, as well as flags, canopies and other similar features

Article 81 No visible accessories shall be permitted such as aerals, luts, water tanks, publicity materials, chimneys, air conditioning equipment, and others which, because of their size or shape upset the uniformity of the Historical Centre.

PART SIX ECOLOGICAL ZONE

Article 82 The ecological zone should receive special treatment. Therefore a special body has been created which, together with the Municipal Authority, is in charge of supervising and controlling the rational use and management of this zone.

PART SEVEN ENVIRONMENTAL CONSERVATION AND PROTECTION

Article 83 In accordance with the Ordinance which was issued on the matter, the circulation of motor vehicles which give off levels of smoke which are above legal limits is forbidden.

Article 84 Chimneys which are located within the Historical Centre and Monumental Zone must conform to technical norms which assure that the levels of smoke which are given off do not affect the health of the population or damage monuments.

Article 85 Within the Historical Centre no rubbish or any kind can be disposed of in the streets.

Article 86 In accordance with the legislation issued in an ordinance on the matter, the use of horns by vehicles which circulate in the Historical Centre is forbidden.

Article 87 Celebrations and political and other such events are forbidden within the

Historical Centre when these imply music or noise which can be heard in public places. These are also forbidden in surrounding areas.

Article 88 No unusual features are permitted in streets, or on facades or roofs with the Historical Centre.

SECTION THREE ON CONTROL

PART ONE APPROVAL OF PROJECTS AND LICENCES

Article 89 In accordance with the National Regulations for Construction, any construction activity in the Historical Centre must be approved, in the first instance by the National Institute of Culture. The necessary documentation must be presented to this institution.

Article 90 Municipal Licences will only be granted in cases where the National Institute of Culture has approved the proposal and the Municipal Authority has ratified this approval.

Article 91 In order to review the project, the Municipal Authority will request the following documents:

- a) The documentation approved by the National Institute of Culture;*
- b) The payment of the appropriate fee.*

Article 92 The entities (National Institute of Culture, Municipal Authority) which are responsible for granting approval should review proposals in as short a time period as is possible. Since the issue at stake is cultural heritage, in the unlikely event that no response is given within the established time period, the response will be considered to be negative. Under no circumstances should it be interpreted as tacit authorization or positive silence. Positive administrative silence only applies in procedures in which public or state interests are not affected.

Article 93 No work shall be permitted in the Historical Centre which does not have the relevant authorization and licences. Therefore the so-called "procedure to regularise" shall not apply.

Article 94 Only the National Institute of Culture and the Municipalidad can carry out repair work within the boundaries of the Historical Centre and Monumental Zone.

PART TWO PREVENTION OF DISASTERS AND VANDALISM

Article 95 The Municipalidad and other responsible entities will liaise regularly with Civil Defense, in order to identify high risk zones, and to prepare warnings which should be communicated to the public so that necessary precautions may be taken.

Article 96 The Municipalidad will work with the Policía Nacional to establish constant surveillance of the Historical Centre with the aim of preventing crime and vandalism against the people and monuments of the area.

PART THREE INCENTIVES AND PENALTIES

Article 97 The Municipalidad, through the relevant authorities, will propose a reduction in taxes for the proprietors of buildings which are located in the Historical Centre.

Article 98 The Municipal Authority will prepare a study which will propose various incentives for the proprietors of buildings within the Historical Centre to collaborate in conservation efforts.

Article 99 Actions which go against the regulations which are proposed in the present document will be sanctioned by the appropriate authorities. The sanction, which will vary according to the nature of the infraction include:

- a) Paralysation of work
- b) Demolition at the expense of the offender
- c) Reconstruction at the expense of the offender
- d) Cancelling of licences
- e) Fines
- f) Other legal action

PART NINE ON THE MUNICIPAL AUTHORITY FOR THE ADMINISTRATION AND CONTROL OF THE HISTORICAL CENTRE AND MONUMENTAL ZONE OF AREQUIPA

Article 100 In accordance with the recommendations of UNESCO, the "Municipal Authority for the Administration and Control of the Historical Centre and Monumental Zone of Arequipa" has been created. This is a decentralised public entity which forms part of the Municipalidad Provincial de Arequipa. It has is staffed by experts in public and judicial law, and enjoys administrative, budgetary and financial autonomy. Its aim is to take charge of the development programmes of all the zones which are covered in the present Ordinance which merit and require protection.

Article 101 The functions of the Municipal Authority are:

- a) To determine the cultural and natural features which merit protection, and assess the extent to which they should be protected;
- b) To recognise, increase and spread the legal norms within its remit;
- c) To promote the restoration, conservation and valuing of cultural heritage;
- d) To carry out and supervise restoration projects;
- e) To promote the training of professionals in the field of cultural heritage;
- f) To promote research in the historical and technical fields;
- g) To maintain links with international bodies;
- h) To develop projects for uses of historical buildings;
- i) To design a general policy designed to give natural and cultural heritage its rightful place in community life;

- j) To propose legal, scientific, technical, administrative and financial measures to the Provincial Municipal Council which would identify, conserve, present and restore cultural heritage;
- k) To promote the establishment of training centres for the protection and conservation of cultural heritage;
- l) To approve activities with the Historical Centre and monumental zone;
- m) To supervise the enforcement of the present Ordinance;
- n) To administer the Historical Centre and Monumental zone.

Article 102 The Municipal Authority is made up of seven people with recognised experience in the field of conservation of cultural heritage. These people have been appointed through a decree by the Provincial Mayor, who at the same time holds the chair. It also has the assistance of an advisory committee which can be consulted on difficult issues and a permanent delegate nominated by the National Institute of Culture. Its status will be ratified through a decree from the Office of the Mayor.

Article 103 The Mayor is hereby authorised to consult with District Councils in order to create Administrative Divisions for the Administration and Control of Historical Zones and/or Monuments in Districts

ADDITIONAL DECISIONS

FIRST.- For present purposes the Municipalidad and the Municipal Authority recognises and accepts the norms which are contained in the following documents

- a) Manual for the management of World Heritage Sites: UNESCO, ICOMO, ICCROM;
- b) Letter from Venice;
- c) Letter from Athens;
- d) Recommendations of the UNESCO Conferences of 1964 and 1968
- e) Italian letter of restoration, 1972;
- f) Mendoza Document, Latin American Forum for the Conservation of Historical and Cultural Heritage, 1992;

SECOND.- The Centre for Restoration of works of art of the Municipalidad Provincial de Arequipa will be responsible for spreading the principals and basic theoretical norms of conservation of cultural heritage.

THIRD.- The regulations, authorizations and/or licences which are issued and granted by the Municipal Authority should be issued in accordance with those which are or have been issued by the National Institute of Culture.

FOURTH.- The bodies which are responsible for these regulations should organise campaigns aimed at the population at large, and especially students, to increase awareness and civic conscious about the historical and cultural heritage of the city.

FIFTH.- LIST OF DECLARED MONUMENTS AND BUILDINGS

See the appendix which forms part of this document.

FINAL REGULATIONS

FIRST.- All Building, Demolition, Modification and Operating Licences, as well as Authorization for Advertising within the Historical Centre issued before the present Ordinance shall be void.

SECOND.- Within a period of one year, all of the prohibited items will be removed and behaviour stopped.

THIRD The present Ordinance will be ratified through a Resolution which will be issued by the Municipal Authority.

FOURTH.- All norms which go against the present Ordinance will not be applicable in the province of Arequipa. The Municipalidad Provincial de Arequipa exerts sole jurisdiction over municipal issues within its realm.

FIFTH.- Any regulations which go against the present will be revoked and any municipal regulation which contradicts the terms of this Ordinance will cease to have effect

SIXTH The "Texto Unico" which covers Administrative Procedures will be modified in any areas which are not compatible with the present Ordinance.

TRANSITORY REGULATIONS

FIRST.- All aerial features which exist at the present time will be systematically eliminated until the Historical Centre is free of such elements.

SECOND.- All procedures regarding Building, Demolition, Construction, Modification, and Operating Licences and/or Authorization of Advertising which are being processed, must be made to conform to the regulations contained in the present Ordinance.

SO BE IT:

I order that it be registered, published and enforced

LUIS A. VALDIVIA RODRIGUEZ
GENERAL SECRETARY

Dr. JUAN MANUEL GUILLEN BENAVIDES
MAYOR OF AREQUIPA

Organisations: The Municipalidad Provincial de Arequipa and the National Institute of Culture, in partnership with the cultural institutions of the city, will develop a policy to continue the process of revaluing and redeveloping the Historical Centre.

d.- Institutions involved in the Process:

The Municipal Authority for the Administration and Control of the Historical Centre and the Monumental Zone of Arequipa (see the Resolution in the appendix) and the National Institute of Culture in Arequipa.

e.- Steps in the Process:

The Municipal Authority for the Administration and Control of the Historical Centre and Monumental Zone will design and implement an appropriate management policy, and will evaluate and grant licences to projects which are approved by the National Institute of Culture in Arequipa. By law all projects in the Historical Centre and Monumental Zone have to be approved and subsequently supervised by the National Institute of Culture in Arequipa. The Director of the National Institute of Culture in Arequipa is Mr. Luis Sardón Cánepa (Alameda San Lázaro No. 120, Arequipa). The Director of the Municipal Authority is the architect Alvaro Pastor, whose address is: Consejo Provincial de Arequipa, Portal de la Municipalidad No. 110, Arequipa.

f.- Plans which have been adopted:

Plan for Remodelling the Distribution of Energy, System for Underground Cables and Drainage in the Historical Centre, widening of pavements, replacement of paving stones and elimination of visual pollution (see appendix); Provincial Council Plan for Education and Culture (1999-2002, see appendix) and Institutional Plan of the Universidad Nacional de San Agustín (1987-98, which will permit the restoration of its monumental heritage in the Historical Centre). The Municipal Authority is preparing a Management Plan for the Recovery of the Historical Centre and the Promotion of Tourism. This will be ready in September of this year. The Provincial Council is committed to formulating a General Plan for the Development of Arequipa and to updating and reformulating the current Overall Plan (which was written in 1984).

g.- Sources and levels of funding

Public Funds, via grants from the Overall National Budget (approx. 35% of total invested); resources generated by the Provincial Council of Arequipa and the Universidad Nacional de San Agustín (approx. 35%), and private investment (approx. 30%)

h.- Sources of Specialist Training and Advice:

The Faculty of Architecture and Urbanism of the Universidad Nacional de San Agustín; Centre for the Conservation of Goods and Items of the Provincial Council of Arequipa; Institute of Architects - Arequipa, Institute of Engineers - Arequipa.

i.- Statistics on facilities for visitors:

The city has 186 hotels and guest houses (3 with 5 stars), which makes a total of 3,561 rooms and 6,286 beds.

j.- Management Plan:

In accordance with the regulations laid out in Municipal Ordinance 13-99, the plan is being prepared by the Municipal Authority. The objectives, which are set out in the Programme of Municipal Government, (and the Plan of Municipal Culture (see appendix), are:

- 1.- To boost Arequipa's role as a tourist, cultural and service centre - which, according to all of the studies, is the best alternative for local development at the present time. In order to do this a complete overhaul of the Historical Centre is vital.
- 2.- To develop a policy of urban renovation which would consolidate the new functions of the Historical Centre. As well as its current role as an administrative and commercial centre, it would be made into a valuable focal point for international tourism (with the necessary services). It would also be made into a cultural centre (with stimulating spaces, museums, galleries, libraries and other educational services), and would recover its role as a residential centre (a policy of incentives to achieve this final aim is currently being considered).
- 3.- In accordance with the previous points, the circulation of vehicles will be restricted in the Historical Centre (certain streets will be pedestrianised). This will eliminate the current pressure from public and private transport which currently saturate the area. These policies would imply a need to reformulate the city's roads policy.
- 4.- A Plan of specific Uses and Zoning should also form part of the Management Plan for the Historical Centre. The participation of the population and safety of citizens must also be considered to be a priority.

The Municipal Authority, in collaboration with the National Institute of Culture in Arequipa is also planning to draw up set of Rules on the Historical Centre and Monumental Zone in September of this year. The National Institute of Culture, in accordance with relevant legal guidelines which call on it to "issue technical guidelines in areas which fall within its remit", has already drawn up a "Provisional set of Rules for the Monumental Zone of Arequipa". The final set of rules which, will be drawn up by both bodies, should take into account the technical guidelines of the Institutes of Architects and Engineers of Arequipa. Municipal Ordinance 13-99 guarantees the legal enforcement of these rules in order to protect and recover the Historical Centre.

k.- Employment

Arequipa is the Peruvian city with the highest unemployment level (15.5%). The recovery of the Historical Centre has recently permitted the creation of 500 new jobs in construction. This figure should be increased over the next few months due to the laying of underground cables and restoration of facades. Some fifty professionals and technical staff will also be required, and new jobs will be created with the expansion of tourism and cultural and educational services in the city.

5.- FACTORS WHICH AFFECT THE AREA

a.- Pressures due to development:

Some casonas have been run down due to their use for informal and semi-formal trade (which is a product of large scale migration and unemployment). At the same time the original proprietors of the casonas migrate either to the capital or to the suburbs of the city, and either

sell or rent their property in the Historical Centre.

b.- Problems due to the environment:

Alarming levels of pollution in the city (caused by automobiles in poor condition and administrative carelessness which is being corrected through the Municipal Ordinance on the Control of Smoke), and a lack of care for green areas.

c.- Natural disasters and planning:

The rain which is normal in the region in summer months (January, February and March) increased considerably due to the phenomenon of *El Niño*. This has damaged the city's road system although it has also filled the two local reservoirs (El Fraile and Aguadablanda). The city is located in a seismic area (the Circle of Fire of the Pacific). As has already been mentioned in this document, earthquakes have devastated the city over the centuries. They have also caused the Historical Centre to have to be rebuilt on several occasions. Volcanic activity is constant although it is of low intensity. The city owes its main building material to this activity. Sillar is a condensation of volcanic magma. The National Civil Defense System liaises regularly with all of the institutions of the city with the aim of informing the population about the actions they should take in the case of earthquakes or other natural disasters.

d.- Number of visitors:

In recent years Arequipa has received an annual average of 290,000 visitors. Statistics show that 74,000 foreign tourists visited the city in 1998 (10% of the total number who visited Peru), and 225,000 domestic tourists. Foreign tourism has increased on average by 30% in the last three years.

e.- Number of inhabitants in the area and its periphery:

There are 776,000 inhabitants in the city of Arequipa. In the Historical Centre there are some 20,000 inhabitants. Some 23,000 people live in the peripheral area (the Monumental Zone excluding the Historical Centre). Over 150,000 people pass through the centre of the Historical Centre every day.

6.- MONITORING

a.- Key factors in assessing the state of conservation:

At the end of the 1960s the following sites were restored: the Convent of Santa Catalina, the Church and Cloisters of La Compañía (in the 1960s and 1970s the facade of the church had to be restored once again), the monuments and buildings in San Francisco, the temples and convents of Santo Domingo, La Merced, Santa Teresa and Santa Rosa and the Church of Santa Marta. The towers and facade of the Cathedral were preserved in the 1980s. The facade of the Church of San Agustín and the cloisters of the convent of the same name (the historical location of the Universidad Nacional de San Agustín) were restored in the 1990s. As well as all of this, many of the main casonas of the city have been restored in the last two decades, and there has been a sustained process of restoration of other smaller items, especially sacred art, which has been backed by private companies.

b.- Administrative regulations concerning monitoring:

The National Institute of Culture in Arequipa issues on average 250 documents every year which relate to the Historical Centre, and which enforce Law 24047 (General Law for the Protection of the Cultural Heritage of the Nation). It also carries out periodic inspections which are especially aimed at supervising preservation and restoration work, and detecting unauthorised activity. As a result, 150 notifications have been issued. More than half of these were immediately obeyed, and legal action has been taken against the rest. The Municipal Authority for the Administration and Control of the Historical Centre and Monumental Zone has a squad of municipal police at its disposal who are trained to systematically monitor the use and conservation of the Historical Centre, collect information and enforce legal regulations.

c.- Results of the monitoring process

In the 1970s the Municipalidad de Arequipa was efficient in its efforts to recover the Historical Centre and enforce relevant legal regulations. However, subsequent municipal administrations have been rather less efficient, to the point where there were confrontations with the National Institute of Culture in the last decade. However, this situation is thankfully being corrected.

7.- DOCUMENTATION

a.- Photographs and Slides

One hundred slides are enclosed along with a CD (Corel Photo Paint 8) with an aerial photograph (No. 2724) of the Historical Centre of Arequipa, and a video which will be submitted to UNESCO in Paris by the Peruvian representative.

b.- Management plans and other relevant documents

Copies are enclosed of the following plans: Municipalidad de Arequipa Cultural and Educational Plan, 1999-2002 (Document 1), Plan for the Remodelling of Networks (Document 2), and the Municipal Resolution to the Directors of the Municipal Authority (Document 3).

DOCUMENT 1

MUNICIPALIDAD DE AREQUIPA CULTURAL PLAN

Preliminary Note

The following plan was presented to and approved by the Council meeting of 20 April 1999. It was prepared by the Commission for Education and Culture. This commission took into account the different ideas which were expressed in various documents and meetings on the subject, as well as Municipal Agreement No. 09-97 of last March which contains an article which states that "Commission for Education and Culture should revise and prepare a final report based on all the proposals presented for the approval of the Municipal Council".

Introduction

It is necessary to begin by specifying some basic ideas which, both in theory and in practice, form the basis of the Cultural Policy and Plan of our Municipalidad.

1.- Under present circumstances, the Provincial Council of Arequipa gives priority to projects which directly promote education, culture and tourism. The urgent need to develop tourism in our region is obviously related to economic needs. Educational development is related, on the one hand, to the needs of our population (which on all levels obviously requires greater intellectual, technological and artistic stimulation), and to the objective of turning our city into an educational and cultural capital which trains students from many different places and hosts many kinds of institutional events.

2.- The Provincial Council proposes a cultural policy which would integrate the efforts of the three universities in Arequipa, the National Institute of Culture, foreign cultural institutes, the Commissions for Culture of all the District Municipalidades, the Regional Government, the Directors of Education and Tourism, the Ombudsman, educational centres, the Church, the press, private companies, social organisations, and all of the personalities and institutions who are relevant to this matter. If it is to attain even limited developmental goals, our city needs to formulate a coherent cultural policy in which the different institutions strengthen their roles and, without giving up their own identities and specific interests, form a single and strong educational and cultural machinery. This machinery, as has been stated, would be capable of raising the overall level of our population and of promoting the tourist attractions and services which we can offer. We must all be partners in this urgent task.

3.- It is essential to put together this cultural policy with similar institutions in Lima and other cities in this country, as well as with Embassies and Cultural Attaches of other countries, and cultural and educational institutions throughout the world.

4.- The cultural policy of the Provincial Council of Arequipa strengthens the value of local and national traditions. It places them in the context of a new global culture which has as its main goals the search for peace, liberty, justice, plurality and respect for minorities, a total defence of democratic values and human rights, a demand for the rights of women, greater integration among peoples, intellectual rigor, artistic creation, the rational use of new technology, and the protection and defence of the environment.

5. Given the critical economic situation of the Municipalidad Provincial, and the poverty which still characterises our country, the cultural policy which is proposed here has the obligation of seeking to rationalise the expenses and investments involved in implementing it as much as possible. However, it should not be forgotten that cultural and educational investments are not only secure investments for development, but also, if they are well managed they can be profitable.

It is also necessary to point out that this plan is by no means exhaustive, and can and should be enriched over time. The main priorities are proposed in this plan. It should be stated that over the next three months, the city's policy on sports should be set out, which the Municipalidad Provincial will implement within the framework of our educational proposal. This plan proposes that, for reasons which will be explained in point number 8, the Commission should from now on be called the "Commission for Culture, Education and Communication".

PLAN

1. To recover the Historical Centre and revalue the Monumental Heritage of the Province of Arequipa.

The cultural infrastructure which already exists should be consolidated and the architectural values of our city should be rediscovered, with the aim of promoting tourism in the process. To achieve this it is absolutely essential that the Provincial Council immediately approve the creation of a Municipal Authority for the Historical Centre and Monumental Heritage of the Province of Arequipa.

This Municipal Authority, which should be autonomous, will liaise regularly with the Commission for Culture and the Provincial Mayor, and will have the following responsibilities:

- a) The preparation, following the definition of the limits of the Historical Centre, of the proposal which Arequipa, through the National Institute of Culture and the Cancilleria, will present to UNESCO before the 1 July of the current year to declare our Historical Centre a World Heritage Centre.
- b) To present the appropriate rules for the Historical Centre to this Council for approval.
- c) To, propose, carry out and supervise the recovery of the Historical Centre, and to support the same process in the districts of Arequipa in which it is necessary.

The Commission for Culture proposes as members of this Municipal Authority the team which, on orders from the Mayor, are preparing the proposal to UNESCO and have already written the rules mentioned above. The Authority would also have as a delegate a permanent observer from the National Institute of Culture.

2. Protection of the Countryside and Environmental Awareness

2.1.- For obvious reasons relating to recreation, hygiene, tourism and education, the Commission for Culture proposes the creation, in no more than one month, of a Municipal Authority for the Countryside of Arequipa which:

- a) Will define the areas which it controls and draws up appropriate rules.
- b) Will put forward and supervise a rational policy which, while taking into account factors of urban growth, will promote the conservation of the agricultural areas which have survived the demographic explosion. It will also propose new conservation areas and green areas. The entire valle del Chili which has survived the encroachment of cement, Carmen Alto, and other semi-rural areas, should be included in this project.

The commission suggests that a 30-70 formula should be considered for the above Municipal Authority. This means that for every 30% of built up area, which should preferably be made up of buildings of at least four floors, a green area made up of 70% of the built up land area should be conserved.

2.2.- As suggested by the Mayor in his recent message to the people of Arequipa, the commission proposes that the IV Educational Region establish an immediate agreement with the Municipalidad Provincial in order to create nurseries in all schools in Arequipa. Apart from contributing directly to the environmental awareness of the students, these nurseries

would reap economic benefits for schools in that they would be suppliers to District and Provincial Councils as well as to private customers. The above agreement could also include NGOs which specialise in ecological development, the Institute for Green Areas, the Ombudsman and other institutions.

2.3.- The commission proposes to establish agreements with the Schools of agronomy and Biology of the Universidad Nacional de San Agustín (UNSA) in order to create a Botanical Gardens. this could also house a small modern and informative Natural History Museum. This agreement should also include the School of Agronomy of the Universidad Católica Santa María (UCSM), the Association of Cactus Growers and other similar institutions.

2.4.- In the same way the commission proposes an agreement between the Faculties of Biological and Agricultural Sciences and the School of Veterinary Science of the UNSA and UCSM in order to create a Zoological Garden with regional, and if possible national and international fauna. The Universidad San Pablo, Chamber of Commerce and industries, and representatives from the Tourist industry would also participate.

2.5 The commission will propose the creation of a nursery in the city of Mollendo which will contain the fauna of Arequipa's vast coastal region to the Municipalidad Provincial de Ilay, to the Peruvian Marines and to the UNSA.

3.- Library Policy

In order to increase the level of the education system, especially in the public sector, the Commission considers it essential to establish a network of libraries in all of the districts. Before this step is taken, the Municipal Library would be converted into the Arequipa Central Library.

The Commission proposes that this Central Library - which should absorb the entire holdings of the current Municipal Library - should be housed in the main building of the inappropriately named "Palacio Municipal" in the Plaza de Armas. A section of this palace should be reorganised as the Palacio Edil, which would house the Office of the Mayor, the Municipal Headquarters, and contain meeting rooms. The other part of the building should be converted into the Library, and should have an independent entrance. This would give it a significant symbolic value.

This new Arequipa Central Library should propose a common policy with District Councils so that the everyday management, bibliographical acquisitions, computer support, user orientation and other activities will be uniform in all of the district libraries which already exist or are to be created. The commission has observed that many District Councils already have facilities which, with a few simple modifications, would house these libraries. Therefore it is not necessary to waste money on major architectural investments, but rather to offer access to books and internet to the public (especially school children) at a minimal cost. The commission proposes a minimum holding of three thousand volumes per library. The holdings should cover all of the main scholarly fields.

The Arequipa Central Library will obviously include audio facilities, a map room, and a reading room. It will also house a research centre and a publications department.

3.1.- The Commission proposes that the Universidad de San Pablo and the Instituto del Sur

create a first class school of library studies. The future staff of this network of libraries will be graduates from this school, and graduates will be able to satisfy an increasing regional demand for their skills.

3.2.- The Commission proposes that the Schools of Economics and Business Administration of the Universidad Católica Santa María and Universidad San Pablo carry out studies on possible sources of funding for these projects.

3.4.- Finally, the Commission suggests that the current Provincial Mayor request agreements with the Embassies of Spain, Mexico and Argentina in order to obtain donations and bibliographical acquisitions. We are pleased to announce that our great writer Mario Vargas Llosa has agreed that, once the project is approved he will be named Honorary Director of the Arequipa Central Library.

4.- Museum and Archive Policy

For the purposes of education as well as tourism our city requires a coherent and high level policy regarding its museums. The Commission, recognising the extraordinary efforts of the UCSM and Cervetur in the creation of the Museo Santuarios de Altura proposes:

4.1.- The creation of a Council, comprised of the UCSM the Fundación Manuel J. Bustamante de la Fuente, the UNSA, the National Institute of Culture in Arequipa, Cervetur and the Provincial Council, for the creation of a major Museum of Pre-Columbian History. The Museo Santuarios de Altura and the rest of Arequipa's archaeological heritage, and, in cooperation with the Museo Nacional de Antropología, a sample on pre-Columbian cultures would be displayed in this museum. It goes without saying that no institution would lose any rights over the items on display. Technical, educational and museographical conventions would be followed in the housing of the world famous Momia Juanita.

4.2.- With regard to art and viceregal architecture, the Commission proposes to establish an agreement between the Catholic Church, the Chamber of Commerce, The National Institute of Culture, the three Universities and the Municipalidad Provincial for the supervision, restoration and maintenance of all of the colonial temples and convents in Arequipa, including our republican cathedral. All of these buildings are examples of an extremely valuable cultural heritage which will also be valuable to museums.

4.3.- In the same way, the Commission proposes that the institutions responsible for the three main museums dedicated to architecture, painting and viceregal furniture: la Casa de Moral (BANCOSUR), el Palacio de Goyeneche (Banco Central de Reserva del Perú) and la Sala Gibson in the Complejo Cultural Chávez de la Rosa -antigua casona Iriberry-(UNSA), should encourage their conservation and promotion.

4.4.- In the grounds of what is now the Fundo de Fierro, the Commission, with the support of the Regional Government, proposes to convert what is now the Municipal Museum into the Museum of the History of Arequipa and its civic deeds, which will cover the period from 1540 to the present. The Fundación Manuel J. Bustamante de la Fuente, the three Universities and the Chamber of Commerce can also make their contributions to this Museum so that it is able to overcome its current limitations, and in doing so serve an educational purpose as well as being a tourist attraction.

4.5.- The Commission proposes that the Armed Forces, in cooperation with the Municipalidad Provincial de Arequipa and the local Universities, create a modern and educational Museum of Military History and Science in an appropriate casona in the Historical Centre. This museum will catalogue the History of National Defence and will emphasise the value of our heroes. At the same time it will reaffirm Peru's commitment to pacifism and will explain the characteristics and development of military science and the social objectives of the Armed Forces. A permanent and up to date informative display could also provide an overview of global military conflicts, and of technological developments in this field. The Municipalidad de Arequipa recognises the efforts of the Peruvian Marines, the first institution to occupy a room in our modest Municipal Museum. It was the room occupied by the Marines which raised the idea of this new museum.

4.6.- The Arequipa Provincial Council (CPA) is supportive of the Archivo Arzobispal, and the Archive of the UNSA. It hopes that these authorities, as well as those who use the archives, will continue to carry out what is a valuable contribution to aiding historical research. With regard to the Regional Historical Archive, which is technically administered by the National Archive System on behalf of the Regional Government, and whose importance is fundamental, the commission proposes:

- a) That the Regional Government should allow this archive to be housed in the Casona Pastor in calle Bolívar. This would integrate it with a circuit of archives in the historical centre, and would safeguard the heritage of the archive as well as the casona itself.
- b) That the Institute of Lawyers, the Institute of Notaries, and the UNSA sign an agreement with the Regional Historical Archive to work together to equip the archive.

The CPA has recently created a School of Restoration (see attached project). Obviously, the use of some casonas in the Historical Centre has to be considered for the new museums. These could include: la Casa Jorge Polar, la Casa de la Moneda. The creation of a Museum of Contemporary Art will be dealt with in the following section.

5. Visual Arts Policy

Our city has a number of galleries which present a remarkable amount of visual art. Of these galleries, the most important is without doubt housed in the Centro Cultural Chávez de la Rosa and is owned by the UNSA. This gallery is one of the most important in the country outside Lima, due to its magnificent location, space, comfort as well as its opening hours and artistic policy. It deserves the support of the Provincial Council and of all local institutions which are interested in promoting culture. It is worth mentioning that since its opening eight years ago, this gallery receives an average of 250 visitors daily. Having said all of this, it does require improvements in its lighting systems.

In addition to the gallery of the Centro Cultural Chávez de la Rosa of the UNSA, important galleries are also housed at the following locations: Instituto Cultural Peruano Norteamericano, Alianza Francesa, Instituto Cultural Peruano Alemán, Banco Continental, Banco Wiese and Extebundes (temporarily closed). It is also important to mention the Centro Cultural de la UCSM, which is imminently going to enrich this panorama. Therefore there are enough art galleries for Arequipa to maintain important artistic activities. Indeed it could eventually be a centre of visual art activities (Biennial of Photography, Month of Watercolours, Biennial of Architecture, Month of Caricature). What the city does not have is a Museum of Contemporary Peruvian Art nor a Centre of Visual Art.

The Commission proposes:

5.1.- The formation of a Council which would be composed of the *Municipalidad Provincial de Arequipa*, *Southern Peru*, *Michell y Cía*, *Pathey y Corso*, the *Instituto Cultural Peruano Norteamericano* and the *Asociación Vargas Hermanitos*. The aim of this Council would be the creation of a *Museum of Contemporary Peruvian Art* and a *Centre for Visual Art*. In this museum works would be collected from the *Pinacoteca Municipal*, from the *Collections of the Southern and Mitchell Prizes*, donations from Peruvian artists, and works from the *Archive of Vargas Hermanos* as well as temporary acquisitions and loans. These works would be collected without any loss of rights as author or owner.

5.2.- The formation by this same Council of a *Centre of Visual Arts* which would manage the above museum and organise *Arequipa's Photographic Gallery*. It would also organise two events, one national and one international, in areas in which Arequipa has shown high levels of achievement: the *Month of Watercolour* and the *Biennial of Photography*. Regarding the *Photographic Gallery*, it is important to state that the *Centre for Visual Arts* should provide the *Asociación Vargas Hermanos* with an appropriate venue for the conservation, classification and promotion of the exceptional archive of *Carlos and Miguel Vargas Zaconet*.

5.3.- The Commission also suggests that the *Centre for Visual Arts*, the *Faculty of Architecture of the UNSA*, the *Institute of Architects* and the *Chamber of Commerce and Industry* organise a *Biennial of Architecture* with international exhibitions. This *Biennial* could, for example, have an temporary exhibition centre for architectural projects and special events in part of the grounds of the *Fundo de Fierro*.

5.4.- Finally, the Commission proposes the drawing up of a policy on monuments and public beautification. This programme would be carried out with the *Instituto Superior de Arte Carlos Baca Flor*, the *Schools of Art and Architecture of the UNSA* and the *School of Architecture of the UCSM* which is to be created. The suggestion of opening a *Centre of Sculpture* in part of the quarry of the *sillar* should form part of this policy.

6.- *Municipal Theatre, Theatrical and Visual Arts Policy*

The Commission, in collaboration with the cultural institutions which operate in the city of Arequipa, local business, and if possible with the support of other countries and foreign institutions proposes:

6.1.- The renovation and complete remodelling of the *Municipal Theatre*. This should be the main venue in the city for top class concerts, dance, ballet, opera and theatre. This project obviously includes an architectural element.

6.2.- The remodelling of the *Teatro Ateneo* as a venue dedicated to local theatre. This is a venue where the main theatre groups in the country have performed, and where workshops, schools and seminars on theatre and acting have taken place. The *Instituto Cultural Peruano Norteamericano*, the *Instituto Cultural Peruano Alemán* and the *Alianza Francesa* have all held important theatrical and musical events, and should be invited to participate in related projects. Since the space occupied by the *Municipal Library* is to be vacated, the Commission will study the possibility of establishing a rehearsal area there for theatre, ballet and other groups.

6.3.- The conversion of the Municipal Auditorium into the Arequipa Film Theatre. There will be four shows daily, with the collaboration of the Lima Film Theatre and with the assistance of the Audiovisual Centre of the Complejo Cultural Chávez de la Rosa (UNSA) and some collaboration from the Alianza Francesa, Instituto Cultural Peruano Alemán and British Council.

The Commission for Culture also aims to promote the improvement of the few cinemas which already exist in our city, and to adopt a policy of incentives to promote investment in this area. The cultural policy of the city accepts eroticism but rejects pornography.

It is also hoped to promote a revival in the area of music through programmes of concerts and recitals in the city and districts of Arequipa, and in other cities in the region. This will be carried out in collaboration with the Escuela Regional de Música Luis Dunker Lavalle, the School of Music of the UNSA, the Arequipa Symphony Orchestra, the Municipal Choir and other Choirs of institutions and educational establishments, as well as the Grupo Goethe, a baroque music group. The annual or biennial organisation of an International Guitar Festival should also be considered among these projects.

The Commission invites District Councils, in collaboration with the Provincial Council, to devote areas in main parks to artistic activity without damaging green areas.

7.- The Municipal Company for Cultural Events

The CPA has decided to create a Company which will put part of the policy of cultural and sporting events which the Commission for Culture has formulated into practice. The preliminary study of such a company has been carried out and, once necessary modifications have been made, the study should be approved. Many of the events which this company will organise should take place in districts of Arequipa with the participation of the relevant district councils. Groups which play folk music, bands, traditional student music groups, and other groups will play an important role in many of the activities organised by this company (see separate project). The resources of this Company, which must be managed as efficiently and honestly as possible, should be used to carry out some of the projects which have been formulated in this document.

8.- Communications Policy

The Commission plans to develop a joint communications policy with the Schools of Communication of the UCSM, and the UNSA, and with members of the local press and publicity companies who wish to be involved. This policy would make an important contribution in strengthening the education system and carrying out social, cultural and environmental campaigns. This does not mean that we intend to limit opportunities to criticise our municipal institution, but rather to promote research and debate which will aid in the region's development process.

Final considerations

a) The Commission regards it as vital that the CPA form a groups whose role is to outline a project to build a major Convention Centre in an ecological area. This project is closely related to the desire to turn our city into a centre of tourist and educational services, where large scale international events can take place.

- b) The CPA, in partnership with District Councils, supports and promotes all folkloric displays and genuine expressions of our popular traditions.
- c) The Commission proposes an agreement between the UNSA - which has excellent infrastructure in the Claustro Menor de San Agustín -, the new cultural centre of the UCSM, and the cultural institutions of our city, in order to hold important literary and historical events. The CPA offers its (albeit somewhat limited) support for these events.
- d) The CPA has a Choir and a Municipal Band registered in its Commission for Culture. These should be revived, and all other independent artistic groups should count on our support in as far as this is possible.
- e) The CPA invites the Embassies and Consulates of Italy, Brazil, Mexico, Argentina, Japan, China and any other country which wishes to open cultural institutions in our city.
- f) The CPA wishes, in collaboration with the IV Educational Region and the Faculties of Education of the UNSA and UCSM, to open some primary schools of an experimental nature if such schools are considered to be feasible.
- g) The CPA, in some cases in collaboration with district councils, will prepare a project to establish workshops/schools of sculpture in sillar, wood carving, embossing in leather, shaping of iron, ceramics, embroidery, artisanship, and others.
- h) The CPA will put forward policies in favour of our famous local cuisine, with the aim of promoting tourism and conserving and stimulating our popular traditions.
- i) In collaboration with the IV Educational Region, the three universities, the and the foreign and private institutions which are dedicated to teaching foreign languages, the CPA wishes to make Arequipa into a major centre for language teaching and translation in our country. We therefore propose to formulate a common policy which will allow Arequipeños who leave school in the next decade to speak at least two languages. In addition to the guaranteed and obligatory teaching of English, we would like if possible to promote the teaching of Portuguese and Italian, and to strengthen the existing teaching of French and German in Arequipa. It is also important to promote the professional teaching of Quechua and Aymara, and that the Seminario San Geronimo continues to teach classical Latin and Greek. A centre of oriental languages in the UNSA or another local university is also a project which should not be discarded in the medium term.
- j) The CPA supports the creation of recreational and sporting projects by district councils and in the context of Regional Government and Armed Forces competitions. Chiguata, Quequeña, Tiabaya, Uchumayo, etc. can also develop similar projects.
- k) The CPA promotes the establishment of NGOs in our province. These should have the aim of contributing to the development and promotion of the region.
- l) The CPA proposes that the Universidad San Pablo, the UCSM and the UNSA, through their Schools of Economics and Management, assist the Commission of Culture in carrying out the financial studies for the above projects.

DOCUMENT 2

PLAN FOR REMODELLING ENERGY DISTRIBUTION NETWORKS, SYSTEM OF UNDERGROUND CABLES, DRAINAGE, WIDENING OF PAVEMENTS, RESTORING OF PAVING STONES AND REMOVAL OF VISUAL POLLUTANTS IN THE HISTORICAL CENTRE OF AREQUIPA.

Municipalidad Provincial de Arequipa, April 1999

Objectives:

To make the Electricity, Communications and Sewage and Drainage systems in the Historical Centre of Arequipa underground. To widen footpaths, to lay new paving stones in the roads and to remove cables and signs which visually pollute the area.

Description of the Project

The electrical wiring consists of Medium and Low Tension distribution Networks, both for domestic services and for street lighting. In the case of street lighting, the unique characteristics of Arequipeño architecture have been taken into consideration, and therefore the proposed installations would provide ornamental lighting. This is in contrast to conventional public lighting systems which provide street lighting without taking into consideration the levels, quality and shades of lighting which are required to highlight architectural features, for example of facades.

The communications systems required the laying of pipelines to hold networks of telephone, cable television, fibre optic and structural wiring. The fibre optic network and structured cables will be for the exclusive use of the local authorities and will have the purpose of signalling, security, transmission of classified information, and other technological uses which these kinds of systems permit.

The Drainage System will fulfil the need for a system which is appropriate to Arequipa's climatic and topological characteristics.

The repair work on roads and pavements will initially consist of repaving the Historical Centre using granite stones and widening footpaths. A fundamental part of this project will be to facilitate the pedestrianisation of parts of the centre. This is an important element of the proposal to regenerate the centre.

Timetable and Costs

The physical task will be carried out in fifteen stages, with the aim of reducing costs and facilitating the completion of the above project. Each stage will be called a Module and each Module is made up, on average of three or four blocks. The project will encompass the entire Historical Centre area, and part of the Monumental Zone (Avenidas Goyeneche and Siglo XX). Plan PRRA-MAA-01-99, "Monuments and Intangible Assets in the Historical Centre of Arequipa" has been drawn up in order to establish the zones which require special treatment due to the presence of monuments.

It is estimated that on average three months will be required for the completion of the construction, electrical and communications work, including the dismantling of existing aerial networks, the repaving of footpaths, and the widening and refurbishment of pavements as well as the installation of parking and street furniture. The removal of visual pollutants, especially advertising, is legislated in Municipal Ordinance No. 13-99.

In Module I, which is being carried out at the present time, the area in which work is taking place includes the 2nd and 3rd blocks of calle Zela, Pasaje Catedral, the 1st, 2nd, 3rd and 4th blocks of calle Santa Catalina, the 1st and 2nd blocks of calle Moral, the 1st block of calle Ugarte, the 1st, 2nd and 3rd blocks of calle San Francisco. All of these are located in the Downtown district of the province and Department of Arequipa. The overall budget for this module has been fixed at US\$520,000.

With regards to the proposal for Energy Networks, the guidelines established in the General Electricity Law 23406, the Law of Electrical Concession, the National Code on Electricity, Norms DGE-003 P-4/1983, and others have been considered and a Mutual Cooperation Agreement has been drawn up between the Universidad Nacional de San Agustín and the Municipalidad Provincial de Arequipa.

With regard to the Networks of Communications and Structured Wiring, an Infrastructure Project outlining the technical proposals which was drawn up by the Tender Company has been adhered to.

The drainage work will conform to the topographical needs of the city, and to the maximum expected rainfall levels. A channelling system has been adopted for these services.

DOCUMENT 3

MUNICIPAL RESOLUTION No. 602-99

Arequipa, 18 June 1999

WE HEREBY DECLARE:

That, the Municipalidad Provincial de Arequipa has approved, via Municipal Ordinance No. 13-99 of 15 June 1999, the basic norms for the use and conservation of the Historical Centre. These norms aim to protect the Historical Centre, and are applicable to the Monumental and Ecological zones of the city of Arequipa.

That, in accordance with the recommendations of UNESCO in section four of the above mentioned Ordinance, the Municipal Authority for the Administration and Control of the Historical Centre and Monumental Zone of Arequipa has been created as a Decentralised Public Organism of the Municipalidad Provincial de Arequipa with judicial and financial staff. This Authority has the objective of putting into practice the development programmes in all of the zones mentioned in the above Ordinance which merit protection and which need to be protected.

That, in the same Ordinance, in article 102, it is established that this Municipal Authority will be made up of seven people with recognised experience in the field of conservation of cultural heritage. These people will be named by the Provincial Mayor via a Resolution. The Mayor, at the same time, will preside over the Authority and will have the support of any advisory committee and a permanent delegate from the National Institute of Culture who will act as an observer.

That, as a result it is necessary to name the people who will direct the Municipal Authority for the Administration and Control of the Historical Centre and Monumental Zone of Arequipa.

Given the information which is presented above, and being to the satisfaction of the Office of the Mayor, in accordance with article 47 of Law No. 23853 regarding Municipalidades.

IT IS RESOLVED:

FIRST.- *That the Municipal Authority for the Administration and Control of the Historical Centre and Monumental Zone be made up of and directed by the following people:*

1. Alvaro Pastor Cavagnari, Architect
2. Jesús Carpio Zagarra, Architect
3. Guillermo Galdos Rodríguez, Historian
4. Franz Grupp Castelo, Restorer
5. Fernando Málaga Gonzales, Architect
6. Luis Maldonado Valz, Architect
7. Alonso Ruiz Rosas Cateriano, Poet

SECOND.- *That the following people be named as Advisors to the Municipal Authority*

1. Juan Guillermo Carpio Muñoz, Historian
2. Pedro López de Romaña López de Romaña, Architect
3. Carlos Maldonado Valz, Architect
4. Gonzalo Olivares Rey de Castro, Architect

THIRD.- *To request that the National Institute of Culture in Arequipa name a delegate to the Municipal Authority for the Administration and Control of the Historical Centre and Monumental Zone of Arequipa.*

Let it be registered, communicated and let the people mentioned above be informed.

LUIS VALDIVIA RODRIGUEZ
GENERAL SECRETARY

Dr. JUAN MANUEL GUILLEN BENAVIDES
MAYOR OF AREQUIPA

c.- Bibliography:

Two copies are enclosed of the books *Arequipa Artística y Monumental* by Luis Enrique Tord (Banco del Sur, Lima, 1987); *Historia General de Arequipa*, various authors, (Fundación Manuel J. Bustamante de la Fuente, Arequipa, 1990); *Imagen y Leyenda de Arequipa*, by Edgardo Rivera Martínez (Fundación Manuel J. Bustamante de la Fuente, Lima, 1996), *Arquitectura Planiforme y Textilografía Virreinal de Arequipa*, by Fr. Antonio San Cristóbal Sebastián, (UNSA, Arequipa, 1997), *Evolución Histórica Urbana* by Ramón Gutiérrez (Universidad Nacional de Ingeniería, Lima, 1992). In all of these publications an extensive bibliography on the history and architecture of Arequipa is provided. Two copies are also included of the book *Genio y Figura de los Arequipeños* (Lima, 1992: A humorous publication about personalities from the city in the Republican period

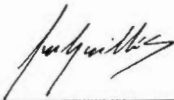
d.- Address where the inventory, files and archives are stored

Instituto Nacional de Cultura - Arequipa
Alameda San Lázaro 120
Arequipa

Superintendencia Municipal de Administración y Control del Centre Histórico y la Zona
Monumental de Arequipa (SMCH)
Municipalidad de Arequipa
Portal de la Municipalidad 110
Arequipa.

8. SIGNATURE OF BEHALF OF THE STATE

Dr. Juan Manuel Guillén Benavides
Mayor of the Municipalidad Provincial de Arequipa



Dr. Juan M. Guillén Benavides
Alcalde Provincial - Arequipa



BIBLIOGRAPHIE

1964. *Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites : 1^{er} Congrès international des architectes et des techniciens des monuments historiques* (Venise).
- AFP. 2011. « Le label "patrimoine mondial" dope le tourisme à Albi ». 26 août 2011. En ligne. <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gB_-dpAljVoBUOa8rhj3ia4pV30Q>. Consulté le 20 janvier 2012.
- Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID). 2010. *Tambos del Barrio del Solar*. Arequipa : Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo, 26 p.
- . s.d. « Antecedentes ». En ligne. <http://www.programapd.pe/rch/ch_cusco/index.php?option=com_content&task=view&id=13&Itemid=27>. Consulté le 23 août 2011.
- . s.d. « Sobre el programa ». En ligne. <<http://www.programapd.pe/pd/inicio.html>>. Consulté le 20 janvier 2012.
- Alva Guerrero, Blanca. 2007. « El concepto de "Patrimonio cultural" ». In *Documentos fundamentales para el patrimonio cultural*, p. 14. Lima : Instituto Nacional de Cultura.
- Amougou, Emmanuel. 2004. « Le processus de patrimonialisation ». In *La question patrimoniale : de la "patrimonialisation" à l'examen des situations concrètes*, sous la dir. d'Emmanuel Amougou, p. 23-41. Paris : L'Harmattan.
- Aspicuelta Barbachán, Julio C. 2009. *Centro Histórico de Arequipa, 1999-2009*. Arequipa : Gerencia del centro histórico.
- Audrerie, Dominique. 1997. *La notion et la protection du patrimoine*. Coll. « Que

- Sais-Je ? », no 3304. Paris : Presses universitaires de France, 128 p.
- . 2001. *Label et patrimoine mondial : Colloque national de la recherche en Institut universitaire de technologie* (13-15 juin 2001). Publications de l'Université de St-Étienne, p. 33-36.
- Austin, John L. 1991. *Quand dire, c'est faire*. Coll. « Points essais ». Paris : Seuil, 202 p.
- Babelon, Jean-Pierre et André Chastel. 2000. *La notion de patrimoine*. Paris : Liana Levi, 141 p.
- Benhamou, Françoise. 2010. « L'inscription au patrimoine mondial de l'humanité : La force d'un langage à l'appui d'une promesse de développement ». *Revue Tiers Monde*, vol. 2010/2, no 202, p. 113-130.
- Bourdeau, Laurent, Maria Gravari-Barbas et Mike Robinson. 2012. *Tourisme et patrimoine mondial*. Québec : Presses de l'Université Laval, 340 p.
- Brandi, Cesare. 2001 [1963]. *Théorie de la restauration*. Paris : Monum, 207 p.
- Bret, Bernard. 1994. « Centres-villes, centralité, décentralisation en Amérique latine ». *Cahiers des Amériques latines*, no 18, p. 63-64.
- Brice, Catherine. 1982. « Lecture politique d'un espace urbain : Florence capitale (1865-1870) ». *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen-âge, Temps modernes*, vol. 94, no 2, p. 847-889. En ligne. <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mefr_0223-5110_1982_num_94_2_2675>. Consulté le 20 janvier 2012.
- Cabrera, Cecilia. 2010. « Límites, posibilidades y paradojas en la construcción social de los procesos de patrimonialización urbana ». El caso Buenos Aires. 11th N-AERUS Conference 2010. Bruxelles. En ligne. <http://www.n-aerus.net/web/sat/workshops/2010/pdf/PAPER_cabrera_c.pdf>. Consulté le 20 janvier 2012.
- Caillet, Élisabeth. 1995. « L'ambiguïté de la médiation culturelle : entre savoir et présence ». *Publics et musées*, no 6, p. 53-73.
- Cameron, Christina. 2009. « The evolution of the concept of Outstanding Universal Value ». In *Conserving the authentic: essays in honour of Jukka Jokilehto*, sous la dir. de Nicholas Stanley-Price et Joseph King, p. 127-136. Rome : ICCROM.

- Capron, Guénola, Stéphanie Ronda et Élodie Salin. 2003. « Les politiques municipales du patrimoine en Amérique latine dans les années 90 : rupture ou continuité ? ». In *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle*, sous la dir. de Maria Gravari-Barbas et Sylvie Guichard-Anguis, p. 551-570. Paris : Presses de l'Université de Paris-Sorbonne.
- Caraballo Perichi, Ciro. 2000. « Centros históricos y turismo en América Latina. Una polémica de fin de siglo ». In *Desarrollo cultural y gestión en centros históricos*, sous la dir. de Fernando Carrión, p. 105-119. Quito : FLACSO Ecuador. En ligne.
<<http://www.flacsoandes.org/biblio/catalog/resGet.php?resId=36627>>.
Consulté le 20 janvier 2012.
- Carazas Aedo, Wilfredo. 2001. *L'habitat urbain populaire en terre à Cusco*. Coll. « Établissements humains et de l'environnement socio-culturel », no 50. Paris : UNESCO, 48 p.
- Carrión M., Fernando. 2001. *Centros históricos de América Latina y el Caribe*. Paris, Washington D.C., Quito : UNESCO, Banque interaméricaine de développement, Ministère de la Culture et de la Communication, FLACSO Ecuador, 394 p.
- . 2007. *El financiamiento de los centros históricos de América Latina y el Caribe*. Coll. « Foro ». Quito / Cambridge : FLACSO Ecuador / Lincoln Institute of Land Policy, 415 p.
- Casa Andina. s.d. « Reseña del hotel ». En ligne. <<http://www.casa-andina.com/peru/hoteles/hoteles-arequipa/private-collection-arequipa/hotel.php>>. Consulté le 25 août 2011.
- Central Intelligence Agency (CIA). 2010. « The World Factbook : Peru ». En ligne. <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/pe.html>>. Consulté le 20 janvier 2012.
- Centro Nacional de Datos Geofísicos. 2002. « Terremoto de la región sur del Perú del 23 de Junio de 2001 ». En ligne.
<<http://www.crid.or.cr/digitalizacion/pdf/spa/doc15789/doc15789-contenido.pdf>>. Consulté le 6 novembre 2011.
- Choay, Françoise. 1999 [1992]. *L'allégorie du patrimoine*. Paris : Seuil, 270 p.
- Collin Delavaud, Anne. 1994. « L'héritage colonial et les problèmes d'aménagement des centres-villes ». *Cahiers des Amériques latines*, no 18, p. 65-79.

- Coloma Porcari, César. 2010. « Más pruebas de que las fachadas de las casonas de sillar no estaban pintadas ». En ligne.
<<https://sites.google.com/site/sillardearequipa/mas-pruebas-de-que-las-fachadas-de-las-casonas-de-sillar-no-estaban-pintadas>>. Consulté le 20 janvier 2012.
- Commission européenne. 2011. « Un accord sur le nouveau Label du patrimoine européen est atteint par la Commission, le Parlement européen et le Conseil ». En ligne. <http://ec.europa.eu/culture/news/new-european-heritage-label_fr.htm>. Consulté le 20 janvier 2012.
- Corboz, André. 2009. *De la ville au patrimoine urbain : histoires de forme et de sens (Textes choisis et assemblés par Lucie K. Morisset)*. Coll. « Patrimoine urbain », no 4. Québec : Presses de l'Université du Québec, 315 p.
- Cortázar, Pedro Felipe. 1988. *Documental del Perú: departamento de Arequipa*, 2^e Coll. « Enciclopedia Nacional Básica », no 4. Barcelona : Océano, 158 p.
- Dacheux, Éric. 2008. *L'espace public*. Coll. « Les essentiels d'Hermès ». Paris : CNRS, 153 p.
- Davallon, Jean. 1992. « Le musée est-il vraiment un média ? ». *Publics et musées*, no 2, p. 99-123.
- . 2000. *L'exposition à l'œuvre. Stratégies de communication et médiations symboliques*. Paris : L'Harmattan, 378 p.
- . 2002. « Tradition, mémoire, patrimoine ». In *Patrimoines et Identités*, sous la dir. de Bernard Schiele, p. 41-64. Québec : Éditions MultiMondes.
- . 2006. *Le don du patrimoine : une approche communicationnelle de la patrimonialisation*. Coll. « Communication, médiation et construits sociaux ». Paris : Lavoisier : Hermès Science, 222 p.
- del Busto Duthurburu, José Antonio, Juan Luis Orrogo Penagos, Sandro Patrucco Núñez-Carvallo et Rafael Sánchez-Concha Barrios. 1995. *Guía turística del departamento de Arequipa*. Coll. « Los Cuatro Suyos ». Lima : Pontificia Universidad Católica del Perú, 139 p.
- Demélas-Bohy, Marie-Danielle. 1994. « Le développement de la cité-territoire hispano-américaine ». *Problèmes d'Amérique latine*, no 14, p. 19-35.

Di Giovine, Michael A. 2009. *The Heritage-Scape: UNESCO, World Heritage, and Tourism*. Lanham : Lexington Books, 519 p.

Dollfus, Olivier. 1994. « La ville et l'Amérique latine ». *Problèmes d'Amérique latine*, no 14, p. 7-12.

Dormaels, Mathieu. 2008. El museo: un mediador entre el patrimonio y la comunidad. 2^{do} Congreso Nacional de Museos, Universidad de Costa Rica.

----. 2009. *La identidad de las comunidades a través del patrimonio local: la reivindicación de una nueva legitimidad social: Latin American Studies Association Congress* (Rio de Janeiro, 12-15 juin 2009).

----. 2011. « L'évolution de la sélection du patrimoine mondial : l'exemple des villes d'Amérique latine ». In *La sélection patrimoniale*, sous la dir. de Martin Drouin et Anne Richard-Bazire, p. 161-180. Québec : Éditions MultiMondes.

----. 2012. « Global ou local : la place des habitants dans le patrimoine mondial ». In *Les quartiers historiques : pressions, enjeux, actions*, sous la dir. d'Étienne Berthold. Québec : Presses de l'Université Laval.

Dormaels, Mathieu et Étienne Berthold. 2009. « Introduction ». In *Patrimoine et sacralisation*, sous la dir. d'Étienne Berthold, Mathieu Dormaels et Josée Laplace, p. 1-14. Québec : Éditions MultiMondes.

Dormaels, Mathieu et Verónica Zúñiga Salas. 2006. « Inversión cultural y rentabilidad social: El Proyecto La Aduana ». In *La dimensión social del patrimonio: Enfoques/Teoría; Intervenciones/Técnicas; Artes; Patrimonio Inmaterial*, sous la dir. d'Aingeru Zabala Uriarte, Alberto De Paula et Ciro Caraballo Perichi, p. 423-429. Buenos Aires : Centro Internacional para la Conservación del Patrimonio.

Drouin, Martin. 2004. « La sauvegarde d'un patrimoine urbain et la formulation d'une identité (Montréal, 1973-2003) ». Montréal, Thèse de doctorat en études urbaines, Université du Québec à Montréal, 470 p.

----. 2005. *Le combat du patrimoine à Montréal, 1973-2003*. Coll. « Patrimoine urbain », no 2. Québec : Presses de l'Université du Québec, 386 p.

Evans, Graeme. 2002. « Living in a World Heritage City: Stakeholders in the Dialectic of the Universal and Particular ». *International Journal of Heritage Studies*, vol. 8, no 2, p. 117-135.

- Feilden, Bernard M. 2003. *Conservation of Historic Buildings*. Oxford : Architectural Press, 408 p.
- Florent, Luc. 2011. « L'utilisation du label UNESCO dans la communication touristique : entre choix et contrainte ». *Téoros*, vol. 30, no 2.
- Florida, Richard. 2002. *The rise of the creative class : and how it's transforming work, leisure, community and everyday life*. New York : Basic Books, 404 p.
- Fonseca C., Elizabeth et José Enrique Garnier. 1998. *Historia de la arquitectura en Costa Rica*. San José: Fundación Museos del Banco Central / Centro de Investigaciones Históricas de América Central, Universidad de Costa Rica, 480 p.
- Fourcade, Marie-Blanche. 2007. *Patrimoine et patrimonialisation : Entre le matériel et l'immatériel*. Coll. « Patrimoine en Mouvement ». Québec : Presses de l'Université Laval, 347 p.
- Fresnais, Jocelyne. 2003. « Cinquante ans de gestion du patrimoine architectural en Chine : 1949-1999 ». In *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle*, sous la dir. de Maria Gravari-Barbas et Sylvie Guichard-Anguis, p. 77-98. Paris : Presses de l'Université de Paris-Sorbonne.
- Fuller Osores, Norma J. 2009. *Turismo y cultura : entre el entusiasmo y el recelo*. Lima : Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú, 134 p.
- García Canclini, Néstor. 2007 [1989]. *Culturas híbridas: estrategias para entrar y salir de la modernidad*. Coll. « Estado y Sociedad », no 87. Buenos Aires : Paídos Argentina, 352 p.
- Gavalda, Adeline. 2010. « Le label patrimoine mondial de l'Unesco au cœur d'une stratégie territoriale de développement touristique : le cas de la ville d'Albi et du secteur sauvegardé de la cité épiscopale ». Master en tourisme et développement, Université de Toulouse II Le Mirail, 104 p. En ligne. <http://blogs.univ-tlse2.fr/memoires-cetia/files/2010/12/GAVALDA_ADELINE_M1_TD.pdf>. Consulté le 20 janvier 2012.
- Genieys, William. 2002. « Patrimoine mondial ou enjeux locaux ? Le classement du canal du Midi ». In *Les biens publics mondiaux. Un mythe légitimateur pour l'action collective ?* sous la dir. de François Constantin, p. 345-366. Paris : L'Harmattan.

- Gouvernement du Pérou. 2003. Ley Orgánica de Municipalidades. No. 27972.
- Graham, Brian, Gregory J. Ashworth et John E. Tunbridge. 2000. *A Geography of Heritage: Power, Culture and Economy*. London : Arnold, 284 p.
- Gravari-Barbas, Maria. 2004. « Patrimonialisation et réaffirmation symbolique du centre-ville du Havre. Rapports entre le jeu des acteurs et la production de l'espace ». *Annales de géographie*, no 640, p. 588-611. En ligne. <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_2004_num_113_640_1955>. Consulté le 20 janvier 2012.
- Greenfield, Gerald M. 1994. « Preface ». In *Latin American Urbanization: Historical Profile of Major Cities*, sous la dir. de Gerald M. Greenfield, p. xiii-xvii. Westport : Greenwood Press.
- Grégoire, Henri. 1794. *Rapport sur les destructions opérées par le vandalisme, et sur les moyens de le réprimer*. Paris : Convention nationale.
- Groat, Linda et David Wang. 2002. *Architectural Research Methods*. New York : J. Wiley, 389 p.
- Grondin, Jean. 2003. *Le tournant herméneutique de la phénoménologie*. Paris : Presses universitaires de France, 127 p.
- . 2006. *L'Herméneutique*. Coll. « Que sais-je ? », no 3758. Paris : Presses universitaires de France, 128 p.
- Guérin-Pace, France. 2007. « Le quartier entre appartenance et attachement : une échelle identitaire ? ». In *Le quartier : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, sous la dir. de Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace, p. 151-162. Paris : La Découverte.
- Guerrero Lozano, Jorge. 2000. « Patrimonialisation et "marchandisation" des quartiers anciens le cas de *Los Sapos* à Puebla (Mexique) ». Montréal, Thèse de doctorat en études urbaines, Université du Québec à Montréal / INRS Urbanisation, 327 p.
- Gutiérrez, Ramón. 1992. *Evolución histórica urbana de Arequipa, 1540-1990*. Coll. « Ciudades Peruanas », no 1. Lima : Facultad de Arquitectura, Urbanismo, y Artes, Universidad Nacional de Ingeniería / Epígrafe Editores, 249 p.
- Habermas, Jürgen. 1993. *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris : Payot, 324 p.

- Hardoy, Jorge Enrique et Mario R. dos Santos. 1983. *El centro histórico del Cusco: introducción al problema de su preservación y desarrollo*. Lima : Fondo del Libro, Banco Industrial del Perú : Proyecto Regional de Patrimonio Cultural y Desarrollo PNUD/UNESCO, 103 p.
- Hardoy, Jorge Enrique et Margarita Gutman. 1992. *Impacto de la urbanización en los centros históricos de Iberoamérica: tendencias y perspectivas*. Coll. « Ciudades de Iberoamérica ». Madrid : Editorial MAPFRE, 536 p.
- Hardy, Dennis. 1988. « Historical Geography and Heritage Studies ». *Area*, vol. 20, no 4, p. 333-338. En ligne. <<http://www.jstor.org/stable/20002646>>. Consulté le 20 janvier 2012.
- Hoggs, Michael A. et Dominic Abrams. 1988. *Social Identifications: Social Psychology of Intergroup Relations and Group Processes*. London : Routledge, 268 p.
- ICOMOS. 1983. « La ville de Cuzco. Évaluation des propositions de biens ». En ligne. <http://whc.unesco.org/archive/advisory_body_evaluation/273.pdf>. Consulté le 20 janvier 2012.
- . 1987. « Centre historique de Mexico et Xochimilco. Évaluation des propositions de biens ». p. 1-3. En ligne. <http://whc.unesco.org/archive/advisory_body_evaluation/412.pdf>. Consulté le 20 janvier 2012.
- . 1991. « Noyau du centre historique de Lima. Évaluation des propositions de biens ». p. 37-41 En ligne. <http://whc.unesco.org/archive/advisory_body_evaluation/500.pdf>. Consulté le 20 janvier 2012.
- . 2000. « Centre historique de la ville d'Arequipa. Évaluation des propositions de biens ». p. 138-142 En ligne. <http://whc.unesco.org/archive/advisory_body_evaluation/1016.pdf>. Consulté le 20 janvier 2012.
- . 2004. « Déclaration de Yamato sur les approches intégrées de la sauvegarde du patrimoine culturel matériel et immatériel ». Nara.
- Institut de recherche et débat sur la gouvernance. 2009. « À propos des fondements de la démocratie participative ». En ligne. <<http://www.institut-gouvernance.org/fr/analyse/fiche-analyse-430.html>>. Consulté le 18 août

2011.

Instituto de Estudios Peruanos. 2006. « Las Culturas Collagua y Cabana en el Valle del Colca: Identidad generadora de desarrollo (Arequipa, Perú) », 12 p. En ligne. <<http://www.rimisp.org/getdoc.php?docid=6342>>. Consulté le 20 janvier 2012.

Instituto Nacional de Cultura (INC). 2007. *Documentos fundamentales para el patrimonio cultural : textos internacionales para su recuperación, repatriación, conservación, protección y difusión*. Lima : Instituto Nacional de Cultura, 497 p.

Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI). s.d. « Resultados censales ». En ligne. <<http://www.inei.gob.pe/>>. Consulté le 6 décembre 2011.

Jacquemin, Marc, Patrick Italiano, Frédéric Heselmans, Michel Vandekeere, Dimitri Deflandre et Isabelle Willems. 2006. « Introduction. Les racines de l'identité collective. Fédéralisme Régionalisme ». Vol. 6 (2005-2006). En ligne. <<http://popups.ulg.ac.be/federalisme/document.php?id=360>>. Consulté le 20 janvier 2012.

Jokilehto, Jukka. 1999. *A history of architectural conservation*. Oxford : Butterworth-Heinemann, 354 p.

Jokilehto, Jukka (dir.). 2008. *The World Heritage List: What is OUV?*. Rome : ICCROM, 112 p.

Josse, Pierre. 2010. *Pérou, Bolivie, 2010/2011*. Coll. « Le Guide du routard ». Paris : Hachette, 599 p.

Kayahan, Cevat Burc, Brian VanBlarcom. 2010. « Assessing the Economic Benefits and Costs of a World Heritage Designation ». In *Actes du colloque Sites du patrimoine et tourisme / World Heritage and Tourism : Managing for the Global and the Local, (Québec, 2-4 juin 2010)* sous la dir. de Laurent Bourdeau et Sonia Chassé. p. 696-712. Québec : Presses de l'Université Laval.

Kent, Robert B. 1994. « Peru ». In *Latin American Urbanization: Historical Profile of Major Cities*, sous la dir. de Gerald M. Greenfield, p. 446-467. Westport :

Laplantine, François. 1973. *L'ethnopsychiatrie*. Coll. « Psychothèque », no 19. Paris : Éditions universitaires, 134 p.

- Laurent, Antoine. 2005. « Aspects théoriques de la restauration du patrimoine, Rapport de recherche bibliographique ». Villeurbanne : École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, 55 p. En ligne. <<http://enssibal.enssib.fr/bibliotheque/documents/dessid/rrblaurent.pdf>>. Consulté le 20 janvier 2012.
- Lazzarotti, Olivier. 2000. « Patrimoine et tourisme : un couple de la mondialisation ». *Mappemonde*, vol. 57, no 1, p. 12-16.
- Leguía y Martínez, Germán. 1940. *IV centenario de la fundación de la ciudad de Arequipa: 1540-1940*. Arequipa : Consejo Provincial de Arequipa.
- Llanque Chana, Josué. 1998. *Plan de recuperación del centro histórico de Arequipa*. Arequipa : Universidad Nacional de San Agustín, 155 p.
- Lowenthal, David. 2008 [1998]. *The Heritage Crusade and the Spoils of History*. Cambridge : Cambridge University Press, 338 p.
- Lytard, Jean-François. 2004. *La Phénoménologie*. Coll. « Que sais-je ? », no 625. Paris : Presses universitaires de France, 127 p.
- MacCannell, Dean. 1999 [1976]. *The Tourist: a New Theory of the Leisure Class*. Berkeley : University of California Press, 277 p.
- Mairesse, François. 2002. *Le musée temple spectaculaire : une histoire du projet muséal*. Coll. « Muséologies ». Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 215 p.
- Maisonnette, Danielle. 2007. « relations publiques, patrimoine mondial et paix : un projet de recherche » In *Journalisme et patrimoine mondial*. sous la dir. de Charles Moumouni et Cyril Simard, p. 51-60. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Marcotte, Pascale et Laurent Bourdeau. 2008. *L'industrie touristique et l'inscription sur la liste du patrimoine mondial : attentes et déceptions : Pratiques innovantes en matière culturelle et retombées économiques* (ESG St-Étienne). En ligne. <<http://www.esc-saint-Étienne.fr/IMG/pdf/Marcotte-Bourdeau.pdf>>. Consulté le 6 décembre 2009.
- Maurel, Chloé. 2009. « L'Unesco aujourd'hui ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, vol. 2009/2, no 102, p. 131-144.
- MINCETUR. 2011. « Estadísticas ». En ligne. <<http://www.mincetur.gob.pe/newweb/portals/0/turismo/sitios%20turisticos/>>

Are_MONAST_STA_CATALINA_LLég_Nac_Extr.pdf>. Consulté le 11 août 2011.

MINCETUR, Oficina de Estudios Turísticos y Artesanales. 2010. « Cusco : llegada de visitantes a la ciudad inka de Machu Picchu, enero 2004 - diciembre 2011 ». En ligne.
<http://www.mincetur.gob.pe/newweb/portals/0/turismo/sitios%20turisticos/Cus_MAPI_Ciudad_LLég_Nac_Extr.pdf>. Consulté le 20 janvier 2012.

Ministerio de Economía y Finanzas. s.d. « Sistema Nacional De Inversión Pública ». En ligne.
<http://www.mef.gob.pe/index.php?option=com_content&view=article&id=875&Itemid=100272&lang=es>. Consulté le 30 août 2011.

Miranda, Carolina A., Aimée Dowl, Katy Shorthouse, Beth Williams et Luke Waterson. 2010. *Pérou* [Peru (7th ed.)] Trad. de l'anglais, 4^e Coll. « Lonely Planet guide de voyage ». Paris : Lonely Planet, 588 p.

Mission Val de Loire. 2010. « Être labellisé Val de Loire patrimoine mondial ». En ligne. <<http://www.valdeloire.org/Actions/Acteurs/Mission-Val-de-Loire/Plan-d-actions/Offre-de-services/Etre-labellise-Val-de-Loire-patrimoine-mondial>>. Consulté le 20 janvier 2012.

Monnet, Jérôme. 1994. « Centres historiques et centres des affaires : la centralité urbaine ». *Problèmes d'Amérique latine*, no 14, p. 83-101.

Montpetit, Raymond. 2002. « Les musées, générateurs d'un patrimoine pour aujourd'hui ». In *Patrimoines et Identités*, sous la dir. de Bernard Schiele, p. 77-117. Québec : Éditions MultiMondes.

Morisset, Lucie K. 1999. « Entre la ville imaginaire et la ville identitaire. De la représentation à l'espace ». In *Ville imaginaire, ville identitaire : échos de Québec*, sous la dir. de Lucie K. Morisset, Luc Noppen et Denis Saint-Jacques, p. 5-36. Québec : Editions Nota bene.

----. 2009. *Des régimes d'authenticité : essai sur la mémoire patrimoniale*. Coll. « Art et Société ». Québec : Presses de l'Université du Québec, 131 p.

----. 2010. *Le patrimoine, environnement ou argument ? Notes introductives sur la patrimonialité universelle : Journée d'études à l'occasion du 25^e anniversaire de l'inscription de Québec sur la liste des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO « Vivre en patrimoine mondial : Fenêtres sur l'expérience de la patrimonialisation »* (23 avril 2010).

- . 2011a. *Séminaire EUR9118, automne 2011*. Département d'études urbaines et touristiques, ESG - Université du Québec à Montréal.
- . 2011b. « Pour une herméneutique des forme urbaines. Morphogénétique et sémiogénétique de la ville ». In *La ville, phénomène de représentation*, sous la dir. de Lucie K. Morisset et Marie-Ève Breton, p. 33-59. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Morisset, Lucie K. et Marie-Ève Breton. 2011. *La ville : phénomène de représentation*. Coll. « Patrimoine urbain », no 5. Québec, Québec : Presses de l'Université du Québec, 334 p.
- Morisset, Lucie K. et Luc Noppen. 2003. « Des identités urbaines » In *Identités urbaines : échos de Montréal*, sous la dir. de Lucie K. Morisset et Luc Noppen, p. 5-18. Québec : Éditions Nota Bene.
- Morisset, Lucie K., Luc Noppen et Denis Saint-Jacques. 1999. *Ville imaginaire, ville identitaire : échos de Québec*. Québec : Éditions Nota bene, 347 p.
- Municipalidad Metropolitana de Lima. 2010. « Cifras ». En ligne.
<<http://www.munlima.gob.pe/Contenidos/cifras.aspx>>. Consulté le 22 novembre 2010.
- Municipalidad Provincial de Arequipa (MPA). 1999. *Proposal to UNESCO to declare the historical center of Arequipa a cultural heritage site*. Arequipa, 326 p. En ligne. <<http://whc.unesco.org/uploads/nominations/1016.pdf>>. Consulté le 30 août 2011
- Municipalidad Provincial de Arequipa (MPA). 2002a. *Plan maestro del centro de Arequipa: diagnóstico*, no 1. Arequipa, 73 p. En ligne.
<http://www.programapd.pe/rch/ch_arequipa/2010/gestion/plan_maestro/vol_1_diagnostico.pdf>. Consulté le 30 août 2011
- . 2002b. *Plan maestro del centro de Arequipa: propuesta*, no 2. Arequipa, 52 p. En ligne.
<http://www.programapd.pe/rch/ch_arequipa/2010/gestion/plan_maestro/vol_2_propuesta.pdf>. Consulté le 30 août 2011.
- . 2002c. *Plan maestro del centro de Arequipa: programas y proyectos*, no 3. Arequipa, 22 p. En ligne.
<http://www.programapd.pe/rch/ch_arequipa/2010/gestion/plan_maestro/vol_3_programas_y_proyectos.pdf>. Consulté le 30 août 2011.

- . 2011. « Arequipa, La Ciudad Blanca ». En ligne.
 <http://www.muniarequipa.gob.pe/index.php?option=com_content&view=article&id=72&Itemid=27>. Consulté le 9 août 2011.
- Municipalidad Provincial del Cusco, Sub Gerencia de gestión del centro histórico. 2010. « Cusco Patrimonio cultural de la Humanidad ». En ligne.
 <<http://municusco.gob.pe/gerencias/plan%20maestro/index.html>>. Consulté le 30 août 2011.
- Nederveen Pieterse, Jan. 2004. *Globalization and Culture: Global Mélange*. Coll. « Globalization ». Toronto : Rowman & Littlefield, 149 p.
- Neira Avendaño, Máximo, Guillermo Galdos Rodriguez, Alejandro Málaga Medina, Eusebio Quiroz Paz Soldán et Juan Guillermo Carpio Muñoz. 1990. *Historia general de Arequipa*. Arequipa : Fundación M.J. Bustamante de la Fuente, 824 p.
- Niedergang, Marcel. 1982 [1969]. *Les vingt Amériques latines*, 3 t. Coll. « Points Politique », no 26-28. Paris : Éditions du Seuil.
- Noppen, Luc. 2009. « *L'authenticité en conservation architecturale* » conférence dans *Séminaire 2^e cycle, Culture et Tourisme MDT8101 (automne 2009)*. Département d'Études Urbaines et Touristiques, ESG - Université du Québec à Montréal.
- Noppen, Luc et Lucie K. Morisset. 2005a. *Les églises du Québec : un patrimoine à réinventer*. Coll. « Patrimoine urbain », no 1. Québec : Presses de l'Université du Québec, 434 p.
- . 2005b. « Ville et mort du patrimoine ». In *La ville autrement*, sous la dir. de Pierre Delorme, p. 49-66. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Onishi, Norimitsu. 2008. « OMORI JOURNAL; In Japan, the World Heritage Label Transforms a Ghost Town into a Boomtown ». *The New York Times*, 5 septembre 2008. En ligne.
 <<http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=980DEEDC163AF936A3575AC0A96E9C8B63&pagewanted=all>>. Consulté le 20 janvier 2012.
- Ouallet, Anne. 2003. « Perceptions et réutilisations patrimoniales en Afrique. Quelques exemples maliens ». In *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle*, sous la dir. de Maria Gravari-Barbas et Sylvie Guichard-Anguis, p. 59-76. Paris : Presses de l'Université de Paris-Sorbonne.

- Organisation des États américains. 1967. *Normas de Quito: Conservación y Utilización de Monumentos y Lugares de Interés Histórico y Artístico* (Quito).
- Paquot, Thierry. 2009. *Que signifie représenter une ville ? La ville, objet et phénomène de représentation. Histoires de l'urbanité, théories et approches autour de l'œuvre d'André Corboz* (Montréal, 16-18 septembre 2009).
- Parhua. 2004. *Cusco patrimonio cultural : proceso de una pérdida*. no 1. Cusco : Grupo Ayar, 110 p.
- Patin, Valéry. 1988. « L'image du patrimoine et la consommation touristique ». In *Diffusion culturelle et exploitation touristique*, p. 19-25. Avignon : R.M.G. Centre de congrès du palais des papes.
- Pomian, Krzysztof. 1978. « Entre l'invisible et le visible : la collection ». *Libre*, no 3, p. 3-56.
- Poulot, Dominique. 2006. *Une histoire du patrimoine en Occident, XVIII^e-XXI^e siècle : du monument aux valeurs*. Coll. « Le nœud gordien ». Paris : Presses universitaires de France, 192 p.
- Pricewaterhouse Coopers LLP. 2007. *The Costs and Benefits of World Heritage Site Status in the UK*. 93 p.
- PROCASUR. 2011. « Valle del Colca, Perú ». En ligne.
<http://procasur.cl/fida/index.php?option=com_content&task=view&id=131&Itemid=135>. Consulté le 11 août 2011.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). 1977. *Coloquio sobre la preservación de los centros históricos ante el crecimiento de las ciudades contemporáneas* (Quito).
- PROLIMA (Municipalidad Metropolitana de Lima). 2005. *Plan estratégico para la recuperación del centro histórico de lima 2006 – 2035*. Lima. En ligne.
<<http://www.munlima.gob.pe/Descarga/Informacion%20Institucional/PLAN%20ESTRATEGICO%20PROLIMA%202006%20-%202035.pdf>>. Consulté le 30 août 2011.
- Prud'homme, Rémy. 2008. « Les impacts socio-économiques de l'inscription d'un site sur la liste du patrimoine mondial : trois études », 20 p. En ligne.
<<http://www.rprudhomme.com/resources/2008+Impact+Liste+Patrimoine.pdf>>

f>. Consulté le 20 janvier 2012.

PRUGAM. s.d. « Resultados esperados ». En ligne.

<http://www.prugam.go.cr/r_3.htm>. Consulté le 10 novembre 2011.

Rachowiecki, Rob. 2000. *Peru*, 4^e Coll. « Lonely Planet Travel Guidebooks ». Victoria (Australie) : Lonely Planet Publications Pty Ltd., 512 p.

Ramírez Garcia, Filiberto. 2005. *Legislación patrimonio edificado*. Lima, Universidad Ricardo Palma : 576 p.

Rautenberg, Michel. 2003. *La rupture patrimoniale*. Coll. « Ambiances ambiance ». Bernin : À la croisée, 173 p.

Rebanks Consulting Ltd., Trends Business Research Ltd. 2009. *World Heritage Status: Is there Opportunity for Economic Gain?*. Kendal (UK): Lake District World Heritage Project, 96 p.

Riegl, Aloïs. 2003. *Le Culte moderne des monuments* Trad. de l'allemand par Jacques Boulet. Paris : Éditions L'Harmattan, 124 p.

Ríos Vizcarra, Gonzalo. 2010. *Manual para la Valoración y Conservación del Patrimonio Arquitectónico de Arequipa*. Arequipa : Asdeproa / Universidad Católica de Santa María, 102 p.

Rivera Garcia, Andrea Delia. 2011. « Heritage Conservation and Tourism in the Historic Center of Arequipa, Peru ». Eugene, Historic Preservation, University of Oregon, 124 p. En ligne.
<https://scholarsbank.uoregon.edu/xmlui/bitstream/handle/1794/11503/RiveraGarcia_Andrea_Delia_ms2011sp.pdf?sequence=1>. Consulté le 20 janvier 2012.

Robespierre, Maximilien. 1790. « Le marc d'argent ». Discours à l'Assemblée constituante : 25 janvier 1790. Paris, Assemblée nationale. En ligne.
<<http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/Robespierre1790.asp>>. Consulté le 20 janvier 2012.

Rojas Mix, Miguel. 1997. *Los cien nombres de América: eso que descubrió Colón*. Coll. « Identidad Cultural ». San José : Editorial de la Universidad de Costa Rica, 410 p.

Rolland, Denis. 2005. « Introduction ». In *Archéologie du sentiment en Amérique latine : l'identité entre mémoire et histoire, XIX^e-XXI^e siècles*, sous la dir. de

- Denis Rolland et Luc Capdevila, p. 7-18. Paris : L'Harmattan.
- Rouleau, Linda. 2007. *Théories des organisations : approches classiques, contemporaines et de l'avant-garde*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 270 p.
- Russeil, Sarah. 2005. « Logiques d'acteurs et processus d'inscription à l'UNESCO : quelle prise en compte des enjeux sociaux dans la gestion du label UNESCO à Québec ? ». In *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, sous la dir. de Maria Gravari-Barbas, p. 333-350. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Sanz, Nuria, Luis Fernando Guerrero Baca et Felipe Delmont. 2008. « Informe Oficial de la misión de monitoreo reactivo al Centro Histórico de la Ciudad de Arequipa, Sitio de Patrimonio Mundial, Perú, inscrita en 2000 con los criterios culturales (i) y (iv) ». Paris : Unesco, 77 p. En ligne. <http://whc.unesco.org/download.cfm?id_document=100778>. Consulté le 30 août 2011.
- Scarpaci, Joseph L. 2005. *Plazas and barrios: Heritage Tourism and Globalization in the Latin American Centro Histórico*. Tucson : University of Arizona Press, 267 p.
- Schiele, Bernard. 2002. *Patrimoines et Identités*. Coll. « Muséo ». Québec : Éditions MutiMondes, 251 p.
- Seppänen, Maaria. 1999. *Global Scale, Local Place? The Making of the Historic Centre of Lima into a World Heritage Site*. Coll. « Interkont Books », no 10. Helsinki : Institute of Development Studies, University of Helsinki, 146 p.
- . 2003. « Historia local y patrimonio mundial. Ciudad letrada, arcadia colonial y el centro histórico de Lima ». *Anuario americanista europeo*, no 1, p. 107-120.
- Steele, Paul R. 2004. *Handbook of Inca Mythology*. Santa Barbara : ABC-CLIO, 319 p.
- Tilden, Freeman. 1992 [1957]. « L'interprétation de notre patrimoine ». In *Vague. Une anthologie de la nouvelle muséologie*, sous la dir. d'André Desvallées, p. 243-258. Mâcon : Éditions WMNES.
- Trésor de la Langue Française informatisé (TLFi). s.d. CNRS – Université Nancy 2 – Université Henri Poincaré Nancy 1. En ligne. <<http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>>.

Consulté le 30 août 2011.

Ugarte y Chocano, Eduardo. 2009. « Cuidado con el puente, cuidado con la campiña ». *La Ciudad*, vol. V, no 23, p. 7-8.

UNESCO. 1972. *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par la Conférence Générale dans sa 17^e session, Paris, 16 novembre 1972*. Paris : UNESCO.

UNESCO. 2003. *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence Générale dans sa 32^e session, Paris*. Paris : UNESCO.

----. 2005. *Mémoire de Vienne sur "Le patrimoine mondial et l'architecture contemporaine – Gestion du paysage urbain historique"*. Adopté par la 15^e assemblée générale des États parties à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. Doc. WHC-05/15.GA/INF.7 Paris :UNESCO, 8 p.

----. 2006. « Label d'excellence de l'UNESCO pour les produits artisanaux ». En ligne. <http://portal.unesco.org/culture/fr/ev.php-URL_ID=32414&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>. Consulté le 20 janvier 2012.

UNESCO - Centre du patrimoine mondial. 1994. Décision - 18COM IX - SOC : Centre historique de Lima (Pérou). Rapport du 18^e Comité du patrimoine mondial. Phuket (Thaïlande). En ligne. <<http://whc.unesco.org/fr/decisions/3172/>>. Consulté le 20 janvier 2012.

----. 1999. *Rapport de la 22^e session du comité du patrimoine mondial, Kyoto, Japon, 30 novembre - 5 décembre 1998*. Paris : Unesco, 134 p.

----. 1995. Décision - 19COM VIII.C.1 - Inscription : Vieille Ville de Lunenburg (Canada). Rapport du 19^e Comité du patrimoine mondial. Berlin. En ligne. <<http://whc.unesco.org/fr/decisions/3079>>. Consulté le 20 janvier 2012.

----. 1999. *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*. Paris : Unesco, 50 p. En ligne. <<http://whc.unesco.org/archive/orient99.pdf>>. Consulté le 30 août 2011.

----. 2000. Décision - 24COM X.C.1 - Le Centre historique de la ville d'Arequipa (Pérou). Rapport du 24^e Comité du patrimoine mondial. Unesco. Cairns (Australie) : p. 46-47. En ligne. <<http://whc.unesco.org/archive/2000/whc-00->

- conf204-21f.pdf>. Consulté le 6 novembre 2011.
- . 2007. *Recommandation sur la conservation et la gestion des centres historiques de la Liste du Patrimoine mondial*. Saint-Pétersbourg.
- . 2010. Décision - 34COM 7B.115 - Ville de Cuzco (Pérou). Rapport du 34^e Comité du patrimoine mondial. Unesco. Brasilia. En ligne.
<<http://whc.unesco.org/fr/decisions/4223>>. Consulté le 23 août 2011.
- . 2011. *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*. Paris : Unesco, 165 p. En ligne.
<<http://whc.unesco.org/archive/opguide11-fr.pdf>>. Consulté le 30 août 2011.
- . s.d. « Centre historique de la ville d'Arequipa ». Unesco. En ligne.
<<http://whc.unesco.org/fr/list/1016/>>. Consulté le 30 août 2011.
- . s.d. « Ville de Cuzco ». Unesco. En ligne. <<http://whc.unesco.org/fr/list/273>>.
Consulté le 30 août 2011.
- UNIDROIT. 1995. *Convention d'UNIDROIT sur les biens culturels volés ou illicitement exportés*. Rome.
- Veschambre, Vincent. 2007. « Patrimoine : un objet révélateur des évolutions de la géographie et de sa place dans les sciences sociales ». *Annales de géographie*, no 656, p. 361-381.
- . 2008. *Traces et mémoires urbaines : enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*. Coll. « Géographie sociale ». Rennes : Presses universitaires de Rennes, 318 p.
- Watremez, Anne. 2009. « Le patrimoine des Avignonnais : la construction du caractère patrimonial de la ville par les habitants ». Montréal / Avignon, Muséologie / Sciences de l'information et de la communication, Université du Québec à Montréal / Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, 341 p.
- Winchester, Lucy. 2005. *Sustainable Human Settlements Development in Latin America and the Caribbean. Medio ambiente y desarrollo*. Santiago du Chili : Nations Unies : 50 p.
- Zeballos Barrios, Carlos. 2010. « Iglesia de La Compañía, Arequipa ». En ligne.
<<http://moleskinearquitectonico.blogspot.com/2010/08/iglesia-de-la-compania-arequipa.html>>. Consulté le 11 août 2011.

Zevallos Vera, Manuel. 2002. *Arequipa : historia de su modernidad: homenaje en sus 462 años de fundación española, 1540-2002*. Coll. « Serie Ciencias sociales y políticas », no 3. Lima : Universidad Alas Peruanas, 112 p.

Zúñiga, Álvaro. 2008. « Historia de Arequipa en sus colores, I parte ». *La Ciudad*, no Mayo-Junio-Julio, p. 8-10.

Sources :

Articles de journaux

- AA. 1991. « Pedirán a Unesco financiar refacción de arcos y torres de catedral de Arequipa ». *El Comercio* (Lima), 4 octobre 1991.
- . 1992. « Piden declarar patrimonio cultural de la humanidad al centro de la ciudad blanca ». *El Comercio* (Lima), 16 janvier 1992.
- . 1992. « Publicité pour la coopérative San Judas Tadeo ». *El Correo* (Arequipa), 18 janvier 1992, p. 7.
- . 1992. « Pedirán a la Unesco que Arequipa sea Patrimonio Cultural de la Humanidad ». *El Comercio* (Lima), 4 septembre 1992.
- . 1993. « Arequipa quiere ser patrimonio cultural ». *El Comercio* (Lima), 1^{er} juillet 1993.
- . 1996. « Estudio para declarar Arequipa como patrimonio cultural demanda \$20 mil ». *El Pueblo* (Arequipa), 18 février 1996, p. 5.
- . 1996. « Se nombrará Comisión Multisectorial para gestiones ante UNESCO por patrimonio ». *El Pueblo* (Arequipa), 3 avril 1996, p. 2.
- . 1996. « Arequipa va por buen camino de ser "Patrimonio de la Humanidad" ». *El Pueblo* (Arequipa), 14 avril 1996, p. 5.
- . 1996. « Representante de UNESCO llegó a Arequipa y orientará sobre expediente para Patrimonio ». *El Pueblo* (Arequipa), 22 avril 1996, p. 1.
- . 1996. « Integral debe ser revalorización de la "Histórica Plaza de Armas" ». *El Pueblo* (Arequipa), 12 mai 1996, p. 5.
- . 1996. « Director de la UNESCO aceptó mediar para la declaratoria de Arequipa ». *El Pueblo* (Arequipa), 15 juin 1996, p. 5.
- . 1996. « "My Name Is... Arequipa" ». *El Pueblo* (Arequipa), 24 juin 1996, p. 14.
- . 1996. « Para restituir y devolver su hermosura a la Plaza de Armas ». *El Pueblo* (Arequipa), 1^{er} juillet 1996, p. 5.

- . 1996. « El Instituto de Cultura analiza el expediente para declara Patrimonio Monumental : Arequipa ». *El Pueblo* (Arequipa), 31 juillet 1996, p. 1.
- . 1996. « Gestiones para conseguir declaraciones de UNESCO ». *El Pueblo* (Arequipa), 2 août 1996, p. 2.
- . 1996. « Arequipa y los nuevos desafíos culturales ». *El Pueblo* (Arequipa), 12 août 1996, p. 4.
- . 1998. « Arequipa. Histórica, volcánica, revolucionaria y hermosa ». *El Pueblo* (Arequipa), 6 avril 1998, p. 13.
- . 1998. « El turismo como instrumento del desarrollo económico ». *El Pueblo* (Arequipa), 29 avril 1998, p. B4.
- . 1998. « Arequipa la hermosa Ciudad Blanca de América ». *El Pueblo* (Arequipa), 1^{er} juin 1998, p. 14.
- . 1998. « Falta autoridad para hacer respetar patrimonio ». *El Comercio* (Lima), 2 juin 1998, p. A19.
- . 1998. « Numerosos inmueble han sido modificados o destruidos ». *El Comercio* (Lima), 2 juin 1998, p. A19.
- . 1998. « Arequipa podría ser patrimonio cultural ». *El Comercio* (Lima), 6 juin 1998.
- . 1998. « Sobre turismo, Arequipa y nuestra responsabilidad ». *El Pueblo* (Arequipa), 15 juin 1998, p. 12.
- . 2000. « Representante de la UNESCO llega el martes 18 de enero ». *El Pueblo* (Arequipa), 6 janvier 2000, p. 1.
- . 2000. « Cooperación Española iniciará rehabilitación del Centro Histórico ». *El Pueblo* (Arequipa), 8 janvier 2000, p. 1.
- . 2000. « Haremos lo imposible para que Arequipa sea reconocida mundialmente ». *El Pueblo* (Arequipa), 10 janvier 2000, p. 1.
- . 2000. « Sobre seguridad publica trabajaran autoridades en comisión conjunta ». *El Pueblo* (Arequipa), 15 janvier 2000, p. 1.
- . 2000. « Que Arequipa sea Patrimonio cultural de la humanidad es una

- posibilidad concreta ». *El Pueblo* (Arequipa), 18 janvier 2000, p. 1.
- . 2000. « Arequipa seria declarada patrimonio de la Humanidad ». *El Pueblo* (Arequipa), 19 janvier 2000, p. 3.
- . 2000. « Patrimonio cultural de Arequipa comenzó a evaluar la UNESCO ». *El Pueblo* (Arequipa), 19 janvier 2000, p. 1.
- . 2000. « Arequipa a la espera de un justo reconocimiento como patrimonio cultural ». *El Pueblo* (Arequipa), 20 janvier 2000, p. 4.
- . 2000. « Diversos monumentos visitó representante de UNESCO ». *El Pueblo* (Arequipa), 20 janvier 2000, p. 1.
- . 2000. « Embajadora Maria Luisa Federicci apoyará expediente de Arequipa ». *El Pueblo* (Arequipa), 20 janvier 2000, p. 3.
- . 2000. « Monasterio de Santa Catalina captó atención de representante de UNESCO ». *El Pueblo* (Arequipa), 21 janvier 2000, p. 1.
- . 2000. « Representante de la UNESCO acabó trabajo de evaluación ». *El Pueblo* (Arequipa), 22 janvier 2000, p. 1.
- . 2000. « Comuna elaborará plan de gestión que será elevado a la UNESCO ». *El Pueblo* (Arequipa), 24 janvier 2000, p. 1.
- . 2000. « Evaluación de experto de UNESCO analizarán en Francia, en junio ». *El Pueblo* (Arequipa), 25 janvier 2000.
- . 2000. « Contaminación, tránsito y cuidado de monumentos observó UNESCO ». *El Pueblo* (Arequipa), 27 janvier 2000, p. 1.
- . 2000. « Importantes observaciones de UNESCO a nuestra ciudad ». *El Pueblo* (Arequipa), 28 janvier 2000, p. 4.
- . 2000. « Arequipa tiene condiciones suficientes para ser Patrimonio de la Humanidad ». *El Pueblo* (Arequipa), 3 mars 2000, p. 1.
- . 2000. « A fines de mayo se conocerá diagnóstico de Centro Histórico ». *El Pueblo* (Arequipa), 13 avril 2000.
- . 2000. « Retiraron ayer los postes en 2 cuadras de la Merced ». *El Pueblo* (Arequipa), 3 mai 2000, p. 3.

- . 2000. « Arequipa espera ser Patrimonio Cultural de la Humanidad ». *El Pueblo* (Arequipa), novembre 2000.
- . 2000. « Guillén recibirá en persona certificado de la UNESCO ». *El Pueblo* (Arequipa), 1^{er} novembre 2000, p. 2.
- . 2000. « Nadie iría a recibir títulos de UNESCO ». *El Pueblo* (Arequipa), 27 novembre 2000, p. 1.
- . 2000. « Arequipa hoy podría ser patrimonio de la humanidad ». *El Pueblo* (Arequipa), 29 novembre 2000.
- . 2000. « Arequipa Patrimonio Cultural de la Humanidad ». *El Pueblo* (Arequipa), 30 novembre 2000, p. 1.
- . 2000. « INC invoca preservar monumentos ». *El Pueblo* (Arequipa), 1^{er} décembre 2000, p. 3.
- . 2000. « Un título de gran orgullo pero un permanente reto ». *El Pueblo* (Arequipa), 1^{er} décembre 2000, p. 4.
- . 2000. « Ahora depende de nosotros ». *El Pueblo* (Arequipa), 2 décembre 2000, p. 4.
- . 2000. « Publicité Bell South de félicitations pour l'inscription ». *El Pueblo* (Arequipa), 3 décembre 2000.
- . 2000. « Publicité Cerveza Arequipeña de félicitations pour l'inscription ». *El Pueblo* (Arequipa), 3 décembre 2000.
- . 2000. « Desbordante alegría por declaración de la UNESCO ». *El Pueblo* (Arequipa), 16 décembre 2000, p. 7.
- . 2000. « Economía de Arequipa resurgirá ». *El Pueblo* (Arequipa), 16 décembre 2000, p. 1.
- . 2000. « Publicité Banco Santander Central Hispano de félicitations pour l'inscription ». *El Pueblo* (Arequipa), 17 décembre 2000.
- . 2000. « Reconocimiento a un ilustre Arequipeño ». *El Pueblo* (Arequipa), 29 décembre 2000, p. 1.

- . 2006. « Hoy entregan remodelada plaza San Francisco ». *El Pueblo* (Arequipa), 11 abril 2006, p. 3.
- . 2006. « Españoles darán apoyo para rehabilitación del centro histórico ». *El Pueblo* (Arequipa), 12 abril 2006.
- . 2007. « Casa de la Moneda de Arequipa construida en 1794 ». *INFOArequipa*, 18 abril 2007. En ligne. <<http://www.infoarequipa.com/culturales/casa-de-la-monedade-arequipa/>>. Consulté le 25 août 2011.
- . 2008. « Casona de Mario Polar sólo será apuntalada ». *El Pueblo* (Arequipa), 9 abril 2008, p. 2.
- . 2008. « Convertirán San Camilo en atractivo turístico ». *El Pueblo* (Arequipa), 13 abril 2008, p. A09.
- . 2008. « UNESCO observará centro histórico ». *El Pueblo* (Arequipa), 15 abril 2008, p. 5.
- . 2008. « Extranjeros se convierten en guías de Arequipa ». *El Pueblo* (Arequipa), 17 abril 2008, p. 5.
- . 2008. « Arequipa afronta una transformación social inevitable ». *El Pueblo* (Arequipa), 19 abril 2008, p. 8.
- . 2008. « Farolas que instalarán en la Merced serán traídas de Francia ». *El Pueblo* (Arequipa), 21 abril 2008, p. 2.
- . 2008. « Reconstruirán casona para los sacerdotes ». *El Pueblo* (Arequipa), 22 abril 2008, p. 2.
- . 2008. « Viaducto integrará el barrio de San Lázaro ». *El Pueblo* (Arequipa), 23 abril 2008, p. 3.
- . 2008. « Luminarias de Francia para barrio tradicional ». *El Pueblo* (Arequipa), 24 abril 2008, p. 4.
- . 2008. « El 4 de mayo terminan trabajos en calles céntricas ». *El Pueblo* (Arequipa), 26 abril 2008, p. 2.
- . 2008. « Inspectores de Unesco verificarán monumentos ». *El Pueblo* (Arequipa), 29 abril 2008, p. 2.

- . 2008. « Misión Unesco emitirá pronunciamiento final ». *El Pueblo* (Arequipa), 30 abril 2008, p. 2.
- . 2008. « La UNESCO recomendó cuidar nuestro patrimonio ». *El Pueblo* (Arequipa), 2 mai 2008, p. 2.
- . 2008. « Instalarán 100 basureros en Centro histórico ». *El Pueblo* (Arequipa), 3 mai 2008, p. 2.
- . 2008. « Catedral estrenará nueva iluminación ». *El Pueblo* (Arequipa), 4 mai 2008, p. 1.
- . 2008. « Iluminarán Catedral con 800 reflectores ». *El Pueblo* (Arequipa), 4 mai 2008, p. 2.
- . 2008. « Iniciarán inventario de casonas en peligro ». *El Pueblo* (Arequipa), 4 mai 2008, p. A08.
- . 2008. « Cambiaron rostro de San Lázaro ». *El Pueblo* (Arequipa), 9 mai 2008, p. 1.
- . 2008. « Devolvieron belleza a barrio San Lázaro ». *El Pueblo* (Arequipa), 9 mai 2008, p. 2.
- . 2008. « La restauración de San Lázaro ». *El Pueblo* (Arequipa), 12 mai 2008, p. 4.
- . 2008. « Cerca de 150 familias aún viven en el centro ». *El Pueblo* (Arequipa), 13 mai 2008, p. 2.
- . 2008. « La ciudad ya no tiene zonas para expansión ». *El Pueblo* (Arequipa), 16 mai 2008, p. 2.
- . 2008. « Piden a empresas privadas ayuda para proteger casonas ». *El Pueblo* (Arequipa), 22 mai 2008, p. 7.
- . 2008. « Convento de San Francisco será gran centro cultural ». *El Pueblo* (Arequipa), 24 mai 2008, p. A05.
- . 2008. « No autorizan cambio de luz para Catedral ». *El Pueblo* (Arequipa), 30 mai 2008, p. 1.
- . 2008. « Paralizaron iluminación en la Basílica Catedral ». *El Pueblo* (Arequipa),

30 mai 2008, p. 3.

----. 2008. « La iluminación de la Catedral ». *El Pueblo* (Arequipa), 31 mai 2008, p. 4.

----. 2008. « Arquitectos piden parar puente Chilina ». *INFOArequipa*, 20 novembre 2008. En ligne. <<http://www.infoarequipa.com/noticias/arquitectos-piden-parar-puente-chilina/>>. Consulté le 20 janvier 2012.

----. 2008. « Calle Mercaderes será el primer bulevar del centro de Arequipa ». *El Comercio*, 27 novembre 2008. En ligne. <<http://elcomercio.pe/ediciononline/html/2008-11-27/calle-mercaderes-primer-bulevar-centro-arequipa.html>>. Consulté le 30 août 2011.

----. 2009. « Calles del centro histórico serán baldeadas y barridas ». *El Pueblo* (Arequipa), 6 février 2009, p. 4.

----. 2009. « Templo San Francisco estrena nueva iluminación ». *El Pueblo* (Arequipa), 3 avril 2009, p. 1.

----. 2009. « En marcha iluminación de iglesias del cercado ». *El Pueblo* (Arequipa), 5 avril 2009, p. 2.

----. 2009. « Arequipeños deben sentirse orgullosos de su ciudad ». *El Pueblo* (Arequipa), 6 avril 2009, p. 3.

----. 2009. « Los arequipeños deben cuidar más su ciudad ». *El Pueblo* (Arequipa), 6 avril 2009, p. 1.

----. 2009. « Concluirán puesta en valor de la calle Mercaderes y plaza 5 de Agosto ». *El Pueblo* (Arequipa), p. 4.

----. 2009. « Plaza de armas de Arequipa será de uso peatonal exclusivo », *EMBARQ Andino*, 1^{er} juin 2009. En ligne <<http://www.embarqandino.org/node/55>>. Consulté le 15 juin 2012.

----. 2010. « Arequipa : el Centro Histórico en la mira de la Unesco ». *Perú21.pe*, 31 octobre 2010. En ligne. <<http://peru21.pe/noticia/662022/arequipa-centro-historico-mira-unesco>>. Consulté le 2 septembre 2011.

----. 2010. « Bolívar-Sucre quedará libre de cables ». *El Pueblo* (Arequipa), 21 novembre 2010.

- . 2010. « Invirtieron casi S/. 41 millones en obras del Centro Histórico ». *El Pueblo* (Arequipa), novembre 2010.
- . 2011. « Desde hoy se puede visitar la Casa de la Gastronomía ». *El Comercio*, 26 mars 2011. En ligne. <<http://elcomercio.pe/gastronomia/733292/noticia-desde-hoy-se-puede-visitar-casa-gastronomia>>. Consulté le 2 septembre 2011.
- . 2011. « Cuatro años de prisión suspendida para empresario por ruidos molestos ». *El Comercio*, 8 juin 2011. En ligne. <<http://elcomercio.pe/planeta/774247/noticia-cuatro-anos-prision-suspendida-empresario-ruidos-molestos>>. Consulté le 2 septembre 2011.
- . 2011. « En una semana quedarán libres de ambulantes Av. Abancay y Mercado Central ». *El Comercio*, 18 juillet 2011. En ligne. <<http://elcomercio.pe/lima/893231/noticia-semana-quedaran-libres-ambulantes-av-abancay-mercado-central>>. Consulté le 2 septembre 2011.
- . 2011. « Dirección Regional de Cultura de Arequipa celebra Bodas de Oro con concierto de gala ». *AQPnoticias.com* juillet 2011. En ligne. <http://www.aqpnoticias.com/notaamplia.php?subaction=showfull&id=1309823718&archive=&start_from=&ucat=8>. Consulté le 25 août 2011.
- . 2011. « Convocan licitación de puente Chilina ». *El Pueblo*, 25 août 2011. En ligne. <<http://www.elpueblo.com.pe/noticias/?p=1994>>. Consulté le 2 septembre 2011.
- . 2011. « No hay recursos para remodelación y restauración del Centro Histórico ». *El Pueblo*, 4 décembre 2011. En ligne. <<http://www.elpueblo.com.pe/noticias/?p=7486>>. Consulté le 2 septembre 2011.
- Amanqui Chaiña, Hugo. 2008. « Patrimonio cultural y salud pública ». *El Pueblo* (Arequipa), 4 avril 2008, p. 6.
- Ampuero, B. 2008. « En evaluación ingreso de carros al centro histórico ». *El Pueblo* (Arequipa), 17 avril 2008, p. 5.
- Bellido de Hövelborn, Aurora. 2005. « Patrimonio... ¿Cultural? ». *La Ciudad*, no 10, p. 3-4.
- Cateriano y Falceto, Alfredo 2000. « La belleza de Arequipa brilla por su ausencia ». *El Pueblo* (Arequipa), 25 mars 2000, p. 4.

- Chipana, Lino. 2001. « Cambiarán de color muros de los portales de Arequipa ». *El Comercio* (Lima), 21 janvier 2001.
- El Mercurio. 2005. « Monasterios, momias y pisco en Arequipa ». *La Nación* (Argentina), 27 novembre 2005. En ligne. <<http://www.lanacion.com.ar/759702-monasterios-momias-y-pisco-en-arequipa>>. Consulté le 2 septembre 2011.
- Escudero R., Carlos A. 2000. « El reto arequipeño ». *El Pueblo* (Arequipa), 17 décembre 2000, p. 4.
- Heredia Márquez, Alberto 2008. « Peligra la Historia ». *El Pueblo* (Arequipa), avril 2008.
- Linares Malaga, Eloy. 1998. « Ministerio de Cultura y Turismo: defensa del patrimonio ». *El Pueblo* (Arequipa), 7 juin 1998, p. 4.
- Masias N. del P., Pablo. 1996. « Arequipa: Por qué la única ». *El Pueblo* (Arequipa), 1^{er} juillet 1996, p. 4.
- Medina Egoavil, Luzgardo. 2000. « Restricción de vehículos en Centro Histórico ». *El Pueblo* (Arequipa), 28 février 2000, p. 4.
- Podestá, Luis Eduardo. 2010. Arequipa reestrena su Teatro. Podestá te cuenta. En ligne. <<http://podestecuenta.blogspot.com/2010/12/arequipa-reestrena-su-teatro.html>>. Consulté le 26 août 2011.
- Rodríguez R., Marcelo 1997. « Alertan sobre destrucción de casonas coloniales en Arequipa ». *El Comercio* (Lima), 17 décembre 1997.
- Rodríguez R., Marcelo. 1998. « Arequipa: en busca del reconocimiento mundial ». *El Comercio* (Lima), 2 juin 1998, p. A18.
- Solis Fuentes, Oscar 1998. « Arequipa es para amarla ». *El Pueblo* (Arequipa), 16 mars 1998, p. 4.
- Turpo Ch., Fortunato. 1996. « Arequipeños, nuestra plaza de armas ». *El Pueblo* (Arequipa), 25 juin 1996, p. 4.
- Ugarte y Chocano, Eduardo. 2009. « Cuidado con el puente, cuidado con la campiña ». *La Ciudad*, no 23, p. 7-8.

Valdivia, Eduardo Laime. 1996. « La UNESCO y una aspiración de Arequipa ». *El Pueblo* (Arequipa), 9 abril 1996, p. 4.

Zevalios Vera, Manuel. 1996. « Arequipa : orgullo del Perú ». *El Pueblo* (Arequipa), 11 août 1996, p. 4.

Revue *La Ciudad*

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2003. Agosto, nº1, Arequipa : Cueva E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2003. Septiembre, nº2, Arequipa : Cueva E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2004. Julio, nº5, Arequipa : Cueva E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2005. Diciembre, nº10, Arequipa : Cueva E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2006. Abril, nº12, Arequipa : Cueva E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2006. Julio, nº13, Arequipa : Cueva E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2006. Septiembre, no 14, Arequipa : Cueva E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2006. Diciembre, no 15, Arequipa : Cueva E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2007. Mayo-junio, no 16, Arequipa : Cueva E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2007. Agosto, no 17, Arequipa : Cueva E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2007. Septiembre-octubre-noviembre, no 18, Arequipa : Panamericana industria gráfica E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2008. Diciembre 2007-enero 2008, no 19, Arequipa : Panamericana industria gráfica E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2008. Mayo-junio-julio, Arequipa : Panamericana industria gráfica E.I.R.L.

La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura. 2009. Agosto 2008-enero 2009,

- no 22, Arequipa : Panamericana industria gráfica E.I.R.L.
- La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura*. 2009. Febrero-marzo-abril, no 23, Arequipa : Panamericana industria gráfica E.I.R.L.
- La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura*. 2009. Mayo-junio-julio, no 24, Arequipa : Panamericana industria gráfica E.I.R.L.
- La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura*. 2009. Agosto-septiembre-octubre, no 25, Arequipa : Panamericana industria gráfica E.I.R.L.
- La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura*. 2010. Diciembre 2009-enero 2010, no 26, Arequipa : Panamericana industria gráfica E.I.R.L.
- La Ciudad, revista de ciencias, artes y cultura*. 2011. Enero-febrero, no 27, Arequipa : La Ciudad producciones E.I.R.L.

Rapports gouvernementaux

- Dirección Regional de Industria y Turismo. 2002. *Estadísticas del mercado turístico Arequipa 2001*. Arequipa : DRITINCI CTAR.
- Instituto Nacional de Cultura. 1991. *Proyecto de inventario, registro y catalogación. Patrimonio cultural monumental de Arequipa*. Archivo de la dirección de patrimonio histórico y monumental, Ministerio de Cultura, Lima.
- Instituto Nacional de Cultura. 2005. *Informe anual 2005. Centro histórico y zona monumental de Arequipa*. Arequipa. 12 p.
- Instituto Nacional de Cultura. 2008. *Informe anual sobre la conservación del patrimonio mundial, 2007. Centro histórico de Arequipa*. Arequipa. 13 p.
- Instituto Nacional de Cultura. 2009. *Informe anual sobre la conservación del patrimonio mundial, 2008. Centro histórico de Arequipa*. Arequipa. 19 p.
- Instituto Nacional de Cultura. 2010. *Informe anual sobre la conservación del patrimonio mundial, 2009. Centro histórico de Arequipa*. Arequipa. 29 p.
- Ministerio de Cultura. 2011. *Informe anual sobre la conservación del patrimonio mundial, 2010. Centro histórico de Arequipa*. Arequipa. 135 p.